



Plan Local d'Urbanisme

Commune de BRENOUX

Pièce n°1 : ***Rapport de présentation***

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	6
Cadre juridique	
Rappel sur le contenu du dossier du PLU	
LA COMMUNE DE BRENOUX EN QUELQUES CHIFFRES.....	9
TITRE I – BILAN DE L'EXISTANT – ANALYSE DES BESOINS	10
I.1. – POPULATION.....	11
<i>I.1.1. – Evolution générale de la population</i>	
<i>I.1.2. – Evolution de la population par tranches d'âge</i>	
<i>I.1.3. – Population : comparaison avec les autres communes du Valdonnez</i>	
<i>I.1.4. – Evolution de la composition des ménages</i>	
<i>I.1.5. – Evolution de la population selon les catégories socioprofessionnelles</i>	
I.2. – HABITAT.....	19
<i>I.2.1. – Evolution du parc de logements</i>	
<i>I.2.2. – Répartition résidences principales, secondaires et vacantes en 1999</i>	
<i>I.2.3. – Logements conventionnés</i>	
<i>I.2.4. – Construction de logements : époque d'achèvement</i>	
I.3. – ACTIVITÉS ECONOMIQUES.....	22
<i>I.3.1. – Population active, emploi et migrations</i>	
<i>I.3.2. – Agriculture</i>	
a) <u>données RGA</u>	
b) <u>enquêtes individuelles auprès des agriculteurs</u>	
<i>I.3.3. – L'artisanat</i>	
<i>I.3.4. – Les infrastructures</i>	
<i>I.3.5. – Services, équipements et commerces</i>	
I.4. – LES RESEAUX.....	47
<i>I.4.1. – Le réseau d'alimentation en eau potable</i>	
<i>I.4.2. – Assainissements collectif et autonome</i>	
<i>I.4.3. – Le service incendie</i>	
I.5.-BESOINS ET PERSPECTIVES D'EVOLUTION.....	56
<i>I.5.1. – Les perspectives d'évolution démographique</i>	
<i>I.5.2. – Besoins répertoriés en matière de développement économique</i>	



Mairie de Brenoux
Département de la Lozère

Plan Local d'Urbanisme

BRENOUX



PIÈCE N°1

RAPPORT DE PRÉSENTATION

APPROBATION DU PLU



HABITAT & DÉVELOPPEMENT DE LA LOZÈRE
23 rue de la Chicanette
48000 MENDE
04 66 65 22 20 hd48@wanadoo.fr

TITRE II – DIAGNOSTICS CULTUREL, ARCHITECTURAL, ENVIRONNEMENTAL, PAYSAGER ET TOURISTIQUE.....	59
II.1. – LES ATOUTS CULTURELS.....	60
II.1.1. – <i>Eléments d'histoire</i>	
II.1.2. – <i>Patrimoine et activités culturelles</i>	
II.2. – LES ATOUTS TOURISTIQUES.....	63
II.2.1. – <i>La communication intercommunale</i>	
II.2.2. – <i>Sentiers de randonnées et Parc National des Cévennes</i>	
II.3. – PATRIMOINE BÂTI.....	67
II.3.1. – <i>Des villages de caractère</i>	
II.3.2. – <i>L'église de Brenoux</i>	
II.3.3. – <i>Le patrimoine vernaculaire</i>	
II.4. – GEOGRAPHIE.....	78
II.4.1. – <i>La géologie</i>	
II.4.2. – <i>La topographie</i>	
II.4.3. – <i>L'hydrographie</i>	
II.4.4. – <i>Les données météorologiques</i>	
II.4.5. – <i>Les risques naturels</i>	
a) <u>le risque inondations</u>	
b) <u>le risque mouvements de terrain</u>	
c) <u>le risque feu de forêt</u>	
II.5. – ENVIRONNEMENT.....	89
II.5.1. – <i>La forêt</i>	
II.5.2. – <i>Les mesures de protection</i>	
a) <u>les ZNIEFF</u>	
b) <u>Le site inscrit du truc de Balduc</u>	
c) <u>Natura 2000 : site du « Valdonnez »</u>	
d) <u>La zone périphérique du Parc National des Cévennes</u>	
e) <u>La réserve de biosphère des Cévennes</u>	
II.6. – LES PAYSAGES.....	105
II.6.1. – <i>Les paysages « naturels »</i>	
II.6.2. – <i>Les paysages « urbains »</i>	
II.7. – LES OUVERTURES A L'URBANISATION.....	116
II.7.1. – <i>Venède</i>	
II.7.2. – <i>Brenoux</i>	
II.7.3. – <i>Langlade</i>	
II.7.4. – <i>Le Lac</i>	
II.7.5. – <i>Malaval</i>	
II.7.6. – <i>Les Combes</i>	

TITRE III – CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD ET DELIMITATION DES ZONES.....	118
III.1. – RAPPEL DES GRANDS OBJECTIFS DU PADD.....	119
<i>III.1.1. – Rappel sur la mise en révision du document d'urbanisme</i>	
<i>III.1.2. – Les grands objectifs du PLU</i>	
III.2. – PRESENTATION DES ORIENTATIONS PAR THEME.....	120
<i>III.2.1. – Orientations en matière de développement agricole et économique</i>	
a) <u>soutenir une activité agricole dynamique inscrite dans des démarches de qualité</u>	
b) <u>maintenir les structures touristico-économiques</u>	
c) <u>maintenir et développer les activités artisanales et de services de proximité</u>	
<i>III.2.2. – Orientations en matière de préservation de l'environnement et d'un cadre de vie de qualité</i>	
a) <u>préserver les paysages bâtis</u>	
b) <u>préserver les paysages naturels</u>	
c) <u>identification et localisation des risques naturels</u>	
<i>III.2.3. – Orientations en matière de développement raisonné des zones urbaines</i>	
a) <u>renforcer les réseaux existants et étudier des extensions potentielles</u>	
b) <u>diversifier les modes d'habiter</u>	
c) <u>envisager de nouvelles zones d'urbanisation</u>	
III.3. – LES MOTIFS DES REGLES APPLICABLES AUX ZONES – « L'ESPRIT DU REGLEMENT ».....	138
<i>III.3.1. – Principes</i>	
<i>III.3.2. – L'esprit du règlement</i>	
a) <u>limitations concernant les occupations et utilisations du sol</u>	
b) <u>limitations relatives à l'accès et à la voirie</u>	
c) <u>limitations relatives aux conditions de desserte par les réseaux</u>	
d) <u>limitations relatives aux caractéristiques des terrains</u>	
e) <u>limitations relatives à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</u>	
f) <u>limitations relatives à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u>	
g) <u>limitations relatives à l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété</u>	
h) <u>limitations relatives à l'emprise au sol des constructions</u>	
i) <u>limitations relatives à la hauteur maximale des constructions et installations</u>	
j) <u>limitations relatives à l'aspect extérieur des constructions</u>	
k) <u>limitations relatives au stationnement</u>	
l) <u>limitations relatives aux espaces libres et plantations</u>	
m) <u>limitations relatives au Coefficient d'Occupation du Sol</u>	

TITRE IV – INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT – PRESERVATION ET MISE EN VALEUR.....	143
IV.1. – PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	144
IV.2. – INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT.....	145
<i>IV.2.1. – Incidences sur les eaux et mesures de réduction des pollutions</i>	
a) <u>Assainissement des eaux usées</u>	
b) <u>gestion des déchets</u>	
<i>IV.2.2. – Incidences sur les espaces naturels et les paysages</i>	
a) <u>préservation des espaces naturels et agricoles</u>	
b) <u>préservation du patrimoine bâti</u>	
c) <u>protection du patrimoine archéologique</u>	
d) <u>prise en compte du paysage dans la parti d'aménagement</u>	
 TITRE V – PRESENTATION DU ZONAGE.....	 151
V.1. – ZONES URBAINES.....	152
V.2. – ZONES A URBANISER.....	153
V.3. – ZONES AGRICOLES, NATURELLES ET FORESTIERES.....	154
V.4. – AUTRES DELIMITATIONS.....	156
V.5. – SUPERFICIE DES ZONES.....	157

ANNEXES

ANNEXE 1 : Classement des élevages et distances d'implantation des bâtiments par rapport aux habitations

ANNEXE 2 : Liste des sites archéologiques recensés sur la Commune de Brenoux et extraits de législation relative à la sauvegarde du patrimoine archéologique

ANNEXE 3 : Fiches descriptives des ZNIEFF nouvelle génération :

- Z.N.I.E.F.F. de type I « Vallée du Bramont en amont de Balsièges » n° 0000-4076
- Z.N.I.E.F.F. de type I « Falaise du Truc de Balduc » n° 0000-4079
- Z.N.I.E.F.F. de type II « Causses de Marvejols et de Mende » n° 4809-0000

ANNEXE 4 : Périmètre du Site d'Importance Communautaire n°FR9102008 – VALDONNEZ (Natura 2000)

ANNEXE 5 : Natura 2000 - Habitats naturels d'intérêt communautaire : liste, carte, fiches descriptives et analytiques

ANNEXE 6 : Natura 2000 - Habitats d'espèces d'intérêt communautaire : carte, fiches descriptives et analytiques, liste des espèces non d'intérêt communautaire

PRÉAMBULE

Cadre juridique

Le Plan Local d'Urbanisme, issu de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain, remplace le Plan d'Occupation des Sols qui était un instrument essentiellement réglementaire et régulateur de l'usage foncier. Le PLU est quant à lui, porteur d'un projet urbain et générateur des conditions d'utilisation du sol, de l'espace et de l'aménagement.

D'un point de vue juridique, il s'inscrit dans un triple dispositif :

- les principes posés par les articles L. 110 et L. 121-1 du Code de l'urbanisme ;
- le dispositif hiérarchique de l'article L. 111-1-1 du Code de l'urbanisme ;
- l'articulation avec un ensemble de documents auxquels il est subordonné.

Article L. 110

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité des besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacement, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. »

Article L. 121-1

« ... les plans locaux d'urbanisme ... déterminent les conditions permettant d'assurer :

- 1. l'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;*
- 2. la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;*
- 3. une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques des pollutions et des nuisances de toute nature. »*

Article L. 111-1-1

« Les plans locaux d'urbanisme ... doivent être compatibles avec les orientations des schémas de cohérence territoriale et des schémas de secteurs. En l'absence de ces schémas, ils doivent être compatibles avec les directives territoriales d'aménagement et avec les prescriptions particulières prévues par le II de l'article L 145-7. En l'absence de ces documents, ils doivent être compatibles

avec les dispositions particulières applicables aux zones de montagne et au littoral des articles L 145-1 et suivants et L 146-1 et suivants. »

La commune de Brenoux, comme l'ensemble des communes du département de la Lozère, relève des dispositions de la loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la Montagne, modifiées par la loi Urbanisme et Habitat n° 2003-590 du 2 juillet 2003.

Rappel du contenu du dossier du PLU

Le dossier de Plan Local d'Urbanisme se compose de cinq éléments :

1. **le rapport de présentation** (Article R. 123-2)
 - a. *expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 ;*
 - b. *analyse l'état initial de l'environnement,*
 - c. *explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2,*
 - d. *Evalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.*

En cas de modification ou de révision, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

2. **le projet d'aménagement et de développement durable**, le PADD (article R. 123-3) *définit dans le respect des objectifs et des principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1, les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues pour l'ensemble de la commune. Les orientations d'aménagement peuvent, par quartier ou par secteur, prévoir les actions et opérations d'aménagement mentionnées au troisième alinéa de l'article L. 123-1. Les dispositions relatives aux zones d'aménagement concerté, prévues aux a et b de l'article L. 123-3, figurent dans le règlement du plan local d'urbanisme ou dans les orientations d'aménagement ou leurs documents graphiques.*

3. **le règlement** intervient en cohérence avec le PADD.

Il se compose en fait de deux éléments : un zonage et les règles propres à chaque zone. Cependant, les documents graphiques sont bien distincts du règlement : ce sont deux pièces indépendantes du dossier de P.L.U.

- a. **Le zonage** : sont identifiées quatre types de zones (R. 123-4).

- **les zones urbaines, dites « zones U »** (R. 123-5) : *peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.*

- **les zones à urbaniser dites « zones Au »** (R. 125-6) : *peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations*

d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et le règlement. Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

- les zones agricoles dites « zones A » (R. 123-7) : *peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A. Est également autorisé, en application du 2° de l'article R. 123-12, le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement.*

- les zones naturelles et forestières dites « zones N » (R. 123-8) : *Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. En zone N peuvent être délimités des périmètres à l'intérieur desquels s'effectuent les transferts des possibilités de construire prévus à l'article L. 123-4. Les terrains présentant un intérêt pour le développement des exploitations agricoles et forestières sont exclus de la partie de ces périmètres qui bénéficie des transferts de coefficient d'occupation des sols. En dehors des périmètres définis à l'alinéa précédent, des constructions peuvent être autorisées dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.*

- b. **Le règlement de zones (R. 123-9) :** il existe un règlement type de 14 articles mais son contenu peut désormais être déterminé optionnellement puisqu'il peut comprendre tout ou partie des éléments relatifs à la nature de l'occupation (interdictions ou autorisations conditionnelles), les conditions de l'occupation du sol (desserte, superficie des terrains, prospect, hauteur, aspect extérieur, alignement, règles de stationnement, etc.) et la détermination de COS. En effet, seuls les articles 6 et 7 doivent être obligatoirement renseignés.
4. **les documents graphiques** permettent de matérialiser les prescriptions du règlement (R. 123-11). Outre les précisions relatives au zonage (U, UA, A et N), ils font apparaître le cas échéant, les caractéristiques d'application des règles d'urbanisme (espaces boisés, classés, emplacements réservés, préservation des risques, pollutions et nuisances, etc.) et les règles particulières applicables à certaines zones (R. 123-12)
5. **les annexes (R. 123-13 et 14)** figurent dans le dossier à titre d'information même si pour certaines, l'annexion constitue une condition de leur opposabilité.

LA COMMUNE DE BRENOUX EN QUELQUES CHIFFRES



Région	Languedoc Roussillon
Département	Lozère
Canton	Mende Sud
Code INSEE	48030
Communauté de Communes	du Valdonnez
Altitudes mini. & maxi.	729 m / 1 082 m
Superficie	11,25 km ²
Densité en 2007	26 hab./km ²
Nbre d'Habitants en 2007	données INSEE : 296 estimation Commune : 337

- TITRE I -

**BILAN DE L'EXISTANT –
ANALYSE DES BESOINS**

I.1. POPULATION

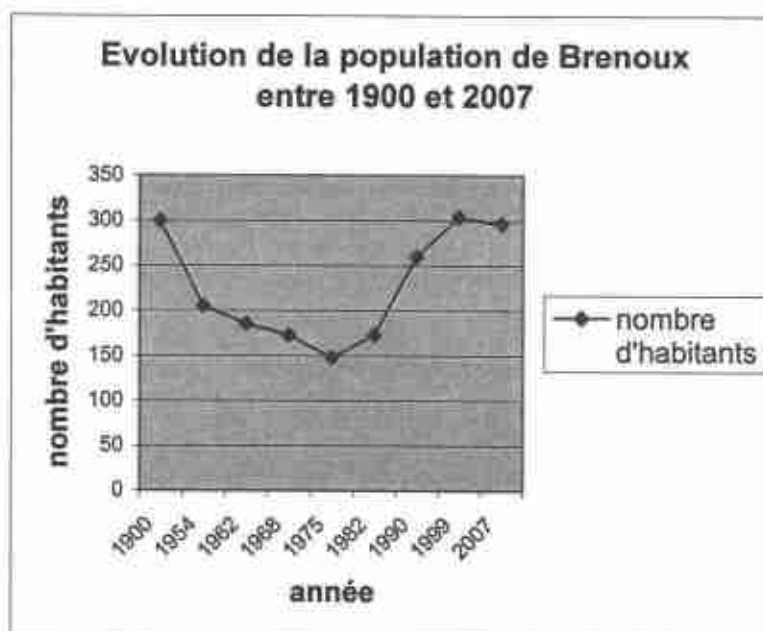
Remarque: le dernier Recensement Général de population (R.G.P.) date de 2007. Les données INSEE sont issues d'une méthode de calcul nationale propre aux communes de moins de 10 000 habitants. L'INSEE détermine les populations légales par extrapolation ou interpolation des résultats obtenus par l'enquête de recensement la plus récente. Ces calculs consistent, pour l'extrapolation, à prolonger des tendances observées en s'appuyant sur le nombre de logements fourni par la taxe d'habitation, et, pour l'interpolation, à établir les chiffres intermédiaires entre les deux années dont on connaît les populations.

I.1.1 Evolution générale de la population

Années	1900	1954	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2007
Nombre d'habitants	300	206	186	173	148	173	260	304	296

Source : données statistiques INSEE

Note : la commune estime à 337 le nombre d'habitants en 2007.



Source : données statistiques INSEE 2007

Après un fléchissement significatif jusque dans les années 70, la population de la Commune de Brenoux a ensuite augmenté entre 1975 et 1999 (156 habitants supplémentaires en 24 ans), pour finalement fléchir entre 1999 et 2007 :

- une première croissance entre 1975 et 1982 (+25) a permis de retrouver l'effectif de 1968 ;
- une seconde phase, plus forte, entre 1982 et 1990 (+87) a permis de franchir à nouveau la barre des 250 habitants ;
- la poursuite de cette croissance, mais moins marquée, entre 1990 et 1999 (+44) a permis à la Commune de retrouver son niveau de population du début du XX^{ème} siècle.
- depuis 1999, on note une baisse de la population (-8). Cette variation serait due au solde migratoire.

Cependant, ces dernières données semblent différer de l'estimation réalisée avec les élus.

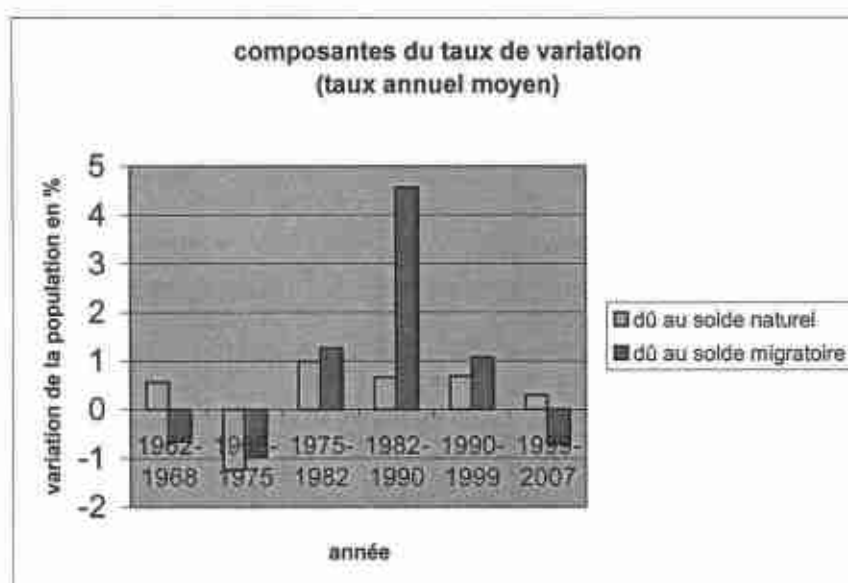
Périodes	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2007
Naissances	11	4	21	28	36	35
Décès	17	18	10	17	19	19
Solde naturel	-6	-14	11	11	17	16
Solde migratoire	-7	-11	14	76	27	-24
Variation totale	-13	-25	25	87	44	-8

Source : données statistiques INSEE 2007

En moyenne, il y a 17 décès dans chaque période définie par l'INSEE. Ce chiffre est conséquent pour la Commune de Brenoux mais a été compensé depuis 1982 par un regain du nombre de naissance ; d'où un solde naturel positif depuis 1975.

Au regard d'un solde migratoire lui aussi positif entre 1975 et 1999, l'attractivité du territoire pour les jeunes ménages apparaît clairement. Depuis 1999, les statistiques INSEE relèvent un solde migratoire négatif, mais ces données semblent différer de l'estimation réalisée avec les élus.

Périodes	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2007
Taux d'évolution global	-1,2%	-2,2%	2,2%	5,2%	1,8%	-0,3%
Dû au solde naturel	0,6%	-1,2%	1,0%	0,7%	0,7%	0,3%
Dû au solde migratoire	-0,6%	-1,0%	1,3%	4,6%	1,1%	-0,7%
Taux de natalité pour 1000	10,2	3,5	18,8	16,8	14,3	10,0
Taux de mortalité pour 1000	15,7	15,9	9,0	10,2	7,6	6,7



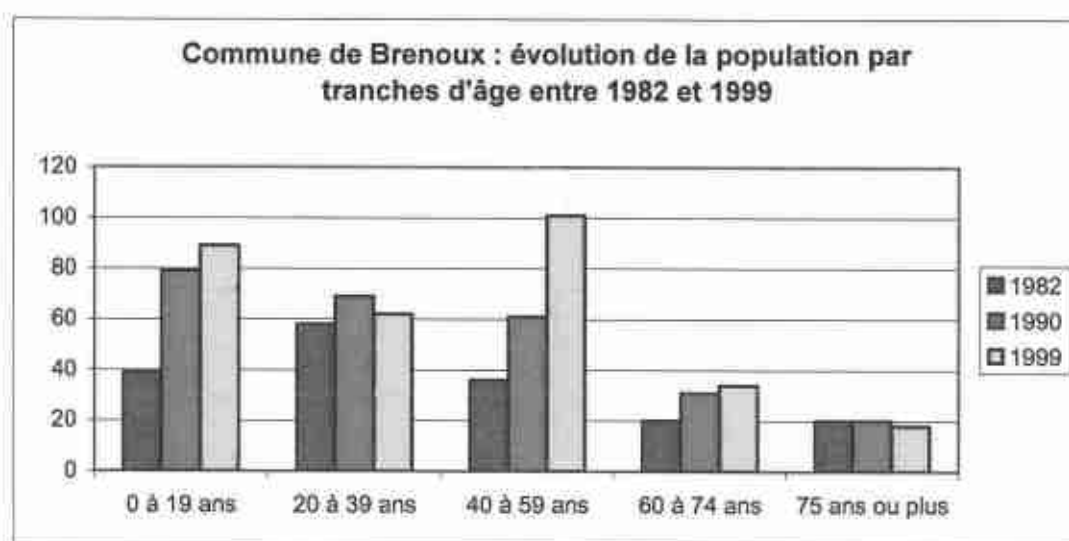
Source : données statistiques INSEE 2007

Durant trois périodes inter censitaires, les deux soldes sont positifs. Le pic entre 1982 et 1990 peut en partie s'expliquer par l'ouverture à l'urbanisation de certains terrains : création du lotissement de Langlade et développement des zones pavillonnaires.

I.1.2 Evolution de la population par tranche d'âge

Remarque : Les données suivantes datent du recensement de 1999. Nous les comparerons ensuite aux données de 2007 qui prennent en compte des tranches d'âges différentes.

A l'image de celle du département, la population de Brenoux est vieillissante malgré le dynamisme apporté par l'arrivée de jeunes ménages.



Source : données statistiques INSEE RGP1999

Si la tranche des 20-39 ans a tendance à se stabiliser, celle des 0-19 et 40-59 ans augmente régulièrement.

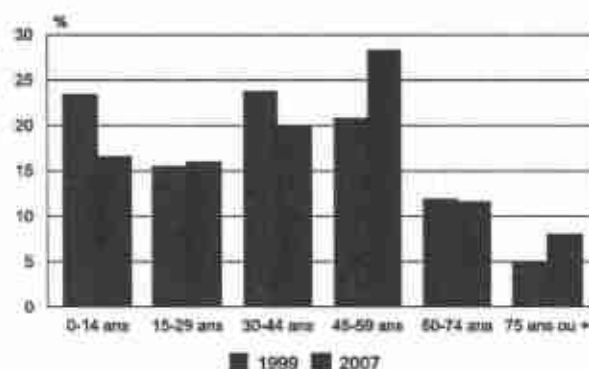
La forte augmentation des personnes ayant entre 40 et 59 ans tient vraisemblablement en partie au « vieillissement » des nouveaux arrivants des années 80-90 mais aussi à l'installation, entre 1990 et 1999, de personnes et/ou ménages de plus de 40 ans.

Tout sexe confondu, entre 1982 et 1999 :

- les 0-19 ans passent de 22 à 29% ;
- les 20-39 ans passent de 33 à 20% ;
- les 40-59 ans passent de 21 à 33% ;
- les 60-74 ans restent stables (11%) ;
- les 75 ans et plus passent de 11 à 6%.

Ainsi, la tranche majoritaire bascule des 20-39 ans vers les 40-59 ans entre 1982 et 1999.

Données RGP 2007 :



Source : INSEE, RGP1999 et RGP2007

Entre 1999 et 2007, la tendance se confirme avec la tranche majoritaire des 45-59 ans qui continue d'augmenter.

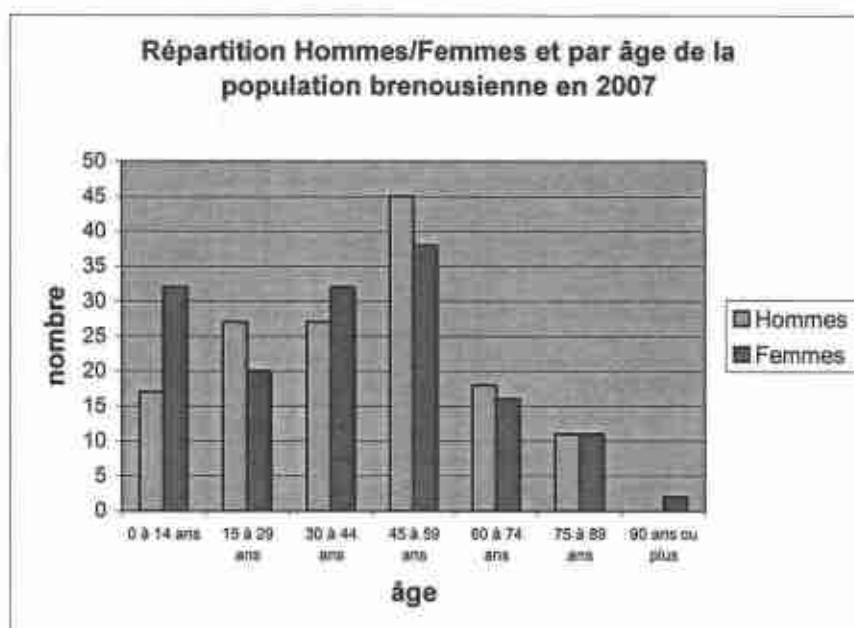
La tranche des plus jeunes (0-14 ans) diminue, au profit des 15-29 ans. La commune attire donc encore les jeunes ménages.

Le nombre de personnes âgées (60-74 ans) se stabilise et celui des personnes très âgées (75 ans et plus) est en augmentation.

Population par sexe et par âge en 2007 :

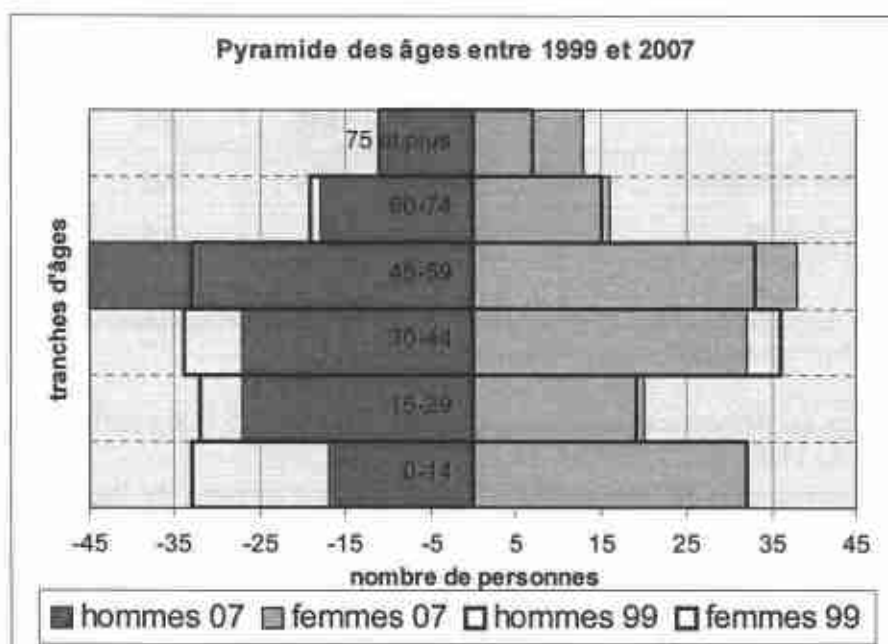
0 à 14 ans	Hommes	17	Femmes	32
15 à 29 ans		27		20
30 à 44 ans		27		32
45 à 59 ans		45		38
60 à 74 ans		18		16
75 à 89 ans		11		11
90 ans ou plus		0		2
Totaux		144		152

Source : données statistiques INSEE RGP 2007



Source : données statistiques INSEE RGP 2007

Globalement, nous ne notons pas de différence significative entre les deux sexes. Notons tout de même des différences assez importantes chez les jeunes : de 0 à 14 ans un nombre plus élevé de filles, et de 15 à 29 ans un nombre plus important de garçons.



Source : données statistiques INSEE RGP 1999

Les constats suivants peuvent être tirés de l'évolution de la pyramide des âges :

- une forte diminution du nombre de garçons dans la tranche d'âge 0-14 ans alors que le nombre de filles reste stable ;
- une augmentation significative de la tranche des 45-59 ans, chez les hommes comme chez les femmes
- une augmentation sensible du nombre de femmes de plus de 75 ans.

I.1.3 Population : comparaison avec les autres communes du Valdonnez

Communes	Densités (hab./km ²)	Superficies	Nombre d'habitants					
			1968	1975	1982	1990	1999	2007
Balsièges	15,6	3298 ha	365	352	313	428	508	514
Brenoux	25,3	1125 ha	173	148	173	260	304	296
Lanuéjols	10,0	3267 ha	240	220	182	189	208	331
Saint-Bauzile	18,6	2933 ha	247	256	357	472	504	545
Saint-Etienne-du-Valdonnez	10,4	5609 ha	405	355	383	384	469	608

Source : données statistiques INSEE 2007

Après la commune de Saint-Bauzile, qui a doublé en 31 ans sa population, Brenoux connaît sur cette même période, malgré une petite baisse récente, le second plus important gain de population au sein de la Communauté de Communes.

Notons également, et de loin, que Brenoux possède, avec 26,3 habitants au km², la densité de population la plus élevée de ce territoire (à titre indicatif, le département de la Lozère a une densité de population de 15 habitants au km²).

I.1.4 Evolution de la composition des ménages

Remarque : Certaines données n'ont pas été communiquées dans le RGP 2007 (nc)

	1982	1990	1999	2007
Population des ménages	173	260	304	296
Nombre de ménages	61	94	109	119

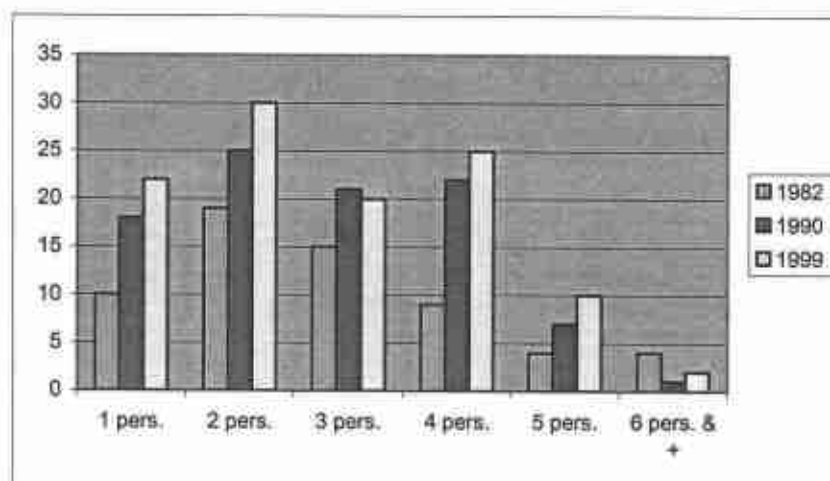
Source : données statistiques INSEE

Remarque : selon la définition de l'INSEE, on appelle ménage l'ensemble des occupants d'un même logement, quels que soient les liens qui les unissent.

Le nombre moyen de personnes par ménage en 2007 est de 2,5. Le nombre de ménages en 2007 serait donc de 119.

A l'image de sa population, le nombre de ménages sur la commune de Brenoux n'a cessé de progresser entre 1982 et 2007; leur nombre a quasiment doublé.

Nombre de ménages de X personnes	1982	1990	1999	2007
1 personne	10	18	22	nc
2 personnes	19	25	30	nc
3 personnes	15	21	20	nc
4 personnes	9	22	25	nc
5 personnes	4	7	10	nc
6 personnes et plus	4	1	2	nc



Source : données statistiques INSEE RGP1999

La majorité des ménages Brenousiens (69%) comptent entre 2 et 4 personnes. Toutefois, la part des ménages d'une personne passe de 16% à 20% alors que celles de 2 personnes et 3 personnes diminuent (respectivement de 31% à 27,5% et de 24,6% à 18,3%). Les ménages de 4 et 5 personnes connaissent, eux, des hausses entre 1982 et 1999 (+ 8,25% et + 2,61%).

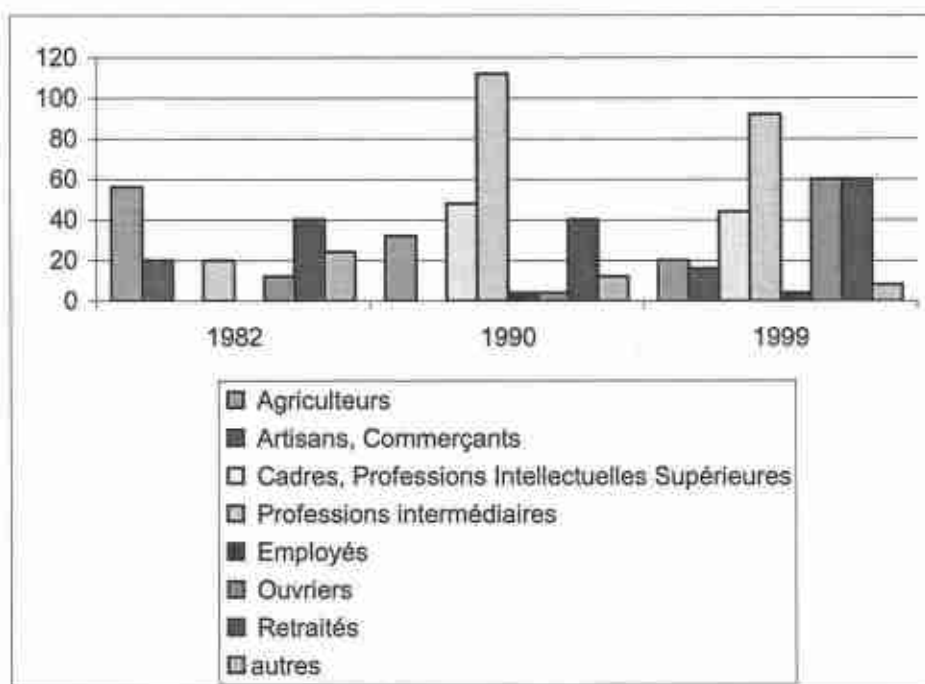
I.1.5 Evolution de la population selon les catégories socioprofessionnelles

Remarque : Les données suivantes n'ayant pas été communiquées dans le RGP 2007, nous nous appuyons sur le recensement de 1999.

Les Professions et Catégories Socio-professionnelles, comme l'INSEE les dénomme depuis 2003, ont été réparties en 8 classes selon les critères suivants :

- le statut (salarié ou indépendant)
- le secteur d'activité économique (primaire, secondaire ou tertiaire)
- la taille de l'entreprise (TPE, PME ou GE)
- le niveau de qualification (diplômes, etc.)
- la classification ou hiérarchie au sein de l'entreprise
- la nature de l'employeur : privé ou public
- le type de métier : artisanat, industriel

Catégories socioprofessionnelles	1982	1990	1999
Agriculteurs	56	32	20
Artisans, Commerçants	20	0	16
Cadres, Professions Intellectuelles Supérieures	0	48	44
Professions intermédiaires	20	112	92
Employés	0	4	4
Ouvriers	12	4	60
Retraités	40	40	60
Autres	24	12	8
Totaux	172	252	304



Source : données statistiques INSEE RGP 1999

La profession d'agriculteur a connu une forte baisse entre 1982 et 1999 : 32,5% en 1982 ; 6,6% en 1999.

Le cumul des populations associées aux « cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires », qui ne représentait que 11,6% de la population communale, atteint 44,7% en 1999.

La proximité de Mende pourrait expliquer cette explication : certaines personnes travaillent en ville et sont domiciliées à la campagne. Même si les élus ne souhaitent pas que leur commune ne le devienne, la commune de Brenoux pourrait être qualifiée de « cité dortoir »...

La population associée aux ouvriers progresse également et représente 19,8% de la population communale en 1999 ; contre moins de 7% en 1982.

La population associée aux retraités augmente en nombre mais sa proportion par rapport à la population communale diminue de 23% en 1982 à 11% en 1999.

Les « autres » baissent en nombre (- 16) et en proportion par rapport à la population communale (13,95% en 1982 ; 2,63% en 1999)

Globalement, la population brenousienne est associée à environ 66% aux 4 catégories socio-professionnelles principales (ouvriers, employés, professions intermédiaires, cadres et professions intellectuelles supérieures) et à 77,63% à des actifs.

La population de Brenoux a été en hausse régulière entre 1975 et 1999 grâce notamment à des soldes migratoires et naturels positifs. Depuis 1999, les données INSEE notent une baisse de la population, ce qui n'a toutefois pas été confirmé par la commune.

Son vieillissement reste moins préoccupant que dans d'autres communes rurales lozériennes et les élus peuvent compter sur l'attractivité du Valdornez pour accueillir de nouveaux ménages.

I.2 HABITAT

I.2.1 Evolution du parc de logements

	1968	1975	1982	1990	1999	2007
Nombre de logements	77	76	102	131	146	183

Source : données statistiques INSEE RGP 2007

En 2007 la commune compte 183 logements sur son territoire. Le nombre de logements est en constante augmentation depuis 1968.

I.2.2 Répartition résidences principales, secondaires et vacantes

	Total	Résidences Principales		Résidences Secondaires		Résidences vacantes	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1999	146	109	74,7	33	22,6	4	2,7
2007	183	119	64,8	38	20,6	27	14,5

Source : données statistiques INSEE RGP 2007

Les résidences principales, avec 65%, sont très majoritaires (et en augmentation en valeur absolue depuis 1999).

Selon le dernier recensement de 2007, le nombre de logements vacants a augmenté depuis 1999. Ces données sont à prendre avec prudence, puisqu'elles semblent différer de la réalité du terrain.

Comme il semble peu probable que de nombreuses résidences secondaires soient délaissées dans les années à venir, le besoin en nouveaux logements inhérent à la volonté des élus d'accueillir de nouveaux ménages trouvera une réponse dans la construction neuve et un recensement plus précis du nombre de logements vacants.

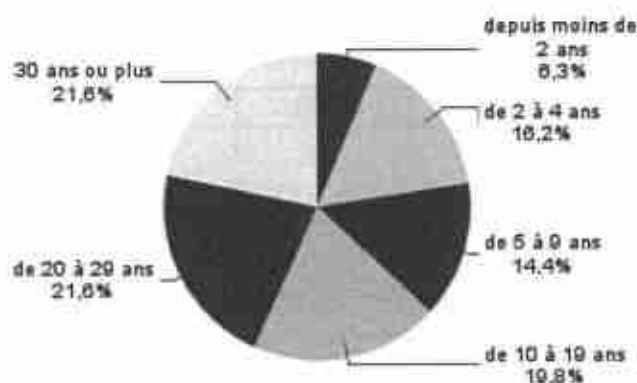
Résidences principales : propriétaires/locataires

- En 2007, à Brenoux, 74% des personnes logeant dans des résidences principales en étaient les propriétaires ; taux supérieur à celui du département.
- En 2007, 22,5% des personnes logeant dans les résidences principales en sont les locataires.

Résidences principales : nombre de pièces et confort

- Les résidences principales sur Brenoux sont de grande taille : 86% d'entre elles comptent au moins quatre pièces (spécificité des maisons anciennes, assez nombreuses, qui ont souvent deux étages)
- 100% des résidences principales possèdent une « salle de bain avec baignoire ou douche » ; en revanche, 16% de ces habitations n'auraient pas de chauffage central.

Résidences principales : dates d'emménagement :



Source : données statistiques INSEE RGP 2007

La majorité des résidences principales sont occupées depuis plus de 10 ans, 31% entre « 2 et 9 ans », témoignant de la faible rotation (peu de locataires).

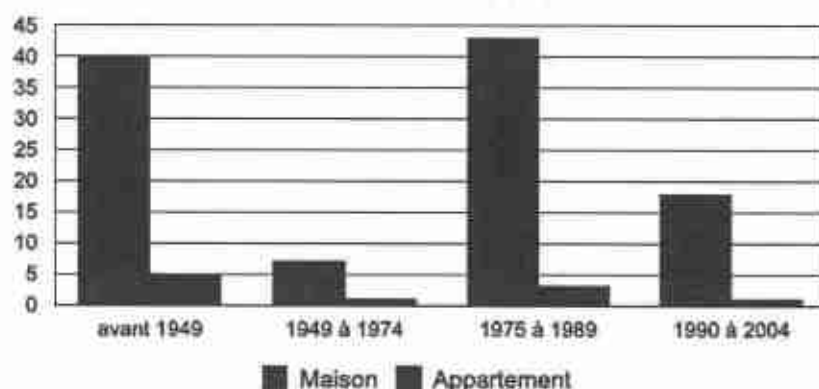
I.2.3 Logements conventionnés

	Résidences 1999		Logements conventionnés			
	Total	Principales	HLM-SEM	Commune	Privé	Total
Brenoux	146	109	0	2	2	4
Canton	1 049	758	13	10	9	32
Lozère	51 020	30 153	2 576	435	434	3 445

Source : DDE Lozère – Cellule Habitat – données au 27 juin 2006

Le nombre de logements conventionnés à Brenoux reste modeste mais nous permet néanmoins de mettre en exergue la création de deux premiers logements conventionnés par la commune.

I.2.4 Construction des logements : époque d'achèvement



Résidences principales construites avant 2005.

Source : données statistiques INSEE RGP 2007

Plus d'un tiers des logements implantés sur la commune de Brenoux ont été construits avant 1949.

Le faible rythme de constructions neuves entre 1949 et 1974 se traduit par des proportions faibles (7%). L'accélération connue entre 1975 et 1989 (lotissement) se retrouve bien et ce parc représente 39% en 2007. Le ralentissement de cet effort de construction se traduit par un parc récent (après 1990) à 16% en 2007.

Le bâti ancien, souvent inspiré de l'architecture caussenarde, est encore souvent présent et mérite d'être préservé.

Brenoux dispose d'un parc de logement majoritairement utilisé en résidences principales.

Il s'agit principalement de maisons individuelles dont les occupants sont propriétaires.

Notons enfin l'action communale, dans sa démarche de promouvoir la mixité sociale, en matière de création de logements sociaux.

I.3 ACTIVITES ECONOMIQUES

I.3.1 Population active, emploi et migrations

Population active

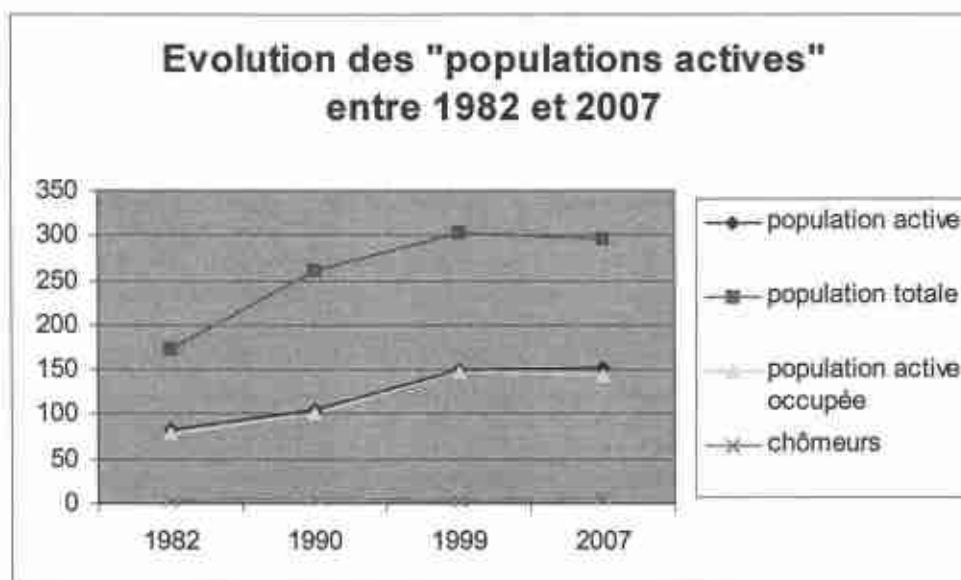
Remarques :

La population active, au sens du recensement de la population, comprend les personnes qui déclarent :

- exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel
- aider un membre de la famille dans son travail (même sans rémunération)
- être apprenti, stagiaire rémunéré, etc...
- être chômeur à la recherche d'un emploi

La population active occupée = [la population active] – [les chômeurs]

Populations actives								
	1982		1990		1999		2007	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
population active	84	100	106	100	151	100	152	100
population totale	173	100	260	100	304	100	296	100
population active occupée	79	94	100	94,3	147	97,4	144	94,7
dont hommes	53	63	62	58,5	83	55	81	53,3
dont femmes	26	31	38	35,8	64	42,4	63	41,4
chômeurs	5	6	6	5,7	4	2,6	7	4,6



Source : données statistiques INSEE 2007

Le nombre d'actifs à Brenoux augmente plus vite que le nombre d'habitants. Gageons toutefois que l'attractivité de la commune est bien plus résidentielle qu'en terme d'offre d'emploi.

Selon les statistiques INSEE 2007, 34 emplois sont recensés dans la commune de Brenoux alors que les actifs brenousiens ayant un emploi sont 144.

Nature des emplois

Actifs brenousiens travaillant sur la commune ou non (RGP2007)

	Hommes	Femmes	Ensemble	%
Ensemble	81	63	144	100
Salariés	59	54	113	78,5
Titulaires de la fonction publique et CDI	50	47	97	67,4
CDD	3	5	8	5,5
Intérim	0	0	0	0
Emplois aidés	2	1	3	2,1
Apprentissage-stage	3	1	4	2,8
Non salariés	22	9	31	21,5
Indépendants	11	3	14	9,7
Employeurs	12	4	16	11,1
Aides familiaux	0	1	1	0,7

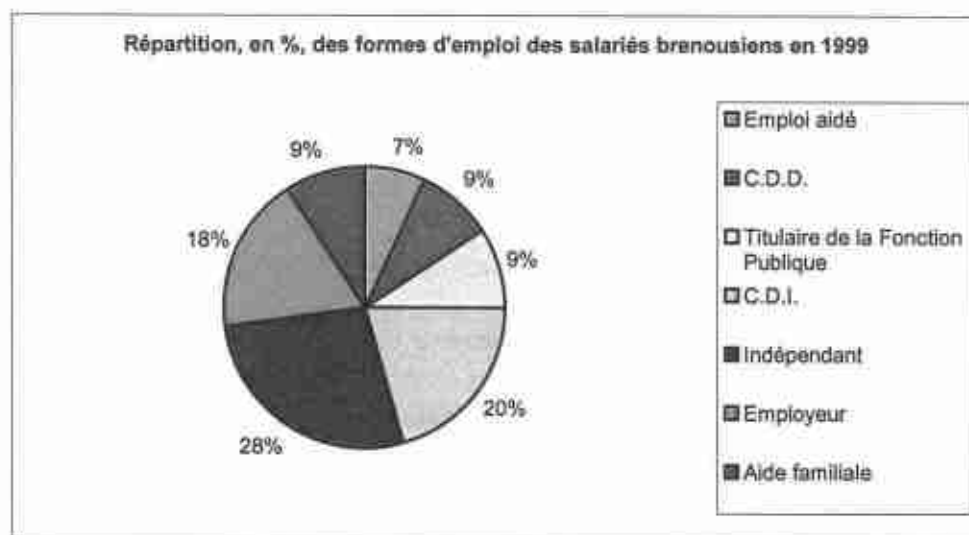
Source : données statistiques INSEE RGP 2007

21,5% des emplois concernent des « non salariés » (indépendants, employeurs ou aides familiaux) ; 67,4% des emplois stables (CDI, Fonction publique).

La part des emplois précaires et CDD est faible (10,4%).

Actifs travaillant sur la commune (RGP 1999)

Remarque : Les données suivantes n'ayant pas été communiquées dans le RGP 2007, nous nous appuyons sur le recensement de 1999.



Source : données statistiques INSEE RGP 1999

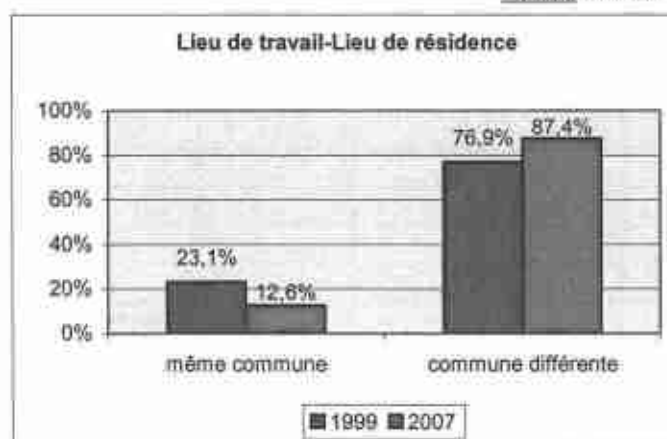
Artisans-commerçants, agriculteurs et aides aux particuliers représentent $\frac{1}{4}$ des emplois sur la Commune.

L'agriculture et l'artisanat représentaient 12 emplois selon l'INSEE en 1999, les professions intermédiaires et la fonction publique 12 emplois et les services aux particuliers, avec 7 emplois, représentaient 16% des emplois exercés sur la Commune.

Migration « domicile travail »

Actifs ayant un emploi travaillant :	1999	2007
Dans la commune de résidence	34	18
Dans une autre commune	113	126
Totaux	147	144

Source : données statistiques INSEE 2007



En 1999, parmi les actifs ayant un emploi (147), 113 (soit 76,9%) travaillent dans une autre commune. Cette proportion augmente en 2007 avec 87,4% des actifs travaillant dans une autre commune. Bien évidemment, la commune de Mende constitue le bassin d'emploi privilégié des brenousiens.

D'autre part, le mode de transport majoritaire reste la voiture particulière.

I.3.2 Agriculture

A/ Données RGA

Les données RGA 2000 nous ont été communiquées par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Lozère.

Les données datant de 2000, nous tâcherons donc d'être prudents quant à leur analyse.

La superficie totale de la Commune de Brenoux est de 1125 hectares.

La superficie agricole utilisée communale est de 760 hectares

La superficie agricole utilisée des exploitations est de 816 hectares. Ainsi, par différence, 56 hectares de SAU des exploitations agricoles ayant leur siège d'exploitation sur la Commune sont situés en dehors de celle-ci (soit 7%).

Taille des exploitations

	Exploitations			Superficie agricole utilisée moyenne (ha) (1)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Exploitations professionnelles (2)	12	11	8	67	c	90
Autres exploitations	6	3	3	11	c	32
Toutes exploitations	18	14	11	48	54	74
Exploitations de 50 ha et plus	6	8	8	93	76	93

La diminution du nombre d'exploitations professionnelles (4 en 21 ans, soit 33%) est allée de paire avec l'accroissement de leur Surface Agricole Utilisée (S.A.U.) moyenne (augmentation de 23 hectares sur la même période, soit plus de 34%).

Le nombre des « autres exploitations » a diminué de 50% depuis 1979 (de 6 à 3) mais leur SAU moyenne a presque été multipliée par 3 (de 11 à 32 hectares).

Globalement (toutes exploitations confondues), le nombre d'exploitation a diminué de 39% (7 en moins) mais la SAU moyenne a progressé de 54% (26 hectares supplémentaires).

Le nombre d'exploitation de plus de 50 hectares est stable depuis 1988 (8) mais leur SAU moyenne a progressé, toujours depuis 1988, de 22% (17 hectares supplémentaires).

Superficies agricoles

	Exploitations			Superficie (ha) (1)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Superficie agricole utilisée	18	13	11	866	752	816
Terres labourables	16	13	10	215	246	321
dont céréales	16	13	10	88	86	95
Superficie fourragère principale (3)	17	13	11	776	666	721
dont superficie toujours en herbe	17	13	11	651	506	495
dont fourrages	16	13	10	125	160	227
dont sup. tjs en herbe peu productive	17	13	11	523	417	356
Bois et forêts des exploitations	11	5	6	31	17	33
Landes non productives, friches, TNA	5	9	c	62	81	c
Superficie totale des exploitations	18	14	11	961	831	861
Vignes et cultures permanentes	0	0	0	0	0	0

La SAU totale des exploitations de la Commune a connu une baisse entre 1979 et 1988 (-114 ha ; -13%) puis une hausse entre 1988 et 2000 (+64 ha ; +8,5%), sans toutefois retrouver le niveau de 1979 (816 ha contre 866, soit une diminution de 5,8%).

Les terres labourables ont progressé par deux fois, passant de 215 à 321 hectares (+106 ha ; +49%). Les céréales représentent une faible part dans cette progression puisqu'elles passent seulement de 88 à 95 hectares (+7 ha ; +8%). Leur proportion dans les terres labourables diminue donc et passe de 41% à 30%.

La superficie fourragère principale a, comme la SAU, d'abord enregistré une baisse entre 1979 et 1988 (-110 ha ; -14%), puis une hausse entre 1988 et 2000 (+55 ha ; +8%), sans dépasser son niveau de 1979 (721 ha contre 776, soit -7%). En interne, nous constatons que la Superficie Toujours en Herbe (STH) voit sa proportion se réduire de 83,57% en 1979 à 68,67% en 2000 et que dans le même temps la part des fourrages progresse elle de 16,11% à 31,48%. Les surfaces affectées aux fourrages sont ainsi passées de 125 à 227 ha (+102 ha ; +82%).

Durant la même période, les STH peu productives ont chuté de 523 à 356 ha (-167 ha ; -32%), témoignant de l'évolution sensible de ce milieu.

Le nombre d'exploitation utilisant des « landes non productives, friches, TNA » a fortement baissé et, pour 2000, constitue une donnée tenue secrète. Leur surface est restée stable entre 1979 et 1988. Nous ne pouvons disposer de cette donnée en 2000 mais il ne doit pas y avoir d'évolution sensible.

Les surfaces affectées aux bois et forêts des exploitations ont retrouvé leur niveau de 1979 après avoir connu une baisse de 45% entre 1979 et 1988.

Globalement, l'utilisation des espaces par les exploitations de la Commune n'a pas connu de mutations radicales et la superficie fourragère principale reste de loin très majoritaire. La mécanisation et la modernisation des modes de culture ont permis aussi d'améliorer la productivité de certaines terres, essentiellement consacrées à la production de fourrages.

Cheptel

	Exploitations			Effectif		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Total bovins	14	10	7	275	278	285
dont total vaches	14	10	7	165	176	161
Total volailles	16	11	7	253	214	204
Vaches laitières	14	10	6	165	174	116
Vaches nourrices	0	c	c	0	c	c
Total équidés	0	0	c	0	0	c
Chèvres	0	0	0	0	0	0
Brebis laitières	...	c	c	...	c	c
Brebis nourrices	...	c	c	...	c	c
Total porcins	c	4	3	c	7	8
dont truies mères	0	0	0	0	0	0

Notons tout d'abord que plusieurs données ont été tenues secrètes dans ce tableau, notamment concernant les exploitations et les effectifs en brebis.

Concernant les effectifs bovins, remarquons tout d'abord la stabilité du nombre total de bovins (+10), tout comme le total de vaches (-4) entre 1979 et 2000. En revanche, l'effectif de vaches laitières a diminué de 30% entre 1979 et 2000 (-49 têtes) mais il est très certainement probable que la quantité de lait ait, elle, augmenté (progrès génétiques, alimentation, etc...). Aucune vache nourrice n'était recensée en 1979, ce qui n'est plus le cas en 2000.

Les effectifs en chèvres et porcins ne sont pas significatifs.

Les données pour les ovins et les équins sont tenues secrètes.

Enfin, le total de volailles a diminué de 19% (-49 becs)

Moyens de production

	Exploitations			Superficie (ha) ou parc (en propriété et copropriété)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Superficie en fermage	13	13	10	544	556	613
Tracteurs	16	13	10	24	24	22
dont tracteurs de 80 ch DIN et plus	0	0	3	0	0	3
Presse à grosses balles	...	0	5	...	0	5
Superficie en faire-valoir direct	18	12	10	301	192	203
Superficie drainée par drains enterrés	c	6	0	c	17	0
Superficie irrigable	5	4	6	29	34	45

Le nombre de tracteurs est quasi stable depuis 1979 mais ils sont bien sûr plus puissants (3 de plus de 80 chevaux DIN en 2000 contre aucun en 1979 et en 1988) et le matériel de fenaison a lui aussi évolué (5 presses à grosses balles en 2000).

La superficie en fermage a augmenté de 13% (69 ha supplémentaires) entre 1979 et 2000, quand celle en faire valoir direct a baissé de 33% (-98 ha).

La superficie drainée par drains enterrés s'élevait à 17 hectares en 1988 mais il n'y en a plus de recensé en 2000.

Enfin, la superficie irrigable augmente régulièrement : +5 hectares entre 1979 et 1988 (+17%) et +11 ha entre 1988 et 2000 (+32%) ; pour atteindre un total de 45 hectares en 2000.

Age des chefs d'exploitation et des co-exploitants

	Effectif		
	1979	1988	2000
Moins de 40 ans	5	c	c
40 à moins de 55 ans	9	7	9
55 ans et plus	4	c	c
Total	18	14	12

Plus encore pour ce point que pour les autres, rappelons notre réserve sur l'interprétation de données datant de l'an 2000, d'autant plus que seule une tranche d'âge est officiellement renseignée entre 1988 et 2000.

Nous nous baserons donc sur les résultats des enquêtes individuelles pour traiter ce point.

Population – Main d'œuvre

	Effectif ou UTA (4)		
	1979	1988	2000
Chefs et coexploitants à temps complet	14	11	8
Pop. familiale active sur les expl. (5)	43	30	23
UTA familiales (4)	34	20	14
UTA salariés (4) (6)	1	1	0
UTA totales (y c. ETA-CUMA) (4)	35	21	14
Population agricole familiale	74	46	39

La population agricole familiale a chuté de 47% en 21 ans (-35) pour atteindre 39 personnes en 2000. Il en est de même pour la population familiale active sur les exploitations qui accuse un recul de 47% également (-20). Cette dernière représente 59% de la population agricole familiale totale en 2000 contre 46% en 1979.

En 2000, 8 chefs et co-exploitants à temps complet sont recensés, contre 14 en 1979 (-6, soit une diminution de 43%).

Les Unités de Travail Agricole (UTA) ont également fortement diminué (-21, soit -60%) et il n'y a plus d'UTA salarié recensée en 2000. Les 14 UTA sont donc exclusivement familiales.

Statut

	Exploitations		
	1979	1988	2000
Exploitations individuelles	18	14	10

En 2000, il n'y a que des exploitations individuelles recensées sur la Commune et aucun GAEC.

Ce n'est plus le cas en 2006 où 5 GAEC sont désormais présents (et 3 exploitations individuelles).

Entre 1979 et 2000, le nombre d'exploitations individuelles sur la Commune de Brenoux n'a cessé de diminuer : perte de 8 exploitations individuelles en 21 ans (soit -44%).

Divers

	Effectif		
	1979	1988	2000
Chef exploitant agricole à titre princ.	15	13	8
dont sans activité secondaire	15	13	8
Chef d'exploit. percevant une retraite	---	c	c
Chef exploitant agricole à titre second.	3	c	0
UGB totales (tous aliments)	---	---	460

En 2000, les 8 chefs d'exploitant recensés le sont tous à titre principal (sans activité secondaire)

B/ Enquêtes individuelles auprès des agriculteurs

Nous tenons tout d'abord à remercier chaleureusement les agriculteurs qui ont tous accepté de nous recevoir, en nous réservant le meilleur accueil.

Nous n'avons pas recherché à actualiser de façon exhaustive et systématique les données statistiques retenues dans les RGA existants (nombreuses et parfois complexes à déterminer) mais nous avons réalisé un « tour d'horizon » de l'activité agricole de la Commune de Brenoux pour :

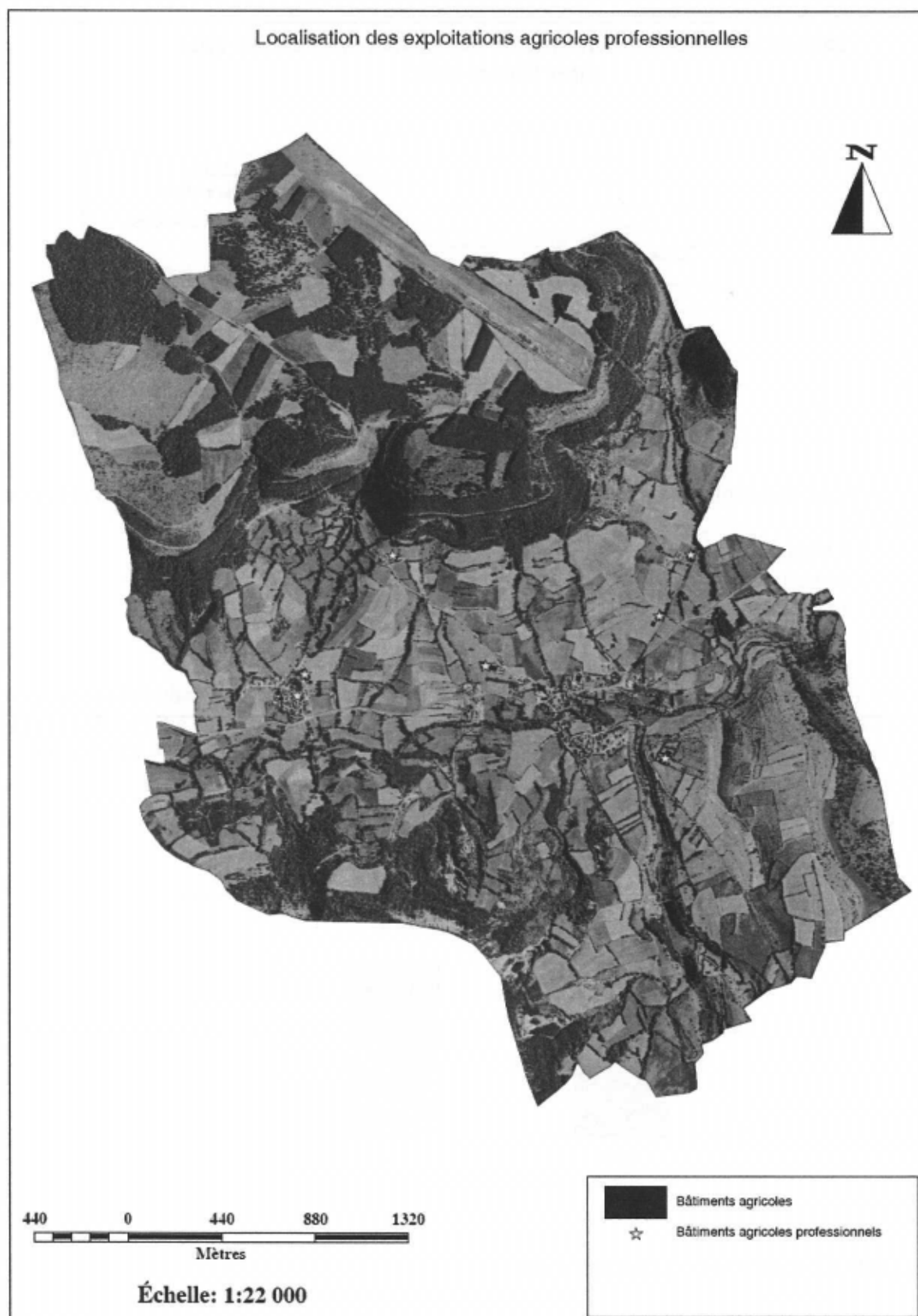
- *mettre en exergue les principales caractéristiques de l'activité agricole sur la Commune,*
- *estimer la pérennité des exploitations agricoles existantes,*
- *alimenter le projet communal des remarques et des projets des onze agriculteurs rencontrés.*

Les exploitations

Nous nous sommes rendus dans 11 exploitations :

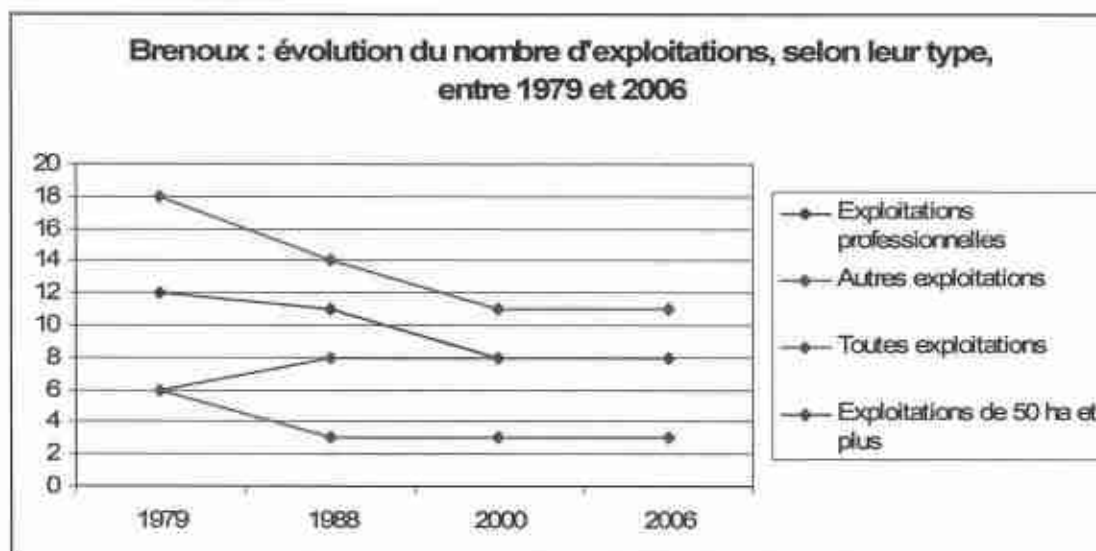
- 8 que nous pouvons qualifier de « professionnelles » au sens du RGA
- 3 que nous qualifierons d'« autres exploitations » (accueil touristique, pisciculture, très faible activité).

	RGA			HDL
	1979	1988	2000	2006
Exploitations professionnelles	12	11	8	8
Autres exploitations	6	3	3	3
Toutes exploitations	18	14	11	11
Exploitations 50 ha et +	6	8	8	8



Source: HDL 08/12/2008

Les bâtiments agricoles transcrits sur la carte en marron sont des bâtiments qui ne sont que très peu utilisés voir où l'activité agricole à cesser au contraire des bâtiments agricoles professionnels. En général il s'agit de vieilles étables.



La répartition des exploitations agricoles professionnelles sur l'ensemble de la Commune est homogène :

- 3 à Venède
- 1 au Le Lac
- 3 à Langlade
- 1 à Malaval

Sur ces 8 exploitations « professionnelles », nous comptons 5 GAEC (3 administrativement sur la Commune ; 1 dont le siège est à Chabrits et 1 autre dont le siège est à Saint-Bauzile) et 3 exploitations individuelles ; ce qui est sensiblement différent des données du RGA 2000 où seulement 2 GAEC avaient été recensés.



Les chefs d'exploitation et co-exploitants

19 personnes travaillent sur les 8 exploitations « professionnelles ». Si nous rajoutons à ce total les 4 personnes travaillant dans les « autres exploitations », ce total s'élève à 23 personnes.

L'âge moyen des exploitants est de 49 ans mais il convient de rester prudent dans l'analyse de ce chiffre dans la mesure où sont pris en compte, dans les GAEC, l'âge des « anciens ». Ces derniers, par ce type d'association, participent au « lancement » de jeunes agriculteurs. À ce sujet, précisons que chacun des G.A.E.C. présents sur la Commune ont dans leur effectif au moins un jeune.

Si l'on retient toutes les personnes travaillant sur l'ensemble des exploitations, l'âge moyen de cet effectif s'élève à 46 ans.

La répartition par tranches d'âge, selon le « modèle RGA », pour toutes les personnes travaillant sur une exploitation, donne les résultats suivants :

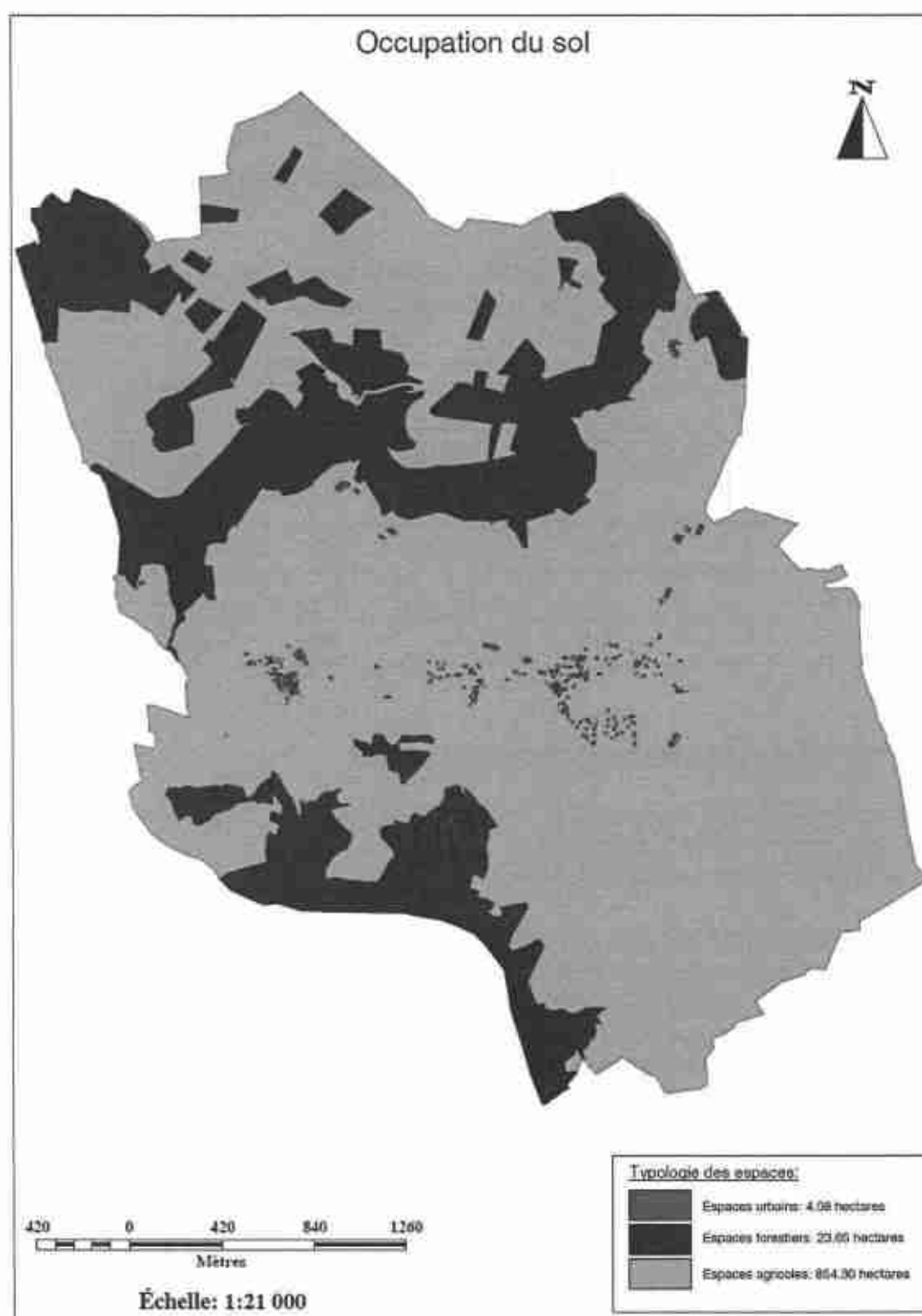
	RGA			HDL
	1979	1988	2000	2006
Moins de 40 ans	5	c	c	7
40 - 55 ans	9	7	9	11
> 55 ans	4	c	c	5
Total	18	14	12	23

Surfaces exploitées par les agriculteurs de la Commune

La Commune de Brenoux est constituée dans sa grande majorité de terres de bonne qualité, pouvant plus ou moins être facilement travaillées selon qu'elles se situent dans le fond de vallée, sur la pente ou sur le Causse de Mende.

Selon notre estimation (découpage sur MapInfo en 3 polygones de la photo aérienne de la Commune), l'occupation du sol est morcelé de la manière suivante :

- 76,07% du territoire communal est destiné à l'activité agricole (854,3 ha)
- 23,65% est couvert de bois (265,56 ha)
- 0,36% est occupé par des constructions (4,08 ha)



Source: HDL 08/12/2008

Au total, malgré des données recueillies parfois approximatives, les 11 exploitations enquêtées représentent une SAU totale supérieure à 1 000 hectares. Celle-ci aurait donc augmentée depuis le dernier recensement agricole de 2000 (816 ha).

En revanche, la SAU comprise exclusivement sur la Commune serait légèrement inférieure à celle recensée en 2000 : environ 650 ha en 2007 contre 760 en 2000

3 agriculteurs (ou groupements d'agriculteurs) sur 8 (38%) exploitent plus de terres dans les Communes voisines que sur Brenoux (Saint Bazile, Lanuéjols, Mende, ...).

Les agriculteurs de la Commune cultivent souvent, sur peu de surface, des céréales, pour l'alimentation des bêtes, mais l'essentiel de leur production concerne les fourrages.



Sources: HDL 08/12/2008

Autre constat, 3 exploitations participent à l'épandage des boues de la station d'épuration, gérée par la Communauté de Communes du Valdonnez. Ce chiffre a diminué. En effet, certains agriculteurs ont arrêté de participer à ce type d'épandage dans la mesure où ils ont changé de filière de production (passage d'une filière viande à une filière lait) ou obtenu la labellisation de leurs produits.

Élevages et labels brenousiens

L'orientation technico-économique des 8 exploitations professionnelles est la suivante :

	Nombre d'exploitations professionnelles
BOVIN LAIT	3
BOVIN VIANDE	2
OVINS VIANDE + LAIT	3

Au niveau du cheptel, nous avons relevé :

- 175 bovins dont 120 bovins lait et 55 bovins viande
- 1684 ovins dont 1003 ovins lait et 681 ovins viande

A titre comparatif, le RGA 2000 avait recensé 285 bovins dont 116 vaches laitières. Les chiffres pour les ovins n'y apparaissaient pas.

Les quotas laitiers cumulés représentent :

- (> 850 000) litres de lait de vache
- (> 155 000) litres de lait de brebis

La commercialisation des produits se fait principalement par les filières classiques : coopératives laitières, exportation vers l'Italie (bovin viande), filière d'abattage locale. A noter toutefois qu'une exploitation agricole transforme une partie de son lait en fromages qui sont écoulés essentiellement par la filière locale de distribution (supermarchés, fromageries, ...).

Sur la Commune de Brenoux, les labels suivants sont présents.



1. « Les agneaux de Lozère ELOVEL sont issus exclusivement de brebis et de béliers sélectionnés dans la race rustique « Blanche du Massif Central ». Ils sont nourris du lait de leurs mères avec lesquelles ils vivent en permanence ; on dit qu'ils sont élevés « sous la mère ». Ils reçoivent en complément des fourrages et des aliments fermiers à base de céréales. Identifiés individuellement dès leur naissance, les agneaux sont triés rigoureusement. C'est munis d'un certificat d'origine individuel, attestant de leur qualité, qu'ils sont ensuite acheminés en l'état frais jusqu'au consommateur. L'agneau de Lozère ELOVEL a obtenu une Certification de Conformité Produit ainsi que l'Identification Géographique Protégée (I.G.P.) ».

Source : Chambre d'Agriculture de la Lozère



constants ».

2. « L'AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) identifie un produit agricole, brut ou transformé, qui tire son authenticité et sa typicité de son origine géographique, possède une notoriété établie, et fait l'objet d'une procédure d'agrément. Les conditions de production attachées à l'utilisation de ce signe d'identification sont définies en référence à des usages locaux, loyaux et

Source : Institut National de l'Origine et de la Qualité

Le Fromage de Roquefort est l'A.O.C la plus ancienne de France.

Remarque :

Les fromages produits à Brenoux – Tome de Langlade et Bleu de la Nize – ne sont pas labellisés.

Les bâtiments agricoles et périmètres d'inconstructibilité

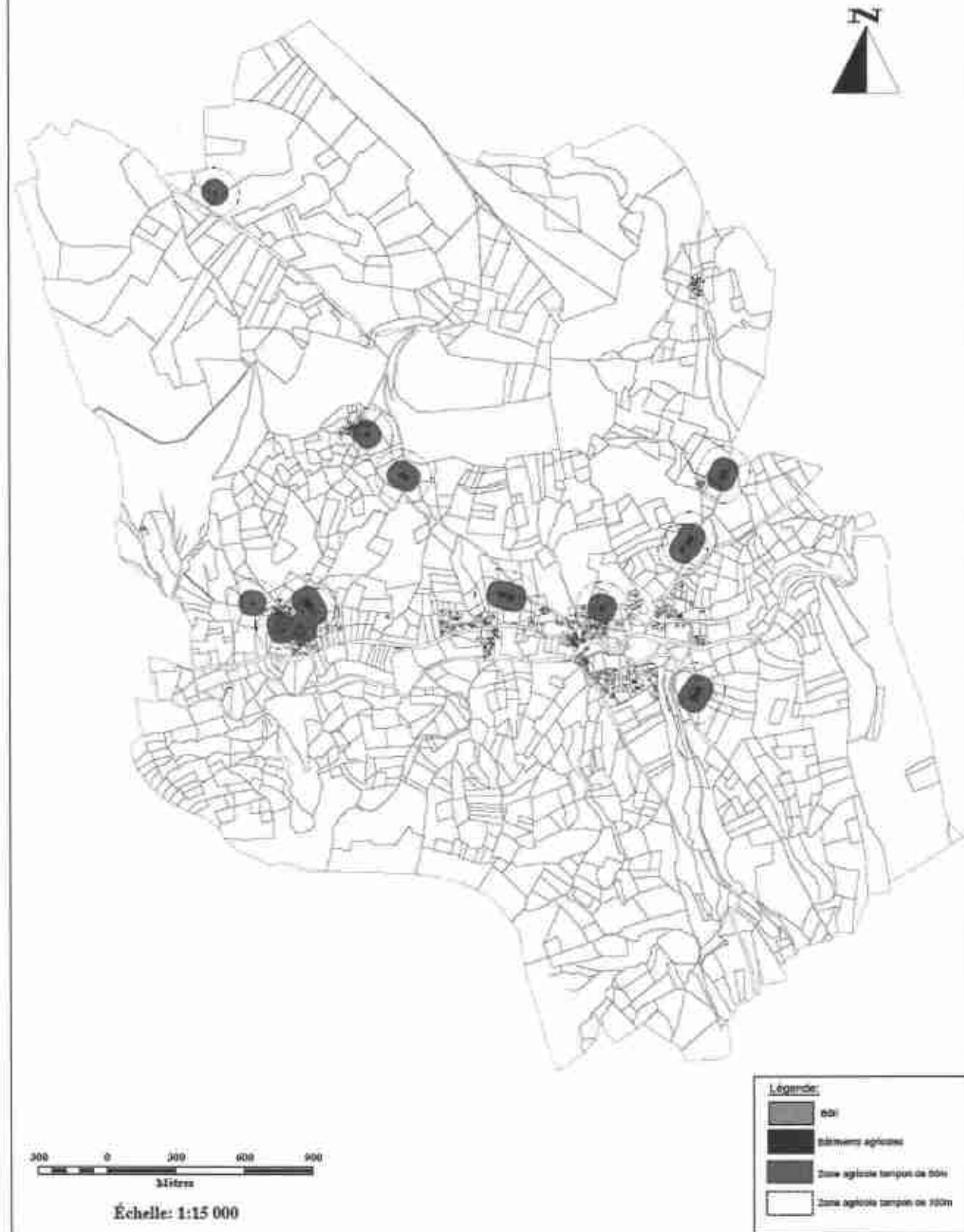
D'après les résultats des enquêtes individuelles, l'ensemble des exploitations agricoles de la Commune de Brenoux relèverait du Règlement Sanitaire Départemental (R.S.D.).

D'autre part, la Direction départementale des services vétérinaires nous a indiqué « qu'elle ne suivait aucune exploitation agricole soumise à la réglementation sur les installations classées sur la commune de Brenoux ».

En annexe 1:

Classement des élevages et distances d'implantation des bâtiments par rapport aux habitations

Localisation des bâtiments agricoles et leurs périmètres d'inconstructibilité



Source: HDL 08/12/2008



Bâtiment agricole, Langlade



Bâtiments agricoles récents (2006), Venède



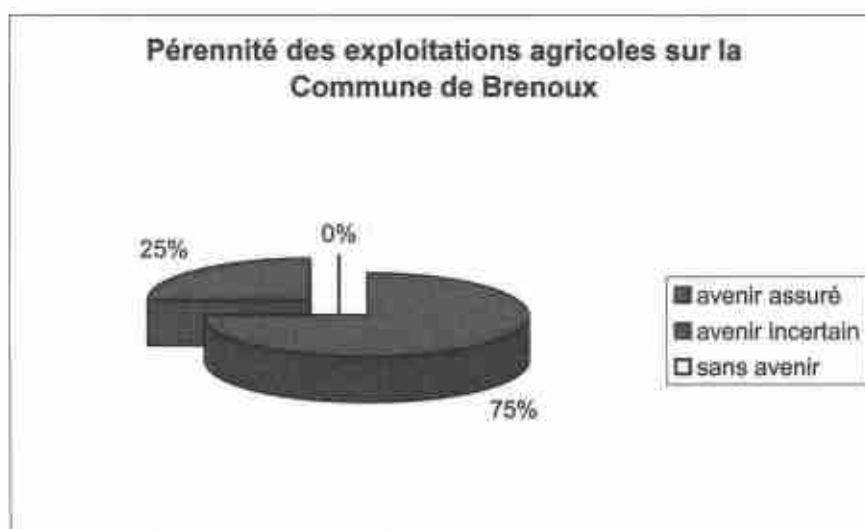
Tunnels d'élevage, Malaval

Quelle pérennité pour les exploitations agricoles de Brenoux ?

La pérennité des exploitations a été déterminée sur la base des critères suivants :

- une exploitation est considérée comme pérenne si l'un des chefs d'exploitation a moins de 50 ans ou s'il a plus de 50 ans mais avec une succession assurée
- une exploitation est considérée comme incertaine, si le chef d'exploitation a plus de 50 ans et a une succession incertaine, mais la structure d'exploitation présente une viabilité potentielle (bâtiments modernisés, non enclavés, ...)
- une exploitation est considérée comme sans avenir lorsque l'exploitant a plus de 55 ans, est sans succession, et ne souhaite pas transmettre son exploitation à un autre agriculteur ou à une exploitation sans viabilité potentielle. Cela ne signifie cependant pas que les terrains exploités seront abandonnés : le parcellaire sera certainement repris par une ou plusieurs exploitations voisines pour les conforter économiquement ou contribuer à l'installation d'un jeune.

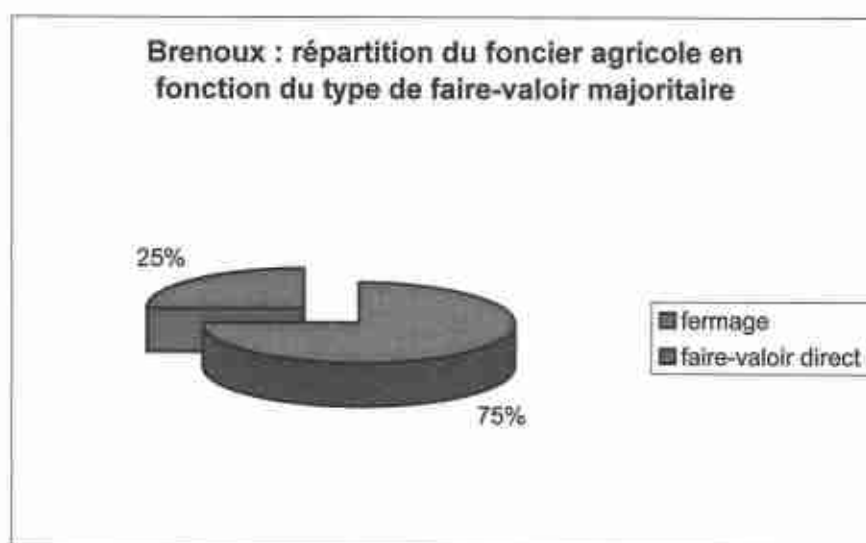
Dans cette hypothèse, notre estimation sur la pérennité des exploitations professionnelles brenousiennes est la suivante :



Source : HD48, janvier 2007

Il ne s'agit bien sûr que d'une approche partielle, à un instant donné, et ne préjuge pas du devenir réel des 2 exploitations aujourd'hui qualifiées « d'avenir incertain ».

Mode de faire valoir des terres agricoles



75% des agriculteurs de la Commune exploitent des terres qu'ils possèdent majoritairement en tant que fermiers.

A titre d'information, les agriculteurs interrogés considèrent que l'ensemble de leurs terres est indispensable au bon fonctionnement de leur exploitation. De plus, ces terres sont essentielles pour l'autonomie fourragère des exploitations et pour leur pérennité économique dans le sens où elles peuvent être porteuses de « Droits à Paiement Unique » voire engagées dans des contrats agri-environnementaux..

Diversification des activités agricoles

Accueil touristique

Un ancien agriculteur de Langlade exerce sa nouvelle activité depuis 2001. Il possède plusieurs locaux, classés : en Gîte de France pour l'un, en Chambre d'Hôtes, pour l'autre. Il nous a déclaré être satisfait de sa reconversion.

De même, un autre agriculteur a lui aussi diversifié son activité première dans une ferme auberge implantée dans le hameau de Malaval : « Le Roc de l'Aigle ».

La pisciculture

L'un des associés fondateur de la pisciculture de Langlade est la retraite depuis janvier 2006 mais l'exploitation est aujourd'hui gérée par son épouse et son beau-frère.

Ils élèvent, dans des bassins couvrant une superficie supérieure à 1000 m², des truites fario et arc-en-ciel.



truite fario



truite arc-en-ciel

Les produits vendus ne sont pas labellisés mais respectent le cahier des charges du réseau *Bienvenue à la Ferme*.



A ce jour, les associés ne savent pas quelle suite sera donnée à leur affaire...

Une dernière exploitation n'a plus une activité significative

Cet agriculteur n'a plus de bêtes et permet à un agriculteur du Valdonnez d'exploiter une partie significative des terres dont il est propriétaire (environ 30 ha).

A l'image de celle de la Lozère et du Valdonnez, l'agriculture sur la Commune de Brenoux est essentiellement tournée vers la « polyculture-élevage » (bovin-ovin). L'essentiel des terres est cultivé pour la production de fourrages, plus quelques hectares de céréales.

Au vu du jeune âge des co-exploitants, installés avec le chef d'exploitation en GAEC, l'avenir de l'agriculture communale est globalement assuré ; même si la part des emplois agricoles sur la Commune régresse (25%).

A ce jour, 3 exploitations ont des projets de construction¹ : la transformation d'une grange en étable dans une première, l'installation de tunnels d'élevage dans une seconde et la création d'un nouveau bâtiment d'élevage dans la dernière.

Les agriculteurs sont conscients des enjeux du P.L.U. et des besoins fonciers inhérents au développement de l'urbanisation de leur Commune.

Nous les remercions à nouveau pour leur accueil, leur disponibilité et leur participation à ce diagnostic.

¹ Une réunion avec les agriculteurs s'est déroulée le 27/11/2006, suite à laquelle des questionnaires leur ont été transmis. Les projets évoqués par les agriculteurs par retour de questionnaires n'ont pas été localisés dans le rapport de présentation car ces informations ont un caractère confidentiel. Néanmoins les projets localisés ont été pris en compte puisqu'ils ont permis de développer les zones agricoles constructibles. D'autre part, il n'y a aucun projet d'installation de nouveaux agriculteurs sur la commune.

I.3.3 L'artisanat

La Commune de Brenoux compte de nombreux artisans et possède deux zones d'activité artisanale : la zone artisanale du « Val de Nize », créée en 1983 et les Aïrogues à Langlade.

Sur la Commune, nous trouvons :

- 1 maçon
- 3 menuisiers (couvreur)
- 1 électricien
- 1 artisan tout corps de métier
- 1 entreprise espaces verts
- 1 entreprise Travaux Public
- 2 artisans d'art

La Commune a entrepris la création de la zone artisanale des Aïrogues à Langlade (installation d'un menuisier, d'un prothésiste et 2 autres lots supplémentaires), qui est à ce jour aménagée et construite, et souhaite étendre cette zone afin de donner la possibilité à de nouveaux entrepreneurs de s'installer sur la Commune.

I.3.4 Les infrastructures

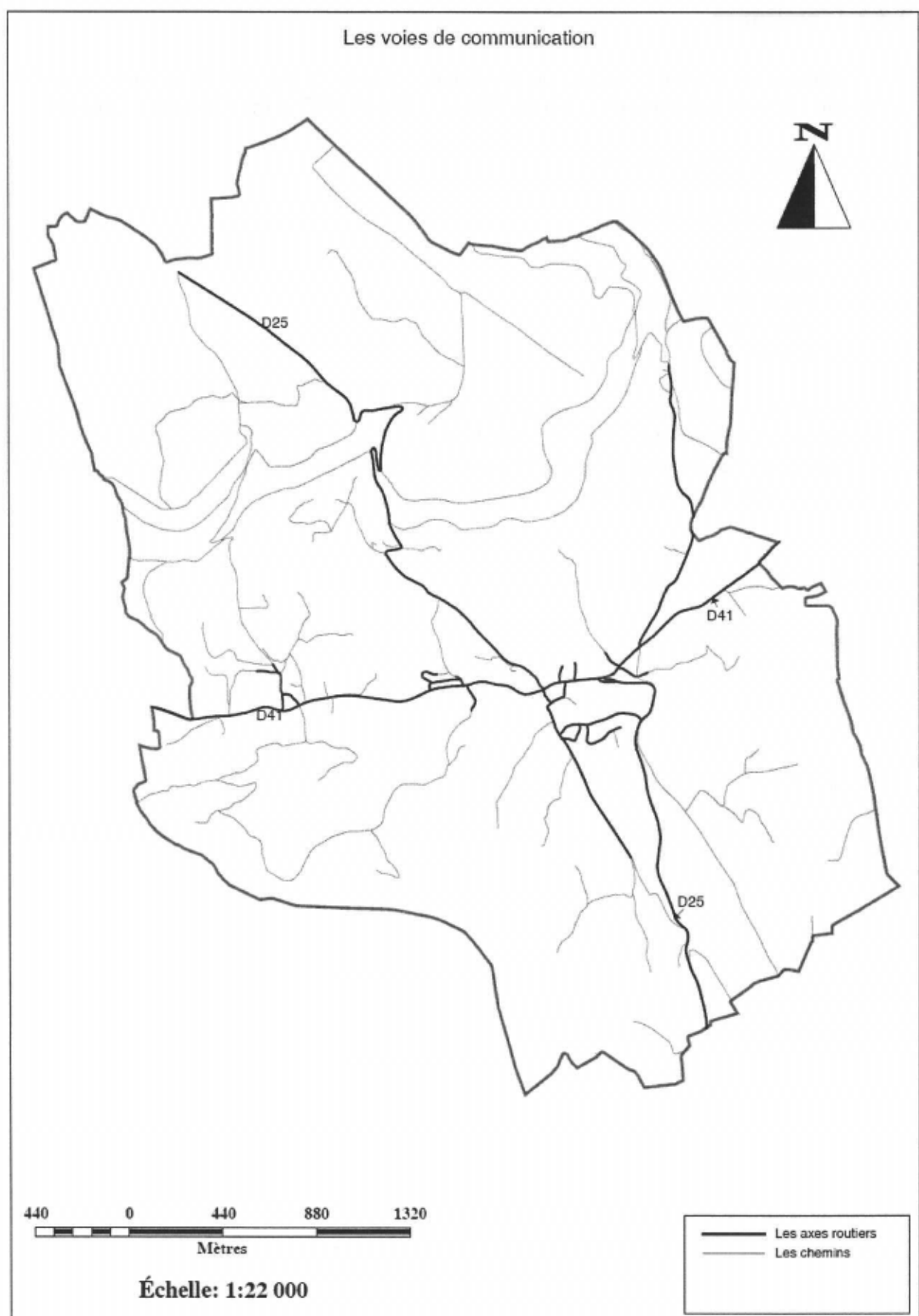
Les routes

Concernant le trafic, à proximité de Brenoux, les deux axes principaux, d'importance nationale, sont :

- La RN 88 (Lyon/Toulouse)
- La RN 106 (Mende/Nîmes)

La D 41, perpendiculaire à la N 106, dessert Brenoux et ses proches hameaux.

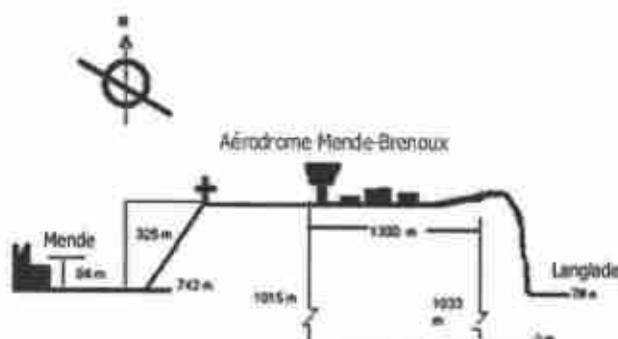
Enfin, les habitants de la vallée de la Nize ont, pour rejoindre Mende, la possibilité d'emprunter la D 25, dite « route du Causse ».



Source: HDL 08/12/2008

L'aérodrome Mende-Brenoux

Situé sur un plateau calcaire à 1017 mètres d'altitude, l'aérodrome de Mende Brenoux est le principal aérodrome de Lozère. Il s'agit de l'aérodrome le plus élevé de France, qui ne soit pas classé altiport (aérodrome de montagne).



Il est géré par la Chambre de Commerce et de l'Industrie.

Ouvert à la Circulation Aérienne Publique (C.A.P.), il offre une vaste gamme de services aux entreprises et aux pilotes professionnels et amateurs (IFR, AFIS, VHS, avitaillement, station météo, etc...).

L'aérodrome Mende Brenoux est également une destination pour les amateurs de tourisme aéronautique et pour ceux qui souhaitent découvrir la Lozère et ses grands espaces.

L'aérodrome Mende Brenoux est enfin une plate-forme qui peut être utilisée pour organiser des manifestations sportives, culturelles ou même cinématographiques.

Remarque : la piste de l'aérodrome est située sur la Commune de Brenoux mais la tour et les bâtiments d'accueil sont sur la Commune de Mende.



Aérodrome Mende-Brenoux

Le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aérodrome Mende-Brenoux, approuvé par arrêté préfectoral n°85-0759 du 28 juin 1985, est mis en annexe. Ce document est en cours de révision depuis l'arrêté préfectoral n°2010-165-0009 du 14 juin 2010.

En annexe 7:

Le Plan d'Exposition au Bruit de l'aérodrome de Mende-Brenoux

Les lignes électriques

La Commune de Brenoux est traversée par la ligne haute tension Mende Tarnon (A 63 kV). Ainsi, avant tout projet de construction, la Commune sera tenue de prendre en considération la réglementation en vigueur concernant la présence sur son territoire d'un tel ouvrage. Notons également que suite à la dissolution du Syndicat intercommunal d'électrification des Gorges du Tarn du 31 décembre 2009, la compétence est dorénavant du ressort du Syndicat départemental d'équipement et d'électrification de la Lozère (SDEE).

I.3.5 Services, équipements et commerces

L'appartenance à la Communauté de Communes du Valdonéz et la proximité de Mende apportent un grand nombre de réponses aux besoins des habitants de Brenoux.

La mairie et l'église

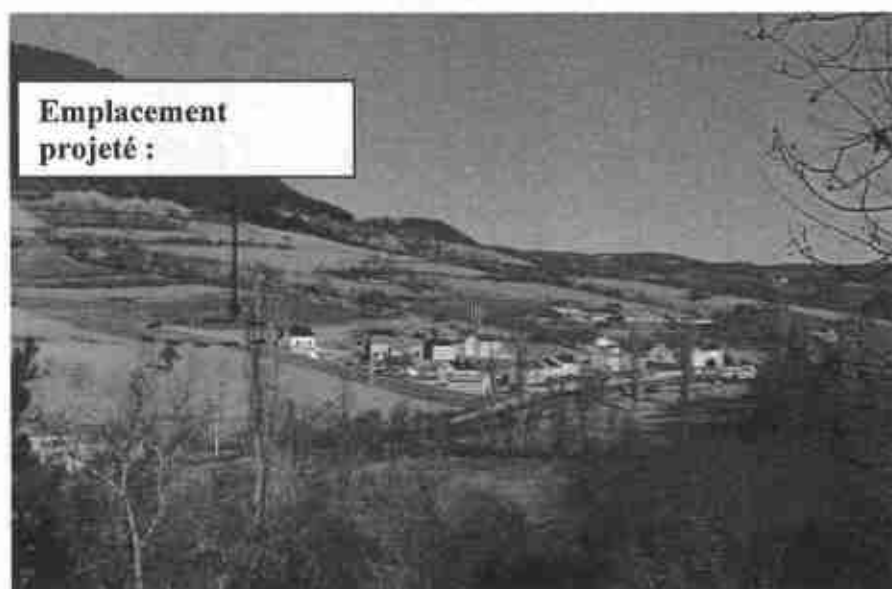
Brenoux possède tout d'abord une église et une mairie.



Le cimetière

Le cimetière communal est trop petit.

Une réflexion a été engagée par la Commune pour pouvoir en créer un nouveau, au-dessus du lotissement de Brenoux.



L'atelier Yvonne Malzac

Cet atelier date de 1998. L'objet de travail qui lui a permis de débiter consistait à la récupération d'objets divers sur l'ensemble du département. Après une intervention de rénovation, ces derniers étaient alors destinés à la vente pour des personnes à faibles ressources.

La dynamique créée et la perpétuelle volonté d'innover ont incité les responsables à mettre en œuvre un nouveau fonctionnement de type « recycleries/ressourceries » institué sur le Valdonnez en lien avec la déchèterie du Valdonnez.

Les actions menées le sont désormais dans les quatre domaines suivants : l'insertion des personnes en difficulté, la collecte des déchets, le réemploi et la sensibilisation dans le domaine environnemental.



L'auberge

Sur la Commune, nous trouvons la ferme auberge du Roc de l'Aigle, à Malaval, mais aussi l'Auberge de Langlade réouverte en avril 2010.



L'école

Suite au regroupement pédagogique des Communes de Brenoux et de Saint-Bauzile, un groupe scolaire (école *Brenoux/Saint-Bauzile*) est implanté à Rouffiac (avec cantine et garderie). Elle accueille plus de 70 élèves.

La salle des fêtes

Une salle des fêtes est implantée à Langlade.

On y trouve une bibliothèque, les bureaux de plusieurs associations et un centre de loisirs sans hébergement.



Les ordures ménagères

La collecte et le traitement des ordures ménagères sont compétences de la Communauté de Communes du Valdonnez qui adhère au SYMCTOM (Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères) des cantons de Mende et de Saint-Amans.

La Commune dispose de 2 points de tri (Langlade et Brenoux) et a prévu d'en installer un troisième à Venède.



La Communauté de Communes du Valdonnez assure la gestion de la déchèterie du Valdonnez, implantée Route de Varazoux à Saint-Etienne-du-Valdonnez.

Favoriser le maintien des équipements, commerces et services, créer les conditions nécessaires à leur développement ou à l'arrivée de nouveaux : tels sont les objectifs des élus brenousiens.

I.4 LES RESEAUX

I.4.1 Le réseau d'alimentation en eau potable

Etat des lieux

Le réseau communal d'approvisionnement en eau potable est alimenté à partir d'un forage profond à Langlade et des captages du ravin de l'Aigle (sources publiques).
Son débit moyen en m³/j est de 147,2 (dernier trimestre 2009).

Le captage du Lac (source publique) alimente le hameau du même nom.
Son débit moyen en m³/j est de 4,4 (dernier trimestre 2009).

Le captage du ravin de Fon Chapieu approvisionne le hameau de Malaval.
Son débit moyen en m³/j est de 15,37 (dernier trimestre 2009).

La ferme des Combes est alimentée par une source privée.

Les tableaux suivants expriment les volumes d'eau potable vendus et les débits des sources sur la commune de Brenoux en 2009.

CONSOMMATION EAU COMMUNE DE BRENOUX

en m³

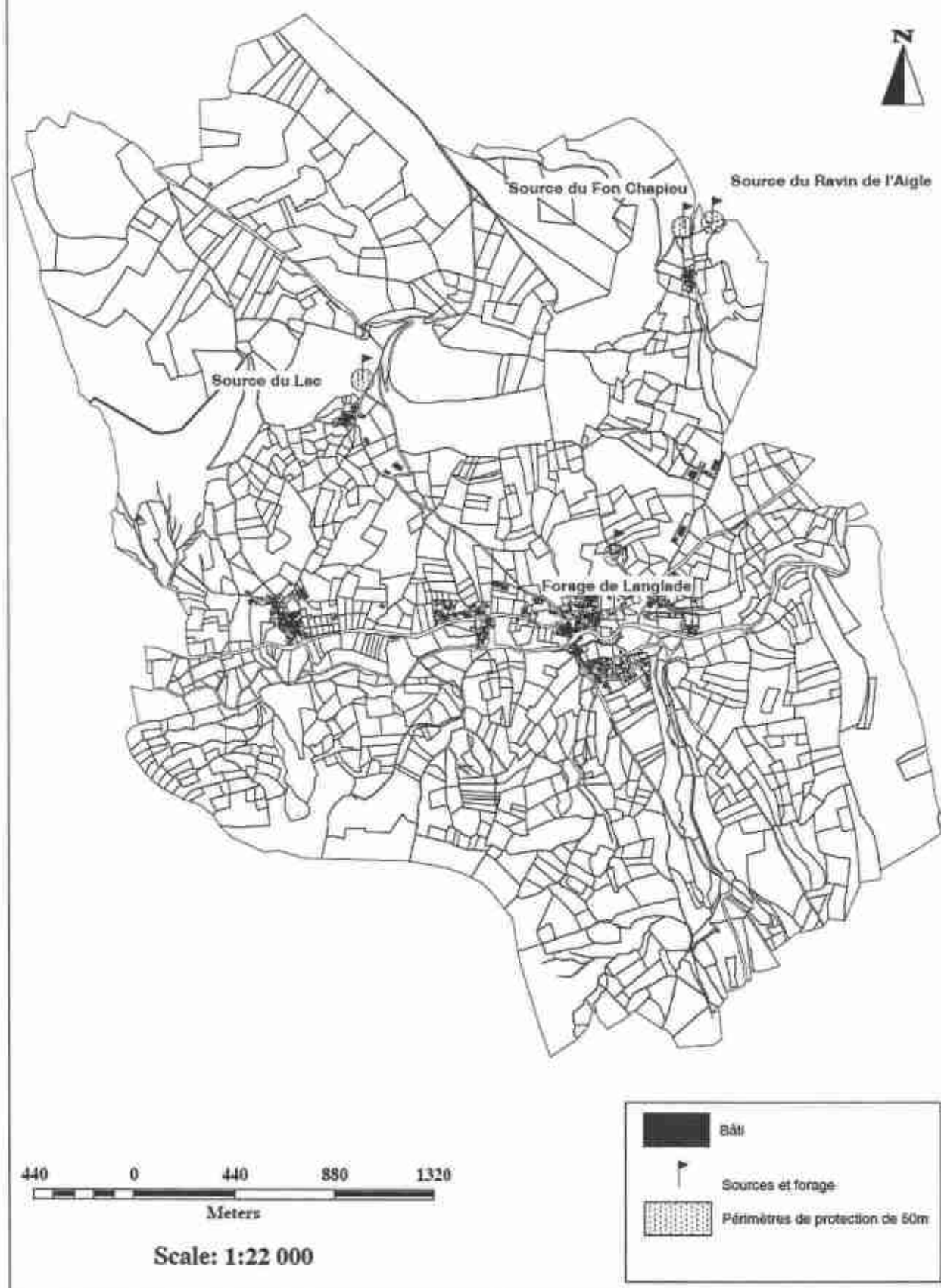
Année	Volumes vendus	Captages		
		Roc de L'Aigle	CHAPIEU Malaval Village	Le Lac
2009	24277	21420	601	2256

DEBIT des Sources COMMUNE DE BRENOUX

en m³ et jour

Date	Captages		
	Roc de L'Aigle	CHAPIEU Malaval Village	Le Lac
22/07/2009	240	21,0	6,0
05/08/2009	195	13,5	4,7
16/09/2009	96	13,5	3,6
09/10/2009	90	13,5	1,9
14/11/2009	115	13,5	5,8
Moyenne	147,2	15,37	4,4

La ressource en eau communale



En annexe sanitaire figurera la carte des réseaux AEP

La Commune possède 4 réservoirs enterrés :

- 1 de 250 m³ à Langlade
- 1 de 28 m³ à Malaval
- 1 de 50 m³ au Lac
- 1 de 50 m³ à Venède

Brenoux dispose de 3 unités de traitement :

- une au Lac : par javellisation
- une à Malaval : par javellisation
- une à Langlade : aux ultras violets.

Adéquation besoins/ressources

Les volumes d'eau potable vendus et les débits des sources² sur la commune de Brenoux en 2009 (voir tableau page 47) nous permettent d'analyser l'adéquation entre les besoins et ressources.

En 2009, à Brenoux :

- la ressource en eau en m³/j est de 147,2
- le besoin actuel en eau est de 58,68 m³/j

Le résultat de l'adéquation ressource/besoin pour l'unité de distribution de Brenoux en 2009 est très largement excédentaire.

Elle le serait également en situation future pour l'accueil de nouvelle population.

En 2009, à Malaval :

- la ressource en eau en m³/j est de 15,37
- le besoin actuel en eau est de 1,64 m³/j

Le résultat de l'adéquation ressource/besoin pour l'unité de distribution de Malaval en 2009 est également excédentaire.

Elle le serait également en situation future pour l'accueil de nouvelle population.

En 2010, au Lac :

- la ressource en eau en m³/j est de 4,4
- le besoin actuel en eau est de 6,18 m³/j

Le résultat de l'adéquation ressource/besoin pour l'unité de distribution au Lac en 2010 est déficitaire.

Il conviendrait d'apporter une attention particulière en situation future. D'après les premiers chiffres de 2010, la ressource en eau en m³/j est de 6,7. L'adéquation serait donc excédentaire. Néanmoins, il serait favorable de ne pas ouvrir à l'urbanisation ce secteur.

² Le volume vendu est exprimé en m³ et à l'année dans le tableau page 47, il est ensuite divisé par 365 afin de donner une moyenne par jour sur l'année afin de définir le besoin actuel.

Sur la Commune, la capacité d'adduction en eau potable est excédentaire pendant les périodes d'étiage.

Toutefois, le rendement du réseau était inférieur en 2006 à 50% (et serait dit efficace avec un rendement équivalent de 75%).

Une expertise du réseau a débuté en 2007 pour procéder ensuite aux travaux qui s'imposent. Des travaux effectués en 2008 ont permis de réparer deux grosses fuites sur Langlade, néanmoins d'autres travaux restent à venir sur Langlade au printemps 2011. Des aménagements de sécurité ont également été réalisés.

Ainsi, la Commune s'engage à sécuriser l'approvisionnement en eau potable sur sa Commune à plus ou moins court terme.

I.4.2 Assainissements collectif et autonome

Suite au schéma directeur réalisé par le bureau d'études Aqua Services, la Commune a retenu le projet de zonage suivant :

Assainissement collectif :

- Venède-Langlade-Brenoux
- Malaval
- Le Lac

Par défaut, le reste du territoire communal est en zone d'assainissement non collectif. Ceci concerne donc les secteurs d'habitations ci-dessous.

Assainissement non collectif :

- Les Combes
- L'atelier d'Yvonne Malzac
- Chapelongue

La Commune de Brenoux est équipée de 2 systèmes d'assainissement collectif, pour les secteurs de Venède-Brenoux-Langlade et Malaval. Les stations d'épuration sont assez récentes et de type lit bactérien et géoassainissement. Les réseaux de collecte des eaux usées sont de type séparatif.

Le réseau Venède Brenoux Langlade et la station d'épuration de Venède nécessitent des travaux (les effluents entrants sont très dilués de part les importantes intrusions d'eaux claires parasites dans le réseau de collecte).

Le hameau du Lac nécessite également des travaux pour créer un réseaux d'assainissement collectif.

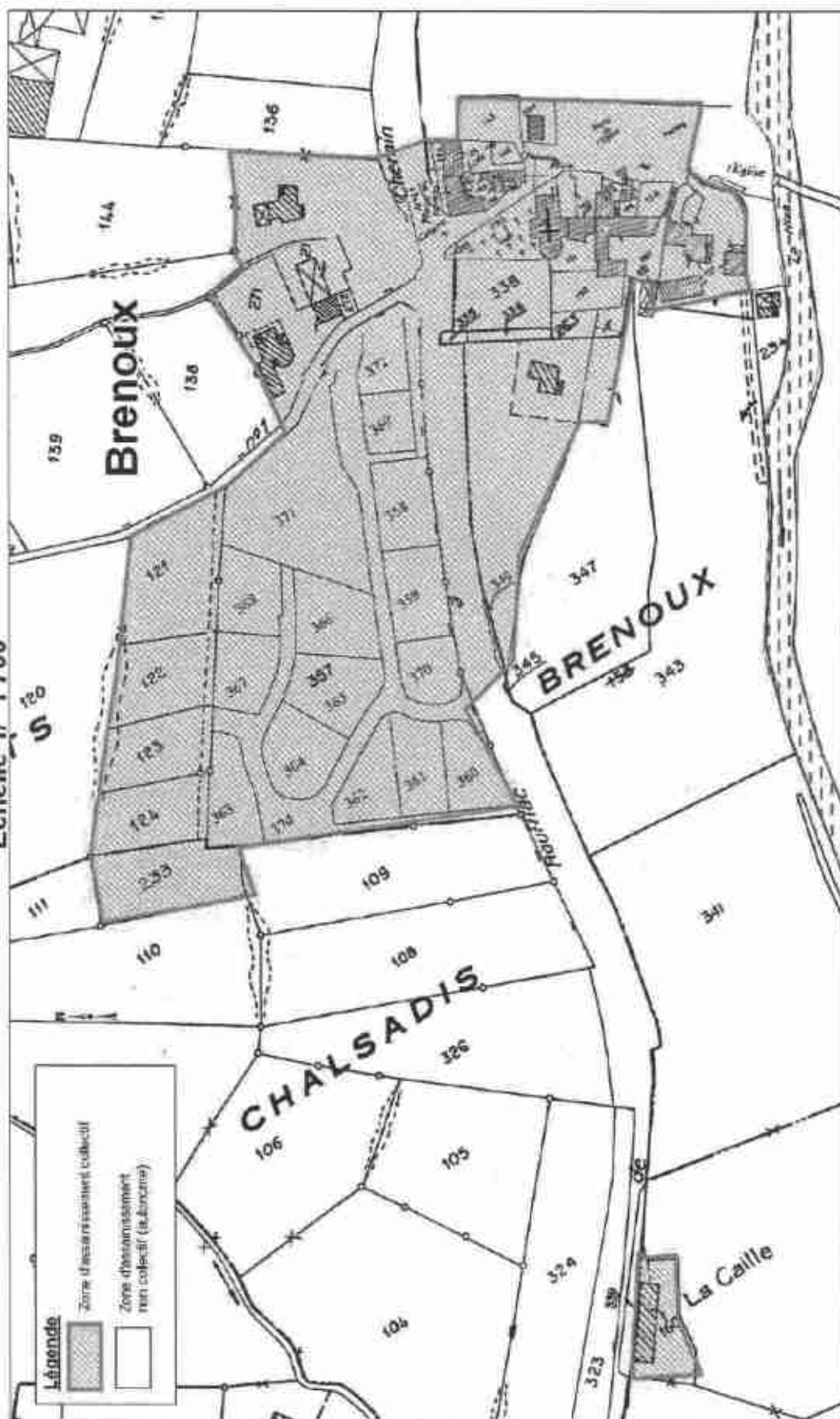
Ces zones d'assainissement collectif doivent être adaptées aux évolutions communales des prochaines années en terme d'urbanisme et de capacité d'investissement.

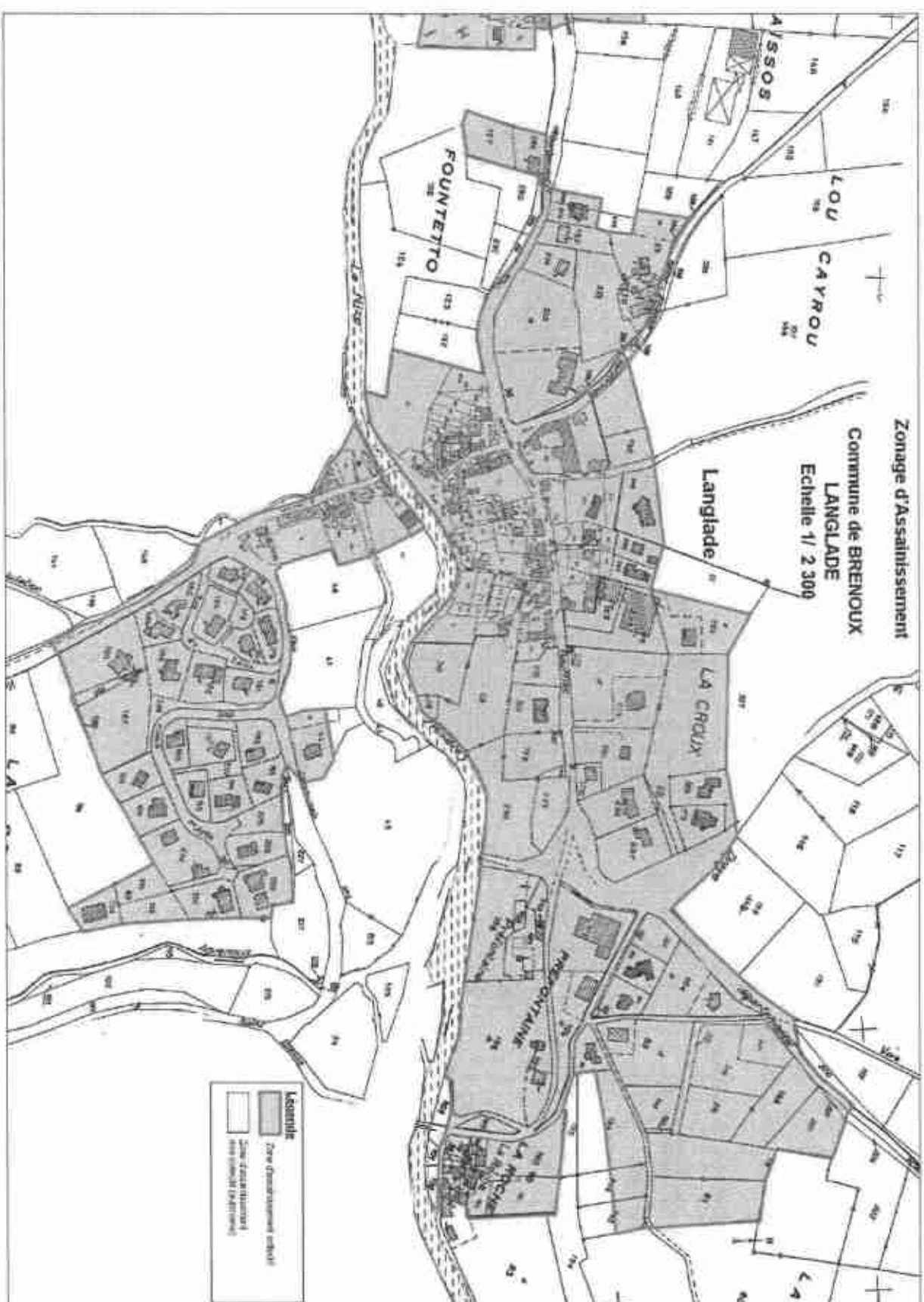
Les zonages susdits sont placés en annexe sanitaire :

- Zonage Venède-Brenoux-Langlade : le zonage correspond au réseau de collecte existant et des extensions facilement raccordables (moins de 40 mètres sans relevage) du POS. Le système d'assainissement collectif une fois optimisé pourra permettre la collecte et le traitement des raccordements supplémentaires d'habitations.
- Zonage Malaval : le zonage correspond au réseau de collecte existant et des extensions du POS en vigueur facilement raccordables.
- Zonage Le Lac : le hameau du Lac est zoné en assainissement collectif étant donné les contraintes pour l'assainissement autonome sur ce secteur.

Zonage d'Assainissement **Commune de BRENOUX** **BRENOUX**

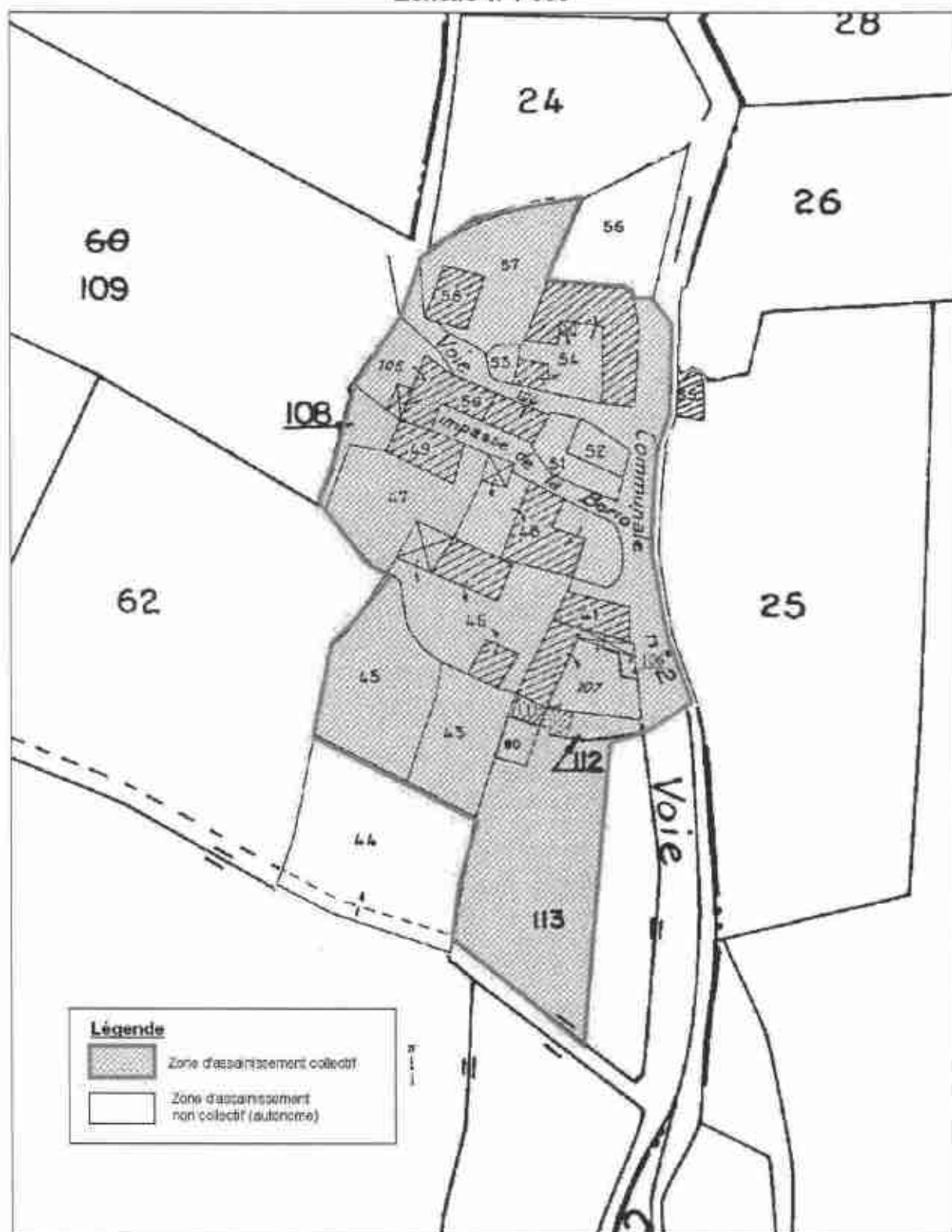
Echelle 1/ 1 700





Zonage d'Assainissement COMMUNE DE BRENOUX

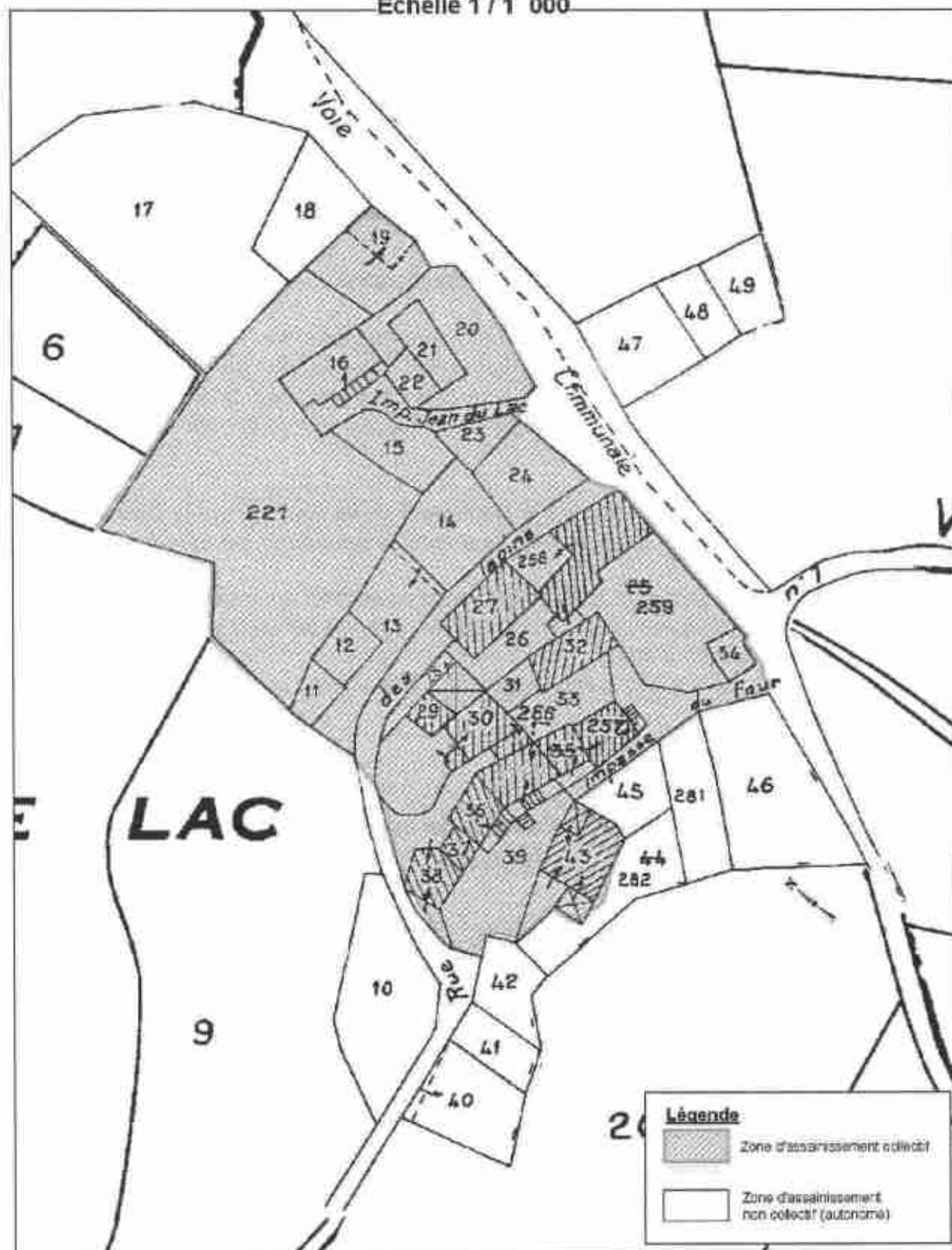
MALAVAL
Echelle 1/ 1 000



Zonage d'Assainissement

Commune de BRENOUX
LE LAC

Echelle 1 / 1 000



I.4.3 Le service incendie

Seules les informations suivantes ont été recueillies.

La Commune possède trois réserves incendie :

- 1 de 100 m³ à Langlade
- 1 de 20 m³ au Lac
- 1 de 20 m³ à Venède

I.5. – BESOINS ET PERSPECTIVES D'EVOLUTION

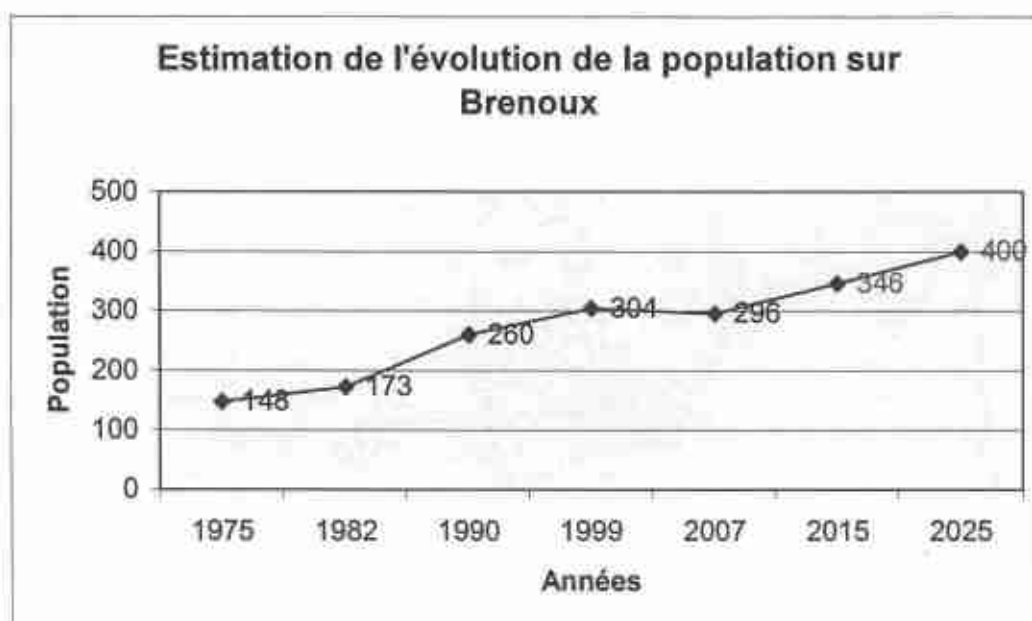
I.5.1. - Les perspectives d'évolution démographique

L'analyse de l'évolution de la population et l'estimation de son évolution sur les dix ans à venir est un élément important du diagnostic communal : en effet, cela permet à la commune de définir sa volonté en matière d'accueil de nouveaux habitants. C'est de cet objectif que va découler la philosophie du plan local d'urbanisme, traduite au sein du zonage en fonction de différents facteurs.

La courbe démographique représentée sur le graphique suivant nous permet de faire une estimation de l'évolution de la population sur la commune de Brenoux pour les années 2015 et 2025.

En prolongeant l'accroissement de 35 % de la population en 2007 qui est de 296 habitants sur 2025, on arrive à une estimation qui avoisinerait le seuil de 400 habitants pour la commune, soit + 104 habitants de 2007 à 2025.

La moyenne des personnes constituant un ménage sur la commune en 2007 est quant à elle de 2,

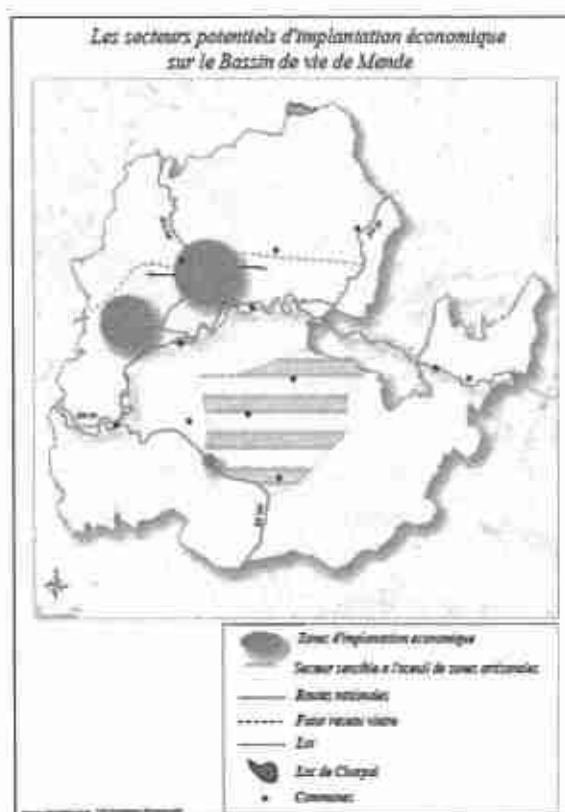


En faisant le rapport accueil de nouvelle population sur la moyenne des personnes constituant un ménage (104/2), on obtient un besoin estimé à 52 nouvelles constructions sur la commune. Sachant que la surface moyenne des parcelles construites est d'approximativement 800m², il serait nécessaire de dégager 42 000 m² pour l'ouverture à l'urbanisation, soit 4.2 ha. Afin de tenir compte d'une rétention foncière, il serait nécessaire d'appliquer à cette valeur un coefficient¹ de 2. Dans ce cas, le besoin foncier maximum pour les résidences principales serait de 8.4 hectares à ouvrir en zone à urbaniser ouverte et fermée, et en zone UB.

I.5.2. - Prévisions et besoins répertoriés en matière de développement économique

Comme nous avons pu le voir précédemment, la Commune de Brenoux compte de nombreux artisans et possède deux zones d'activité artisanale.

Les besoins portent sur l'extension de la zone artisanale des Aïrogues à Langlade afin de donner la possibilité à de nouveaux entrepreneurs de s'installer sur la Commune. De plus, comme le souligne le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Bassin de vie de Mende, le Valdonnez dispose d'un potentiel pour l'accueil d'activités artisanales.



Carte extraite du PADD du SCOT du Bassin de vie de Mende

¹ « Le coefficient habituellement utilisé en commune rurale est de 2,5. Toutefois, compte tenu du contexte (proximité du bassin de vie de Mende) et de la pression foncière qui s'exerce sur le territoire, il a été fait le choix d'un coefficient de rétention foncière réduit à 2.

Ce coefficient de rétention foncière permet de prendre en compte les situations de blocage, de mûrissement et d'inertie mais également d'élaborer une stratégie foncière à long terme. »

Les besoins de la commune portent également sur le maintien et le développement de structures en lien avec le tourisme. Le SCOT du Bassin de vie de Mende met en avant le potentiel touristique de la région ce par la qualité et la diversité de ses paysages, de son patrimoine historique et de son bâti. C'est pour cela qu'il serait intéressant également de valoriser la présence de l'aérodrome de *Mende Brenoux* qui présente un potentiel de valorisation économique, touristique et de loisirs non négligeable.

- TITRE II -

**DIAGNOSTICS CULTUREL, ARCHITECTURAL,
ENVIRONNEMENTAL, PAYSAGER ET TOURISTIQUE**

Les surfaces de sensibilité archéologique sur la commune de Brenoux



Source: Ministère de la Culture et de la Communication
Conception HDL: 10/12/00

Le Pays d'Art et d'Histoire



Depuis 2004, un Pays d'Art et d'Histoire fédère 22 communes, dont celle de Brenoux, autour d'un projet de mise en valeur culturelle et patrimoniale du territoire.

Le foyer rural de Langlade : un véritable travail d'intégration

Issu du comité des fêtes de Brenoux, le foyer rural de Langlade-Brenoux a été créé en 1987. Il rassemble toutes générations, professions et sensibilités.

Une animatrice salariée s'emploie, avec amis et bénévoles, à pérenniser le dynamisme du foyer.

Il propose de nombreuses activités (vannerie, danses traditionnelles, théâtre, dessins, peintures, club de jeunes, etc...) et organise chaque année diverses manifestations (Printemps de l'accordéon, contes, concerts, fête votive, etc...).

Le foyer rural de la Commune publie enfin chaque mois son journal (« ça bouge dans le Valdo ») et l'envoie à l'ensemble des habitants du Valdonnaiz.

Ce foyer constitue un intermédiaire indéniable entre les autochtones et les nouveaux arrivants et participe ainsi à l'intégration de ces derniers.




II.2 LES ATOUTS TOURISTIQUES

II.2.1 La communication intercommunale

Dans les proches alentours de la Commune se trouvent des sites bâtis et des paysages variés qui sont des sources d'attrait au tourisme : le mausolée de Lanuéjols, le château de Chapieau, la Tour de Langlade, le Truc de Balduc, le Parc National des Cévennes, etc...

La Communauté de Commune du Valdornez a édité de nombreux fascicules relatifs aux nombreux sites touristiques présents sur ou à proximité de son territoire.

Brenoux et ses alentours



Caractéristiques :

- population : 204 hab.
- superficie : 1 123 ha.
- la commune de Brenoux fait partie de la Communauté de Communes du Valdornez

Informations pratiques :

- site de promenade en bordure de la RD 23 en direction de Mende
- site de pique-nique à Brenoux
- un sentier sur la commune (voir l'interprétation des sentiers de découverte du Valdornez)
- boucle n° 8 : sentier du Truc de Balduc (voir à l'annexe)

Commune de Bédoulet :

- la chapelle et l'ensemble de Saint Christophe
- la fresque de l'école de Bédoulet
- le dolmen de Champagnelle
- l'église de Bédoulet
- le lac de Bédoulet

Commune de Langlade :

- la maison gauloise
- l'église Saint Pierre
- la fontaine souterraine
- le moulin du Roy
- le château du Roy
- la chapelle Saint Genès
- la croix en pierre de Virelles
- les ruines du château de Prodes


Commune de Saint-Basile :

- le Truc de Balduc
- la chapelle Saint Albain
- la pierre gauloise de Fournier
- le Castel
- l'église de Saint-Basile
- les ruines et les fontaines des Fiers
- le château de Montlaur


Commune de Saint-Etienne-de-Valdonnez :

- le Truc de Balduc
- l'église de Saint-Etienne-de-Valdonnez
- les fontaines du village
- l'annex de Montlaur
- le clocher de la commune et la fontaine communautaire
- les gorges du Brenoux
- les petits états en pierre
- les restes de l'exploitation minière

Brenoux et ses alentours



Commune de communes du Valdornez



Communauté de Communes du Valdornez
Adresse : 10 rue de la Poste
48100 Saint-Basile
Tél : 04 67 46 50 28


Mairie de Brenoux
48100 Brenoux
Tél : 04 67 46 50 28

Le Truc de Balduc

Siège sur trois communes, le Truc de Balduc est l'ensemble du Valdornez.

Un « truc » est un petit lac ou ruisseau.

Balduc est constitué de rochers et de dolmens depuis pendant l'ère



secondaire par la mer qui occupait leur place actuelle. L'ensemble a été isolé et fracturé pendant l'ère tertiaire. Brenoux a commencé à se développer par le dégelage de la couverture sédimentaire. Au quaternaire l'homme poursuit son travail d'aplanissement, les rivières (la Nize et le Brenoux) entraînent les cailloux apportant ainsi le Truc de Balduc des plateaux d'où il s'est formé.

Sur le Truc de Balduc et ses environs les rochers bleus, riches en éléments fossilifères (ammonites) sont souvent effleurés. Pour protéger ce patrimoine, la commune de Balduc est déclarée « site inscrit » depuis janvier 1920. Vous trouverez sur place des panneaux vous expliquant la nature de la protection. Vous vous rendez compte de la grande et remarquable.

Le tour de Langlade (photo en couverture)

Cette tour, située au centre du village et le village d'une dolmen de style mégalithique qui a été et qui a été restaurée en 1983.



Elle compte quatre étages, élevée par un escalier à vis. Une belle porte à l'entrée et à l'arrière la tour est visible au sud de la rue. En effet, la base de la tour se situe par des allées.


L'église de Brenoux

C'est à l'origine une église romane dédiée à Saint Martin, elle a fait place au style gothique à une construction neuve.

A l'intérieur on peut voir un vitrail original : une madone à l'effigie de l'apôtre d'après sous la statue de la vierge.


Intérieur : objet en pierre qui s'est trouvé dans une église et en son centre à la suite d'un incendie d'une grande église.

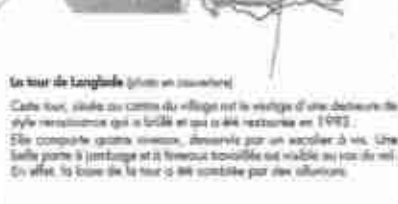


Carte de pique-nique

Langlade vu de Balduc



Le tour de Langlade

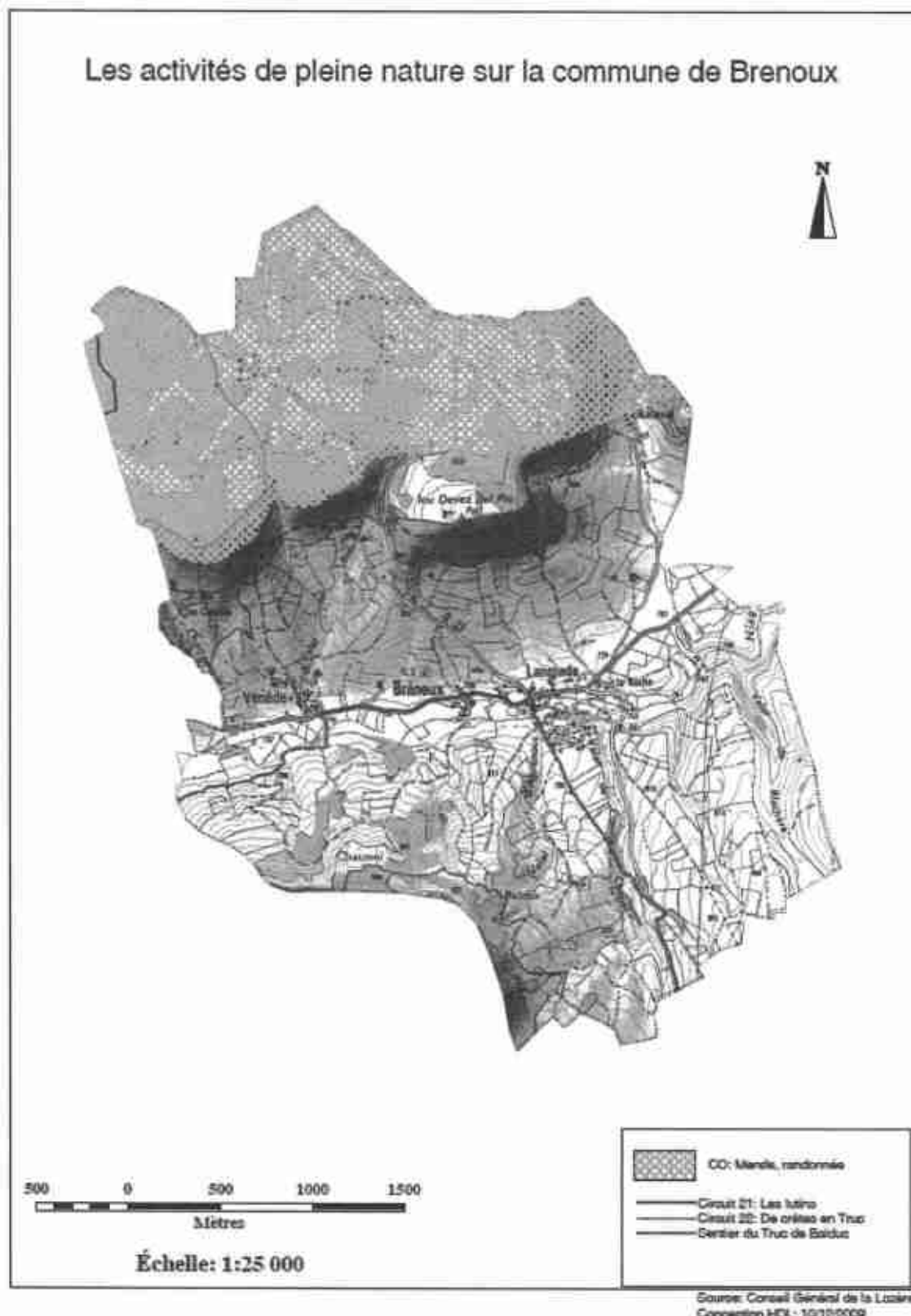


Le tour de Montlaur

En 1956, le tour de Montlaur a perdu ses deux derniers étages. Après la commune a décidé de restaurer des bâtiments d'architecture traditionnelle : le tour et une maison d'habitation. Aujourd'hui Montlaur accueille de nombreux visiteurs.

II.2.2 Sentiers de randonnées et Parc National des Cévennes

Des sentiers de randonnée ainsi que des itinéraires VTT traversent le territoire communal. Un espace de course d'orientation recouvre la partie nord de la Commune.



La présence d'un site fossilifère assez significatif autour du Truc de Balduc a fait l'objet d'une étude (muséographie, itinéraires de découverte de cette richesse naturelle, etc.) dans l'optique d'un projet à vocation culturelle et touristique. La promotion touristique est compétence de la Communauté de Communes.

Enfin, le territoire communal est entièrement compris dans la zone d'adhésion du Parc National des Cévennes.

La valorisation touristique de Brenoux s'inscrit dans celle engagée par la Communauté de Communes du Valdonéz, visant à promouvoir le développement touristique du Valdonéz.

II.3 PATRIMOINE BATI

Incontestablement, la Commune de Brenoux possède un patrimoine architectural de qualité, dont plusieurs constructions témoignent de son appartenance au modèle caussenard.



Lucarne inspirée du modèle caussenard ; Venède

II.3.1 Des villages de caractère

Dans les parties anciennes des hameaux, notamment à Venède, le bâti, composé le plus souvent de bâtiments agricoles, est groupé et dense.

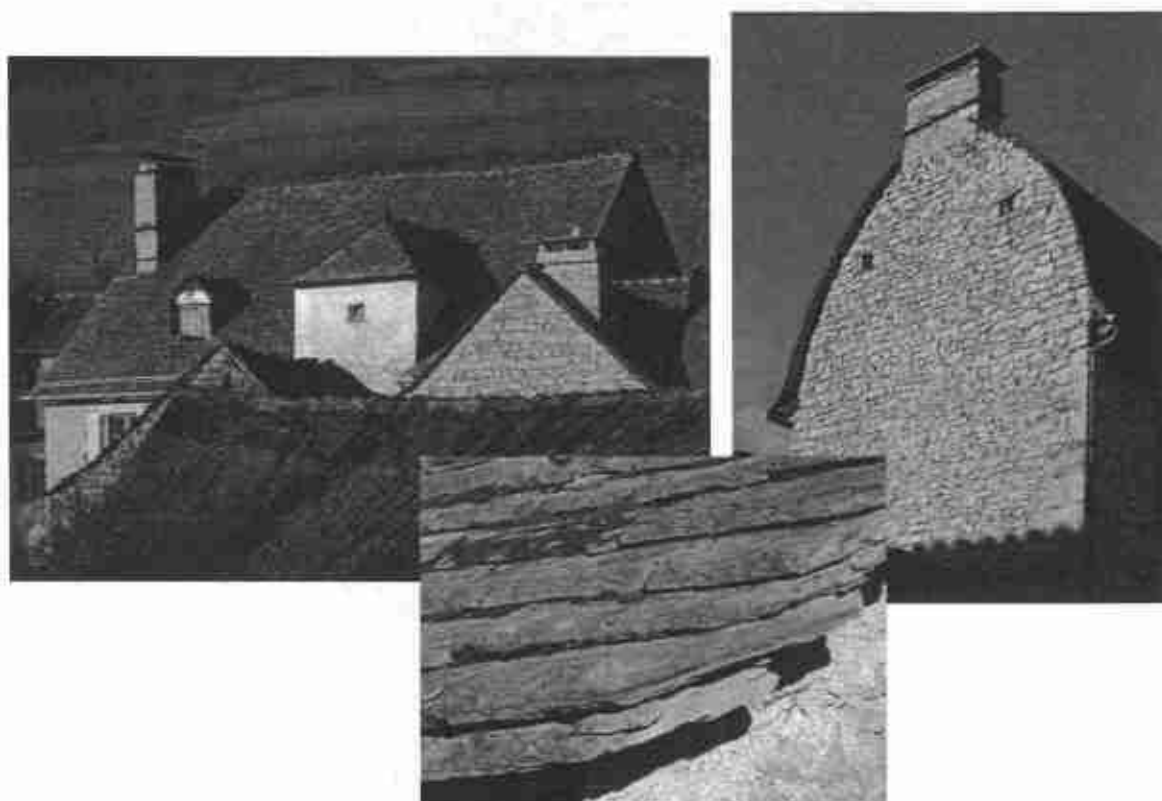


Accès étroit ; Venède

Les bâtiments d'habitation comprennent un ou deux étages. Les cours sont fermées par les bâtiments qui les entourent, par des murs plus ou moins haut ou par des porches assez imposants.

Les volumes des habitations sont des parallélépipèdes simples.

Les toits des bâtiments anciens sont à deux pentes (60 à 80%) simples symétriques et sont couverts de lauzes calcaires ou de schiste. Certaines bâtisses sont également couvertes d'une toiture à la Philibert Delorme (« toiture en carène de bateau »).

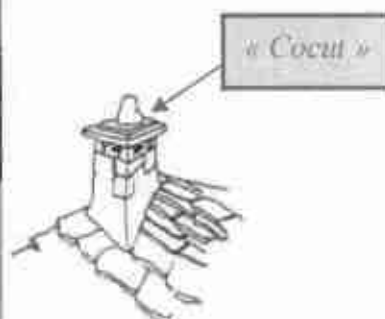


Toitures en lauzes de schiste (Langlade), lauzes calcaires (Malaval) et toiture à la Philibert Delorme (Venède)

Les souches des cheminées sont trapues ; et couronnées d'une lauze plate sur laquelle est parfois posé un « cocut ».



Langlade



Aujourd'hui, sur les maisons récentes, les types de couverture sont variés : lauzes, tuiles, bardeaux de bois...



Toitures en lauzes de schiste (Brenoux) et en bardeaux de bois (Malaval)

L'appareillage des bâtis anciens est en calcaire ; les encadrements des portes et fenêtres le sont également.



Malaval et Venède



Langlade et Le Lac

Les façades sont en pierres apparentes ou enduites dans des tons assez clairs.



Façade à Venède et vieil enduit à Malaval

Les maisons neuves, notamment dans les lotissements, sont crépies, également dans des teintes relativement claires.



Lotissement Brenoux

Les nouveaux bâtiments agricoles sont construits en parpaings, en tôles ou en bois ; et s'insèrent plus ou moins bien dans le paysage...



La Commune a engagé les démarches nécessaires pour restaurer le puits situé à la Roche et a récemment réinstallé l'ancienne croix de Brenoux à la place qui était la sienne (devant l'église).



II.3.2 L'église de Brenoux

« Brenoux avait une église romane, dédiée à Saint Martin et citée en 1123. Elle a fait place, au siècle dernier, à une construction moderne. Des rainures sont prévues au jambage du portail, prêtes à recevoir des vanes, quand la Nize déborde, comme elle le fit en 1934. Un ex-voto original se voit à l'intérieur : une des premières médailles militaires à l'effigie de Louis-Napoléon, disposée sous une statuette de la Vierge, dans sa chapelle ». In Le Buffière



II.3.3 Le patrimoine vernaculaire

La plupart des commentaires sont extraits de l'inventaire du patrimoine usuel et cultuel du Valdonnez, réalisé en 1995 par le Conseil Général, le SDAP et le SIVOM du Valdonnez.

La fontaine de Venède

Cette fontaine est située dans le haut du village, adossée à un mur de jardin privé. Celle-ci est voûtée en grand appareil de pierre calcaire. Elle possède une niche avec une statue de la vierge. Le bac est en pierre et il existe devant celui-ci un vestige de dallage.



Le métier à ferrer de Venède

Ce « ferradou » est situé au cœur du village avec comme fond de scène le Truc de Baldue. On note la présence d'une petite croix métallique sur le mur de derrière. Les jambages sont en granite. Le tour et le joug vertical sont métalliques.



Le four à pain de Malaval

Ce four est situé dans le hameau, en bordure de ruisseau. Il est maçonné en calcaire, possède une voûte et est couvert de lauzes calcaires. Le four et sa sole sont en briques réfractaires ; sa porte est métallique.



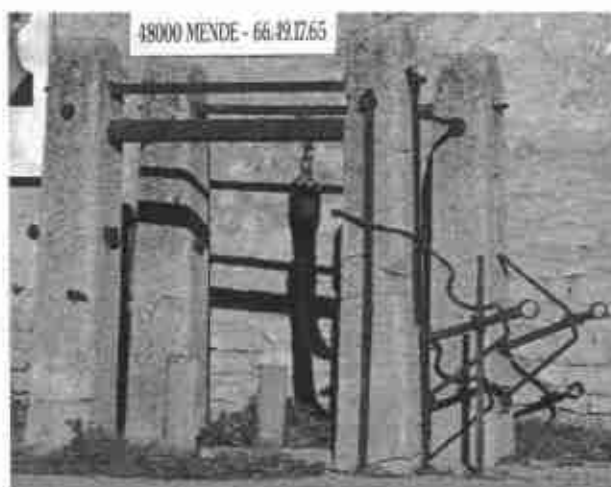
Le métier à ferrer de Malaval

Il est situé à l'entrée du village. Le joug et le tour en bois ont disparu. Les jambages sont en granite ; l'un d'entre eux possède une agraphe.



Le métier à ferrer de Langlade

Il est situé au cœur du hameau, en bordure de la départementale 41. Les quatre jambages sont en granite ; deux d'entre eux sont fissurés. Le tour est métallique, les sangles en pneu et le joug en bois.



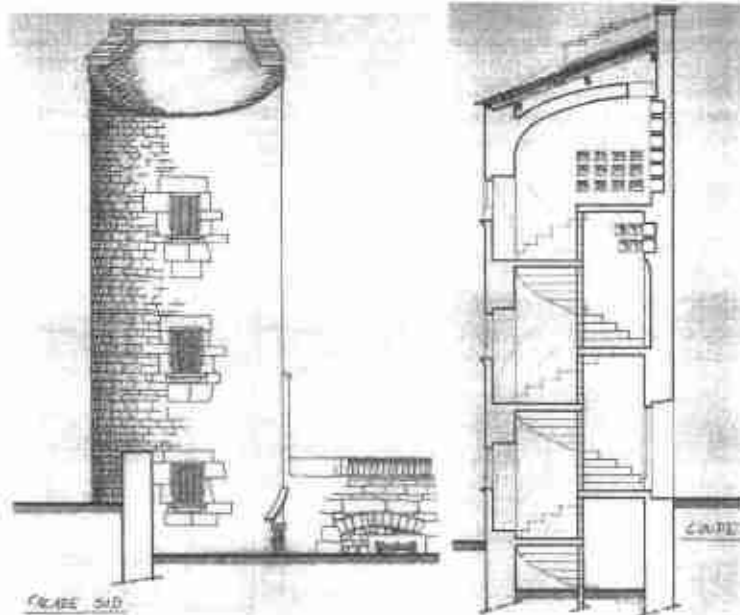
Le four à pain de Langlade

Ce four est situé en bordure de la départementale 41, à la sortie du village en arrivant de Brenoux. Il possède une toiture en lauzes schisteuses et des murs maçonnés en pierre calcaire.



La Tour de Langlade

Elle se situe au centre de Langlade sur l'ancien site de Préfontaine. Cette tour est le vestige d'une demeure de style « Renaissance » qui a brûlé. Elle comporte 4 niveaux desservis par un escalier à vis. Le premier donne sur la Nize et le rez-de-chaussée de la demeure comporte une belle porte à jambages et linteau travaillés (traces d'un ancien blason goujonné). Le deuxième donne sur la parcelle communale et la D 41 ; une belle porte à pentures ferronnées condamne le palier. Il devait s'agir ici de l'étage d'habitation. Le palier du niveau supérieur n'a jamais été percé ; il semble qu'il était en attente de surélévation postérieure du bâtiment qui n'a jamais eu lieu. Le dernier niveau est aménagé en pigeonnier.



II.4 GEOGRAPHIE

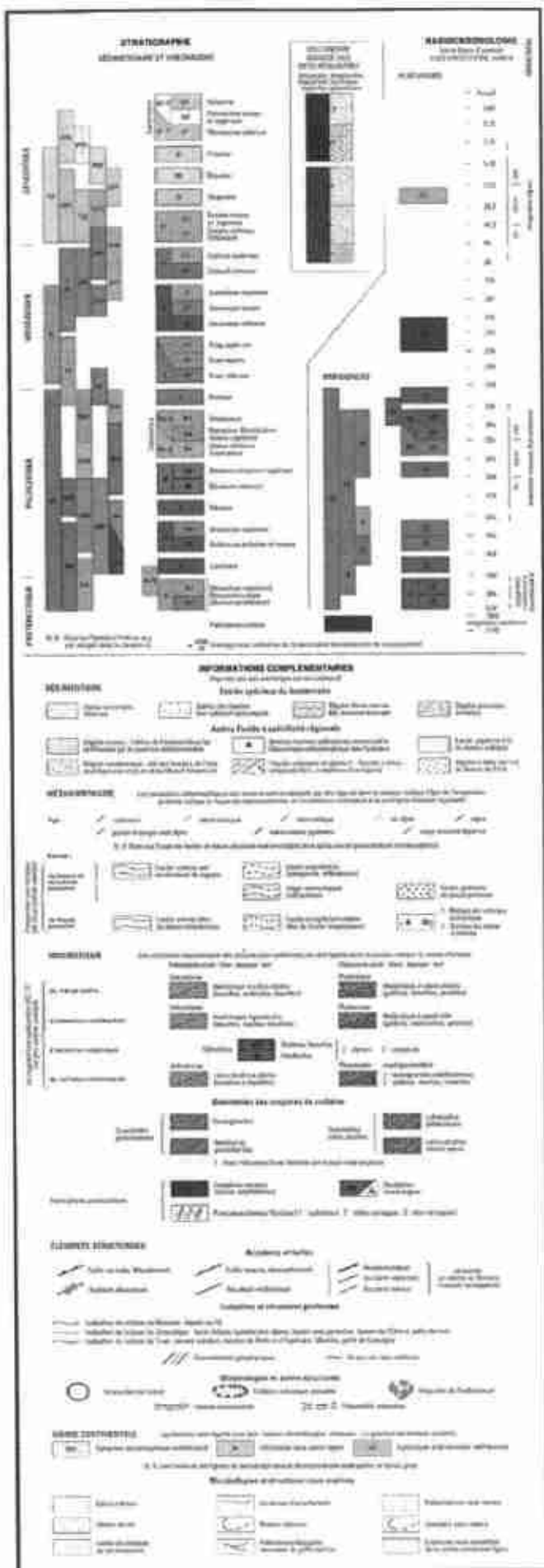
II.4.1 La Géologie

De manière schématique, la géologie des versants des vallées de la Nize et du Bramont présente une couverture de calcaires massifs, formant parfois des falaises et surmontant une importante série de marnes de Lias. Les formations alluviales sont très réduites.



Affleurement de marnes, Balduc





« L'histoire géologique du Valdonnez éclaire sur la présence en contact étroit sur le site de roches de natures aussi différentes que les calcaires, les marnes, les granites et les schistes.

Il y a 650 millions d'années (MA), le passage d'un océan entre la Bretagne et l'Espagne est à l'origine de dépôts sédimentaires de sables et d'argiles.

Vers -400/-300 MA, la **chaîne hercynienne** se forme sous l'action de la tectonique des plaques. La collision des masses continentales en place s'accompagne d'un épaissement de la croûte continentale (jusqu'à 70 km) et de la formation d'une racine crustale profonde. Les pressions exercées y sont telles que des plutons de magma se mettent en place en profondeur, cristallisent en remontant à la surface et sont à l'origine de la formation du granite. Sous l'action de la pression et de la température à proximité de ces plutons, les sédiments déposés initialement (sables et argiles) sont métamorphisés en schistes.

Aux alentours de -250 MA, le massif ainsi formé est soumis à une forte érosion qui aplanit le relief : sous l'action du vent, du gel et de l'eau, la chaîne s'abaisse et les pics s'arrondissent. Ce relief usé est appelé "**pénéplaine antétriasique**". Pendant longtemps, les altitudes demeurent basses et l'érosion faible.

Durant l'ère secondaire (-200 MA à -100 MA) a lieu la **transgression Jurassique** : à plusieurs reprises, la « mer des Causses » (partie la plus occidentale de l'océan liguro-piémontais d'où sortiront les Alpes à l'ère Tertiaire) réussit à submerger la pénéplaine, y déposant une première couche imperméable de marnes (craies mélangées d'argiles) au Lias, puis d'épaisses couches de calcaires massifs. Les roches sédimentaires ainsi formées sont riches en fossiles typiques des milieux marins profonds présentant un intérêt paléontologique certain : ammonites et rostrés de bélemnites, restes d'ichtyosaures. La présence de nombreux bois fossiles dans les marnes, notamment dans le Valdonnez, atteste de la présence proche du continent. Au sommet des empilements sédimentaires, la dolomie, roche secondaire, se forme au dépens du calcaire : les ions magnésium, échappés des organismes piégés dans les sédiments, sont transportés par les eaux circulantes et se substituent aux ions calcium de la calcite (carbonate de calcium) pour former la dolomite (carbonate double de calcium et de magnésium). Ce phénomène de dolomitisation s'effectue de manière irrégulière ; en outre, la calcite plus soluble que la dolomite est également plus sensible à la dissolution : cela explique l'aspect non stratifié voire parfois ruiniforme de la dolomie.

L'ère tertiaire marque une époque de grands bouleversements : par contrecoup des **plissements pyrénéo-alpins**, le Massif Central tout entier est soulevé et basculé vers l'ouest. La formation des Pyrénées (-50 MA) puis des Alpes (-30-20 MA à aujourd'hui) entraîne une remontée de 1 000 m du socle granitique et schisteux sous-jacent.

Le Mont-Lozère est pris dans ce mouvement général : il soulève l'épaisse couche d'alluvions qui le recouvre, non sans **failles et fissures** où se déposent de précieux filons de plomb, d'argent et d'or. Une faille sépare les reliefs du Mont Lozère de la dépression du Valdonnez. Elle se met en place il y a -2 MA, au moment des glaciations du Quaternaire, et entraîne le coulissement des deux compartiments l'un par rapport à l'autre : le Mont Lozère est remonté, tandis que la cuvette du Valdonnez s'abaisse. La faille principale passe par Saint-Étienne-du-Valdonnez et Vareilles où elle marque la limite entre les schistes qui entourent le granite du Mont Lozère et la série sédimentaire.

Avec l'augmentation de l'altitude, l'érosion des dépôts Jurassique en surface reprend et laisse poindre le massif cristallin. Les tendres couches de calcaire qui le ceignent sont progressivement creusées par l'écoulement des eaux : la Nize et le Bramont dégagent les calcaires et les dolomies du Jurassique moyen et supérieur et dessinent les vallées actuelles. Les formations alluviales sont très réduites. Au cœur du Valdonnez subsiste une **butte-témoin** de l'ancienne couverture sédimentaire, à égale distance du Causse de Mende et du Sauveterre

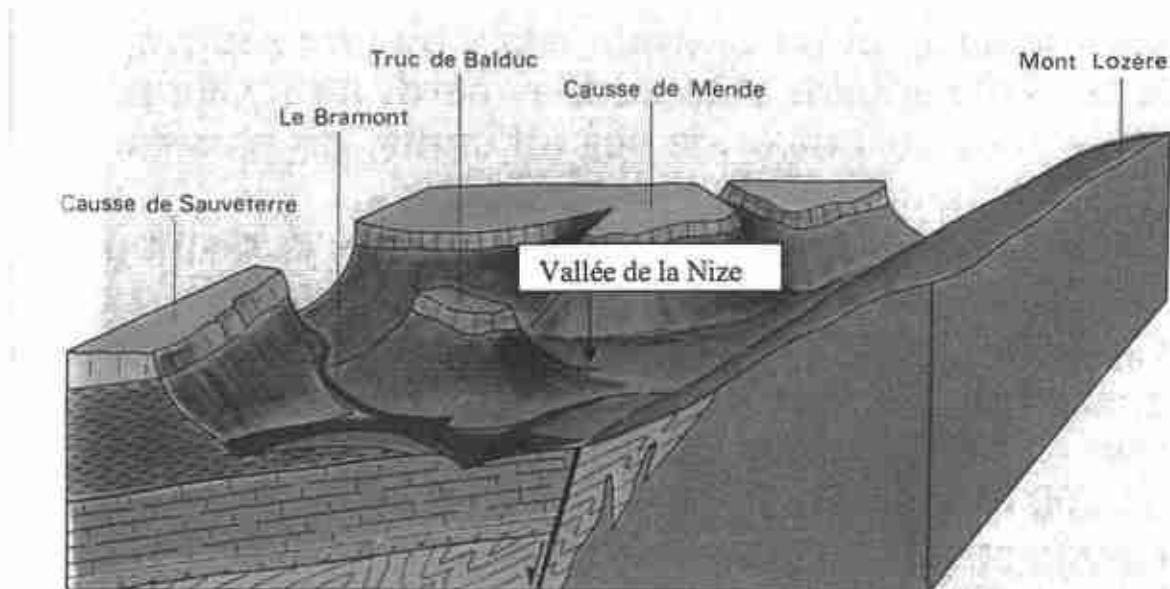
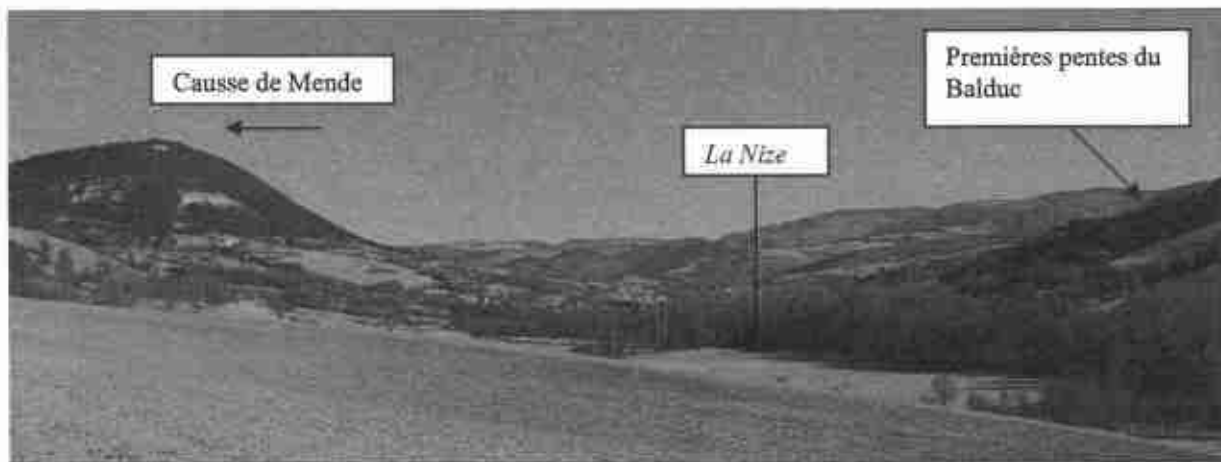
qui ne formaient autrefois qu'un seul plateau continu : le Truc de Balduc, dont les marnes ravinées par le ruissellement sont à l'abri d'un chapeau de calcaire ».

Source : Docob du site Natura 2000 Valdonnez

II.4.2 La topographie

La Commune de Brenoux est délimitée par le causse de Mende au Nord et le Truc de Balduc plus au Sud. Le Truc de Balduc est une table sédimentaire culminant à 1104 mètres et qui se dresse au centre du bassin du Valdonnez. Entre le causse de Mende et le Truc de Balduc s'étend la large vallée de la Nize et ses affluents.

En contrebas des reliefs boisés cernant la vallée de toutes parts, des espaces ouverts et aplanis, sont largement investis par les prairies et les cultures, organisées dans un bocage structuré.



Le Valdonnez

Brenoux: les pentes



440 0 440 880 1320
Meters

Scale: 1:22 000

Bât

Valeurs des pentes:

- 10% à 11%
- 7% à 9%
- 4% à 6%
- 1% à 3%

Source: HDL 05/01/2009

II.4.3 L'hydrographie



Source: HDL 08/12/2008

Brenoux se situe dans le bassin versant de la Nize, affluent du Bramont. Le causse de Mende appartient quant à lui au bassin versant du Lot.

La Nize se jette dans le Bramont au pied du village de Saint-Bauzile. Elle prend sa source en amont du hameau de Langlade par un réseau chevelu de ruisseaux.

Son bassin versant s'étend sur environ 50 km² pour une longueur de 14 km.

Entre Langlade et Rouffiac, la Nize a une pente d'un peu moins d'1% (0,92%) ; cela entraîne des écoulements assez lents.

Dans le domaine de l'eau, le Plan Local d'Urbanisme doit prendre en compte les orientations, les dispositions et les recommandations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour Garonne et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Lot amont.

La Commune de Brenoux est concernée par le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux** (SDAGE) du bassin Adour-Garonne qui a été révisé et adopté par le comité de bassin du 16 novembre 2009. Il a été approuvé par le Préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne le 1er décembre 2009 (avec 2 mises à jour effectuées tous les six ans : 2016-2021 et 2022-2027).

C'est un document d'orientation stratégique pour une gestion harmonieuse des ressources en eau entre 2010 et 2015. Il précise les organisations et dispositifs de gestion à mettre en œuvre pour atteindre en 2015 les objectifs environnementaux communautaires de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et ceux spécifiques au bassin Adour-Garonne.

Il détermine six orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques :

- créer les conditions favorables à une bonne gouvernance ;
- réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques ;
- gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique ;
- privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire (cette orientation vise plus particulièrement à concilier les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire)

La Commune de Brenoux est également « touchée » par le **SAGE Lot-Amont**. Le périmètre de ce dernier a été arrêté le 11 janvier 2001. Les deux premières phases (état des lieux et diagnostic) de l'élaboration du SAGE, amorcées en 2004, ont été validées en janvier 2006 par la Commission Locale de l'Eau du Lot Amont. Quatre commissions thématiques ont été constituées, qui concernent la qualité des eaux, la connaissance et la préservation des milieux aquatiques, les prélèvements et les usages, et les risques d'inondation.

Enfin, la Commune est concernée par le **Contrat de rivière Lot Colagne**, porté par le SIVU d'aménagement du Lot et de la Colagne, et dont le dernier contrat de mise en œuvre date de décembre 1990. Celui-ci fixe des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique, de gestion équilibrée des ressources en eau et prévoit de manière opérationnelle les modalités de réalisation des études et des travaux nécessaires pour atteindre ces objectifs. Les objectifs du contrat de rivière n'ont pas de portée juridique.

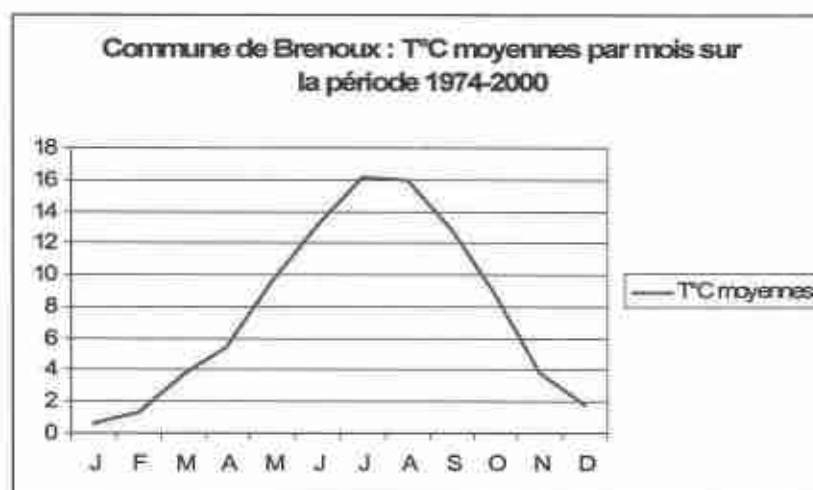
Le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec les orientations du SDAGE et du SAGE s'appliquant sur le territoire, notamment pour :

- *la protection des zones humides et des écosystèmes* : le règlement en zonage « N » (espace naturel) pour l'eau est ici approprié.
- *la réduction des risques et l'inscription des zones inondables au PLU* : sur cette commune, l'urbanisation sera limitée par une prise en compte du risque inondation dans le zonage, avec un indice « ri » pour les zones soumises au risque inondation. Dans ces zones, des prescriptions particulières seront imposées pour garantir la sécurité des populations.
- *La protection des ripisylves* : La ripisylve d'Aulnes et de Frênes (code Natura 2000 91E0*) est zonée en AA au nord de Venède, ceci afin de conserver cet Habitat naturel à valeur écologique importante (niche écologique pour de nombreux animaux, corridor biologique, limitation de l'érosion, lutte contre les pollutions...). Il en est de même pour la ripisylve de la Nize qui abrite l'habitat de la Loutre d'Europe et du Chabot.
- *La protection de la qualité des eaux* : Un schéma directeur d'assainissement a été réalisé. Il définit des zones dans lesquelles un assainissement collectif est possible et des zones prévues en assainissement autonome.

II.4.4 Les données météorologiques

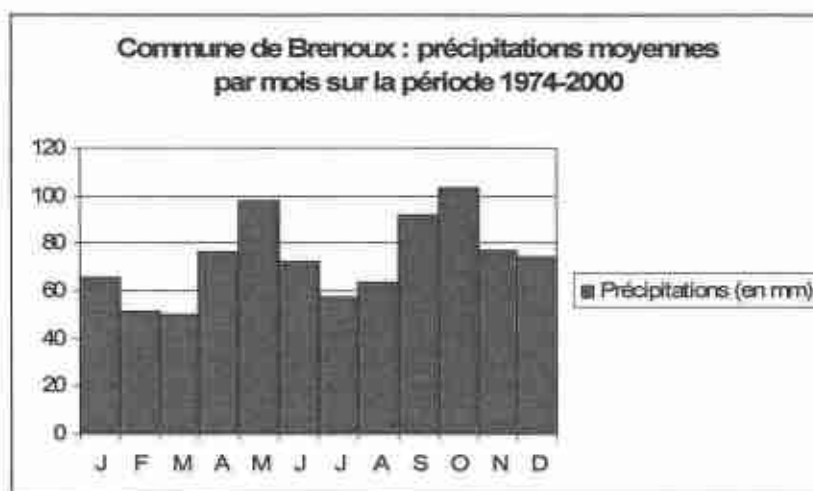
La bonne exposition de la Commune de Brenoux la soumet à un climat plutôt doux qui caractérise par ailleurs l'ensemble de la région du Valdonnez.

Les températures



Sur cette même période, la température moyenne annuelle s'élevait à 7,8°C.

Les précipitations



Sur cette même période, la hauteur moyenne annuelle des précipitations s'élevait à **878,4 millimètres**.

Météo France n'a pas été en mesure de nous délivrer le nombre moyen de jours avec brouillard, orage, grêle et neige.

II.4.5 Les risques naturels

a) Le risque inondations

Les inondations des 24 septembre et 5 novembre 1994 ont clairement montré que tous les fonds de vallée du Valdonnez doivent être considérés comme des zones à risques.

Le P.P.R.I. (Plan de Prévention du Risque Inondation) Lot-Amont sur la Commune de Brenoux est en cours d'élaboration (prescrit par arrêté préfectoral n°06-0815 du 13 juin 2006) mais n'a pas encore été approuvé.

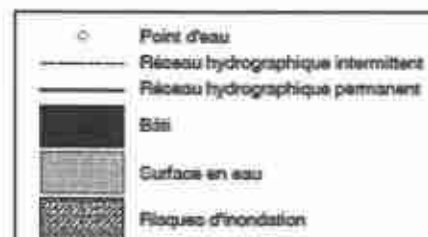
Une carte des aléas inondations est aujourd'hui consultable en Mairie de Brenoux.

Les risques d'inondation sur la commune de Brenoux



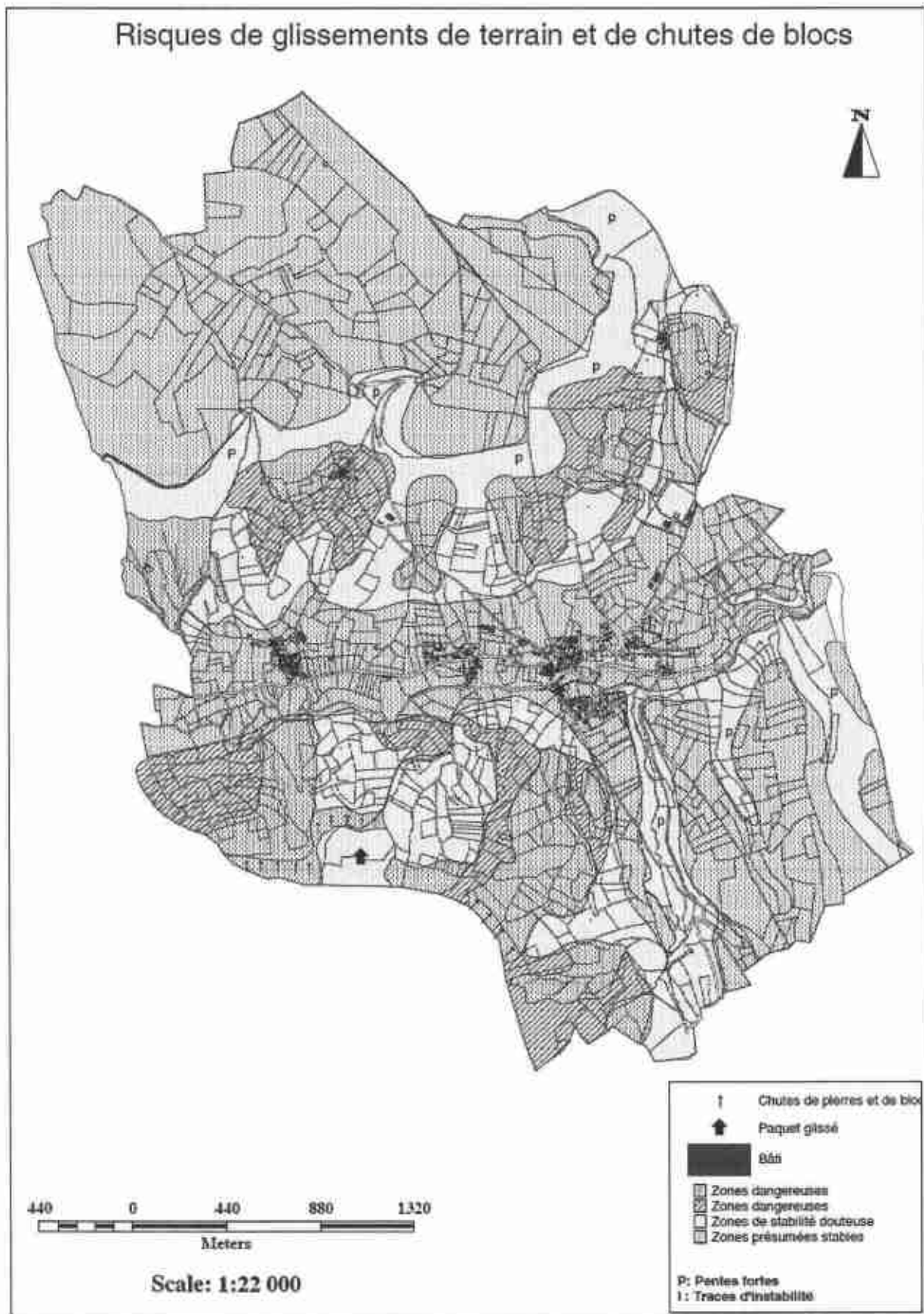
500 0 500 1000 1500
Mètres

Échelle: 1:25 000



Sources: DOE de la Lozère
Conception: HDL 10/12/09

b) Le risque mouvements de terrain



La Commune de Brenoux est soumise au risque « mouvement de terrain » mais n'est pas prioritaire.

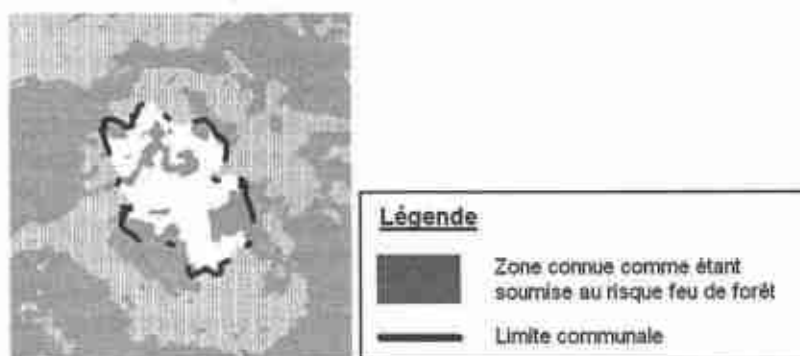
A ce sujet, notons la réalisation d'une *étude géologique et géotechnique* par le CETE Méditerranée en 1979 ; trois constats ressortent :

- La cuvette dans laquelle a été construit le hameau du Lac correspond à un très grand glissement ancien dans lequel se manifestent des reprises
- Énorme paquet glissé au lieu-dit le Chaumel (versant nord du Truc de Balduc)
- Risques d'effondrement de dolines sur le causse de Mende

c) Le risque feu de forêt

La Commune de Brenoux est soumise au risque « feu de forêt » mais n'est pas considérée comme prioritaire.

A titre d'information, trois incendies ont été recensés sur la Commune de 1973 à 2005 ; ce qui représente une surface brûlée cumulée de 6 hectares.



II.5 ENVIRONNEMENT

II.5.1 La forêt

Les forêts situées dans le Valdonnez sont en majorité des forêts artificielles : en effet, l'ensemble des versants entourant le Valdonnez est recouvert de forêts résineuses datant des grands reboisements R.T.M. (Restauration des Terrains en Montagne) du début du siècle.

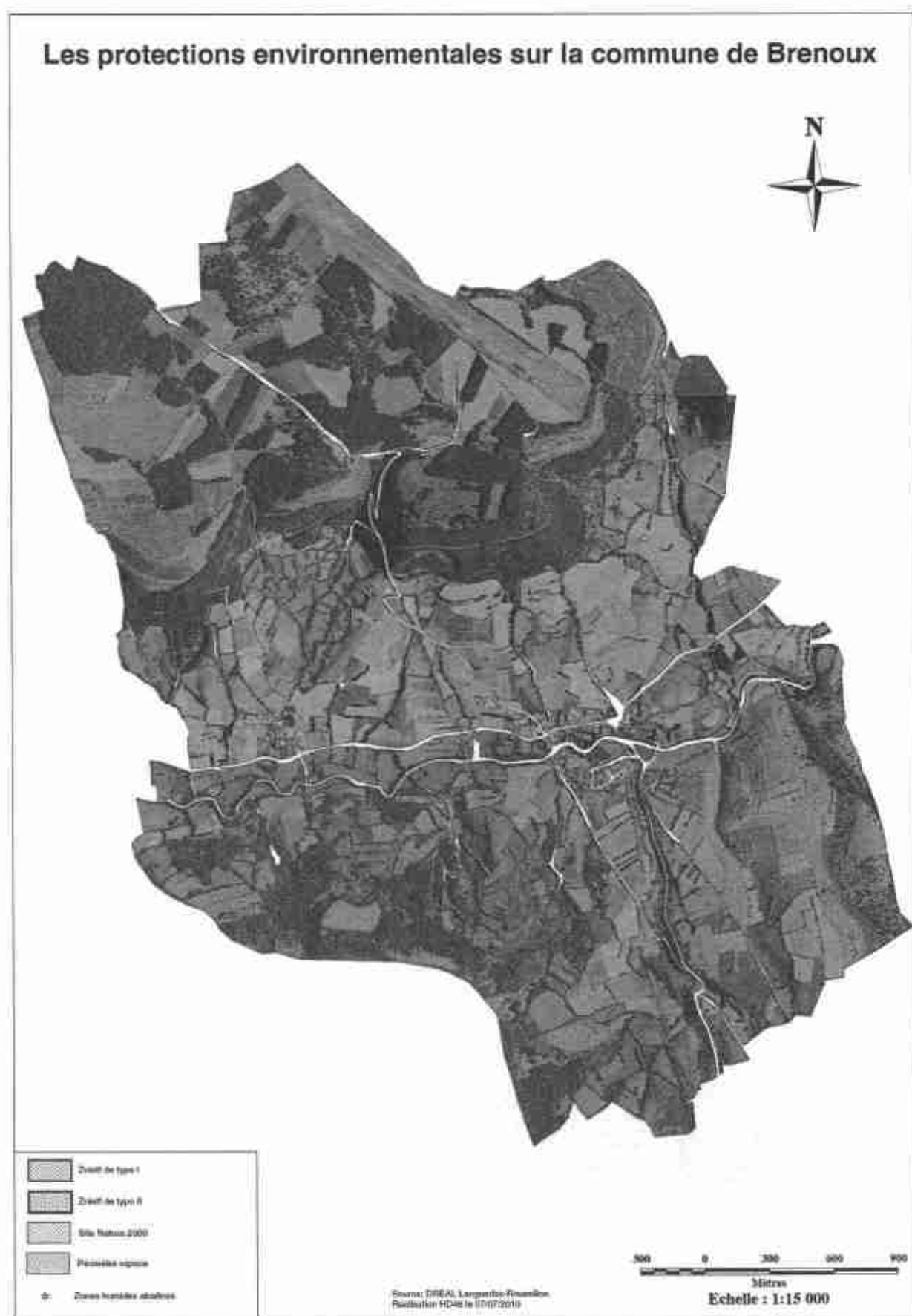
En 2006, sur la Commune de Brenoux, l'Office National des Forêts gère, au titre du Régime Forestier, 137 ha 73 a 92 ca de forêt domaniale, dite « Forêt domaniale de Mende ».

La forêt domaniale de Mende



Source: HDL 08/12/2008

II.5.2 Les mesures de protection



a) les Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique

L'ensemble du territoire communal est le siège de milieux et sites remarquables dont la préservation est primordiale car ils recèlent des richesses faunistiques et floristiques extraordinaires.

La Commune de Brenoux est couverte par 3 Z.N.I.E.F.F (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) de type I et de type II.

La ZNIEFF est un outil de connaissance du patrimoine naturel du territoire. Elle identifie et décrit scientifiquement des secteurs possédant des richesses naturelles à protéger et à mettre en valeur.

Les ZNIEFF de type I recouvrent des secteurs de grand intérêt biologique ou écologique et les ZNIEFF de type II recouvrent de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes. Une modernisation de l'inventaire des ZNIEFF a été engagée en 2004 en Languedoc-Roussillon et s'est terminé au printemps 2010 donnant place à une nouvelle génération de ZNIEFF. Elles poursuivent trois objectifs principaux : une justification scientifique plus rigoureuse de l'identification de chaque zone et de son contour, une harmonisation et une standardisation de l'information permettant une plus large utilisation de l'inventaire et une transparence du contenu et de la réalisation de l'inventaire afin de garantir une meilleure prise en compte à tous les niveaux d'utilisation.

- **Znieff de type I « Vallée du Bramont en amont de Balsièges » n° 0000-4076 (195 ha)**

La ZNIEFF « Vallée du Bramont en amont de Balsièges » est située au cœur de la Lozère, dans la zone périphérique du Parc National des Cévennes, au sud de Mende. Elle est constituée de deux tronçons de cours d'eau, le Bramont en amont de Balsièges jusqu'à hauteur de Lentondre, et son affluent la Nize, de sa confluence avec le Bramont jusqu'à Langlade. La longueur cumulée du linéaire est d'environ 10 kilomètres une superficie de la ZNIEFF approchant les 195 hectares. L'altitude varie entre 680 et 750 mètres.

Le fond de vallée, dont l'espace est exclusivement dédié à l'activité agricole, est composé de prairies de fauche, de cultures et, en amont du cours du Bramont, de quelques pelouses sèches. Les cours d'eau, bordés de linéaires d'arbres abritent :

- la Loutre d'Europe *Lutra lutra*, bien présente sur la quasi-totalité des cours d'eau lozériens ;
- le Chabot *Cottus gobio*, espèce remarquable de poisson aux mœurs nocturnes, qui occupe un domaine vital restreint et est très limité dans son expansion face à des obstacles de plus de 18 centimètres de haut. La population lozérienne présente de forte variabilité en termes de répartition et d'effectifs.



Loutre d'Europe



Chabot Cottus gobio

Des espèces végétales remarquables sont également notées :

- la Berce de Lecoq *Heracleum sphondylium* subsp. *sibiricum*, endémique commune du massif central, présente sur les ourlets externes ;
- la Pulmonaire affine *Pulmonaria affinis*, endémique française commune préférant les sous-bois.

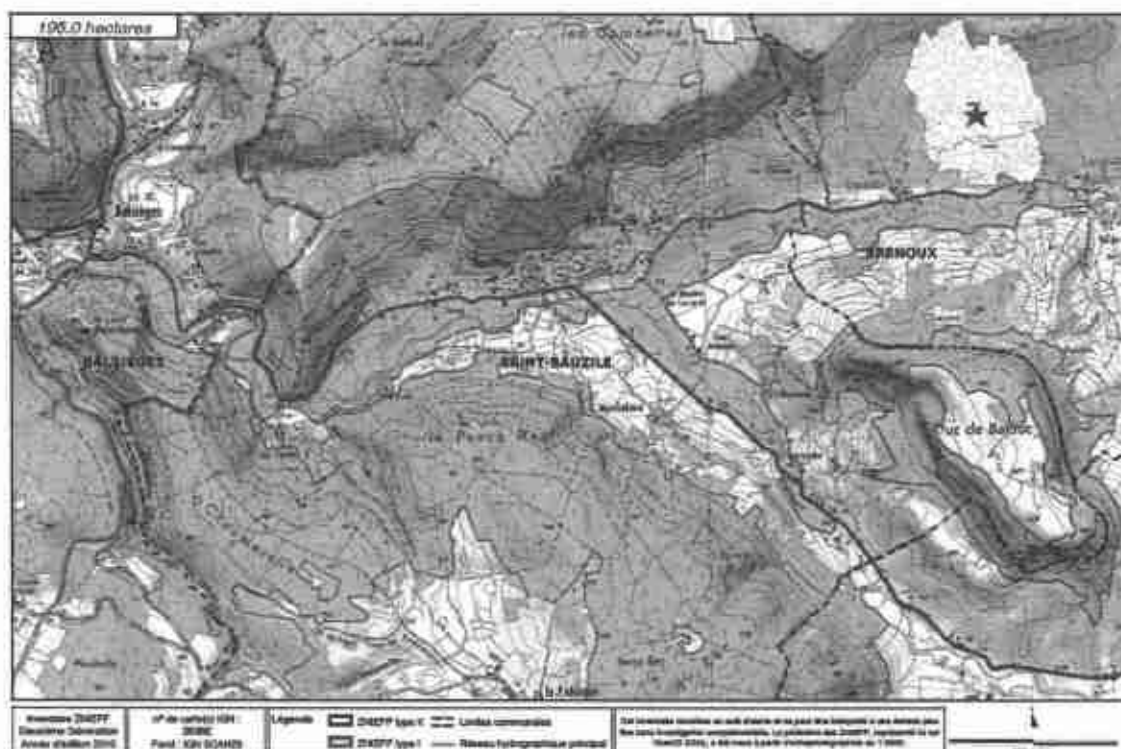
L'Ecrevisse à pieds blancs *Austropotamobius pallipes*, n'est plus présente sur le site mais pourrait le recoloniser.



Pulmonaire affine

Le principal facteur pouvant influencer l'évolution du site est la pollution d'origine agricole ou domestique. C'est peut être ce qui a conduit à la disparition de l'Ecrevisse sur cette portion de rivière.

La volière, située en aval de Rouffiac peut aussi être une source de pollution pour les eaux du Bramont.



Source : DREAL Languedoc-Roussillon

• **Znieff de type I « Falaise du Truc de Baldac » n° 0000-4079 (549 ha)**



La ZNIEFF « Falaises du Truc de Baldac » est située en Lozère, dans le Parc National des Cévennes, au sud de la ville de Mende. C'est une table calcaire au centre d'une large cuvette sédimentaire traversée notamment par les rivières du Bramont et de la Niza. Elle occupe une superficie approchant 547 hectares à cheval sur les communes de Saint-Bauzile, Brenoux et Saint-Etienne-du-Valdonnez. Son altitude varie de 70 à 1100 mètres.

Le périmètre de la ZNIEFF est parqué :

- à l'est et au nord par les chemins et pistes ;
- à l'ouest et au sud par les routes communales au niveau de la zone artisanale et la route N106 jusqu'au niveau du hameau des Pruneyrolles.

Les zones bâties, à l'exception de la ferme de Lentondre, sont exclues de la délimitation.

Les milieux naturels sont agencés en fonction de cette silhouette massive. Le sommet du Truc est le domaine des cultures et prairies de fauche, les contreforts pentus sont largement couverts de boisements de Pin noir et les pentes douces en contrebas sont occupées par des prairies, des cultures et des pâturages agencés en bocage. Les falaises sont le domaine d'oiseaux et de plantes rupestres :

- le Faucon pèlerin *Falco peregrinus* ;
- l'Aigle royal *Aquila chrysaetos* ;
- le Vautour péronoptère *Neophron pernopterus* qui tente, depuis quelques années, de nicher sur le site ;
- la Corbeille d'argent à gros fruits *Hormathophylla macrocarpa*, plante protégée en France.



Faucon pèlerin

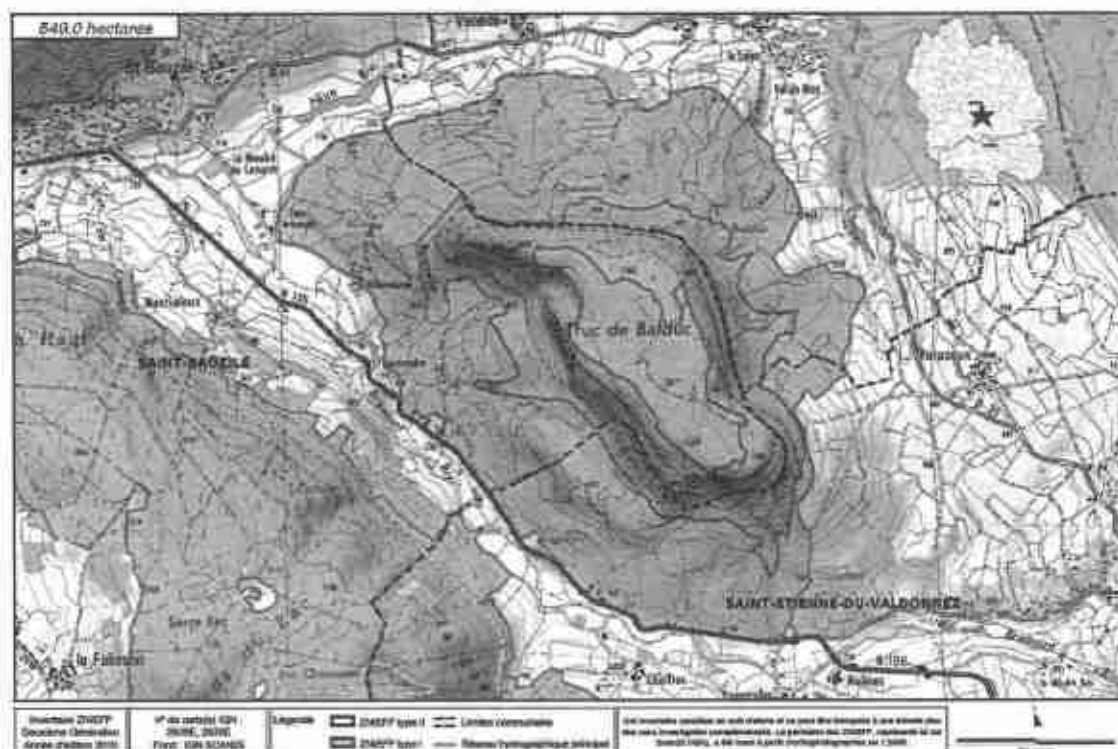


Aigle royal

Des pelouses du Mesobromion des causses, un habitat déterminant, sont bien représentées au pied de la butte, souvent en mosaïque avec les prairies et fréquemment colonisées par le Genévrier commun et/ou l'Épine noire.

Ça et là, de micro-zones humides alcalines voient le jour dans les parties basses, au contact des marnes. Ce sont des prairies humides à *Juncus inflexus* et des tourbières basses alcalines à *Carex davalliana*, ce dernier habitat étant déterminant. Au sein de ces milieux humides, l'Orchis punaise *Anacamptis coriophora*, espèce remarquable et protégée en France est notée.

La pression agricole qui s'exerce dans le Valdornez peut être une source d'évolution de la ZNIEFF. Cette évolution pourrait être positive dès lors qu'il s'agirait d'opérer une réouverture des pelouses colonisées par la lande ou le fourré, et négative si cela conduisait à la destruction des pelouses sèches calcaires pour une mise en culture ou une intensification de leur gestion (fertilisation, fauches précoces et plus fréquentes, drainage des ruissellement...).



Source : DREAL Languedoc-roussillon

- **Znieff de type II « Causses de Marvejols et de Mende » n° 4809-0000 (18229 ha)**



Espèces végétales remarquables :



Agrostide de Schleicher



Scirpe comprimé



Euphrobe de Duval

Espèces animales déterminantes et remarquables :



Sérotine commune



Ecaille chinée



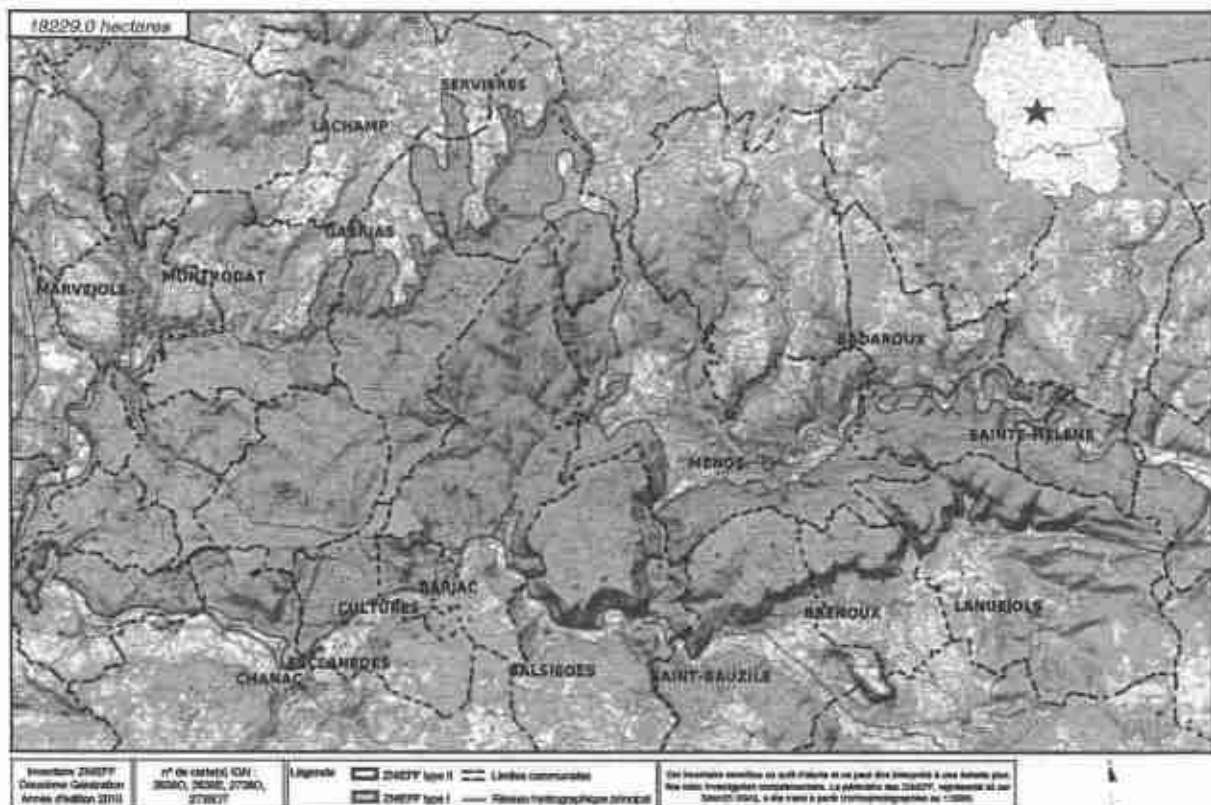
Campagnole des neiges



Chevêche d'Athéna

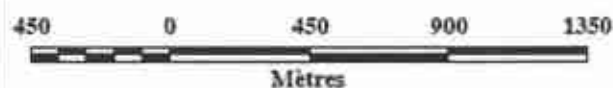
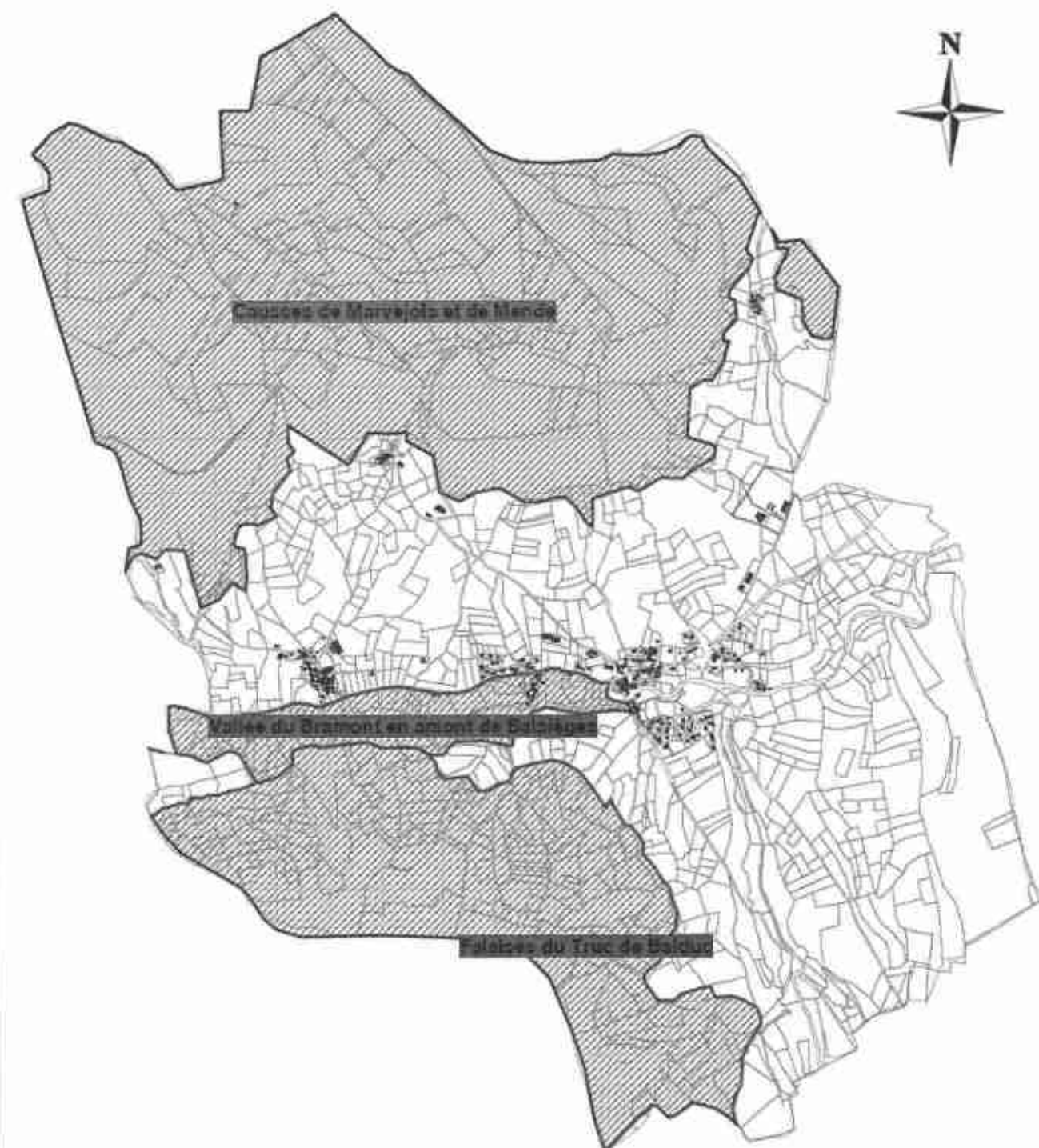


Truite commune

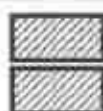


Source : DREAL Languedox-Roussillon

Périmètre des ZNIEFF sur la commune de Brenoux



Echelle : 1:22 500



Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I

Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type II

Source : DREAL Languedoc-Roussillon
Réalisation HD48 le 06/07/2010

En annexe 3 :

Fiches Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Z.N.I.E.F.F.) nouvelle génération :

- Z.N.I.E.F.F. de type I « Vallée du Bramont en amont de Balsièges » n° 0000-4076
- Z.N.I.E.F.F. de type I « Falaise du Truc de Balduc » n° 0000-4079
- Z.N.I.E.F.F. de type II « Causses de Marvejols et de Mende » n° 4809-0000

b) Le site inscrit du Truc de Balduc

La loi du 2 mai 1930, intégrée depuis dans les articles L341-1 à L341-22 du code de l'environnement, permet de préserver des espaces du territoire français qui présentent « un intérêt général du point de vue scientifique, pittoresque et artistique, historique ou légendaire ». Le classement ou l'inscription (comme ici) d'un monument naturel constitue la reconnaissance officielle de sa qualité et la décision de placer son évolution sous le contrôle et la responsabilité de l'État.

L'inscription à l'inventaire des sites constitue une garantie minimale de protection. Elle impose aux maîtres d'ouvrage l'obligation d'informer l'administration quatre mois à l'avance de tout projet de travaux de nature à modifier l'état ou l'aspect du site.

L'architecte des bâtiments de France émet un avis simple sur les projets de construction et les autres travaux et un avis conforme sur les projets de démolition.

Le Truc de Balduc a été classé « site inscrit » par arrêté ministériel le 20 janvier 1981.

Le site inscrit du Truc de Balduc l'est essentiellement pour les gisements fossilifères des marnes, gisements abondants et particulièrement intéressants du fait de la présence de communautés faunistiques.

La superficie totale du site inscrit du Truc de Balduc est de 1038 hectares.

c) Natura 2000 : site du « Valdonnez »



En annexe 4 :

Périmètre de site d'importance communautaire (Natura 2000) après consultation des collectivités sur les extensions – VALDONNEZ – Numéro : FR9102008.

La Commune de Brenoux est en partie concernée par une procédure Natura 2000.

Institué par la Directive européenne Habitats de 1992, le réseau Natura 2000 vise la préservation de la diversité biologique sur le territoire de l'Union européenne.

Il est composé de sites désignés spécialement par chacun des États membres, correspondant à deux types de zones naturelles :

- des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) pour la conservation des habitats naturels et des habitats d'espèces figurant aux annexes I et II de la Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992, dite Directive Habitats ;
- des Zones de Protection Spéciales (ZPS) pour la conservation des habitats des espèces d'oiseaux figurant à l'annexe I de la Directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979, dite Directive Oiseaux, ainsi que les espèces migratrices non visées à cette annexe et dont la venue est régulière.

L'objectif de ce réseau est d'assurer la pérennité ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des milieux naturels et des espèces animales et végétales considérés comme rares ou menacés à l'échelle européenne, et qualifiés d'« intérêt communautaire ».

Il doit aussi contribuer à la mise en œuvre d'un développement durable en cherchant à concilier au sein des sites qui le composent les exigences écologiques des habitats naturels et des espèces avec les exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que les particularités régionales et locales.

Pré-inventaires :

Lors de l'élaboration de la Charte de territoire du Valdonnez, le Parc national des Cévennes a réalisé l'inventaire du patrimoine naturel de la Communauté de Communes. Outre les divers habitats et espèces d'intérêt communautaire inventoriés sur son territoire, la présence de l'habitat naturel de « source pétrifiante avec formation de tufs », insuffisamment représenté au niveau du réseau écologique Natura 2000, a incité la Communauté de Communes du Valdonnez à se prononcer en faveur de l'inscription de ses richesses écologiques au sein du réseau Natura 2000.

Dans un premier temps, 7 habitats naturels et une espèce d'intérêt communautaire ont été identifiés dans le Valdonnez lors de la réalisation de l'inventaire du patrimoine naturel de la Communauté de Communes par le Parc National des Cévennes:

- ♦ Les sources pétrifiantes avec formation de tuf
- ♦ Les pelouses sèches sur calcaires (sites d'orchidées remarquables)
- ♦ Les ripisylves de frênes et d'aulnes
- ♦ Les hêtraies calcicoles
- ♦ Les falaises calcaires
- ♦ Les falaises siliceuses
- ♦ Les bas-marais alcalins
- ♦ Une espèce d'intérêt communautaire : la loutre d'Europe (*Lutra lutra*).

D'autres inventaires, réalisés entre 1995 et 2004, ont mis en évidence la présence de milieux sensibles et remarquables : inventaire des zones humides (lavognes, zones humides alcalines de la Lozère, zones humides du Mont-Lozère), inventaire des haies du Valdonnez.

Elaboration et validation du DOCOB :

L'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) du site s'est déroulé en quatre phases principales validées par le comité de pilotage :

♦ Phase 1 (mai 2007-fin 2007) : Inventaire et analyse de l'existant (inventaire et cartographie des données écologiques, description des activités humaines, analyse écologique) ;

♦ Phase 2 (fin 2007-début 2008) : Définition et hiérarchisation des enjeux de conservation et des objectifs de développement durable ;

♦ Phase 3 (printemps 2008) : Proposition de mesures de gestion (concertation en groupes de travail thématiques en vue de l'élaboration des cahiers des charges des mesures de gestion), rédaction de la charte Natura 2000 ;

♦ Phase 4 (été-automne 2008) : Finalisation du document final et proposition au COPIL pour validation.

Le DOCOB du site a été validé par le comité de pilotage du 6 janvier 2009.

Périmètre du site :

Le site Natura 2000 FR9102008 « Valdonnez » s'étend sur 4308,3 hectares. La zone d'étude élargie totalise 5071,8 hectares.

Sur la commune de Brenoux :

♦ 244,2 hectares sont concernés par le Site d'Intérêt Communautaire, soit 21,7% de la surface communale ;

♦467 hectares sont concernés par la zone d'étude élargie, soit 41,5% de la surface communale

Habitats naturels d'intérêt communautaire :

14 Habitats naturels d'intérêt communautaire ont été inventoriés sur le site, dont 5 sont d'intérêt prioritaire. Sur les 14 Habitats naturels d'intérêt communautaire recensés, 7 ne figuraient pas encore au Formulaire Standard des Données et au pré-inventaire du Parc National des Cévennes. Sur la commune de Brenoux, 105,4 hectares sont classés en surface d'habitat naturel d'intérêt communautaire. Les types d'habitats naturels les plus représentés sur la commune sont :

- les pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (6210*), localisées essentiellement sur les versants du Truc de Balduc ;
- les formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires (5130), également localisées sur les versants du Truc de Balduc ;
- les forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (91E0*), le long de la Nize et du valat del Rieu (affluent rive droite de la Nize).

En annexe 5 :

- Liste des Habitats naturels d'intérêt communautaire recensés sur le site, les extensions et la zone d'étude
- Carte des Habitats naturels d'intérêt communautaire
- Fiches descriptives et analytiques des habitats naturels d'intérêt communautaire présents sur la Commune

Habitats d'espèces d'intérêt communautaire :

9 espèces d'intérêt communautaire ont été inventoriées sur le site. Sur les 9 espèces d'intérêt communautaire recensées sur le site, 8 n'étaient initialement pas mentionnées au Formulaire Standard des Données et au pré-inventaire du Parc National des Cévennes.

Les types d'habitats naturels représentés sur la commune sont :

- l'Habitat de la Loutre localisée le long de la Nize et de la ripisylve ;
- l'Habitat du Chabot le long de la Nize ;
- l'Habitat de l'Ecrevisse à pieds blancs sur le valat del Rieu, affluent rive droite de la Nize, au-dessus du hameau de Venède ;
- l'Habitat des Chiroptères (grand/petit Murin à Langlade, Petit Rhinolophe et Grand Rhinolophe à Malaval)

D'autres espèces non d'intérêt communautaire sont aussi présentes sur la commune : Odonates, Amphibiens, Reptiles, Mammifères (hors Chiroptères), Chiroptères (voir liste en annexe).

En annexe 6 :

- Carte des Habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- Fiches descriptives et analytiques des espèces d'intérêt communautaire présentes sur la Commune
- Liste des espèces non d'intérêt communautaire

d) La zone d'adhésion du Parc National des Cévennes (PnC)



➤ Qu'est-ce qu'un Parc national ?

Les parcs nationaux français sont des combinaisons d'espaces remarquables, d'une biodiversité protégée et d'un mode de gestion qui leur permet d'en préserver les richesses. Ils sont marqués par une forte volonté de concilier la protection de la nature et le développement des activités humaines, dans le respect des usages et des traditions. La France compte neuf parcs nationaux – six en métropole (Calanques, Cévennes, Ecrins, Mercantour, Port-Cros, Pyrénées et Vanoise) et trois outre-mer (Guadeloupe, Guyane et la Réunion) – qui participent de l'identité culturelle de la nation au même titre que les équipements culturels les plus prestigieux. Ils couvrent des domaines terrestres et maritimes variés et représentent par leurs périmètres optimaux près de 8 % du territoire français (48 720 km²). Ils attirent chaque année plus de 7 millions de visiteurs.

➤ Présentation du Parc National des Cévennes

Date de création : 2 septembre 1970

Réserve mondiale de biosphère UNESCO : 1985

Situation : sud du Massif Central, sur les départements de la Lozère (48), du Gard (30) et de l'Ardèche (07)

Nombre de communes : 152 (dont 55 dans le cœur)

Cœur de parc : 93 500 hectares dont 82 % en Lozère et 18 % dans le Gard

Aire optimale d'adhésion : 278 500 hectares dont 49 % en Lozère, 42 % dans le Gard et 9 % en Ardèche

Nombre de visiteurs par an : supérieur à 2 millions par an

Hébergement : 100 gîtes d'étape, 700 gîtes ruraux

Sentiers balisés : 3 600 km (dont 400 km équestres, 200 km VTT, 100 km ski de fond)

Altitude du Parc : de 110 m (les Vans) à 1699 m (sommet de Finiels, mont Lozère)

Prés, landes, parcours : 29 248 ha dans le cœur

Forêts : 58 047 ha dans le cœur

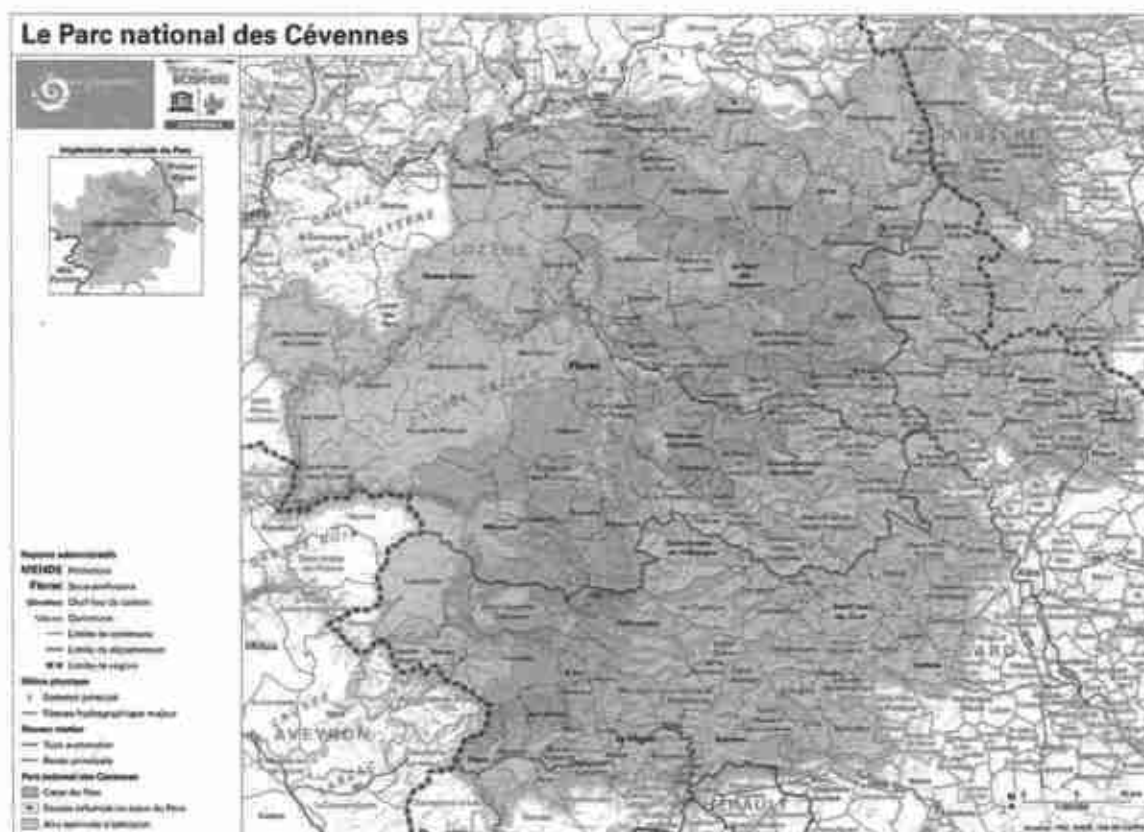
Faune : 2410 espèces, dont 45% des vertébrés et 2/3 des mammifères que l'on rencontre en France. 20 espèces de chiroptères sur les 30 recensés en France. Nombreux rapaces, très menacés : aigle royal, circaète Jean-le-Blanc, faucon pèlerin, grand duc... Site privilégié d'implantation des vautours fauve, moine et percnoptère.

Flore : riche et diversifiée (11 000 espèces dont 2 300 plantes à fleurs), avec des associations végétales remarquables et endémiques, en particulier dans les tourbières du mont Lozère et du Mont Aigoual, dans la pseudo steppe caussenarde, unique en France, et dans la châtaigneraie anthropique des Cévennes.

Le Parc National des Cévennes se fixe comme objectif la préservation et la gestion des richesses naturelles et des paysages de son territoire et l'interdiction des altérations artificielles qui en menaceraient le caractère. Cette gestion s'organise autour des trois axes majeurs suivants :

- la conservation dynamique de la biodiversité et des paysages ;
- la valorisation d'un riche patrimoine culturel rural ;
- la mise en œuvre d'un développement durable.

➤ Le territoire du Parc National des Cévennes



Le parc national est constitué de deux zones : le cœur et l'aire d'adhésion. Le cœur est le joyau du parc, le territoire exceptionnel que l'on veut et doit préserver pour le transmettre aux générations futures, et sur lequel s'exerce une réglementation spécifique.

- **Le cœur de parc** (en rouge foncé sur la carte) est une zone de protection qui bénéficie d'une réglementation spéciale définie dans ses grands principes par le code de l'environnement. Celle-ci permet d'encadrer les activités humaines, de limiter les atteintes à l'environnement et de préserver la beauté des sites et le caractère du parc national.
- **L'aire d'adhésion** recouvre des territoires ayant une grande proximité à la fois biogéographique et culturelle avec le cœur. Le parc national accompagne des projets visant au développement durable, à une activité touristique compatible avec les objectifs de protection du cœur, et à la protection des milieux naturels et du patrimoine dans une logique de solidarité avec la zone cœur. La réglementation spéciale du cœur ne s'applique pas sur l'aire d'adhésion.



© Parc national des Cévennes

➤ La Charte du Parc National des Cévennes

La charte est un point central de la réforme des parcs nationaux de 2006. La charte est un projet commun à long terme pour le territoire du parc national sur lequel s'engagent les communes, l'établissement public du parc et l'Etat. Elle offre aux acteurs du territoire un cadre contractuel concerté. Ce cadre renforce leur implication et leur donne les moyens d'harmoniser les différentes politiques publiques sur le territoire national.

La charte permet également de renforcer l'appropriation de la politique de protection qui s'applique en zone cœur, une protection qu'elle doit garantir. Dans cet esprit, pour le cœur, les partenaires sont associés à l'élaboration de la charte proposée par le conseil d'administration de l'établissement public. Mais elle n'est pas soumise à l'adhésion des communes. Hors cœur, en revanche, la charte est par définition soumise à l'adhésion des communes.

C'est au plus tard le 31 décembre 2012 que la charte du Parc national des Cévennes sera approuvée par décret en Conseil d'Etat. Puis, en 2013, les communes de l'aire optimale d'adhésion devront exprimer leur libre choix d'adhérer à cette charte. A l'issue de cette procédure d'adhésion des communes, un arrêté constatera les limites définitives du Parc national. La charte est un document qui fixera pour quinze ans environ la politique menée sur le territoire. En attendant, s'applique le sixième programme d'aménagement du Parc de 2006-2010 qui s'apparente à un document de programmation transitoire en attendant les modalités d'élaboration de la future « Charte du P.N.C. ».

➤ Le Parc National des Cévennes sur la Commune

L'ensemble de la Commune de Brenoux est située en Aire optimale d'adhésion du parc.

Le PnC définit un périmètre de quiétude des grands rapaces (Hiboux Grand-Duc) au nord-est de Brenoux. Cette espèce, nichant dans les anfractuosités des falaises et des causses, est une espèce menacée et très sensible au dérangement (voir périmètre rapace reporté sur la carte des enjeux environnementaux).

Le PnC a également réalisé un inventaire des zones humides alcalines, recensant des zones ponctuelles et surfaciques au sud de Malaval (voir zones humides alcalines reportées sur la carte des enjeux environnementaux).

e) La réserve de biosphère des Cévennes

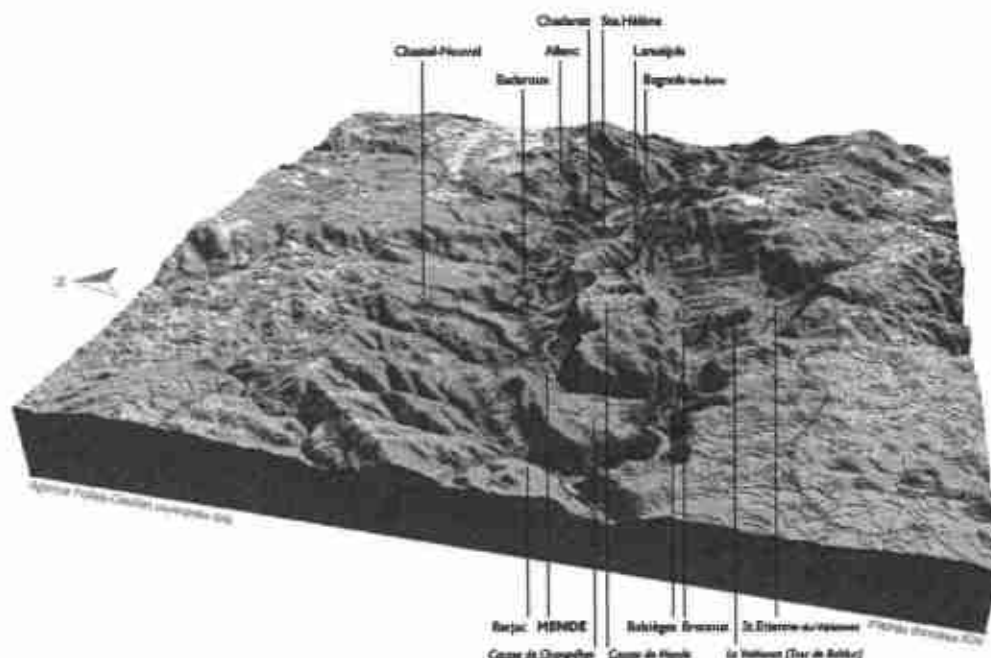
La Commune de Brenoux fait également partie de la réserve de biosphère des Cévennes, du programme « Man and Biosphere » (MAB) de l'UNESCO, lancé en 1971. Les réserves de biosphère ont pour objectif le maintien de la biodiversité, encourageant la gestion durable des milieux naturels et le développement social et économique du territoire.

La réserve de biosphère des Cévennes s'étend sur une superficie totale de 184 778 hectares, englobant toutes les communes de la zone cœur du PnC, ainsi que bon nombre de communes de la zone d'adhésion, dont Brenoux.

II.6 LES PAYSAGES

II.6.1 Les paysages « naturels »

La Commune de Brenoux est située entre deux causses : celui de Mende et le Truc de Balduc.



Le Truc de Balduc : un motif emblématique des paysages du Valdognes

Petit causse isolé par l'histoire géologique, monument naturel, il est d'abord « montagne ». Il n'échappe donc pas à la force du symbole de puissance et de mystère que représente la « montagne » pour l'imaginaire humain.

Le Truc de Balduc a de multiples visages : tantôt falaise abrupte, tantôt colline nerveuse, tantôt versant boisé, terrasses de prairies, ou parois sèches ou caillouteuses.



La « montagne »

La géographie ne parlerait pas du tout de montagne pour définir les reliefs qui entourent la Commune de Brenoux. Pour autant, que ce soit sur le Baldue ou sur les rebords des causses (Sauveterre et Mende), la montagne est très souvent évoquée à travers l'abrupt et la puissance des versants. Le boisement, constitué essentiellement de pins, y est relativement dense. Sur le causse de Mende, le boisement est mixte (conifères et feuillus), les cultures et pâtures nombreuses.



Les pentes boisées du causse de Mende

Le fond de vallée

La Commune de Brenoux est implantée dans un paysage de fond de vallée au centre de laquelle coule la Nize.



Vallée de la Nize : partie aval (avant Venède) / partie amont (Langlade, 1^{er} plan ; puis Lanuéjols, 2nd plan)

L'altitude moyenne de cette vallée est proche des 750 mètres. Peu étroite, celle-ci s'élargit plus sensiblement au fur et à mesure que l'on se dirige à l'Est de la Commune.

Vallons et ruisseaux structurent le paysage avec l'appui des reliefs qui conservent la mémoire de leur travail d'érosion.

La végétation, alimentée par les eaux de ruissellement, est relativement dense.

De part et d'autre de la vallée, sur les premières pentes, apparaissent cultures et prairies. Ces terres agricoles sont parfois entrecoupées de haies ou de quelques bois ; si bien que cette tranche paysagère pourrait être qualifiée de « semi-bocagère ».

Les haies du Valdonnez : un paysage à préserver

Les commentaires suivants sont extraits de l'étude réalisée par le C.R.P.F. de la Lozère sur la réhabilitation des haies de Lozère (exemple du Valdonnez).



Haies sur la commune de Brenoux

Les haies ont plusieurs usages : agricole (limite des terres, sous forme de véritables clôtures, et production d'ombre pour le bétail), maintien des berges ou des talus trop abrupts (face aux ruissellements), protection contre le vent, ...

Leur fonction écologique est indéniable en matière d'abri et de nourritures disponibles pour la faune sauvage.

Dans le Valdonnez, le frêne, en premier lieu, mais aussi l'érable champêtre, sont les essences les plus représentées dans les étages dominants et intermédiaires des haies.

L'étage buissonnant est quant à lui constitué essentiellement de végétaux épineux (églantiers, aubépines et prunelliers).

Ces haies présentent fréquemment des problèmes sanitaires de deux ordres : maladie des ormes et présence trop importante de gui, véritable parasite.

Une haie sur deux est située sur un talus. Ainsi, à l'échelle du Valdonnez, si l'on rajoute les haies bordant les ravins descendants du Causse, ce sont 55% en nombre et 65% en longueur de haies qui jouent un rôle très marqué de maintien des sols et de lutte contre l'érosion.

L'étude réalisée par le CRPF de la Lozère soulève un constat d'abandon et d'un manque d'entretien certains de ces haies (également vieillissantes) et incite donc les acteurs territoriaux à engager les travaux nécessaires pour redonner aux haies toute leur utilité, tant en matière agricole que sur un plan paysager.

Les linéaires de haies



300 0 300 600 900
Mètres

Échelle: 1:15 000

— Les haies

Source: HDL 08/12/2008

Le rôle du Plan de Programmation de la Gestion Forestière dans la protection des paysages

La protection des paysages est prise en charge dans le Plan de Programmation de la Gestion Forestière réalisé par l'Office National des Forêts. Il intègre la problématique du paysage en minimisant, dans la mesure du possible, les conséquences néfastes de la gestion forestière sur les paysages et leurs impacts sur les populations locales et les touristes.

Une partie de la Forêt Domaniale de Mende se trouve sur la commune de Brenoux. La carte suivante, extraite du document « Révision d'aménagement forestier 2009/2023 » du Plan de Programmation de la gestion forestière consulté à l'ONF, nous montre sa localisation sur la commune.



Carte extraite des annexes du document « Révision d'aménagement forestier 2009/2023 » du Plan de Programmation de la gestion forestière (ONF)

La Forêt Domaniale de Mende, vieille de plus de 100 ans, fait aujourd'hui partie intégrante des caractères emblématiques des vallées du Lot et des ses affluents. Ainsi, les versants boisés de la Forêt Domaniale de Mende constituent-ils l'arrière plan de quasiment tout les villages de la zone dont la commune Brenoux. Dans ce contexte, tout acte de gestion forestière peut être relevé par le public et perçu comme une discordance dans l'harmonie des paysages. De plus, la fréquentation relativement importante de la forêt amplifie les enjeux paysagers déjà relevés.




Une analyse paysagère a été réalisée en intégrant la vision externe sur la forêt depuis les lieux fréquentés, mais également interne de la forêt pas les visiteurs et les points de vue offerts depuis la forêt. La carte ci-après nous permet d'en observer les conclusions.

Carte des sensibilités paysagères

Points de vision

- ✱ Point de vision privilégié sur la forêt
- ⊙ Point de vue depuis la forêt

Degré de sensibilité

-  Sensibilité paysagère faible
-  Sensibilité paysagère moyenne
-  Sensibilité paysagère forte



Source : ONF, extrait de l'annexe Carte N°19 du Plan de Programmation de la gestion forestière.

Nous pouvons donc observer que sur la commune de Brenoux, la forêt est soumise à une sensibilité paysagère forte.

Les dispositions en faveur des paysages :

La prise en compte de l'impact des actions sylvicoles sur les paysages est apparue comme un enjeu fort sur la Forêt Domaniale de Mende. La mise en œuvre d'une gestion particulière en deuxième série (choix des zones régénérées en fonction des contraintes paysagères) et troisième série (gestion en parquets) devrait permettre de limiter fortement l'impact négatif des interventions forestières sur les paysages.

En parallèle, le gestionnaire pourra agir favorablement sur la qualité des paysages dans la mise en œuvre des actions sylvicoles courantes :

- Dégagement des éléments remarquables du paysage (falaises, rochers ...) et ouverture de fenêtres de vision le long des pistes et sentiers à l'occasion des coupes d'amélioration
- Privilégier un mélange des essences, favoriser les feuillus existants
- Proscrire la mise en andain des rémanents, préférer la mise en tas aléatoire

Signalons que l'ensemble des actions programmées dans ce document modifiant l'aspect des sites bénéficiant d'une réglementation de protection des paysages (sites classés, sites inscrits, ZPPAUP etc.) a reçu l'approbation des autorités compétentes (ministère, commission des sites, architecte des bâtiments de France en fonction des statuts de protection

II.6.2 Les paysages « urbains »

Morphologie urbaine

L'urbanisation de la Commune de Brenoux s'est principalement développée en fond de vallée, à proximité de la Nize, et autour du principal axe de circulation, la départementale 41.



Deux hameaux se sont néanmoins implantés à l'écart :

- le Lac, « accroché » au flanc Sud du causse de Mende
- Malaval, situé dans un vallon encaissé en limite Est de la Commune

Enfin, une ferme isolée, « les Combes », est située en limite Ouest de la Commune.

La Commune de Brenoux comprend six secteurs d'habitation distincts :

Venede

L'habitat y est ancien (majoritairement) et groupé, typique de l'architecture caussenarde. Des constructions plus récentes se sont implantées en haut du village...





Brenoux

Dans ce hameau, nous trouvons un habitat ancien autour de l'église et des constructions plus récentes dans le lotissement.



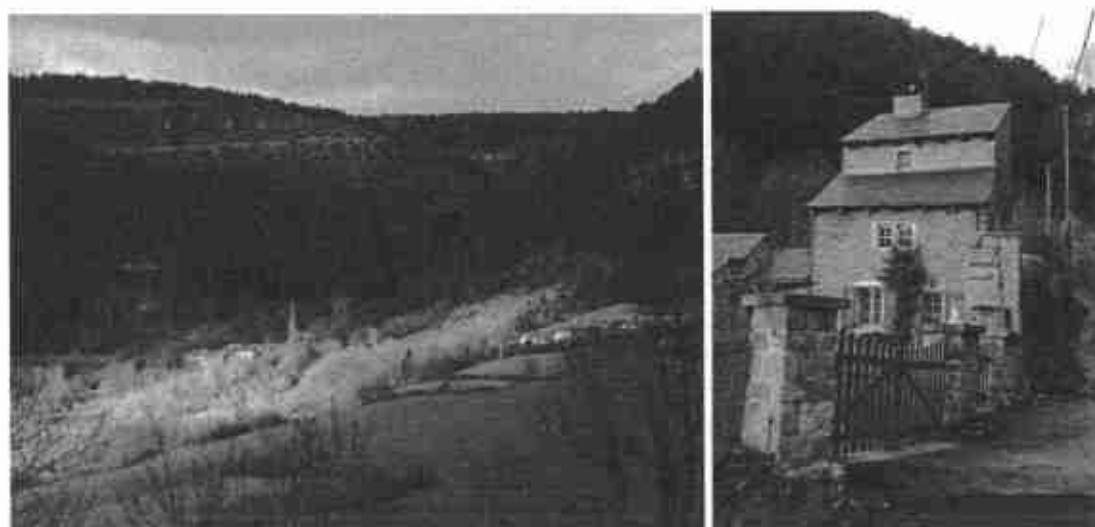
Langlade

Comme à Brenoux, l'habitat est mixte : le centre du hameau, autour de la Tour, est constitué de bâtisses anciennes alors qu'à ses extrémités, et dans les lotissements, l'habitat y est plus récent.



Le Lac

L'habitat y est ancien, dense et groupé. Les restaurations récemment réalisées sont réussies.





Malaval

Comme au Lac, l'habitat est ancien et groupé. Ici aussi, des restaurations ont été réalisées avec goût.



Les Combes

Cette ferme, isolée, est elle aussi typique d'une architecture caussenarde. Elle dispose d'une source, d'un porche et d'une ancienne aire à battre.



II.7 LES OUVERTURES A L'URBANISATION

Notons tout d'abord que le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine souhaite absolument conserver les zones tampons « paysagères » existantes entre les différents hameaux implantés le long de la Nize.

II.7.1 Venède

La présence de bâtiments agricoles (avec périmètres d'inconstructibilité) ne permet pas le développement de ce hameau.

Ne voulant pas que ce village « se meure », les élus souhaitent néanmoins ouvrir certaines zones :

- une à l'est du hameau, le long de la route et en contrebas de l'exploitation avec fosse, sous la forme d'une opération d'ensemble de qualité.
- une à l'ouest du hameau, en haut ; la partie ouest basse devant rester intacte au vu de la qualité de ce front bâti.

II.7.2 Brenoux

La création d'une bande de nouveaux lots au dessus du lotissement actuel a d'ores et déjà été programmée.

Par ailleurs, la Commune a prévu de réserver des terrains au nord de Brenoux, au-dessus du lotissement, pour créer un nouveau cimetière.

II.7.3 Langlade

Les « dents creuses » et certaines parcelles seront ouvertes à l'urbanisation.

Un zonage spécifique a été choisi pour permettre l'extension de la zone d'activité située aux Aïrogues.

Aucune ouverture n'a été prévue au dessus du lotissement de Langlade.

Enfin, la Commune a prévu d'aménager un bâtiment « multiservices » (dont la nature reste encore à définir plus précisément) sur une parcelle dont elle est propriétaire, devant la salle des fêtes.

II.7.4 Le Lac

Aucune ouverture à l'urbanisation n'a été prévue sur ce hameau : ce secteur est situé dans une zone à risque et la configuration topographique du site compromet toute ouverture à l'urbanisation ; enfin, l'alimentation en eau potable et le système d'assainissement restent problématiques.

Certaines ruines en amont du hameau pourront néanmoins faire l'objet d'une restauration, tout en considérant là aussi la zone de risques naturels.

II.7.5 Malaval

Aucune ouverture à l'urbanisation n'a été prévue sur ce hameau : ce secteur est situé dans une zone à risque et la configuration topographique du site compromet toute ouverture à l'urbanisation.

Certaines ruines en amont du hameau pourront néanmoins faire l'objet d'une restauration, tout en considérant là aussi la zone de risques naturels.

II.7.6 Les Combes

La situation de ce site restera inchangée.

- TITRE III -

**CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD
ET DELIMITATION DES ZONES**

III.1 RAPPEL DES GRANDS OBJECTIFS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

III.1.1 Rappel sur la mise en révision du document d'urbanisme

Les élus ont souhaité mettre en révision le document d'urbanisme afin de développer l'habitat sur la commune de Brenoux, tout en le maîtrisant et en respectant la qualité des paysages par la préservation des espaces naturels et le renforcement de la protection des espaces agricoles.

A partir du diagnostic qui identifie les besoins et enjeux, et conformément aux orientations du ScoT, la Commune a mis en place un projet d'ensemble qui se décline en trois points :

- Le développement agricole et économique
- La préservation de l'environnement et d'un cadre de vie de qualité
- Le développement raisonné des zones urbaines.

La commune a ainsi choisi un projet de développement de son urbanisation qui concilie préservation des espaces naturels et développement.

III.1.2 Les grands objectifs du plan local d'urbanisme

Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable portent sur les principes suivants:

1. Soutenir une activité agricole dynamique inscrite dans des démarches de qualité,
2. Maintenir les structures touristique-économiques,
3. Maintenir et développer les activités artisanales et de services de proximité,
4. Préserver les paysages bâtis,
5. Préserver les paysages naturels,
6. Identifier et localiser les risques naturels,
7. Renforcer les réseaux existants et étudier des extensions potentielles,
8. Diversifier les modes d'habiter,
9. Envisager de nouvelles zones d'urbanisation.

III.2 PRESENTATION DES ORIENTATIONS PAR THEME

III.2.1 Orientations en matière de développement agricole et économique

a) Soutenir une activité agricole dynamique inscrite dans des démarches de qualité

La Commune souhaite créer une harmonie entre l'extension éventuelle des exploitations agricoles et un développement raisonné des zones urbaines.

Les élus souhaitent protéger les espaces agricoles par la définition d'une zone agricole dont la défense sera assurée par une réglementation adaptée qui n'autorise que les occupations du sol liées et nécessaires aux exploitations agricoles.

La définition de la zone A du PLU de Brenoux correspond au caractère donné par l'article R.123-7 du Code de l'Urbanisme :

« Les zones agricoles sont dites « zones A ». Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ».

Dans la zone A seules peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole des terrains, à la construction des bâtiments d'exploitation ou d'habitation nécessaires aux agriculteurs, et les installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Dans la zone agricole constructible limitée (zone AI) où seuls les abris légers et nécessaires à l'exploitation agricole sont autorisés.

L'ensemble des exploitations agricoles de la Commune relève du Règlement Sanitaire Départemental. Cela génère un périmètre d'inconstructibilité de 50 mètres autour des bâtiments agricoles. Néanmoins, pour ne pas compromettre d'éventuelles extensions de ces exploitations, une aire d'environ 100 mètres de rayon sera dessinée, correspondant à des zones agricoles constructibles.

Les élus souhaitent également protéger les terres agricoles (terres labourables et prés de fauche). Celles-ci feront l'objet d'un classement en zone agricole inconstructible stricte (zone AA) ou en zone naturelle (zone N) de manière à protéger cet outil de production au potentiel économique important.

Sur la carte générale de zonage suivant figurent :

- en jaune soutenu les zones A avec leur périmètre d'inconstructibilité (environ 100m autour des bâtiments agricoles)
- en zone jaune très soutenu les zones AI
- en jaune pâle les zones AA
- en vert les zones N

[illegible]

b) Maintenir les structures touristico-économiques

La Commune souhaite maintenir les structures touristico-économiques sur son territoire (auberges et gîtes d'accueil). Elle a prévu de créer, sur un terrain dont elle est propriétaire (devant la salle des fêtes de Langlade), un *point multiservices*, pour palier l'éventuel arrêt d'une d'entre elles.

Ce terrain est classé en zone UD (zone d'équipements publics et collectifs/services publics).



Enfin, en raison de ses caractéristiques physiques et matérielles, l'aérodrome *Mende Brenoux* présente un potentiel de valorisation économique, touristique et de loisirs non négligeable. Ainsi, les élus se tiennent prêts à étudier les projets dont la Commune pourrait bénéficier. C'est pourquoi l'aérodrome fait l'objet d'un zonage spécifique (zone UT).



c) Maintenir et développer les activités artisanales et de services de proximité

La Commune compte de nombreux artisans et possède à Langlade deux zones d'activité artisanale, dite du Val de Nize et des Aïrogues.

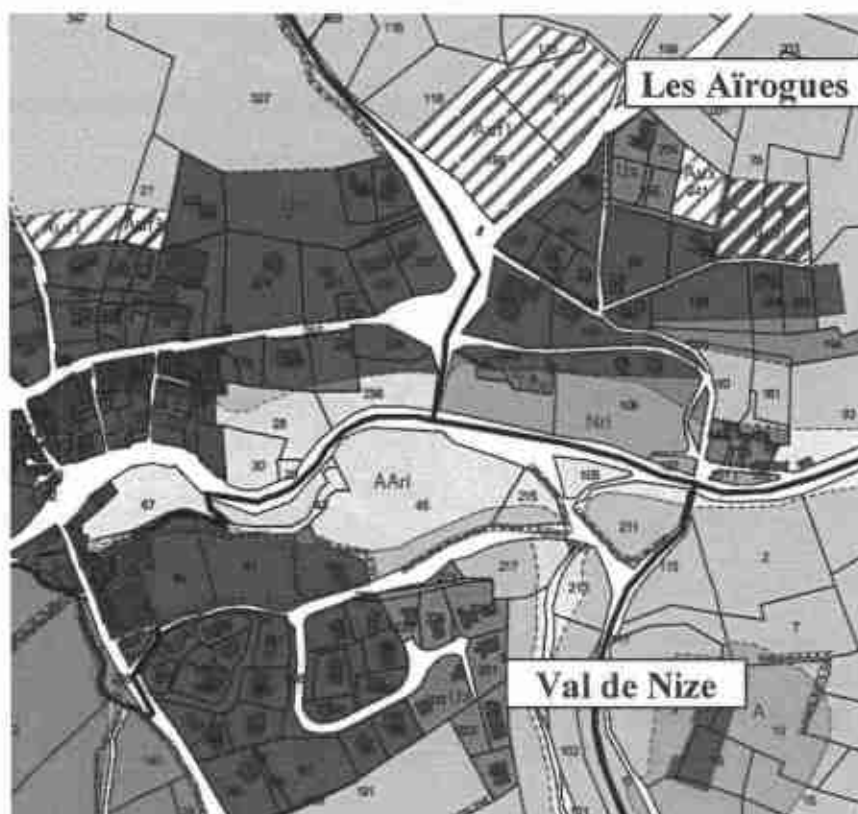
Zone d'activité du Val de Nize :

La commune souhaite maintenir cette zone d'activité artisanale. Ce secteur, classé en zone UX (secteur économique urbanisé), est situé au sud du hameau de Langlade.

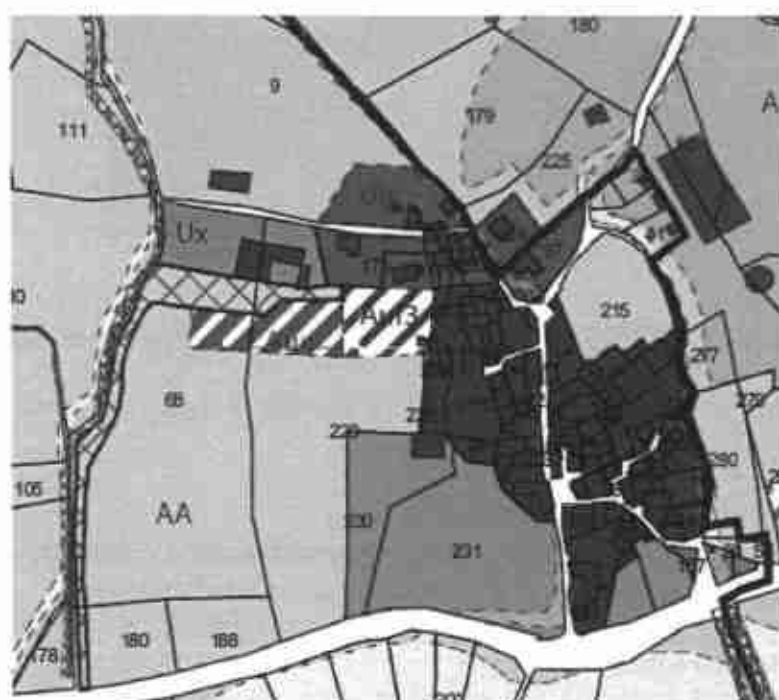
Zone d'activité des Aïrogues :

Les élus offriront, par l'extension (de qualité et « aux dimensions » de Brenoux) de la zone d'activité des Aïrogues, la possibilité à de nouveaux entrepreneurs de s'installer sur la

Commune. Ce secteur, classé en zone **UX** (secteur économique urbanisé) et en zone **Aux**, est situé au nord-est du hameau de Langlade (secteur de La Roche), en continuité d'une zone urbanisée récente et vouée à s'agrandir.



A Venède, une zone dédiée à une activité artisanale (entreprise de travaux publics) est également délimitée et classée en zone **UX**.



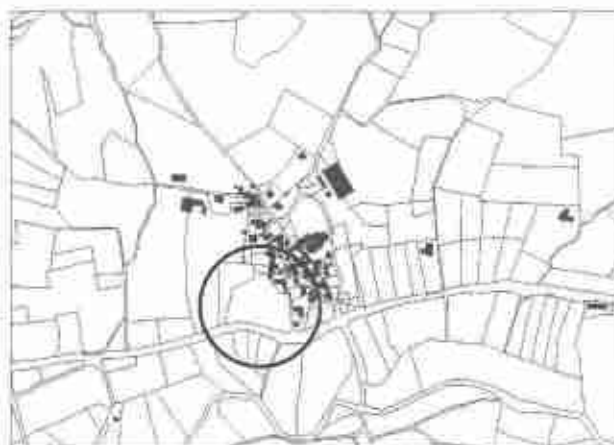
III.2.2 Orientations en matière de préservation de l'environnement et d'un cadre de vie de qualité

a) Préserver les paysages bâtis

- Par la conservation en l'état de l'entrée des hameaux et plus particulièrement le front bâti ancien de Venède visible dans le sens St-Bauzile-Langlade. Ce patrimoine façonné par l'homme met en exergue une des richesses du vallon de Brenoux.



Entrée du hameau de Venède qui sera maintenue en l'état

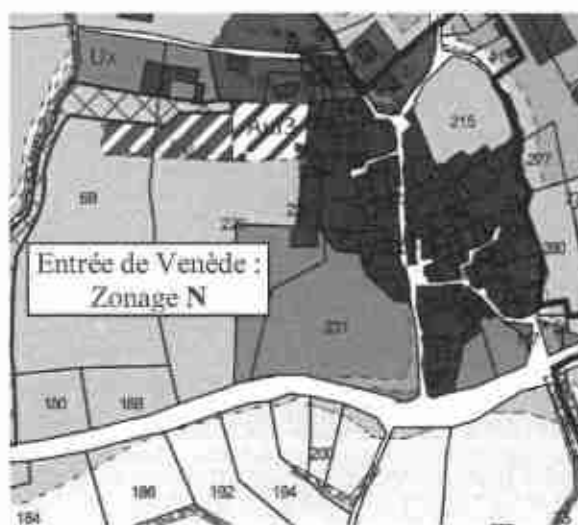


Les parcelles situées à l'entrée du hameau de Venède sont donc classées en zone N (zone naturelle et forestière).

La définition de la zone N du PLU de Brenoux correspond au caractère donné par l'article R.123-8 du Code de l'Urbanisme :

« Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. ».

La zone N peut comporter des secteurs constructibles limités, avec des règles strictes d'insertion paysagère.



- Par la réhabilitation de l'habitat ancien de qualité, dont la Communauté de Communes pourrait acquérir la compétence ; et par la prise en compte, pour les constructions nouvelles, des recommandations figurant dans la charte intercommunale pour l'environnement du Valdonnez.

Toute nouvelle construction ou extension située en zone UA (zone urbaine ancienne correspondant aux centres anciens de Brenoux, Langlade et Venède) et N1 (zone naturelle limitée correspondant aux centres anciens de Malaval et du Lac) devra respecter l'intégration paysagère et respecter la cohérence du bâti. Les constructions existantes seront restaurées en tenant le plus grand compte de leur caractère d'origine.

b) Préserver les paysages naturels

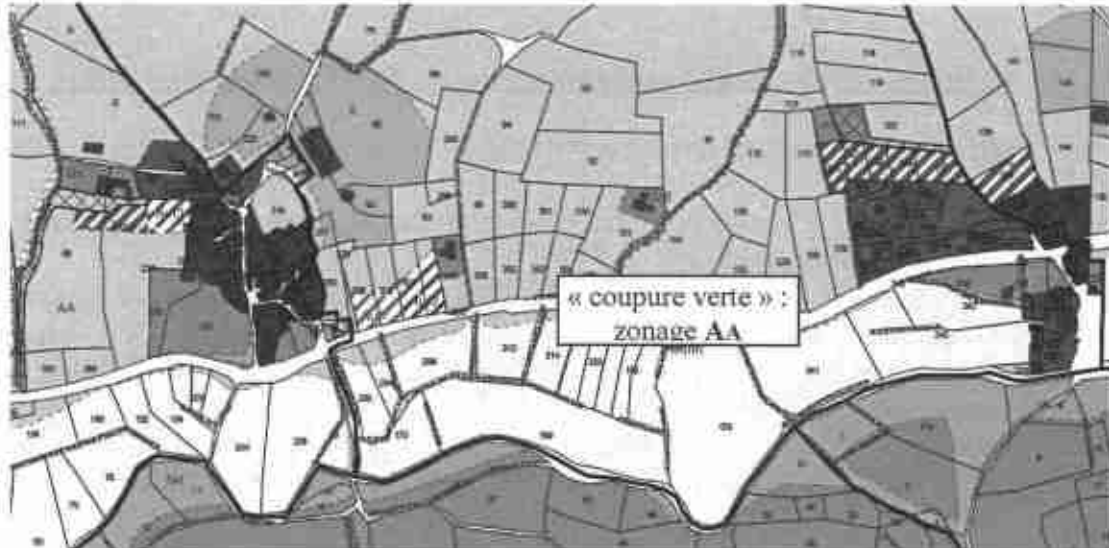
- Par la prise en compte, conformément au SCoT, des zones à forts enjeux environnementaux :

- ZNIEFF du Baldac
- Site Natura 2000 (Habitats naturels d'intérêt communautaire)
- Zone de quiétude du Hibou Grand Duc
- conservation des espaces boisés existants, tant pour leur fonction paysagère qu'environnementale : maintien des sols, limitation de l'érosion, diversité des milieux et des habitats, ...
- conservation du linéaire important de haies.

(voir extraits plus détaillés en partie IV *Incidences sur l'environnement, préservation et mise en valeur*)

- Par le maintien de « coupures vertes » qui permettront de limiter l'extension des zones urbaines autour des trois silhouettes villageoises anciennes clairement identifiées à Venède, Brenoux et Langlade. Avec une attention particulière donnée à la « coupure verte » entre la dernière maison de Venède et le lotissement de Brenoux pour éviter toute fusion entre ces deux hameaux.

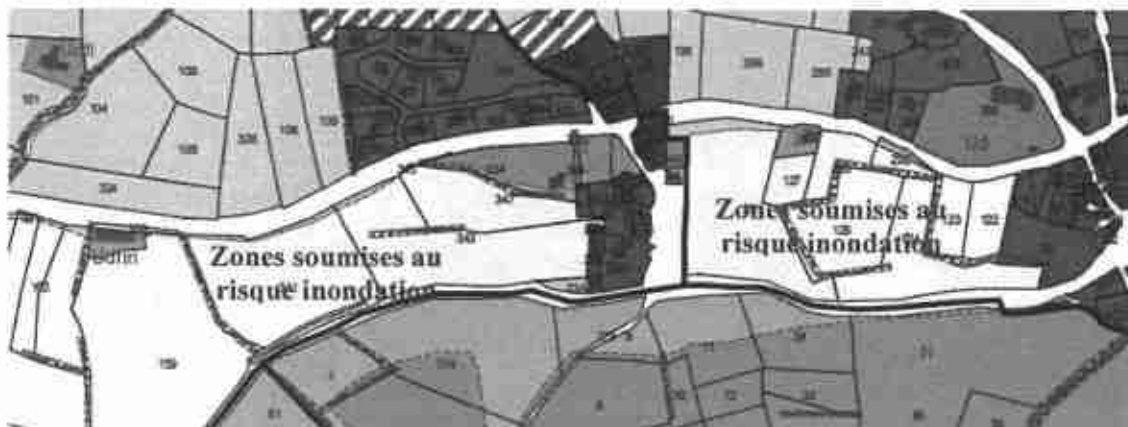
Entre ces deux hameaux, le secteur est classé en zone AA (agricole inconstructible).



- Par la pérennisation de l'activité agricole grâce à laquelle un paysage ouvert pourra perdurer: les parcelles jouxtant les exploitations agricoles seront zonées en agricole constructible (zone A).

c) Identification et localisation des risques naturels

Les risques inondation, mouvement de terrain et feu de forêt sont présents sur la Commune. L'urbanisation tiendra compte de ces périmètres et sera de ce fait limitée, par un classement en zone N ou AA des zones à risque mouvement de terrain et par une prise en compte du risque inondation dans le zonage, avec un indice « ri » pour les zones soumises au risque inondation.



c) Envisager de nouvelles zones d'urbanisation

Aujourd'hui, à travers l'élaboration de son PLU, la Commune souhaite ouvrir, de manière raisonnable, certaines zones à l'urbanisation, afin d'accueillir de nouveaux habitants.

Venède

Une extension mesurée, sous la forme d'une opération d'ensemble de qualité portée par la Commune, est envisagée à l'est du hameau, le long de la route et en contrebas de l'exploitation avec fosse.

Sur cette zone ont été définis des secteurs à urbaniser à long terme, en deux tranches (**Auf1** et **Auf2**). Un emplacement réservé* (**ER**) est prévu pour la desserte de cette nouvelle zone.

L'ouverture à l'urbanisation des secteurs **Auf1** ne sera possible qu'après avoir réalisé une modification ou une révision du PLU. L'ouverture à l'urbanisation du secteur **Auf2** ne sera possible qu'après avoir réalisé la première tranche **Auf1** attenante de Venède.

De plus, une zone ouverte à l'urbanisation immédiatement (zone **Auo**) est prévue à l'ouest du hameau, en contrebas de l'exploitation artisanale de couverture, avec là aussi un emplacement réservé* (**ER**) pour la desserte de cette nouvelle zone. Une zone **Auf3**, attenante à la zone **Auo**, offre également une possibilité d'urbanisation future, qui ne sera possible qu'après le changement d'usage du bâtiment d'élevage proche, situé dans le centre ancien de Venède.

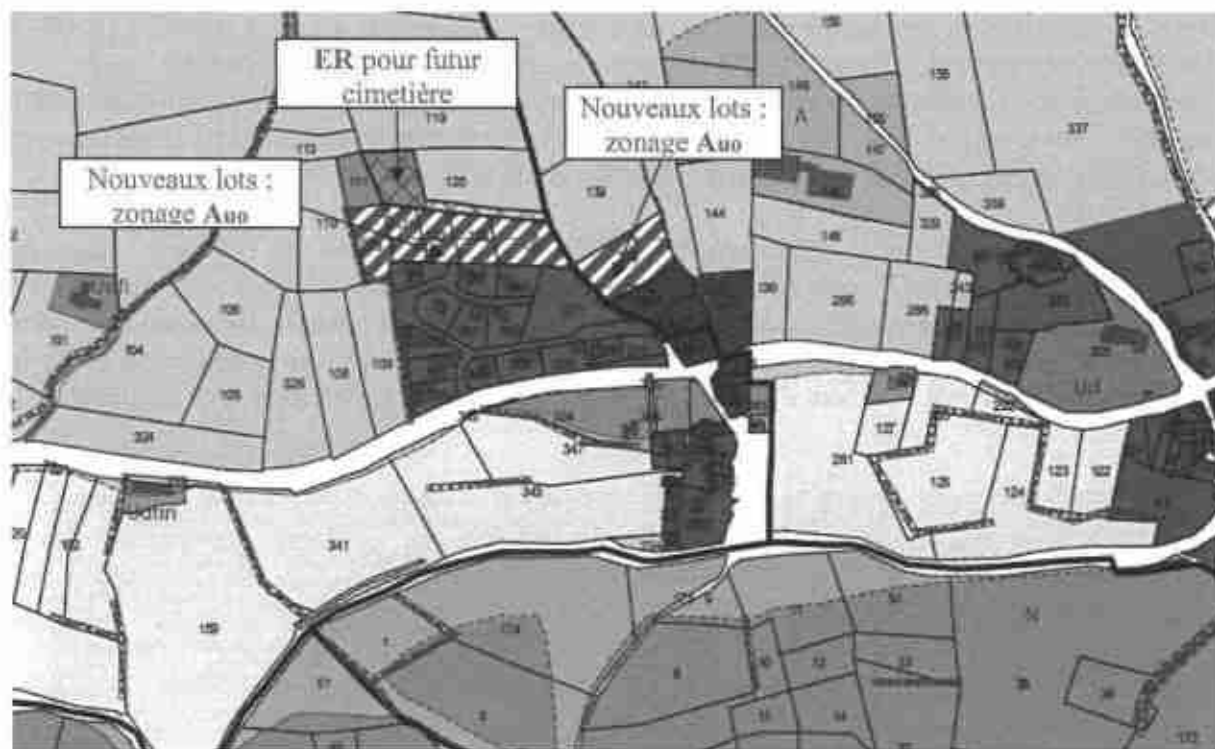


Brenoux

Une nouvelle tranche sera urbanisée au dessus du lotissement actuel. Elle comprend :

- la zone **Auo** (à urbaniser ouvert) citée précédemment pour la création de logements locatifs,
- une deuxième zone **Auo**, à l'Est du lotissement.

Un emplacement réservé* (**ER**) au nord de Brenoux, au-dessus du lotissement actuel et futur, pourra accueillir un nouveau cimetière (parcelles 111 et 120). L'ER concerne uniquement une partie de la parcelle 120 puisque la parcelle 111 est propriété de la mairie.



* Sur ces terrains réservés, toute construction est interdite de façon à garantir l'utilisation du sol selon les souhaits du conseil municipal. En contrepartie, le propriétaire du terrain peut mettre la collectivité locale en demeure d'acquiescer ce terrain. Cette dernière a un an pour procéder à l'acquisition. Le prix peut être fixé, soit à l'amiable, soit comme en matière d'expropriation, selon une estimation faite en fonction de l'usage des terrains.

En collaboration avec le CAUE, deux solutions ont été envisagées pour la localisation du cimetière. La solution retenue pour l'aménagement du cimetière est la suivante :

LOCALISATION :

Le cimetière sera localisé à cheval sur les parcelles n°111 et 120. Il possède une surface d'environ 800 m², ainsi qu'une surface destinée au stationnement des véhicules et à la desserte.

IMPLANTATION :

L'implantation s'effectue si possible en déblais/remblais. Le terrain est pentu ; une étude plus concrète doit être réalisée avec un plan topographique afin d'apprécier les courbes de niveaux, etc.

CLOTURES :

Les murs de clôtures sont en pierres et devront être végétalisés le plus possible afin d'obtenir une intégration paysagère la plus naturelle et la plus discrète possible. L'impact paysager doit être minime. Un portail en fer forgé noir est inséré dans cette solution (à débattre).

ACCES :

Un parking devra être aménagé à proximité de l'entrée du cimetière ; le nombre de places de stationnement est à définir. L'accès traverse la parcelle n°120 et rejoint le chemin existant qui devra être aménagé si cette solution est retenue. Une haie végétale longera l'accès créé.



**PHOTO 1
ETAT DES LIEUX**



VUE D'INSERTION



PHOTO 2 ETAT DES LIEUX



VUE D'INSERTION

Langlade

Les dents creuses au nord du hameau seront comblées et une ouverture à l'urbanisation envisagée, limitée par la « ligne de crête urbaine ».

Deux nouvelles zones **Aufl** sont donc délimitées au nord de Langlade, en continuité du bâti existant, correspondant à des secteurs à urbaniser à long terme (selon l'état des réseaux).

Une nouvelle zone **Auf3**, soumise au changement d'usage du bâtiment d'élevage proche, est également délimitée au niveau d'une « dent creuse ».

Une nouvelle zone **Auo** au nord-est de Langlade, en continuité du bâti existant et de la zone d'activités des Aïrogues, est ouverte à l'urbanisation.



Malaval

Aucune ouverture à l'urbanisation n'a été prévue sur ce hameau : ce secteur est situé dans une zone à risque et la configuration topographique du site compromet toute ouverture à l'urbanisation ; enfin, si l'alimentation en eau potable est suffisante, le système d'assainissement reste problématique.

C'est pourquoi l'ensemble du hameau a été classé en zone **Nl** (zone naturelle limitée).

Les constructions existantes seront restaurées en tenant le plus grand compte de leur caractère d'origine.

Certaines ruines en amont du hameau pourront faire l'objet d'une restauration, tout en considérant là aussi la zone de risques naturels.



Le Lac

Aucune ouverture à l'urbanisation n'a été prévue sur ce hameau : ce secteur est situé dans une zone à risque et la configuration topographique du site compromet toute ouverture à l'urbanisation ; enfin, l'alimentation en eau potable reste problématique. Néanmoins au vu des derniers chiffres de début 2010, (voir Titre L4.1) l'adéquation entre les besoins et les ressources seraient excédentaires.

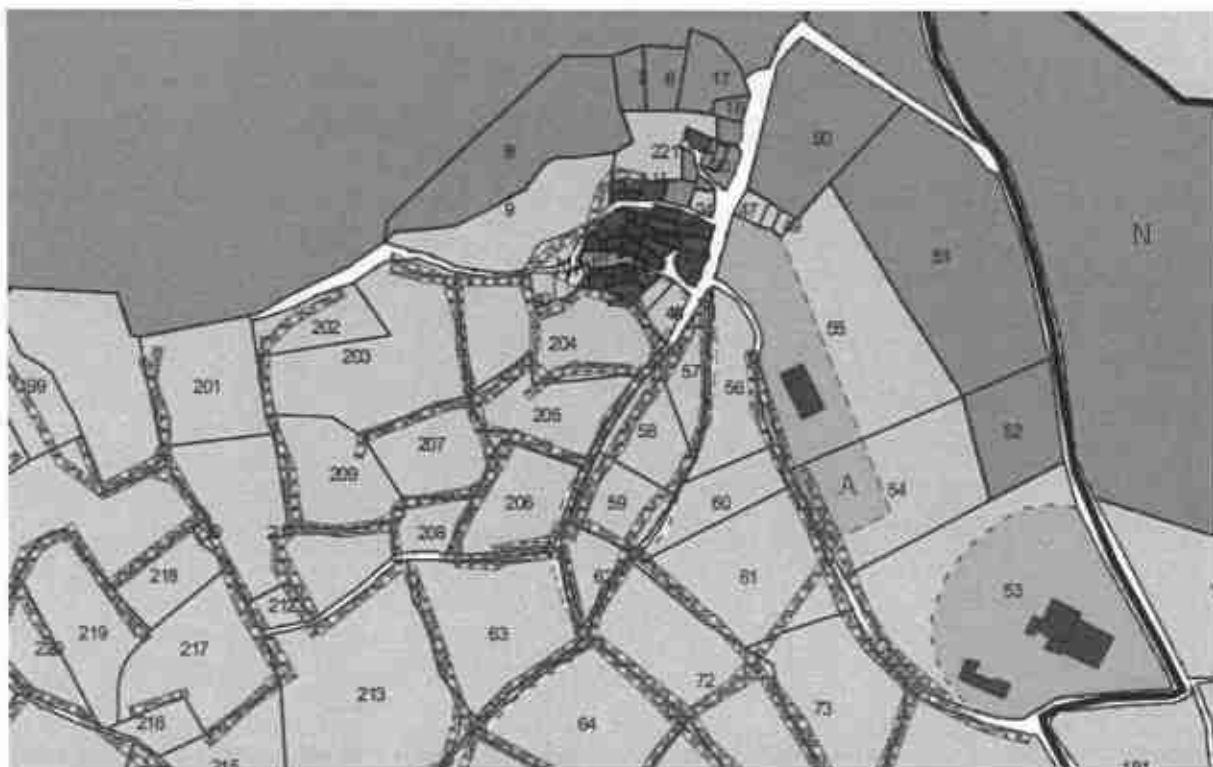
C'est pourquoi l'ensemble du hameau a été classé en zone Ni (zone naturelle limitée).

Les constructions existantes seront restaurées en tenant le plus grand compte de leur caractère d'origine.

Certaines ruines en amont du hameau pourront faire l'objet d'une restauration, tout en considérant là aussi la zone de risques naturels.

Les exploitations agricoles présentes à l'entrée du hameau font quant-à-elles l'objet d'un zonage A, tout comme les autres exploitations agricoles de la Commune.

Au sud du hameau, un linéaire important de haies a été classé en Espaces Boisés Classés. Cette protection implique que la gestion de boisement (coupe et abattage d'arbres) est autorisée mais le défrichement est interdit, ainsi que la plupart des constructions. Cette protection n'empêche pas la gestion forestière et/ou agricole réfléchie de ces espaces.



Les Combes

La situation de ce site restera inchangée.



Les zones constructibles ont donc été délimitées de manière à inclure certains terrains desservis par les réseaux. La définition des zones constructibles s'appuie sur le bâti existant et sur les voies de desserte du village.

De plus, les zones constructibles ont été déterminées de manière à préserver la qualité esthétique de certains secteurs et à sauvegarder les vues et les paysages. Les distances d'implantation réglementaires par rapport aux bâtiments agricoles ont été également prises en compte.

En outre, les risques naturels et plus particulièrement les risques inondation, glissement de terrain et incendie ont été considérés pour la détermination des zones constructibles.

III.3 LES MOTIFS DES REGLES APPLICABLES AUX ZONES – « L'ESPRIT DU REGLEMENT »

III.3.1 Principes

Article R.123-4 (D. n°2001-260, 27 mars 2001, art. 1^{er})

Le règlement délimite les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles et forestières. Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune de ces zones dans les conditions prévues à l'article R.123-9.

Article R.123-5 (D. n°2001-260, 27 mars 2001, art. 1^{er})

Les zones urbaines sont dites « zones U ». Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Article R.123-6 (D. n°2001-260, 27 mars 2001, art. 1^{er} + D. n° 2004-531, 9 juin 2004, art. 2)

Les zones à urbaniser sont dites « zones AU ». Peuvent être classés en zones à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par le projet d'aménagement et de développement durable et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

Article R.123-7 (D. n° 2001-260, 27 mars 2001, art. 1^{er} + D. n° 2004-531, 9 juin 2004, art. 2)

Les zones agricoles sont dites « zones A ». Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A. Est également autorisé, en application du 2^{ème} de l'art. R.123-12, le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement.

Article R.123-8 (D. n° 2001-260, 27 mars 2001, art. 1^{er})

Les zones naturelles et forestières sont dites « zones N ». Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

En zone N peuvent être délimités des périmètres à l'intérieur desquels s'effectuent les transferts des possibilités de construire prévus à l'article L.123-4. Les terrains présentant un intérêt pour le développement des exploitations agricoles et forestières sont exclus de la partie de ces périmètres qui bénéficie des transferts de coefficient d'occupation des sols.

En dehors des périmètres définis à l'alinéa précédents, des constructions peuvent être autorisées dans des secteurs de taille et de capacité limitées, à la condition qu'elles ne portent pas atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.

Le zonage traduit objectivement le projet d'aménagement et de développement durable de la commune.

III.3.2 L'esprit du règlement

a) Limitations concernant les occupations et utilisations du sol

Les limitations concernent l'interdiction d'implanter des constructions ou une occupation du sol liées à une activité ou une fonction qui ne serait pas compatible avec la vocation de la zone concernée.

Les zones **UA**, **UB**, et **Au** ont ou auront pour vocation principale d'accueillir de l'habitat dans un contexte de mixité fonctionnelle. En conséquence ne sont interdites dans ces zones que les activités nuisantes ou incompatibles avec l'habitat.

La zone **Udif** est une zone éloignée des centres anciens correspondant à de l'habitat diffus. Elle comprend les secteurs Udifri situés en zones inondables et dans lesquels des prescriptions particulières seront imposées pour garantir la sécurité des populations.

La zone **UD** est une zone regroupant tous les secteurs où les collectivités (Commune, Département, Etat), association à but non lucratif, association d'intérêt général ont du patrimoine sur le secteur

La zone **UX** a pour vocation principale d'accueillir des activités économiques de commerce, d'artisanat, de services et libérales situées hors centre-ancien. Sont interdits tout type d'occupation non liée à des activités économiques ou à un service public ou d'intérêt public ou d'intérêts collectifs.

Les zones **U** et **Au** sont urbanisées ou destinées à l'être, au contraire des zones **A** et **N** qui sont des zones de protection.

En zone **A**, les limitations visent à protéger le potentiel agronomique et économique des terres agricoles. Ainsi, en dehors des constructions liées et nécessaires à l'exploitation agricole, ne sont autorisées, que quelques occupations du sol (les activités complémentaires avec l'activité agricole, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les extension des constructions existantes...).

Les zones **AA** sont destinées à protéger les terres agricoles (terres labourables et prés de fauche). Il s'agit de zones destinées exclusivement aux activités agricoles où toute nouvelle construction est interdite.

La zone **AI** correspond aux secteurs de la commune non équipés qui font l'objet d'une protection particulière en raison de la valeur agricole des terres qui sont dédiés à la culture, l'élevage ou l'exploitation forestière.

La zone **Al** correspond à une zone agricole constructible limitée où seules les installations légères (abris agricoles légers nécessaires à l'activité agricole qui ne nécessitent aucun équipements, non implantés en lignes de crête, avec une surface inférieure à 50 m² de SHON, dont la hauteur est limitée à 4 mètres et qui ne peuvent être construits qu'en l'absence d'abris naturels) sont autorisées.

En zone N, seules quelques constructions et installations soumises à conditions particulières sont autorisées. L'objectif est de préserver le caractère naturel de la zone.

La zone Ni est une zone qui correspond à des constructions isolées ou regroupées dans laquelle il est souhaitable de favoriser l'aménagement et la transformation des bâtiments existants permettant de conforter la vocation de village rural, tout en conservant à ces lieux leurs caractères et leurs animations.

L'indice « ri » présents dans certains secteurs des zones UA, UB, UD, Udif, A, AA, N et Ni indiquent que le secteur est soumis au risque inondation.

b) Limitations relatives à l'accès et à la voirie

L'objectif des limitations est ici d'assurer pour toute construction et notamment les constructions nouvelles :

- la sécurité et le bon fonctionnement des accès,
- l'accessibilité aux services de lutte contre les incendies,
- l'accès aux services d'entretien,
- les possibilités de manœuvre de retournement.

c) Limitations relatives aux conditions de desserte par les réseaux

Les limitations visent à :

- garantir de bonnes conditions sanitaires aux (futurs) habitants et de garantir la santé et la sécurité publique,
- préserver les ressources souterraines en eau,
- limiter l'impact de l'urbanisation sur l'écoulement naturel des eaux de ruissellement,
- déterminer les moyens de défense extérieure contre l'incendie,
- définir les modalités d'assainissement des futures constructions.

d) Limitations relatives aux caractéristiques des terrains

Les caractéristiques des terrains ne sont pas réglementées.

e) Limitations relatives à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Dans la zone urbaine UA, le choix de l'implantation doit respecter le type d'implantation moyen des bâtiments voisins, c'est-à-dire soit à l'alignement du domaine public, soit avec un recul adapté à celui des constructions voisines.

Cette règle vise à conserver cette morphologie urbaine et à reproduire ces caractéristiques pour obtenir une continuité avec le bâti existant.

Dans les zones UB, UX, UD, Auo et A, la règle impose un recul par rapport à la voie départementale afin de prendre en compte les risques de nuisances sonores mais aussi pour ne

pas gêner l'agrandissement éventuel des voies dans le futur qui viserait à mettre en cohérence l'affectation des voies existantes et leurs caractéristiques.

f) Limitations relatives à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les règles ont pour objet :

- d'homogénéiser le bâti ;
- d'assurer des conditions de sécurité (propagation des incendies – accessibilité aux services de lutte contre les incendies).

Dans toutes les zones la règle générale d'utilisation du sol du Règlement National d'Urbanisme est reprise : toute construction doit respecter un recul supérieur ou égal à la moitié de sa hauteur par rapport à la limite séparative la plus proche, sans pouvoir être inférieure à trois mètres.

Dans la zone UA, les constructions doivent être implantées de préférence en limite séparative. Sinon, c'est le Règlement National d'Urbanisme qui s'applique.

g) Limitations relatives à l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Il n'est pas fixé de limitations relatives à l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.

h) Limitations relatives à l'emprise au sol des constructions

L'emprise au sol est limitée en zone UB, Auo, UX et Aux, afin de conserver des espaces libres pour le stationnement et les espaces verts.

i) Limitations relatives à la hauteur maximale des constructions et installations

Les hauteurs des constructions dans les zones urbaines et à urbaniser (zones UB, UD et Auo) ne pourront dépasser 7 mètres à l'égout dans la vallée et 5m à l'égout sur les lignes de crêtes. Ces mesures visent à limiter en hauteur les constructions qui ne pourront donc dépasser :

- dans la vallée, un étage+combles sur rez-de-chaussée,
- sur les lignes de crêtes un rez-de-chaussée + combles.

Ces limitations visent à ce que leur volume ne nuise pas au caractère du site qui les entoure et afin de renforcer la nécessaire intégration des constructions dans le paysage.

Afin de conserver l'aspect actuel du centre-village, dans la zone UA, la hauteur des constructions doit être adaptée à celle des bâtiments voisins les plus proches et ne pourra dépasser 7 mètres à l'égout.

Dans les zones naturelles NI correspondant aux hameaux anciens de Malaval et Le Lac, la hauteur des constructions doit être à plus ou moins 1m à la hauteur moyenne des constructions environnantes.

Dans les zones agricoles A, les constructions liées aux activités ne pourront dépasser 12 m. Pour les constructions à usage d'habitation, la règle est la même qu'en zone urbaine. Pour les constructions en zone AA, la hauteur est limitée à 9m. Cette règle répond aux préoccupations visant à limiter l'impact paysager des constructions dans un espace dont il convient de maintenir les caractéristiques qui en font sa qualité.

j) Limitations relatives à l'aspect extérieur des constructions

Les dispositions réglementant l'aspect extérieur des constructions ont une fonction d'ordre paysager, esthétique, urbanistique et architectural. Elles visent à l'intégration des constructions dans leur site et leur environnement naturel ou bâti, et au maintien d'une certaine qualité architecturale, par des dispositions et préconisations concernant l'usage de matériaux et de couleurs, les formes et pentes des toitures, ou les clôtures.

k) Limitations relatives au stationnement

Les conditions de stationnement sont réglementées dans les zones où cette donnée est susceptible d'occasionner des dysfonctionnements.

Les règles édictées sont motivées par les objectifs suivants :

- la satisfaction des besoins générés par l'habitat ou les activités en matière de stationnement,
- la sécurité (les manœuvres d'entrée et sortie des véhicules doivent pouvoir s'effectuer hors des voies publiques),
- le fonctionnement des espaces publics (nuisances apportées par l'encombrement de véhicules en stationnement sur le domaine public).

l) Limitations relatives aux espaces libres et plantations

Ces limitations sont motivées par des impératifs d'intégration et de mise en valeur des constructions et des sites (amélioration de l'aspect des terrains, masquage d'éléments inesthétiques, protection de la végétation existante). Elles complètent ainsi l'article 11 du règlement.

m) Limitations relatives au coefficient d'Occupation du Sol

Non réglementé, il n'est pas fixé de coefficient d'occupation du sol au regard de la densité existante des hameaux, et cela afin favoriser la réalisation d'un habitat de type dense.

- TITRE IV -
INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT -
PRESERVATION ET MISE EN VALEUR

IV.1 PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

La notion de développement durable a été introduite dans le droit français à travers la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement. Cette dernière transcrit l'objectif de développement durable dans l'article L.200-1 du code rural devenu depuis l'article L.110-1 du code de l'environnement.

« Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation.

Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Elles s'inspirent, dans le cadre des lois qui en définissent la portée, des principes suivants :

1 – le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable ;

2 – Le principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable ;

3 – le principe pollueur-payeur, selon lequel les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de la lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur ;

4 – le principe de participation, selon lequel chacun doit avoir accès aux informations relatives à l'environnement, y compris celles relatives aux substances et activités dangereuses. »

Ces principes ont été repris par les lois d'urbanisme et d'aménagement du territoire et c'est l'un des enjeux fondamentaux du renouveau de la planification induit par la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU). Cette loi a permis de définir et d'introduire dans le code de l'urbanisme (article L.121-1) la portée du développement durable pour les documents d'urbanisme. Ainsi les Plans Locaux d'Urbanisme (mais aussi les cartes communales, les SCOT, les DTA...) doivent respecter les principes suivants :

Article L.121-1 du code de l'urbanisme (L. n°2000-1208, 13 déc. 2000, art. 1^{er}, A, II).

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

1 – l'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;

2- la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et d'habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;

3- une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

C'est dans ce cadre que le PADD a été élaboré, à partir des objectifs et enjeux mentionnés précédemment.

IV.2 INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Cette dernière rubrique détaille les incidences des orientations du PLU et ses impacts attendus sur l'environnement. Parallèlement, elle précise les précautions prises par le PLU, soit pour limiter l'impact de certaines de ses dispositions sur l'environnement, soit indépendamment de ses propres dispositions pour préserver l'environnement et le mettre en valeur.

IV.2.1 Incidences sur les eaux et mesures de réduction des pollutions

a) Assainissement des eaux usées

Un schéma directeur d'assainissement réalisé par le bureau d'études Aqua Services a été retenu par la Commune. Il définit des zones dans lesquelles un assainissement collectif est possible et des zones prévues en assainissement autonome.

Les zones d'extension de l'urbanisation prévus par le P.L.U concernent, pour les hameaux, pour la majorité le recours à des assainissements collectifs.

Assainissement collectif :

- Venède-Langlade-Brenoux : des travaux sont nécessaires pour le réseau Venède-Langlade-Brenoux et la station d'épuration de Venède.
- Malaval

Par défaut, le reste du territoire communal est en zone d'assainissement non collectif. Ceci concerne donc les secteurs d'habitations ci-dessous.

Assainissement non collectif :

- Les Combes
- L'atelier d'Yvonne Malzac
- Chapelongue
- Le Lac : le hameau du Lac nécessite des travaux pour créer un réseau d'assainissement collectif.

Les zones d'assainissement collectif doivent être adaptées aux évolutions communales des prochaines années en terme d'urbanisme et de capacité d'investissement.

b) gestion des déchets

Comme vu précédemment, la collecte des ordures ménagères est effectuée par le Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SYMCTOM) des cantons de Mende et de Saint-Amans.

La Commune dispose de 2 points de tri (Langlade et Brenoux) et a prévu d'en installer un troisième à Venède.

La Communauté de Communes du Valdonnez assure la gestion de la déchèterie du Valdonnez, implanté Route de Varazoux à Saint-Etienne-du-Valdonnez.

IV.2.2 Incidences sur les espaces naturels et les paysages

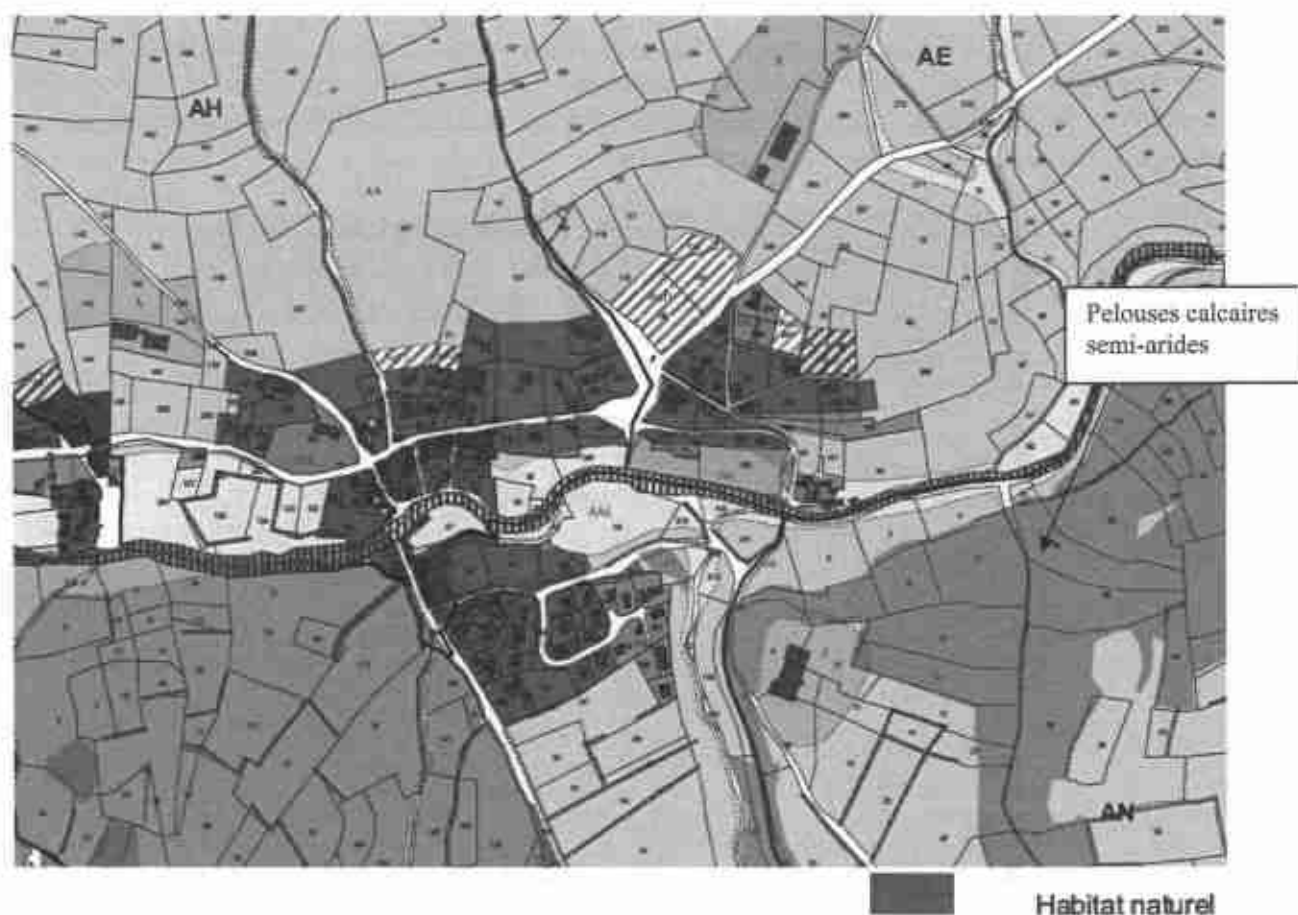
a) préservation des espaces naturels et agricoles

Les orientations du P.L.U prennent grandement en compte la préservation des espaces naturels. Ainsi sont classés en zone naturelle ou agricole inconstructible les zones à fort enjeux environnementaux : ZNIEFF du Balduc, site Natura 2000 (Habitats Naturels d'Intérêt Communautaire et espèces d'intérêt communautaire), zone de quiétude du Hibou Grand Duc, forêt domaniale de Mende.

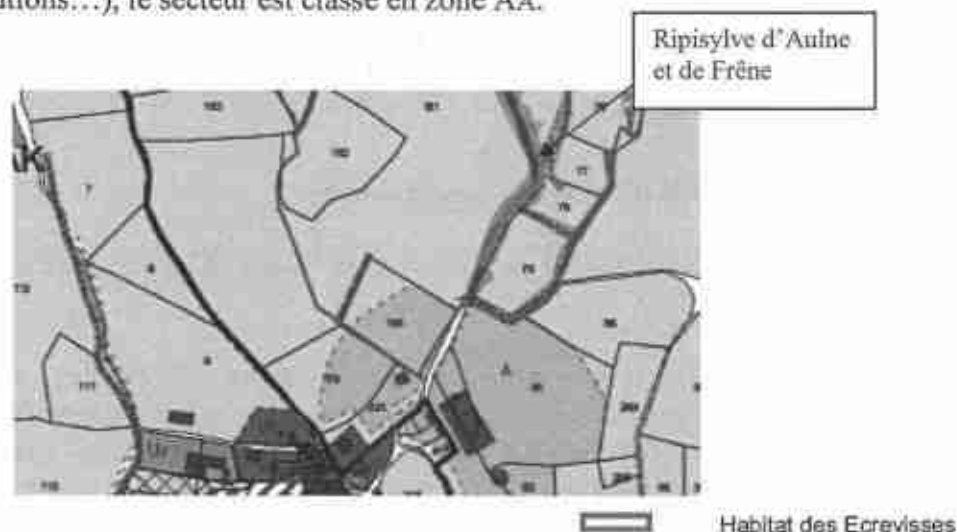
Les Habitats naturels d'intérêt communautaire

Les Habitats naturels d'intérêt communautaire situés à proximité des zones urbaines sont détaillés ci-dessous :

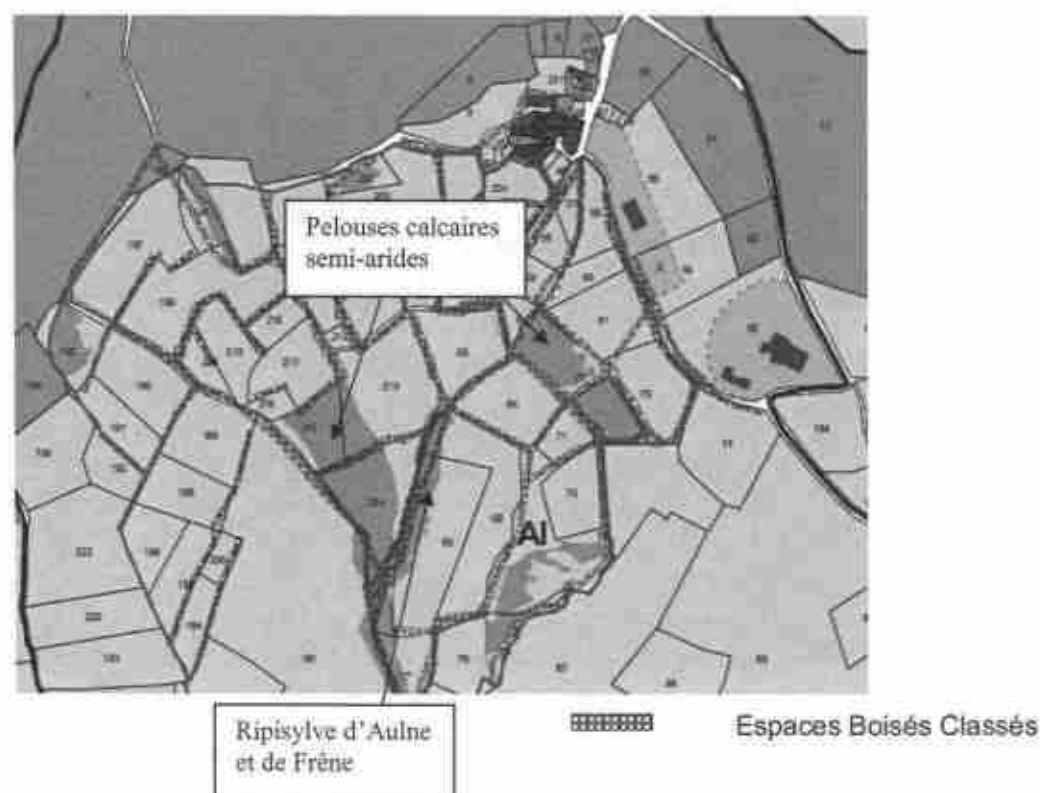
- Au sud de Langlade, la présence de l'Habitat naturel « Pelouse calcaire semi-aride » (code Natura 2000 6210*) nécessite le maintien d'une gestion pastorale adaptée. C'est pourquoi cette zone d'Habitat naturel fait l'objet d'un classement en zone AA (zone agricole inconstructible) à proximité du bâtiment agricole, afin d'empêcher toute nouvelle construction et de permettre l'entretien et le maintien de ces espaces ouverts fragiles.



- Au nord de Venède, on remarque la présence d'une ripisylve d'Aulne et de Frêne (code Natura 2000 91E0*). Afin de conserver cet Habitat naturel à valeur écologique importante (niche écologique pour de nombreux animaux, corridor biologique, limitation de l'érosion, lutte contre les pollutions...), le secteur est classé en zone AA.



- Au sud du Lac, l'Habitat naturel « Pelouse calcaire semi-aride » (code Natura 2000 6210*) est également présent. De plus, on remarque la présence de nombreuses haies. C'est pourquoi il a été décidé de ne pas étendre l'urbanisation sur ce secteur en classant ce hameau en zone naturelle limitée, et de classer les haies en EBC.



Les Habitats d'espèces d'intérêt communautaire

- L'Habitat de la Loutre d'Europe et du Chabot se situe au niveau de la ripisylve de la Nize. Cet Habitat sera préservé par le maintien de la tranquillité et de la densité du couvert végétal de la ripisylve et par la création d'un EBC le long de cette ripisylve.

Les extensions à l'urbanisation restent éloignées de cet Habitat, puisqu'elles se situent en haut des hameaux de Brenoux et Langlade.



Habitat de la Loutre



Habitat Chabot

- L'Habitat de l'Ecrevisse à pieds blancs est également conservé. Il se situe dans la ripisylve d'Aulne et de Frêne au nord de Venède, Habitat naturel cité précédemment.

- L'Habitat des Chiroptères, repéré près de Malaval, sera maintenu en l'état puisqu'il a été décidé de ne pas étendre l'urbanisation sur ce secteur et de classer le hameau en zone naturelle limitée.



Habitat des Chiroptères

ZONAGE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BRENOUX (PLU)		LEGENDAIRE
Zones urbaines (U)	Zones à urbaniser (AU)	Contours
<ul style="list-style-type: none"> Ua : Zone urbaine ancienne Uai : Zone urbaine ancienne inconstructible Uj : Zone urbaine récente Uir : Zone urbaine résidentielle inconstructible Uit : Zone urbaine industrielle Uit : Zone d'équipement public Uit : Zone d'équipement public inconstructible U : Association U : Secteur économique urbain 	<ul style="list-style-type: none"> Auf1 : Secteur à urbaniser fermé soumis à la révision du PLU Auf2 : Secteur à urbaniser fermé inconstructible soumis à la révision du PLU Auf3 : Secteur à urbaniser fermé (sans zone) Auf4 : Secteur à urbaniser fermé soumis au déblocement des bâtiments agricoles Auf5 : Secteur à urbaniser ouvert Auf6 : Secteur économique à urbaniser 	<ul style="list-style-type: none"> Sol Parcelles cadastrales Secteurs inconstructibles Emplacements réservés Espaces Boisés Classés <p>10 0 10 20 30 Mètres Échelle 1:2 500 Source : 2017 de la Lozère et Conseil Général de la Lozère Modèle 100 - 10.10.2010</p>
Zones agricoles (A)	Zones naturelles (N)	Nature (N)
<ul style="list-style-type: none"> A : Zone agricole constructible AA : Zone agricole inconstructible AAi : Zone agricole inconstructible inconstructible AAi : Zone agricole constructible inconstructible AAi : Zone agricole constructible limitée 	<ul style="list-style-type: none"> N : Zone naturelle Ni : Zone naturelle limitée Ni : Zone naturelle limitée inconstructible Ni : Zone naturelle variable 	<ul style="list-style-type: none"> Habitat des Bretonnes Habitat Chréti Habitat des Chrétiens Habitat de la Lozère Habitat naturel Périmètre de site Natura 2000

Les Espaces Boisés Classés (EBC)

Il a été décidé de repérer aux documents graphiques du PLU des espaces boisés classés correspondant à des haies qui méritent d'être protégées car elles sont un élément important du paysage de Brenoux.

Les EBC sont à protéger ou à créer pour assurer la pérennité de l'état existant. La gestion de boisement (coupe et abattage d'arbres) est autorisée mais le défrichement est interdit, ainsi que la plupart des constructions. Cette protection n'empêche pas la gestion forestière et/ou agricole réfléchie de ces espaces.

Les espaces agricoles

Les terres agricoles (terres labourables et prés de fauche) font l'objet d'un classement en zone agricole inconstructible ou en zone naturelle de manière à protéger cet outil de production au potentiel économique important.

Ainsi, les zones naturelles et agricoles représentent environ 1008 ha, soit presque de 90% du territoire.

b) préservation du patrimoine bâti

Protection de l'entrée des hameaux :

L'entrée des hameaux, et plus particulièrement le front bâti ancien de Venède visible dans le sens St-Bauzile-Langlade, est préservée. Ainsi, les parcelles situées à l'entrée du hameau de Venède sont classées en zone N.

Protection du patrimoine bâti :

Pour la réhabilitation de l'habitat ancien de qualité, le règlement du PLU impose de tenir le plus grand compte de leur caractère d'origine.

Les constructions nouvelles devront tenir compte des recommandations figurant dans la charte intercommunale pour l'environnement du Valdornez. En outre, toute nouvelle construction ou extension située en zone UA (zone urbaine ancienne) et Ni devra respecter l'intégration paysagère la cohérence du bâti.

c) protection du patrimoine archéologique

Le patrimoine archéologique est défini et protégé, entre autres, par le code du patrimoine, le code de l'urbanisme et des décrets dont des extraits sont joints en annexe 2. Ces mesures de protection sont susceptibles d'impacter d'éventuels projets d'aménagements affectant le sous-sol localisés sur la commune. Le règlement de PLU impose pour toutes les zones de sensibilité archéologique la consultation de la Direction Régionale des Affaires Culturelles – Service Régional de l'Archéologie – pour avis, en application de la loi du 27 septembre 1941 relative aux fouilles archéologiques.

d) prise en compte du paysage dans le parti d'aménagement

L'attention du lecteur est attirée sur le fait que ce point a déjà été abordé dans le titre précédent. Citons ici notamment :

- Le choix des limites de la zone pour les extensions des hameaux guidé par des considérations paysagères, notamment en tenant compte des lignes de crête et de certaines haies.
- La volonté de constituer des « coupures vertes » d'urbanisation entre les trois silhouettes villageoises anciennes clairement identifiées à Venède, Brenoux et Langlade.
- La protection du paysage agricole autour des hameaux à vocation agricoles,
- Les choix fixant les orientations de développement des hameaux.

- TITRE V -
PRESENTATION
DU
ZONAGE

V.1. ZONES URBAINES

Les zones urbaines comprennent les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics (voirie, réseaux d'eau et assainissement) existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Ce statut dépend du niveau d'équipements (voirie - eau - assainissement - électricité et équipements communaux).

Ces zones sont donc constructibles.

Néanmoins, **tous les terrains convenablement équipés ne peuvent pour autant être classés en zone urbaine.** La délimitation du zonage doit tenir compte des paramètres suivants :

- . des parties actuellement non urbanisées,
- . de la gestion économe de l'espace,
- . de la qualité des terres agricoles,
- . de l'intérêt des sites et milieux naturels,
- . de l'existence de risques,
- . etc.....

Les zones urbaines comprennent également les secteurs dans lesquels les équipements sont insuffisants et pour lesquels la commune s'engage à les renforcer ou les réaliser. Dans ce cas ne peuvent être classés en zone urbaine que les secteurs déjà urbanisés.

La zone UA

La zone UA est une zone de densité forte à moyenne correspondant aux centres anciens (hameaux de Venède, Brenoux et Langlade), dans laquelle il est souhaitable de favoriser l'aménagement et la transformation des bâtiments existants en vue de conserver à ces lieux leurs caractères et leurs animations.

Elle doit permettre le confortement de la fonction résidentielle tout en préservant les objectifs de diversité fonctionnelle et d'habitat.

Cette zone est desservie par les réseaux.

Elle comprend également les secteurs **UAri**, soumis au risque inondation et repérés sur les documents graphiques par l'indicatif UAri.

La zone UB

La zone UB est une zone périphérique attenante aux centres anciens de Brenoux (Venède, Langlade, Brenoux). Elle est essentiellement constituée d'un habitat pavillonnaire. Elle correspond en partie à une urbanisation récente.

Elle a vocation à recevoir des habitations individuelles ou collectives, des fonctions d'accompagnement (équipements, services, commerces), ainsi que des activités compatibles avec son caractère résidentiel.

L'emprise au sol y est limitée, afin de conserver des espaces libres pour le stationnement et les espaces verts, et afin de préserver l'intérêt paysager de la zone.

Cette zone est desservie par les réseaux.

Les secteurs **UBri**, soumis au risque inondation et repérés sur les documents graphiques par l'indicatif UBri.

La zone Udif

La zone **Udif** est une zone éloignée des centres anciens correspondant à de l'habitat diffus.

La zone UD

La zone **UD** est une zone regroupant tous les secteurs où les collectivités (Commune, Département, Etat), association à but non lucratif, association d'intérêt général ont du patrimoine sur le secteur

La zone UX

La zone **UX** est une zone correspondant aux différents secteurs d'activités économiques de commerces, d'artisanat de services et libérales situés hors centre-ancien. Ainsi, on retrouve les entreprises situées dans les hameaux de Venède et Langlade.

L'emprise au sol y est limitée, afin de conserver des espaces libres pour le stationnement et les espaces verts, et afin de préserver l'intérêt paysager de la zone.

Cette zone est desservie par les réseaux.

La zone UT

La zone **UT** correspond à la zone relative au domaine de l'aérodrome Mende-Brenoux.

V.2. ZONES À URBANISER

Ces zones équipées ou non, peu ou pas construites, regroupent des secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

La zone Au

La zone **Au** est une zone destinée à l'urbanisation future et dont la mise en œuvre est conditionnée par l'accès aux réseaux.

Elle comprend des zones **Auo** qui sont des zones ouvertes à l'urbanisation au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zones prévus par les orientations d'aménagement et le règlement.

La zone **Auo** correspond à des espaces situés en périphérie et sont destinés à recevoir une urbanisation future. Elle a vocation, tout comme la zone **Ub**, à recevoir des habitations individuelles ou collectives, des fonctions d'accompagnement (équipements, services, commerces), ainsi que des activités compatibles avec son caractère résidentiel.

L'emprise au sol y est limitée, afin de conserver des espaces libres pour le stationnement et les espaces verts, et afin de préserver l'intérêt paysager de la zone.

Sur ces secteurs, l'accès ainsi que le raccordement aux réseaux d'eau et d'assainissement sont possibles. Une attention particulière devra être portée aux accès, à la protection de l'environnement et des vues ainsi qu'au fonctionnement interne des zones conformément aux orientations d'aménagement et le règlement qui définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone.

Elle comprend des zones **Auf** d'urbanisation future. La zone **Auf** correspond à des espaces situés en périphérie. Elle a vocation à recevoir des habitations individuelles ou collectives, des fonctions d'accompagnement (équipements, services, commerces), ainsi que des activités compatibles avec son caractère résidentiel.

La zone **Auf** comprend 3 types de secteurs:

- des secteurs **Auf1**, l'ouverture à l'urbanisation des secteurs **Auf1** ne sera possible qu'après avoir réalisé une modification ou une révision du PLU.
- un secteur **Auf2** à Venède qui correspond à une deuxième tranche d'urbanisation future. L'ouverture à l'urbanisation du secteur **Auf2** ne sera possible qu'après avoir réalisé la première tranche **Auf1** attenante de Venède.
- des secteurs **Auf3** à Venède et Langlade dont l'ouverture à l'urbanisation est soumise au changement d'usage des bâtiments agricoles proches situés en centre ancien de Venède et Langlade.

La zone **Aux** est une zone réservée pour de l'activité commerciale, artisanale, de services et libérale dont l'urbanisation sous forme d'activités compatibles avec les habitations à proximité a été décidée. Elle a vocation, tout comme la zone **Ux**, à recevoir des activités compatibles avec son caractère économique.

V.3. ZONES AGRICOLES, NATURELLES ET FORESTIERES

Ces zones équipées ou non, peu ou pas construites, sont celles à l'intérieur desquelles la construction est limitée, interdite, ou soumise à des conditions spéciales.

La zone A

La zone **A** est une zone naturelle, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette délimitation contribue au maintien de la vocation de ces espaces qui constituent le support d'activités économiques indispensables à la collectivité.

Les exploitations agricoles existantes sur la commune ont été pointées à l'intérieur des zones **A** afin de permettre leur évolution. Le maintien ou la restructuration des activités agricoles nécessite de limiter au maximum l'occupation des sols par des constructions. Les seules utilisations du sol autorisées correspondent donc à l'exploitation agricole des terrains, à la construction des bâtiments d'exploitation ou d'habitation nécessaires aux agriculteurs, et les installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Elle comprend les secteurs **Ari**, l'indice "ri" indique que les secteurs sont soumis au risque d'inondation.

La zone AA correspond aux secteurs de la commune non équipés qui font l'objet d'une protection particulière en raison de la valeur agricole des terres qui sont dédiés à la culture, l'élevage ou l'exploitation forestière. Il s'agit de zones destinées exclusivement aux activités agricoles où toute nouvelle construction est strictement interdite.

Elle comprend les secteurs Aari, l'indice ri indique que le secteur est soumis au risque inondation.

La zone AI correspond aux secteurs de la commune non équipés qui font l'objet d'une protection particulière en raison de la valeur agricole des terres qui sont dédiés à la culture, l'élevage ou l'exploitation forestière.

La zone AI correspond à une zone agricole constructible limitée où seules les installations légères (abris agricoles légers nécessaires à l'activité agricole qui ne nécessitent aucun équipements, non implantés en lignes de crête, avec une surface inférieure à 50 m² de SHON, dont la hauteur est limitée à 4 mètres et qui ne peuvent être construits qu'en l'absence d'abris naturels) ont autorisées.

La zone N

La zone N est une zone naturelle qu'il convient de protéger, en raison, d'une part, de l'existence de risques ou de nuisances, d'autre part, de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, du couvert forestier, de la topographie des lieux, des milieux humides et de la qualité des paysages (lointains ou proches).

Elle comprend les secteurs Nri, l'indice "ri" indique que le secteur est soumis au risque d'inondation.

La zone Ni, qui correspond aux hameaux anciens de Malaval et du Lac, est une zone de constructions isolées ou regroupées sous forme de hameau à vocation agricole à l'origine dans laquelle il est souhaitable de favoriser l'aménagement et la transformation des bâtiments existants permettant de conforter la vocation de village rural, tout en conservant à ces lieux leurs caractères et leurs animations. Sont admis sous conditions:

- l'extension mesurée et les annexes des bâtiments existants, les travaux d'aménagement de ces bâtiments, d'entretien ou leur reconstruction ainsi que les changements de destination, à condition de ne pas porter atteinte à la salubrité publique,
- l'artisanat de faible importance sous réserve que par leur nature, leur aspect et leur implantation, les bâtiments s'intègrent dans l'environnement,
- les ouvrages techniques divers nécessaires au fonctionnement des services publics dans la mesure où toutes les précautions sont prises au niveau de leur impact sur l'environnement et à condition qu'ils ne portent pas préjudice à l'aménagement de la zone,
- La restauration des ruines.

Elle comprend les secteurs Nlri, l'indice "ri" indique que le secteur est soumis au risque d'inondation.

V.4 AUTRES DELIMITATIONS

Le Plan Local d'Urbanisme délimite également :

- **des emplacements réservés (ER)** pour la réalisation ultérieure d'équipements ou d'ouvrages publics, pour l'aménagement de voies ou de carrefours, d'installations d'intérêt général, etc. Ils sont soumis aux dispositions des articles R.123-8 du Code de l'Urbanisme.

Ces servitudes se superposent aux zones du PLU et engendrent des restrictions ou des interdictions d'occuper ou d'utiliser le sol.

- **des espaces boisés classés (EBC)** à protéger ou à créer pour assurer la pérennité de l'état existant, ou la création d'un espace végétal. La gestion du boisement (coupe et abattage d'arbres) peut être admise mais le défrichement est interdit, ainsi que la plupart des constructions. Cette protection n'empêche pas la gestion forestière et/ou agricole réfléchie de ces espaces. La réduction ou la suppression de cette protection implique la mise en oeuvre de la procédure de révision.

Au titre de l'article L.130-1, les EBC sont repérés aux documents graphiques et sont mentionnés en rappel pour chaque zone concernée.

V.5 SUPERFICIE DES ZONES

Les superficies suivantes sont données en hectares.

Zonage PLU Brenoux	Superficies en m ²	Superficies en hectares
A	121 028	12,10
AA	5 228 673	522,86
AAri	291 615	29,16
Al	15 147	1,51
Ari	336	0,03
Auf1	16 771	1,68
Auf1ri	43	0,01
Auf2	2 491	0,25
Auf3	2 595	0,26
Auo	14 168	1,42
Aux	1 814	0,18
N	4 311 266	431,12
Nl	5 323	0,53
Nlri	757	0,07
Nri	96 048	9,60
Ua	25 626	2,56
Uari	17 980	1,79
Ub	130 437	13,04
Ubri	3 520	0,35
Ud	10 334	1,03
Udif	3 351	0,33
Udifri	1 044	0,10
Udri	345	0,03
Ut	601 258	60,13
Ux	16 372	1,64

ANNEXES

ANNEXE 1 : Classement des élevages et distances d'implantation des bâtiments par rapport aux habitations

<p>CLASSEMENT DES ELEVAGES</p> <p>DISTANCES D'IMPLANTATION des BATIMENTS par rapport aux HABITATIONS de tiers</p>			
Élevages	Classement de l'élevage	Nombre d'animaux sur l'exploitation	Distance d'implantation des bâtiments d'élevage et de leurs annexes par rapport à des habitations de tiers.
<p>Veaux de boucherie Bovins à l'engrais (Rubrique 2101-1)</p>	RSD	1 à 49	50 mètres
	ICPE	déclaration	100 mètres
		déclaration avec contrôle périodique	50 mètres si dérogation acceptée (bovins sur litière)
		autorisation	100 mètres. Dérogation possible dans le cas de mise en conformité de bâtiments existants.
<p>Vaches laitières ou mixtes (Rubrique 2101-2)</p>	Type familial	1 à 3	50 mètres
	RSD	4 à 49	100 mètres
	ICPE	50 à 100	50 mètres si dérogation acceptée (bovins sur litière)
		autorisation	100 mètres. Dérogation possible dans le cas de mise en conformité de bâtiments existants.
<p>Vaches allaitantes (Rubrique 2101-3)</p>	Type familial	1 à 3	50 mètres
	RSD	4 à 99	100 mètres
	ICPE	à partir de 100	50 mètres si dérogation acceptée (bovins sur litière)
		de 50 places	50 mètres
<p>Transit et vente de bovins (moins de 24 heures) (Rubrique 2101-4)</p>	RSD	à partir de 50 places	100 mètres
	ICPE	déclaration	
<p>Ovins - Caprins adultes</p>	Type familial	1 à 10	50 mètres
	RSD	+ de 10	
<p>Chevaux</p>	Type familial	1 à 3	50 mètres
	RSD	+ de 3	

Chiens (de plus de 4 mois) (Rubrique 2120)	Type familial	1 à 5	
	RSD	6 à 9	50 mètres
	ICPE déclaration autorisation	10 à 50 + de 50	100 mètres
Porcs (Rubrique 2102)	Type familial	1 AE à 5 AE	
	RSD	6 AE à 49 AE sur lisier	
	ICPE déclaration autorisation	50 AE à 450 AE + de 450 AE	100 mètres (50 mètres en élevage de plein-air)
Les animaux sont comptés en animaux-équivalents : Porcs charcutiers : 1 AE Traîts et verrats : 3 AE Porcelets sevrés : 0,2 AE			
Sangliers	RSD		100 mètres
Volailles et gibiers à plumes de plus de 30 jours en AE (Rubrique 2111)	Type familial	1 à 49	
	RSD	de 50 à 499	25 mètres
		de 500 à 4 999	50 mètres
	ICPE déclaration	de 5 000 AE à 20 000 AE	50 mètres, si la densité est inférieure ou égale à 0,75 AE/m²,
	déclaration avec contrôle périodique autorisation	de 20 001 à 30 000 AE + de 30 000 AE	100 mètres au-delà de 0,75 AE/m² 100 mètres
Les animaux sont comptés en animaux-équivalents : Caille : 0,125 Poulet lourd : 0,25 Coquelet : 0,75 Poulet léger : 0,85 Poule, poulet standard, poulet label ou biologique, poulette, poule pondeuse ou reproductrice, faisan, pintade, canard coïvert : 1 Poulet lourd : 1,15 Canard à rôti, canard prêt à gaver ou canard reproducteur : 2 Dinde légère : 2,20 Dinde médium, dinde reproductrice, oie : 3 Dinde lourde : 3,50 Palmipèdes gras en gavage : 7			

Lapins de plus de 30 jours (Rubrique 2110)	Type familial		1 à 49	
	RSD		de 50 à 499	25 mètres
			de 500 à 2 999	50 mètres
	ICPE		de 3 000 à 20 000	100 mètres
		autorisation	+ 20 000 animaux sevrés	
Ménageries, zoo Présentation au public d'animaux appartenant à la faune sauvage (sauf vente au détail) (Rubrique 2140)	ICPE autorisation		1 et +	100 mètres
Verminières (Rubrique 2150)	ICPE autorisation		Toutes	100 mètres
Piscicultures d'eau douce (Rubrique 2130)	ICPE autorisation		+ de 20 tonnes/an	100 mètres
Carnassiers à fourrure (Rubrique 2113)	RSD		1 à 99	50 mètres
	ICPE		100 à 2 000	150 mètres (100 m si présence d'obstacles)
			+ de 2 000	

TERMINOLOGIE

HABITATION : local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes, tel que logement, pavillon, hôtel.

LOCAL HABITUELLEMENT OCCUPE PAR DES TIERS : local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.).

BATIMENTS D'ÉLEVAGE : les locaux d'élevage, les locaux de quarantaine, les couloirs de circulation des animaux, les aires d'exercice, de repos et d'attente des élevages bovins, les quais d'embarquement des élevages porcins, les enclos des élevages de porcs en plein air, ainsi que les enclos et les volières des élevages de volailles où la densité des animaux est supérieure à 0,75 animal-équivalent par mètre carré.

ANNEXES : les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, la salle de traite.

RSD : Règlement Sanitaire Départemental.

ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement soumise à déclaration ou autorisation.

AE : Animal Équivalent.

Sources :

- Décret n°2007-1467 du 12 décembre 2007 créant le livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement (Annexe de l'Article R.511-9) ;
- Règlement Sanitaire Départemental

ANNEXE 2 : Liste des sites archéologiques recensés sur la Commune de Brenoux et extraits de législation relative à la sauvegarde du patrimoine archéologique

PATRIARCHE : Listing des sites archéologiques recensés pour la commune de : BRENOUX (48030)

état des données au 17/3/2009

nom du site : LANGLADE LOU CHASSE		Parcelles		1660: AH 15;
Lieu-dit : LANGLADE				
Coordonnées en (X, Y):		695737	1943816	Lambert 2 étendu
n°carte	Vestiges	Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Mode de protection
2	statue	Gallo-romain	Gallo-romain	date de protection:
2	temple	Gallo-romain	Gallo-romain	

nom du site : NECROPOLE DE LAS MARTRES		Parcelles		
Lieu-dit :				
Coordonnées en (X, Y):		694098	1943346	Lambert 2 étendu
n°carte	Vestiges	Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Mode de protection
1	nécropole	Bas-empire	Haut moyen-âge	date de protection:

CODE DU PATRIMOINE (Partie Législative)

TITRE Ier : DÉFINITION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Article L510-1

Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel.

TITRE II : ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

Article L521-1

L'archéologie préventive, qui relève de missions de service public, est partie intégrante de l'archéologie. Elle est régie par les principes applicables à toute recherche scientifique. Elle a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus.

Article L522-1

L'Etat veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social. Il prescrit les mesures visant à la détection, à la conservation ou à la sauvegarde par l'étude scientifique du patrimoine archéologique, désigne le responsable scientifique de toute opération d'archéologie préventive et assure les missions de contrôle et d'évaluation de ces opérations.

Article L522-2

Les prescriptions de l'Etat concernant les diagnostics et les opérations de fouilles d'archéologie préventive sont motivées. Les prescriptions de diagnostic sont délivrées dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier. Ce délai est porté à deux mois lorsque les aménagements, ouvrages ou travaux projetés sont soumis à une étude d'impact en application du code de l'environnement. Les prescriptions de fouilles sont délivrées dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport de diagnostic. En l'absence de prescriptions dans les délais, l'Etat est réputé avoir renoncé à édicter celles-ci.

Article L522-3

Les prescriptions de l'Etat peuvent s'appliquer à des opérations non soumises à la redevance prévue à l'article L. 524-2. Lorsque l'intérêt des vestiges impose leur conservation, l'autorité administrative notifie au propriétaire une instance de classement de tout ou partie du terrain dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux monuments historiques.

Article L522-4

Hors des zones archéologiques définies en application de l'article L. 522-5, les personnes qui projettent de réaliser des aménagements, ouvrages ou travaux peuvent saisir l'Etat afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique. A défaut de réponse dans un délai de deux mois ou en cas de réponse négative, l'Etat est réputé renoncer, pendant une durée de cinq ans, à prescrire un diagnostic, sauf modification substantielle du projet ou des connaissances archéologiques de l'Etat sur le territoire de la commune. Si l'Etat a fait connaître la nécessité d'un diagnostic, l'aménageur peut en demander la réalisation anticipée par l'établissement public institué par l'article L. 523-1 ou un service territorial. Dans ce cas, il est redevable de la redevance prévue à l'article L. 524-2.

Article L522-5

Avec le concours des établissements publics ayant des activités de recherche archéologique et des collectivités territoriales, l'Etat dresse et met à jour la carte archéologique nationale. Cette carte rassemble et ordonne pour l'ensemble du territoire national les données archéologiques disponibles.

Dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Article L522-6

Les autorités compétentes pour délivrer les autorisations de travaux ont communication d'extraits de la carte archéologique nationale et peuvent les communiquer à toute personne qui en fait la demande. Un décret détermine les conditions de communication de ces extraits ainsi que les modalités de communication de la carte archéologique par l'Etat, sous réserve des exigences liées à la préservation du patrimoine archéologique, à toute personne qui en fait la demande.

TITRE III : ARCHEOLOGIE PROGRAMMEE ET DECOUVERTES FORTUITES

Article L531-14

(relatif aux découvertes fortuites)

Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

L'autorité administrative peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été faites ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes les mesures utiles pour leur conservation.

Article L114-2 du Code du Patrimoine

(Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 art. 78 XIV a 3° Journal Officiel du 06 décembre 2004)

Les infractions relatives aux destructions, dégradations et détériorations du patrimoine sont sanctionnées par les dispositions des articles 322-1 et 322-2 du code pénal ci-après reproduits :

"Art. 322-1 - La destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende, sauf s'il n'en est résulté qu'un dommage léger." Le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins, sans autorisation préalable, sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain est puni de 3 750 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général, lorsqu'il n'en est résulté qu'un dommage léger."

"Art. 322-2 - L'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende et celle définie au deuxième alinéa du même article de 7 500 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général, lorsqu'il n'en est résulté qu'un dommage léger, lorsque le bien détruit, dégradé ou détérioré est :

"1° Destiné à l'utilité ou à la décoration publiques et appartient à une personne publique ou chargée d'une mission de service public ;

"2° Un registre, une minute ou un acte original de l'autorité publique ;

"3° Un immeuble ou un objet mobilier classé ou inscrit, une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain contenant des vestiges archéologiques ou un objet conservé ou déposé dans un musée de France ou dans les musées, bibliothèques ou archives appartenant à une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique ;

"4° Un objet présenté lors d'une exposition à caractère historique, culturel ou scientifique, organisée par une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique.

"Dans le cas prévu par le 3° du présent article, l'infraction est également constituée si son auteur est le propriétaire du bien détruit, dégradé ou détérioré."

Lorsque l'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est commise à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, de la personne propriétaire ou utilisatrice de ce bien à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, les peines encourues sont également portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende.

CODE DE L'URBANISME (Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat)

Article R111-4

(Décret n° 76-276 du 29 mars 1976 Journal Officiel du 30 mars 1976 date d'entrée en vigueur 1 AVRIL 1976)

(Décret n° 77-755 du 7 juillet 1977 Journal Officiel du 10 juillet 1977 date d'entrée en vigueur 1 janvier 1978)

(Décret n° 99-266 du 1 avril 1999 art. 1 Journal Officiel du 9 avril 1999)

(Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 art. 1 II Journal Officiel du 6 janvier 2007 en vigueur le 1er juillet 2007)

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

DECRET n°2004-490 du 3 juin 2004

Décret relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

(cf. CODE DU PATRIMOINE TITRE II)

NOR: MCCX0400056D

version consolidée au 7 février 2008

Chapitre Ier : Dispositions générales.

Article I

Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations.

ANNEXE 3 : Fiches descriptives des ZNIEFF nouvelle génération

- Z.N.I.E.F.F. de type I « Vallée du Bramont en amont de Balsièges » n° 0000-4076
- Z.N.I.E.F.F de type I « Falaise du Truc de Balduc » n° 0000-4079
- Z.N.I.E.F.F de type II « Causses de Marvejols et de Mende » n° 4809-0000

ZNIEFF de type I n° 0000-4076 **Vallée du Bramont en amont de Balsièges**

Modernisation de l'inventaire ZNIEFF Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Région Languedoc-Roussillon

Edition 2008 - 2010



Département(s) :
Lozère

Maîtrise d'ouvrage

Secrétariat Scientifique et
Technique et Coordination
des données "Faune"




Coordination des données
"Flore et Habitats Naturels"



avec le soutien financier de :



et la collaboration des porteurs de données et du GSRPN

ZNIEFF de type I n° 0000-4076	Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération Vallée du Bramont en amont de Balsièges	
--	--	---

1. Localisation et description générale

- Communes concernées par la ZNIEFF

Département de la Lozère

Code INSEE	Nom de la commune	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
48137	SAINT-BAUZILE	140.0 ha	72.0 %
48030	BRENOLUX	26.0 ha	10.0 %
48010	BALSIEGES	10.0 ha	10.0 %

La ZNIEFF « Vallée du Bramont en amont de Balsièges » est située au cœur de la Lozère, dans la zone périphérique du Parc National des Cévennes, au sud de Mende. Elle est constituée de deux tronçons de cours d'eau, le Bramont en amont de Balsièges jusqu'à hauteur de Lontondre, et son affluent la Nize, de sa confluence avec le Bramont jusqu'à Langlade. La longueur cumulée du linéaire est d'environ 10 kilomètres une superficie de la ZNIEFF approchant les 195 hectares. L'altitude varie entre 680 et 750 mètres.

- Description du Paysage (Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon)

La vallée du Lot et les avants-causses

Nom de l'unité paysagère	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
Les avants-causses et les vallées autour de Mende	195.0 ha	100 %

- Occupation du sol (ccsol L-R)

Territoires artificialisés

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
112	Tissu urbain discontinu	11.0 ha	6 %

Territoires agricoles

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
212	Terres arables autres que terres, rizières et zones à forte densité de terres	58.0 ha	30 %
231	Prairies	32.0 ha	16 %
243	Territoires principalement occupés par l'agriculture, avec	3.0 ha	1 %

Forêts et milieux semi-naturels

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
311	Forêts de feuillus	44.0 ha	23 %
312	Forêts de conifères	12.0 ha	6 %
321	Peupliers et pâtures naturelles	9.0 ha	4 %
334	Forêt et végétation arbustive en mutation	26.0 ha	13 %

ZNIEFF de type I n° 0000-4076	Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique – Deuxième Génération Vallée du Bramont en amont de Balsièges	
--	--	---

2. Délimitation du périmètre

• Périmètres d'inventaire et périmètres réglementaires présents sur la ZNIEFF

Intersections avec des périmètres réglementaires

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
SAGE	SAGE Lot amont	sage_11	105 ha	100 %
SCOT	Bassin de vie de Mende	scot_05	105 ha	100 %
SIC	VALDONNEZ	FR2102908	110 ha	50 %

En amont, la ZNIEFF est délimitée par le pont de Langlade sur la Nize et par le pont en amont de Lentondre sur le Bramont. En aval, la limite est constituée par la jonction du Bramont avec le Lot au niveau de Balsièges. De part et d'autre des cours d'eau, le périmètre englobe les zones humides riveraines (ripisylves et prairies), en s'appuyant sur les limites de parcelles ou les routes longeant la vallée (N106 et D41 essentiellement).

3. Description du fonctionnement écologique

• Etage de végétation : étage des chênes caducifoliés

• Espèces végétales déterminantes et remarquables

Végétaux vasculaires

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Hieracium sphondylium</i> L. subsp. <i>subdolum</i> (L.) Gilmer.	Berce de Leroq	remarquable
<i>Pulmonaria affinis</i> Jord.	Pulmonaire affine	remarquable

• Espèces animales déterminantes et remarquables

Mammifères terrestres

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	stricte


Poissons et écrevisses

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Austropotamobius pallipes</i>	Écrevisse à pieds blancs	stricte
<i>Cottus gobio</i>	Chabot	à critères

Le fond de vallée, dont l'espace est exclusivement dédié à l'activité agricole, est composé de prairies de fauche, de cultures et, en amont du cours du Bramont, de quelques pelouses sèches.

Les cours d'eau, bordés de linéaires d'arbres abritent :

- la Loutre d'Europe *Lutra lutra*, bien présente sur la quasi-totalité des cours d'eau lozériens ;
- le Chabot *Cottus gobio*, espèce remarquable de poisson aux mœurs nocturnes, qui occupe un domaine vital restreint et est très limité dans son expansion face à des obstacles de plus de 18 centimètres de haut. La population lozérienne présente de forte variabilité en termes de répartition et d'effectifs.

ZNIEFF de type I n° 0000-4076	Vallée du Bramont en amont de Balsièges	
--	--	---

Des espèces végétales remarquables sont également notées :

- la Berce de Lecoq *Heracleum sphondylium* subsp. *sibiricum*, endémique commune du massif central, présente sur les ourlets externes ;
- la Pulmonaire affine *Pulmonaria affinis*, endémique française commune préférant les sous-bois.

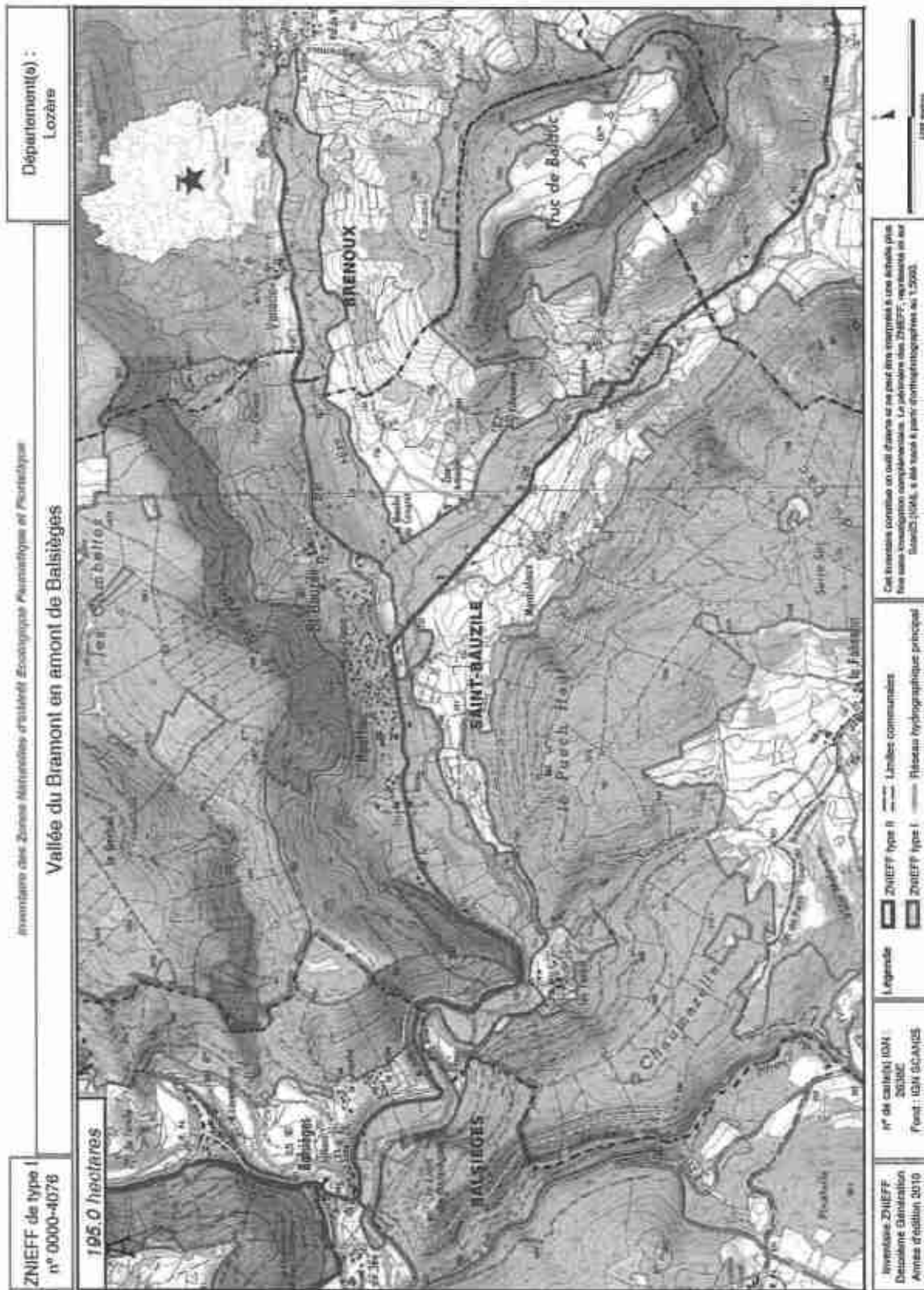
L'Ecrevisse à pieds blancs *Austropotamobius pallipes*, n'est plus présente sur le site mais pourrait le recoloniser.

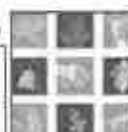
4. Facteurs influençant l'évolution de la ZNIEFF

Le principal facteur pouvant influencer l'évolution du site est la pollution d'origine agricole ou domestique. C'est peut être ce qui a conduit à la disparition de l'Ecrevisse sur cette portion de rivière.

La volière, située en aval de Rouffiac peut aussi être une source de pollution pour les eaux du Bramont.

5. Sources documentaires et bibliographie




<p>ZNIEFF de type I n° 0000-4076</p>	<p>Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération</p> <p>Vallée du Bramont en amont de Balsièges</p>	
---	--	---

6. Sources des données naturalistes : liste des porteurs de données

<p>AEELA Aude Association Caracole Association Charles Flahaut Association Communale de Chasse Agréée de Martet Association Communale de Chasse Agréée de Py Association de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques "La Gauloise" Association des Naturalistes d'Ariège Association Gestionnaire de la Réserve Naturelle de la vallée d'Eyne Association Gestionnaire de la Réserve Naturelle de Nohères (ASPNH) Association gestionnaire de la Réserve Naturelle de Py Association les Amis de la Massane, gestionnaire de la Réserve de Forêt de la Massane Association les Tailhous Association Lozérienne d'Etude et de Protection de l'Environnement Association pour la Caractérisation et l'Etude des Entomocénoses Association pour la Connaissance et la Conservation des Milieux Naturels Association Pouscillonnaise d'Entomologie Association Saint-Gely Nature Association Tamaise d'Etudes Karstiques Aude Nature Biotope Cabinet Barbanson Environnement Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive - Laboratoire de Zoogéographie Centre d'Initiation à l'Ecologie Montagnarde "Les Isards" Centre de Biologie et de Gestion des Populations Centre de coopération internationale en recherche Agronomique pour le Développement Centre de Découverte du Gascogne Centre National pour la Recherche Scientifique Centre Ornithologique du Gard Centre Ornithologique Rhône-Alpes Ardèche Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays Narbonnais Collectif d'Associations pour la Défense du Bois des Lens Commune d'Argelos-sur-Mer, gestionnaire de la Réserve Naturelle du Mas-Lamieu Commune de Martet, gestionnaire de la Réserve Naturelle de Martet Commune de Prats de Mollo la Froche, gestionnaire de la Réserve Naturelle de Prats Confédération des Réserves Naturelles Catalanes Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon Conservatoire des Sites Lozériens Ethos Nature Ecole Pratique des Hautes Etudes Ecole Supérieure d'Agriculture de Purpan Ecologiques de l'Euze Entente Interdépartementale pour la Démoustication Espace Nature Environnement Etudes naturalistes Fédération Aude Claire Fédérations Départementales des Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques Gard Nature Goupil Connexion Groupe Chirpières de Midi Pyrénées Groupe Chirpières de Provence Groupe Chirpières du Languedoc - Roussillon</p>	<p>Groupe de Recherche et d'Information sur les Vertébrés et leur Environnement Groupe de Recherche et de Protection des Libellules "Sympetrum" Groupe Ornithologique du Roussillon Institut Méditerranéen d'Ecologie et de Paléoécologie Institut National de Recherche Agronomique Inventaire des Coléoptères des Alpes-de-Haute-Provence La belle Vante La Clotude La Découverte La Fario Ligue pour la Protection des Oiseaux "Grands Oiseaux" Ligue pour la Protection des Oiseaux de l'Aude Ligue pour la Protection des Oiseaux de l'Hérault Méandre Muséum d'Histoire Naturelle de Nantes Muséum National d'Histoire Naturelle - Département Systématique et Evolution - Entomologie Myotis Naturellement vôte Observatoire d'Océanographie Biologique de Banyuls-sur-Mer - Laboratoire Arago (CNRS) Observatoire des Galitiformes de Montagne Observatoire Naturaliste des Écosystèmes Médiannéens Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'Aude Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'Hérault Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Lozère Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques des Pyrénées Orientales Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Gard Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Languedoc-Roussillon Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage - Délégation du Languedoc-Roussillon Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), gestionnaire de la Réserve Naturelle de Jujac Office National des Forêts - Cellule d'Etudes Entomologiques Office National des Forêts - Délégation Territoriale Méditerranée Office Pour les Insectes et leur Environnement Office Pour les Insectes et leur Environnement du Languedoc-Roussillon Paris National des Déervés PNR du Haut Languedoc Réserve Naturelle de Nyer Réserve Naturelle de Roquehaute Rutians Salapennelle Société Civile Forestière (SCF) "Eureuil de Py et de Roja" Société d'Etude des Sciences Naturelles de Nîmes et du Gard Société Entomologique de France Société Entomologique du Languedoc Société Entomologique du Nord de la France Société Française d'Ornithologie Société Française d'Ornithologie du Languedoc Société Française pour l'Etude et la Protection des Mammifères Spéléologues Anonymes Station Biologique de la Tour du Valet Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion de la Camargue Gardoise Zerynthia</p>
---	--

Notes descriptives réalisées avec les logiciels Arc, PostgreSQL, PostGIS, MapServer, MapServer, etc.

ZNIEFF de type I n° 0000-4079	Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération Falaises du Truc de Balduc	
--	---	---

1. Localisation et description générale

• Communes concernées par la ZNIEFF

Département de la Lozère

Code INSEE	Nom de la commune	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
48137	SAINT-BAUZILE	293.0 ha	48.0 %
48030	BRENOUX	100.0 ha	30.0 %
48147	SAINT-ETIENNE-DU-VALDONNEZ	121.0 ha	22.0 %

La ZNIEFF « Falaises du Truc de Balduc » est située en Lozère, dans le Parc National des Cévennes, au sud de la ville de Mende. C'est une table calcaire au centre d'une large cuvette sédimentaire traversée notamment par les rivières du Bramont et de la Nize. Elle occupe une superficie approchant 547 hectares à cheval sur les communes de Saint-Bauzile, Brenoux et Saint-Etienne-du-Valdonnez. Son altitude varie de 70 à 1100 mètres.

• Description du Paysage (Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon)

La vallée du Lot et les avant-causses

Nom de l'unité paysagère	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
Les avant-causses et les vallées autour de Mende	540.0 ha	100 %


• Occupation du sol (ocsol L-R)

Territoires agricoles

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
212	Terres arables autres que sèches, rizières et zones à forte densité de sèches	107.0 ha	30 %
201	Prairies	30.0 ha	0 %
243	Territoires principalement occupés par l'agriculture, avec	2.0 ha	0 %

Forêts et milieux semi-naturels

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
511	Forêts de feuillus	17.0 ha	3 %
312	Forêts de conifères	238.0 ha	43 %
301	Forêts et pâturages naturels	2.0 ha	0 %
324	Forêt et végétation arbustive en mutation	53.0 ha	10 %
305	Landes	8.0 ha	1 %

ZNIEFF de type I n° 0000-4079	inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération Falaises du Truc de Balduc	
--	---	---

2. Délimitation du périmètre

- Périmètres d'inventaire et périmètres réglementaires présents sur la ZNIEFF

Intersections avec des périmètres réglementaires

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
SAGE	SAGE Lot avant	sage_L1	540 ha	100 %
SCOT	Bassin de vie de Mende	scot_05	540 ha	100 %
SIC	VALDOMÈZE	FR0102008	540 ha	100 %

Le périmètre de la ZNIEFF est parqué :

- à l'est et au nord par les chemins et pistes ;
- à l'ouest et au sud par les routes communales au niveau de la zone artisanale et la route N106 jusqu'au niveau du hameau des Pruneyrolles.

Les zones bâties, à l'exception de la ferme de Lentondre, sont exclues de la délimitation.

3. Description du fonctionnement écologique

- Etage de végétation : étage des chênes caducifolies

- Habitats naturels déterminants et remarquables

Code Corine	Intitulé CORINE de l'habitat	Surface totale (ha)
34.3203	Médomin des Coutures	87
54.2	BAS-MAPPAID ALOALING (tourbières basses alcalines)	-

- Espèces végétales déterminantes et remarquables


Végétaux vasculaires

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Anacamptis coriophora</i> (L.) Bateman, Prigoeon & Chaze	Orchis punale	remarquable
<i>Carex davalliana</i> Des.	Laiche de Davall	marqueur central
<i>Hemistylis macrocarpa</i> (DC.) Küpper	Corbelle d'argent à gros fruits	stricte
<i>Taurium rougatum</i> H.J Cocté & Goulié	Germantise de Rouy	remarquable

- Espèces animales déterminantes et remarquables

Oiseaux

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Aquila chrysaetos</i>	Aigle royal	stricte
<i>Falco peregrinus</i>	Falcon pèlerin	stricte
<i>Neophron pernopterus</i>	Vautour pernoptère	stricte

ZNIEFF de type I n° 0000-4079	<i>Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération</i> Falaises du Truc de Balduc	
--	---	---

Les milieux naturels sont agencés en fonction de cette silhouette massive. Le sommet du Truc est le domaine des cultures et prairies de fauche, les contreforts pentus sont largement couverts de boisements de Pin noir et les pentes douces en contrebas sont occupées par des prairies, des cultures et des pâturages agencés en bocage. Les falaises sont le domaine d'oiseaux et de plantes rupestres :

- le Faucon pèlerin *Falco peregrinus* ;
- l'Aigle royal *Aquila chrysaetos* ;
- le Vautour péronien *Neophron pernopterus* qui tente, depuis quelques années, de nicher sur le site ;
- la Corbeille d'argent à gros fruits *Hornathophylla macrocarpa*, plante protégée en France.

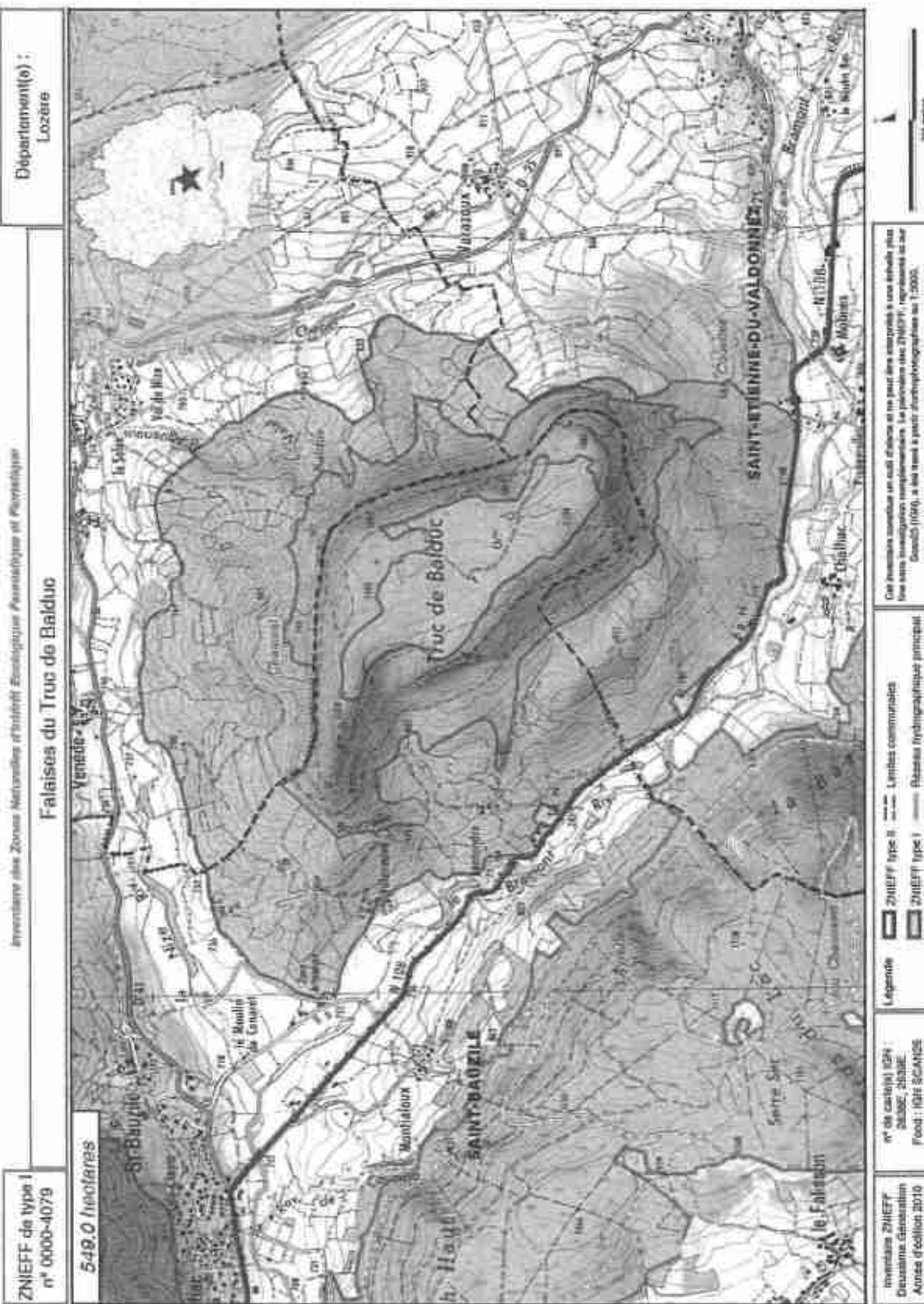
Des pelouses du *Mesobromion* des causses, un habitat déterminant, sont bien représentées au pied de la butte, souvent en mosaïque avec les prairies et fréquemment colonisées par le Genévrier commun et/ou l'Epine noire.

Ça et là, de micro-zones humides alcalines volent le jour dans les parties basses, au contact des marnes. Ce sont des prairies humides à *Juncus inflexus* et des tourbières basses alcalines à *Carex davalliana*, ce dernier habitat étant déterminant. Au sein de ces milieux humides, l'Orchis punaise *Anacamptis coriophora*, espèce remarquable et protégée en France est notée.

4. Facteurs influençant l'évolution de la ZNIEFF

La pression agricole qui s'exerce dans le Val d'Onne peut être une source d'évolution de la ZNIEFF. Cette évolution pourrait être positive dès lors qu'il s'agirait d'opérer une réouverture des pelouses colonisées par la lande ou le fourré, et négative si cela conduisait à la destruction des pelouses sèches calcaires pour une mise en culture ou une intensification de leur gestion (fertilisation, fauches précoces et plus fréquentes, drainage des ruissellements...).

5. Sources documentaires et bibliographie



**ZNIEFF de
type I**
n° 0000-4079

Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération

Falaises du Truc de Balduc



6. Sources des données naturalistes : liste des porteurs de données

ABELA Aude	Groupe de Recherche et d'Information sur les Vertébrés et leur Environnement
Association Caracole	Groupe de Recherche et de Protection des Libellules "Oxypterus"
Association Charles Flahaut	Groupe Ornithologique du Roussillon
Association Communale de Chasse Agréée de Martet	Institut Méditerranéen d'Ecologie et de Paléontologie
Association Communale de Chasse Agréée de Py	Institut National de Recherche Agronomique
Association de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques "La Gauloise"	Inventaire des Coléoptères des Alpes-de-Haute-Provence
Association des Naturalistes d'Ariège	La belle Verte
Association Gestionnaire de la réserve naturelle de la vallée d'Eyne	La Cicade
Association Gestionnaire de la Réserve Naturelle de Nohades (AGPNH)	La Découverte
Association gestionnaire de la Réserve Naturelle de Py	La Fane
Association les Amis de la Massane, gestionnaire de la Réserve de Forêt de la Massane	Ligue pour la Protection des Oiseaux "Grands Causses"
Association les taïcheus	Ligue pour la Protection des Oiseaux de l'Aude
Association Lozérienne d'Etude et de Protection de l'Environnement	Ligue pour la Protection des Oiseaux de l'Hérault
Association pour la Caractérisation et l'Etude des Encommoscènes	Méandre
Association pour la Connaissance et la Conservation des Milieux Naturels	Muséum d'Histoire Naturelle de Nantes
Association Roussillonnaise d'Entomologie	Muséum National d'Histoire Naturelle - Département Systématique et Evolution - Entomologie
Association Saint-Gely Nature	Myotis
Association Tarnaise d'Etudes Karstiques	Naturelement vous
Aude Nature	Observatoire d'Océanographie Biologique de Banyuls-sur-Mer - Laboratoire Arago (CNRS)
Biotope	Observatoire des Gallitornes de Montagne
Cabinet Barançon Environnement	Observatoire Naturaliste des Ecosystèmes Méditerranéens
Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive - Laboratoire de Zoogéographie	Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'Aude
Centre d'Initiation à l'Ecologie Montagnarde "Les Isards"	Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'Hérault
Centre de Biologie et de Gestion des Populations	Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Lozère
Centre de coopération internationale en Recherche Agronomique pour le Développement	Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques des Pyrénées Orientales
Centre de Découverte du Scamandre	Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Gard
Centre National pour la Recherche Scientifique	Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Languedoc-Roussillon
Centre Ornithologique du Gard	Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage - Délégation du Languedoc-Roussillon
Centre Ornithologique Rhône-Alpes Ardèche	Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), gestionnaire de la Réserve Naturelle de Jujols
Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays Narbonnais	Office National des Forêts - Cellule d'Etudes Entomologiques
Collectif d'Associations pour la Défense du Bois des Lens	Office National des Forêts - Délégation Territoriale Méditerranée
Commune d'Argèles-sur-Mer, gestionnaire de la Réserve Naturelle du Mac-Laurieu	Office Pour les Insectes et leur Environnement
Commune de Martet, gestionnaire de la Réserve Naturelle de Martet	Office Pour les Insectes et leur Environnement du Languedoc-Roussillon
Commune de Prats de Mollo la Prie, gestionnaire de la Réserve Naturelle de Prats	Parc National des Cévennes
Confédération des Réserves Naturelles Catalanes	PNR du Haut Languedoc
Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles	Réserve Naturelle de Nyer
Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon	Réserve Naturelle de Roquehaute
Conservatoire des Sites Lozériens	Ruffans
Echos Nature	Saïcepareille
Ecole Pratique des Hautes Etudes	Société Civile Forestière (SCF) "Eaux de Py et de Foix"
Ecole Supérieure d'Agriculture de Purpan	Société d'Etude des Sciences Naturelles de Nîmes et du Gard
Ecologistes de l'Euzière	Société Entomologique de France
Entente Interdépartementale pour la Démoustication	Société Entomologique du Languedoc
Espace Nature Environnement	Société Entomologique du Nord de la France
Etudes naturalistes	Société Française d'Orchidophilie
Fédération Aude Oïse	Société Française d'Orchidophilie du Languedoc
Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques	Société Française pour l'Etude et la Protection des Mammifères
Gard Nature	Spéléologues Anonymes
Goupil Connexion	Station Biologique de la Tour du Valat
Groupe Chiroptères de Midi Pyrénées	Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion de la Garigue Gardoise
Groupe Chiroptères de Provence	Zerynthia
Groupe Chiroptères du Languedoc - Roussillon	

Photos descriptives réalisées avec les logiciels ArcGIS, Photo3D, Mapmaker, Project, etc.

ZNIEFF de type II n° 4809-0000 **Causses de Marvejols et de Mende**

Modernisation de l'inventaire ZNIEFF Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Région Languedoc-Roussillon

Edition 2008 - 2010



Département(s) :
Lozère

Maitrise d'ouvrage

**Secrétariat Scientifique et
Technique et Coordination
des données "Faune"**



**Coordination des données
"Flore et Habitats Naturels"**



avec le soutien financier de :



et la collaboration des porteurs de données et du CSRPN

ZNIEFF de type II n° 4809-0000	Causses de Marvejols et de Mende	
---	---	---

1. Localisation et description générale

texte à venir

- Description du Paysage (Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon)

La Margeride

Nom de l'unité paysagère	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
Les plateaux et les vallées de la Margeride occidentale	120.0 ha	1 %
Les vallées du rebord sud de la Margeride	4181.0 ha	23 %

La vallée du Lot et les avants-causses

Nom de l'unité paysagère	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
La vallée du Lot autour de la Canourgue	70.0 ha	0 %
Les avants-causses et les vallées autour de Mende	6538.0 ha	36 %
Les trucs et les vallées autour de Chanac et Marvejols	7310.0 ha	40 %

- Occupation du sol (ocsol L-R)

Territoires artificialisés

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
112	Tissu urbain discontinu	54.0 ha	0 %
113	Bâti diffus	150.0 ha	1 %
121	Zones industrielles ou commerciales	14.0 ha	0 %
124	Aéroports	34.0 ha	0 %

Territoires agricoles

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
212	Terres arables autres que céréales, rizières et zones à forte densité de céréales	3220.0 ha	18 %
231	Prairies	1008.0 ha	0 %
242	Systèmes culturels et parcelles complexes	808.0 ha	5 %
243	Territoires principalement occupés par l'agriculture, avec	401.0 ha	3 %
244	Territoires agro-forestiers	13.0 ha	0 %

Forêts et milieux semi-naturels

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
311	Forêts de feuillus	2744.0 ha	15 %
312	Forêts de conifères	6147.0 ha	34 %
321	Pelouses et pâturages naturels	458.0 ha	2 %

ZNIEFF de type II n° 4809-0000	Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération Causses de Marvejols et de Mende	
---	---	---

Forêts et milieux semi-naturels

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
324	Forêt et végétation arborescente en mutation	2001,0 ha	11 %
325	Landes	222,0 ha	2 %
330	Végétation clairsemée	7,0 ha	0 %

2. Délimitation du périmètre

• Périmètres d'inventaire et périmètres réglementaires présents sur la ZNIEFF

null

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
------	-----------------------	------	----------------------	----------------------

texte à venir

3. Description du fonctionnement écologique

• Etage de végétation : null

• Espèces végétales déterminantes et remarquables


Végétaux vasculaires

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Agrostis setacea</i> Jord. & Varl.	Agrostis de Sotéacur	marqueur central
<i>Anacamptis coriophora</i> (L.) Bateman, Fridgeon & Chase	Orchis punaise	remarquable
<i>Astragalus hypoglauca</i> L.	Astragalus pourpre	stricte
<i>Dryas octopetala</i> (L.) Parlat. ex Link.	Corbeille comprimée	stricte
<i>Carex brachystachya</i> Schrank	Lalène à épis courts	stricte
<i>Carex davalliana</i> Desv.	Lalène de Duval	marqueur central
<i>Echinopsium terrestris</i> (Vahl) Rothm.	Genêt très épineux	stricte
<i>Euphorbia duvalii</i> Lecoq & Lamotte	Euphorbe de Duval	remarquable
<i>Homophyllum macrocarpa</i> (DC.) Küpfer	Corbeille d'argent à gros fruits	stricte
<i>Teucrium royanum</i> H.J.Costa & Soulié	Germadrée de Rouy	remarquable

• Espèces animales déterminantes et remarquables

Chiroptères

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle d'Europe	stricte

ZNIEFF de type II n° 4809-0000	Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération Causses de Marvejois et de Mende	
---	---	---

• Espèces animales déterminantes et remarquables

Chiroptères

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Eptesicus serotinus</i>	Sérotine commune	remarquable
<i>Hypugo cavi</i>	Vespère de Cavi	remarquable
<i>Myotis bechsteinii</i>	Murin de Bechstein	stricte
<i>Myotis myotis</i>	Murin à moustaches	remarquable
<i>Myotis nattereri</i>	Murin de Natterer	remarquable
<i>Pipistrellus kuhli</i>	Pipistrelle de Kuhl	remarquable
<i>Pipistrellus nathusii</i>	Pipistrelle de Nathusius	remarquable
<i>Plecotus auritus</i>	Oreillard roux	remarquable
<i>Plecotus austriacus</i>	Oreillard gris	remarquable
<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit Rhinolophe	à critères

Lépidoptères

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Agrodiaetus dorus</i>	Goblé de la luzerne	stricte
<i>Chama bricea</i>	Hémis	stricte
<i>Euplagia quadripunctaria</i>	Ecolie ornée	remarquable
<i>Scotantides orion</i>	Azuré des Origins	stricte

Mammifères terrestres


Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Chionomys nivalis</i>	Campagnol des neiges	remarquable
<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	stricte
<i>Necmys fodiens</i>	Crocodile aquatique	remarquable

Odonates

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Isotria purpilla</i>	Agrion nain	stricte
<i>Oryctogenomphus uncinatus</i>	Gomphie à crochets	stricte

Oiseaux

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Athene noctua</i>	Chevalier d'Athènes	remarquable
<i>Bubo bubo</i>	Grand-duc d'Europe	à critères
<i>Circus cyaneus</i>	Circus Jean-le-Blanc	à critères
<i>Circus pygargus</i>	Buzard cendré	remarquable

ZNIEFF de type II n° 4809-0000	Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération Causses de Marvejols et de Mende	
---	---	---

• Espèces animales déterminantes et remarquables

Oiseaux

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Falco peregrinus</i>	Falcon pèlerin	stricte
<i>Aluco milvus</i>	Milan royal	remarquable
<i>Upupa epops</i>	Huppe noire	remarquable

Poissons et écrevisses

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Austropotamobius palipes</i>	Ecrevisse à pieds blancs	stricte
<i>Lucania lucania</i>	Vandoise	remarquable
<i>Salmo trutta</i>	Truite commune	à critères

Reptiles

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
<i>Lacerta agilis</i>	Lézard des cailloux	stricte
<i>Zootoca vivipara</i>	Lézard vivipare	stricte

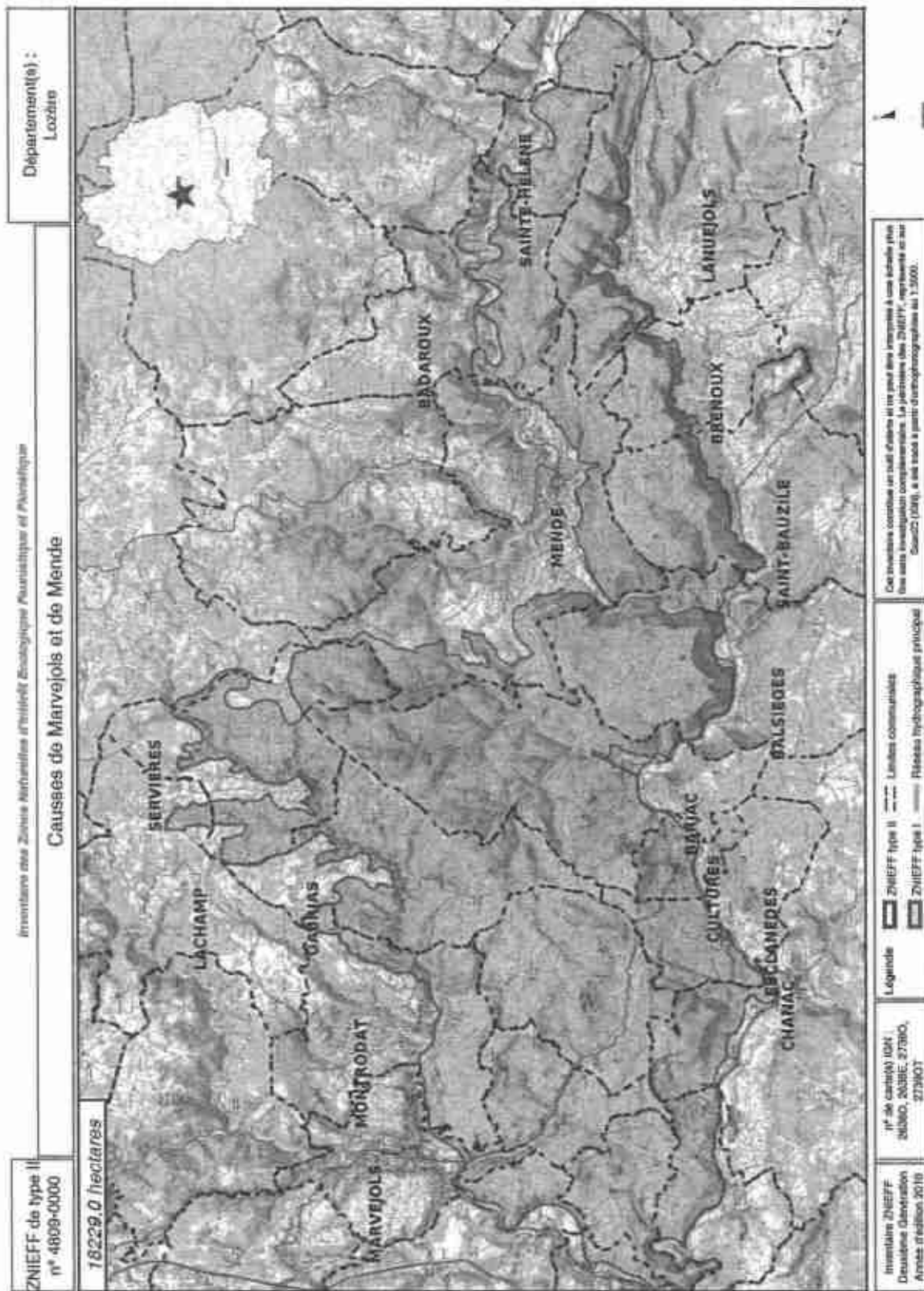
texte à venir

4. Facteurs influençant l'évolution de la ZNIEFF

texte à venir

5. Sources documentaires et bibliographie

texte à venir



ANNEXE 5 : Natura 2000 - Habitats naturels d'intérêt communautaire : liste, carte, fiches descriptives et analytiques

Code Natura 2000	Code Corine Biologiques	Habitat naturel d'intérêt communautaire (Annexe I DfH)	Inscrit au FSD	Fiche habitat	Surface					
					Site		Extensions		Zone d'étude (dont extensions)	
					ha	%	ha	%		
3140	22.12 x 22.44	Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp.	non	H1	0,0130	0,0003			0,0130	0,0003
4030	31.2	Landes sèches européennes	non	H2	1,8	0,04			1,8	0,04
5130	31.8B	Formations à <i>Juniperus communis</i> sur landes ou pelouses calcaires	non	H3	19,4	0,5			19,4	0,4
6210(*)	34.32	Pelouses sèches semi-naturelles et faibles d'embuscassement sur calcaires	oui	H4	188,5	4,4	179,8	23,5	368,3	7,3
6230*	35.1	Formations herbueuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagneuses	non	H5	35,1	0,8	1,8	0,2	36,9	0,7
6410	37.311	Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion-calcareus</i>)	non	H6	0,0155	0,0004			0,0155	0,0003
7110*	51.1	Tourbières hautes actives	non	H7	1,0	0,02			1,0	0,02
7220*	54.12	Sources pérfurantes avec formation de travertins (<i>Cratoneurus</i>)	oui	H8	1,7	0,04			1,7	0,03
7230	54.2	Tourbières basses alcalines	oui	H9	0,7	0,02			0,7	0,01
8110	61.1	Éboulis siliceux du fétage montagnard à nival (<i>Androsacetalia alpina</i> et <i>Galopictetalia leucini</i>)	non	H10	12,6	0,3			12,6	0,2
8210	62.1	Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	oui	H11	5,9	0,2			5,9	0,1
8220	62.2	Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique	oui	H12	16,2	0,4			16,2	0,3
9150	41.16	Hétraies calcicoles médio-européennes	oui	H13	73,1	1,7			73,1	1,4
91E0*	44.3	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i>	oui	H14	56,5 (26,5 km)	1,3 (68,9)	12,6 (5,1 km)	1,7 (49,0)	69,1 (31,6 km)	1,4 (65,4)
Total					413,3	9,6	194,2	25,4	607,6	13,0

* : habitat prioritaire
DfH : Directive Habitats

source : DOCOB site FR9102008 Valdonnez

Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires

Code Natura 2000	5130	H3
Habitat prioritaire	non	
Code Corine Biotopes	31.08	



Description

Organisation spatiale

	Site	Extensions	Zone d'étude
Nombre d'unités	14		14
Surface totale	19,4 ha		19,4 ha
Surface relative	0,5%		0,4%

Milieux fréquemment associés

Pelouses calcaires sèches, fourrés, forêts de résineux, cultures

Principales localités

Villevieille, Chaumet, Le Masséguet

Description générale

Autres dénominations

Fourrés/truïcées à Genévriers, junipérales

Ces landes correspondent à des junipérales présentant des recouvrements supérieurs à 50% en Genévrier commun. Elles se développent sur des pentes moyennes, aux expositions chaudes (sud et sud-ouest) et sont installées sur des sols relativement profonds à caractère oligotrophe à oligo-méiotrophe. La diversité floristique de ces communautés est faible et souvent réduite au seul Genévrier commun, qui présente un port étalé ou buissonnant.

Espèces végétales indicatrices

Rattachement phytosociologique délicat

Genévrier commun *Juniperus communis*, Buis *Buxus sempervirens*

Exigences écologiques

- Maintien des conditions d'oligotrophie de ces fourrés à caractère trophique pauvre
- Maintien d'une structure en voie éclose possédant une structure d'âge équilibrée et assurant une niche permanente de régénération

Dynamique

Les junipérales du site sont en situation secondaire agropastorale.

Essence pionnière héliophile, le Genévrier commun ne supporte pas la concurrence arborescente vis-à-vis de la lumière et est rapidement éliminé dans les stades de développement des marteaux arborescents préparant l'installation de la forêt, sauf sous couvert d'essences laissant largement pénétrer la lumière comme le Pin sylvestre.

La niche d'occupation de l'habitat est restreinte dans le temps et l'espace par divers facteurs :

- le déficit de pollinisation et de production de graines viables qui croît avec la densification du manteau arborescent ;
- la recherche de conditions héliophiles et d'ouverture du tapis végétal pour la régénération et l'établissement des juvéniles ;
- la maturité sexuelle tardive du Genévrier commun (10 ans environ).



Analyse

Intérêt et valeur patrimoniale sur le site

Valeur écologique

- L'intérêt de ces truïcées est essentiellement d'ordre faunistique : de nombreuses espèces d'oiseaux et de reptiles s'y alimentent ou s'y reproduisent, ainsi que nombre d'insectes phytophages

Valeur d'usage

- Agropastoralisme : pâturage extensif
- Tourisme : intérêt esthétique des paysages assez ouverts de junipérales en voie de peuplement

Facteurs d'influence sur le site	
Facteurs naturels	
-	- Le recouvrement en Genévrier commun au sein des fruticées du site est relativement important, laissant peu de place aux riches de régénération
Facteurs anthropiques	
+	<ul style="list-style-type: none"> - Les stations secondaires de fruticée à Genévrier sont en forte extension suite à la déprise agricole - L'entretien par le pâturage bovin favorise le rejuvenissement permanent de la fruticée - Les fruticées à Genévrier ne sont pas fertilisées - Des travaux localisés de gyrobroyage sur Genévrier ont permis de créer des éclaircies dans les zones fermées et de rejuvenir partiellement la lande
-	- Certains secteurs font l'objet d'une pression pastorale insuffisante pour limiter la colonisation par les ligneux hauts comme le Pin noir (chargement, période)
Etat de conservation sur le site	
Indicateur de l'état de conservation	
Surface en habitat	12,4 ha
Diversité des peuplements de Genévrier commun (structure d'âge équilibrée)	+
Recouvrement en ligneux hauts inférieur ou égal à 10%	-
Absence de semis de résineux	-
Eloignement des semenciers potentiels	-
Pâturage extensif régulier	+
Absence de fertilisation	+
Absence d'éclaircie	+
Menace	
Embranchement, fermeture	Moyenne
Etat de conservation	
	Moyen
L'état de conservation des fruticées à Genévrier commun est jugé moyen sur le site. Le pâturage extensif dont ils font l'objet ne permet pas de contenir le développement du manteau arbustif et ils sont fréquemment colonisés par les ligneux hauts.	

Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires [*sites d'Orchidées remarquables]

Code Natura 2000	6210	H4
Habitat prioritaire	(oui)	
Code Corine Biotopes	34.32	

Description

Organisation spatiale

	Site	Extensions	Zone d'étude
Nombre d'unités	221	89	289
Surface totale	168,5 ha	179,8 ha	368,3 ha
Surface relative	4,4%	23,5%	7,2%

Milieux fréquemment associés

Cultures, prairies artificielles, forêts de résineux, fourrés

Principales localités

Versants du Truc de Balduc et du Caussu du Sauvonnès, Valats de Combe Chapel et de Blachère, Les Lichayres

Description générale

Autres dénominations

Pelouses calcicoles/calcaires semi-arides

Ces pelouses se développent aux étages collinaires à montagnards, en situations topographiques diverses (versants de pentes plus ou moins fortes, raptés) et sous des expositions variées, souvent orientées au sud-ouest (conditions thermophiles).

Elles sont installées sur des substrats secs, pauvres en éléments nutritifs et carbonatés (calcaires, marnes). Les sols, de profondeur variable, sont souvent des rendzines ou des sols bruns calciques chargés en cailloux.

De physionomie rase à haute, ces pelouses sont majoritairement fermées. Riches en espèces, elles sont constituées d'espèces graminoides et d'hémicryptophytes, et se déclinent en trois sous-alliances différentes sur le site : l'Eu-Mesobromion sur sols profonds, le *Taucrio-Mesobromion* sur sols superficiels et le *Tetragonolobo-Mesobromion* sur sols bruns calcaires des roches mameuses. Cet habitat est souvent intriqué avec des pelouses plus xérophiles de l'*Ornithion striata*.

Sont considérées comme prioritaires les pelouses qui abritent un cortège important d'Orchidées, soit un minimum de cinq espèces différentes. Ce critère amène deux limites : la floraison des Orchidées présente une forte variation interannuelle ; le recensement des espèces a été effectué lors d'un passage unique assez tardif au lieu de plusieurs passages répartis dans la saison de végétation.

Especies végétales indicatrices

Alliance : *Mesobromion erecti* Anthyllide vulnéaire Anthyllus vulnéaire, Bromo érigé *Bromus erectus*, *Brachypode penné* *Brachypodium pinnatum*, Paricaut des champs *Eryngium campestre*, Gaillard jaune *Gaillardia verum*, Hélandia nummulaire *Hellanthemum nummularium*, Lotier corniculé *Lotus corniculatus*, Ranoncle bulbeuse *Ranunculus bulbosus*

Sous-alliance : *Eu-Mesobromion* Sainfoin cultivé *Onobrychis viciifolia*, Brunelle commune *Prunella vulgaris*, Trèfle des prés *Trifolium pratense* / *Taucrio-Mesobromion* Germandrée de montagne *Taenidia montana*, Germandrée petit-chêne *Taenidia chamaedrys*, Globulaire ponctuée *Globularia punctata* / *Tetragonolobo-Mesobromion* *Tetragonolobus siliquosus*, *Blackstonia perfoliata* *Blackstonia perfoliata*

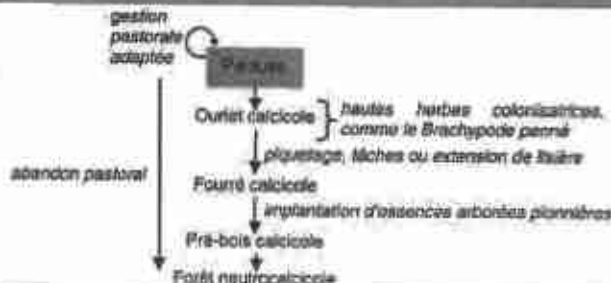
Orchidées : *Orchis pyramidalis* *Anacamptis pyramidalis*, *Ophrys abelle* *Ophrys sphegodes*, *Orchis mouche* *Gymnadenis conopsea*, *Orchis verticillata* *Platanthera chlorantha*, *Orchis bouc* *Himantoglossum hircinum*, *Acéras hémipendu* *Aceras anthropophorum*, *Ophrys bécasse* *Ophrys scolopax*, *Listera à feuilles ovales* *Listera ovata*, *Ophrys petite araignée* *Ophrys aranifera*, *Orchis mâle* *Orchis mascula*, *Orchis bouffon* *Anacamptis morio*, *Orchis militaire* *Orchis militaris*, *Orchis pourpre* *Orchis purpurea*

Exigences écologiques

- Maintien des conditions d'oligotrophie de ces pelouses à caractère trophique pauvre
- Maintien d'une gestion pastorale adaptée pour contenir les dynamiques herbacée et ligneuse

Dynamique

Un contexte agro-pastoral extensif généralement ancien est à l'origine de la création et du maintien des pelouses secondaires (milieux dits « semi-naturels »). La déprise agricole de ces dernières décennies en a favorisé la fermeture.



Quelques espèces d'Orchidées présentes sur le site



Orchis pyramidal



Orchis bécasse



Liatris à feuilles ovales



Orchis abeille



Orchis petite araignée



Orchis pourpre



Orchis militaire



Acrostichum heliopsis pendula

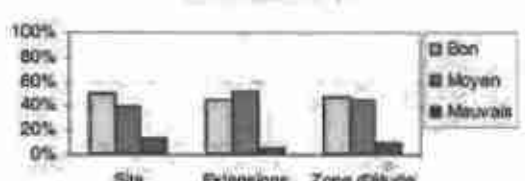


Orchis mas



Orchis boboc

Analyse	
Intérêt et valeur patrimoniale sur le site	
Valeur écologique <ul style="list-style-type: none"> Ces pelouses présentent une diversité biologique importante en termes floristiques, entomologiques et hépatologiques, notamment dans les complexes mélangeant pelouses et pelouses-outlets. Cet habitat fait partie d'un ensemble de milieux ouverts qui servent de territoire de chasse à nombre d'espèces animales (avifaune dont rapaces nocturnes et diurnes, Chiroptères présents sur le site). La présence d'un cortège riche en Orchidées (au moins cinq espèces différentes sur une même unité d'habitat) justifie la désignation de pelouses à fort enjeu, dites « prioritaires » : sur la zone d'étude, on dénombre 9 unités d'habitat prioritaires représentant 5,6 ha. Autrefois très répandu, cet habitat est en voie de forte régression depuis le milieu du XX^e siècle. 	
Valeur d'usage <ul style="list-style-type: none"> Agropastoralisme : pâturage extensif ovin, parfois pâturage bovin herbager semi-extensif, fauche tardive, gyrobroyage. Tradition : chasses. Tourisme : intérêt paysager des pelouses piquetées et des paysages ouverts. 	
Facteurs d'influence sur le site	
Facteurs naturels <ul style="list-style-type: none"> Certains pelouses peu accessibles ont été maintenues par le passé et ne font l'objet d'aucun projet de retournement du fait de leur caractère non mécanisable. Ces pelouses secondaires sont généralement apparues dans un contexte de pâturage extensif ancien. En situation de déprise, elles sont menacées par la reconquête forestière spontanée, d'abord par des fourrés et prébois, puis par des forêts calcicoles. Les pelouses sèches du site sont proches des boisements de résineux susceptibles d'accélérer la dynamique de reconquête forestière. Outre cette dynamique de forêt, elles renferment souvent en leur sein des ligneux bas et hauts qui participent activement à l'embroussaillage du milieu. 	
Facteurs anthropiques <ul style="list-style-type: none"> 70% des parcs enquêtés contenant des pelouses d'intérêt communautaire ne sont pas fertilisés. L'utilisation des ces milieux à deux voire trois périodes de pâturage permet une meilleure gestion de l'embroussaillage. Le recours au gyrobroyage est fréquent pour limiter l'embroussaillage par le Genévrier, traiter les ronces, ou reconquérir certains secteurs. Seules deux parcelles sur l'échantillon enquêté ont été écobouées dans des secteurs non mécanisables. Des coupes de Pins résineux ont permis le développement de pelouses d'intérêt communautaire sur certaines zones réouvertes. Deux éleveurs sur l'échantillon enquêté ont pour projet de couper des arbres ayant colonisé des pelouses. 30% des parcs enquêtés contenant des pelouses d'intérêt communautaire sont fertilisés, en partie sur les zones de pelouse fertilisants organiques ou minéraux, en particulier P et K. Certains secteurs, moins productifs en herbe ou peu accessibles, font l'objet d'une pression pastorale insuffisante, qui se traduit par un envahissement progressif des ligneux bas (Prunellier, Ronce, Eglantier, Genévrier, etc.) et hauts (Pins), dans une moindre mesure par le Brachypode penné. Cette évolution accentue le manque d'attractivité de ces zones qui sont peu à peu délaissées par le bétail, tandis que les parcours alentours font l'objet d'un surpâturage (mise à nu du sol par surpiécinement, apparition ponctuelle d'espèces nitrophiles trahissant un enrichissement localisé du sol). L'utilisation des ces milieux à une seule période de pâturage ne suffit généralement pas pour contenir l'embroussaillage et oblige la réalisation d'un gyrobroyage annuel voire tous les deux ans. Près de 25% des parcs enquêtés contenant des pelouses d'intérêt communautaire sont mécanisables, ce qui les rend vulnérables aux projets de mise en culture et de retournement. Deux éleveurs sur l'échantillon enquêté projettent de réaliser un sur-semi voire de retourner et réensemencer des pelouses pour améliorer la flore pastorale dégradée par trois à quatre années de sécheresse. Des travaux sylvicoles ont été menés à la périphérie ou sur les pelouses d'intérêt communautaire (coupe et ébranchage de Pins sans évacuation ni mise en tas systématique des résidants qui sont laissés sur place). Ils sont susceptibles de modifier localement les conditions de milieu (ombragement ou au contraire mise en lumière trop rapide favorisant le développement d'épineux) et en ce sens réduisent les surfaces potentielles de pelouse d'intérêt communautaire. Des dépôts sauvages de déchets de chantier (sables, gravats, palettes, agglomérés) ont été observés sur les pelouses situées dans la zone d'étude élargie, au-dessus du lieu-dit la Roche. Ils recouvrent partiellement des pelouses d'intérêt communautaire et favorisent l'implantation d'une végétation rudérale sans valeur écologique notable. 	
État de conservation sur le site	
Indicateur de l'état de conservation	Valeur pour le site
Surface en habitat	368,3 ha
Absence d'invasivité par le Brachypode penné	+
Recouvrement en ligneux bas inférieur ou égal à 10%	0
Recouvrement en ligneux hauts inférieur ou égal à 10%	0
Absence de semis de résineux	+
Eloignement des semenciers potentiels	-
Pâturage extensif / fauche tardive	0
Absence de fertilisation	0

Menace		Valeur pour le site																
Embranchement, fermeture		Fort																
Intensification		Moyenne																
État de conservation		Valeur pour le site																
 <table><caption>État de conservation des pelouses calcaires</caption><thead><tr><th>Catégorie</th><th>Bon</th><th>Moyen</th><th>Mauvais</th></tr></thead><tbody><tr><td>Site</td><td>50%</td><td>40%</td><td>10%</td></tr><tr><td>Extensions</td><td>40%</td><td>50%</td><td>10%</td></tr><tr><td>Zone d'étude</td><td>40%</td><td>40%</td><td>20%</td></tr></tbody></table>		Catégorie	Bon	Moyen	Mauvais	Site	50%	40%	10%	Extensions	40%	50%	10%	Zone d'étude	40%	40%	20%	Moyen
Catégorie	Bon	Moyen	Mauvais															
Site	50%	40%	10%															
Extensions	40%	50%	10%															
Zone d'étude	40%	40%	20%															
L'état de conservation des pelouses calcaires est jugé moyen sur le site. Le pâturage dont elles font majoritairement l'objet ne permet pas d'enrayer la dynamique préforestière en cours et elles sont fréquemment colonisées par les ligneux bas et hauts.																		

Tourbières basses alcalines

Code Natura 2000	7230	H9
Habitat prioritaire	non	
Code Corine Biotope	54.2	



Description

Organisation spatiale

	Site	Extensions	Zone d'étude
Nombre d'unités	10		10
Surface totale	0,7 ha		0,7 ha
Surface relative	0,02%		0,01%

Milieux fréquemment associés
Pelouses calcaires sèches, prairies humides, fourrés

Principales localités
Versants nord-ouest et sud du Truc de Bédou

Description générale

Autres dénominations

Bas-marais alcalins

Cet habitat correspond à la végétation des bas-marais neutroalcalins, communauté de petites Cypéracées et mousses brunes développées sur des sols gorgés d'eau en permanence, alimentés par des eaux de ruissellement, de percolation ou par la nappe affleurante. Ces eaux sont riches en bases et pauvres en nutriments.

Cet habitat se développe sur substrat marneux, sur des terrains en faible pente ou au sein de dépressions.

De petites Laïches calciphiles et d'autres Cypéracées (Scirpées et Chénop.) dominent habituellement les communautés des bas-marais, qui appartiennent au Cardion dérivant et sont caractérisées par un tapis à « mousse brune » habituellement prépondérant et par une flore colorée comprenant notamment des Orchidées.

Espèces végétales indicatrices

Rattachement phytosociologique délést

Bryophytes *Campylopus stellatus*, *Tomecypnum nitens*

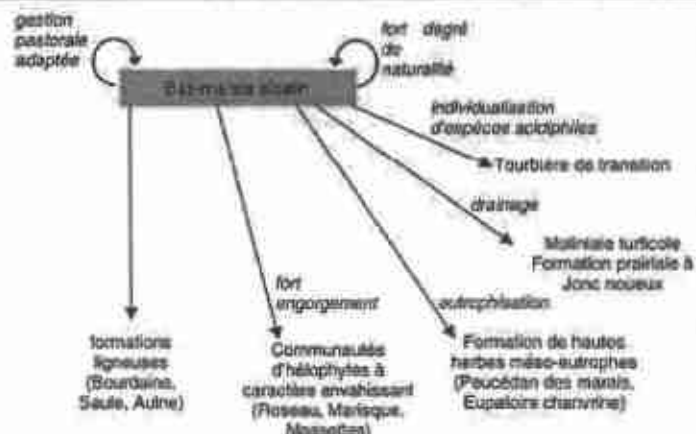
Phanérogames Laïche de Davall *Carex davalliana*, Laïche de Host *Carex hostiana*, Laïche puca *Carex pulicaris*, Laïche millet *Carex panicea*, Junc glauque *Juncus inflexus*, Laïche glauque *Carex flacca*, Ophioglosses vulgaires *Ophioglossum vulgatum*, Orchis moucheron *Gymnadenia conopsea*, Grassette vulgaire *Pinguicula vulgaris*, Linagrette à feuilles larges *Eriophorum latifolium*, Parnassie des rizières *Parnassia palustris*, Scirpe pauciflore *Eleocharis quinqueflora*, Carex des marais *Cirsium palustre*

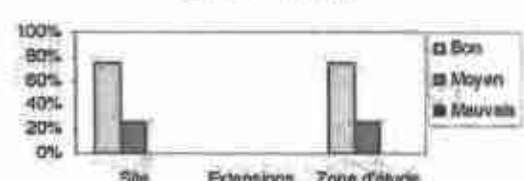
Exigences écologiques

- Maintien des conditions d'oligotrophie de ces bas marais à caractère trophique pauvre
- Maintien du fonctionnement hydrique (engorgement permanent ou rebattement temporaire de la nappe)
- Maintien d'une gestion pastorale adaptée pour contenir la dynamique ligneuse

Dynamique

Les processus dynamiques affectant les bas-marais alcalins sont divers et dépendent de la nature de ces communautés, d'un certain nombre de facteurs abiotiques les caractérisant (nature du sol, pH et minéralisation des eaux d'alimentation, fluctuations de la nappe), ou encore de la nature des actions anthropiques qui les affectent.



Analyse	
Intérêt et valeur patrimoniale sur le site	
Valeur écologique <ul style="list-style-type: none"> De surface restreinte et en forte régression du fait du développement d'un certain nombre d'activités anthropiques, cet habitat compte aujourd'hui parmi les plus menacés d'Europe avec les prairies humides calcaires. Les bas marais alcalins possèdent une immense valeur patrimoniale, mais aussi fonctionnelle. Ils abritent une multitude d'espèces, animales et végétales, spécialisées, dont certaines sont très étroitement dépendantes de ces milieux pour survivre et dont beaucoup sont aujourd'hui rares, menacées et/ou protégées au niveau national ou européen. Ils hébergent également des espèces plus largement dépendantes des zones humides qui trouvent dans les bas marais alcalins des conditions de reproduction favorables : invertébrés (Odonates notamment), de batraciens, de reptiles, d'oiseaux ou de mammifères. Ces zones humides jouent un rôle non négligeable dans la régulation saisonnière des débits des eaux (« effet tampon » qui permet le stockage d'eau limitant les crues à l'aval et soutenant le débit des cours d'eau en été) et leur épuration (rétention d'éléments nutritifs ou toxiques). 	
Valeur d'usage <ul style="list-style-type: none"> Agropastoralisme : pâturage extensif, abreuvement du bétail Tourisme : intérêt esthétique et naturaliste 	
Facteurs d'influence sur le site	
Facteurs naturels <ul style="list-style-type: none"> - Un bas marais localisé dans une ravine marneuse en situation intra-forestière est aujourd'hui piqué de réseaux d'âges variables : sans intervention, son boisement intégral et son assèchement sont à envisager à court terme. 	
Facteurs anthropiques <ul style="list-style-type: none"> - L'intensité de pâturage pratiquée sur les bas marais alcalins du site est moyenne à forte et entraîne l'abaissement de la plupart des espèces et une érosion par piétinement du milieu. - La plupart des bas marais est située en aval de zones cultivées susceptibles d'occasionner des apports en engrais et phytosanitaires par ruissellement et infiltration suite à un épisode pluvieux. 	
État de conservation sur le site	
Indicateur de l'état de conservation	Valeur pour le site
Surface en habitat	0,7 ha
Pérenité de l'alimentation en eau	+
Recouvrement en ligneux bas inférieur ou égal à 10%	+
Recouvrement en ligneux hauts inférieur ou égal à 10%	0
Absence de semis de ligneux	0
Pâturage extensif / fauche tardive	0
Absence de parcelles traitées à proximité	0
Menace	
Embranchement, fermeture	Moyenne
Assèchement	Faible
État de conservation	Valeur pour le site
	Moyen
L'état de conservation des bas marais alcalins est globalement moyen sur le site. L'envahissement par les ligneux bas et hauts est modéré et les pratiques agropastorales sur et à proximité immédiate des bas marais sont susceptibles de porter atteinte à leur intégrité.	

Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior*

Code Natura 2000	91EQ	H14
Habitat prioritaire	oui	
Code Corine Biotopes	44,3	



Description

Organisation spatiale

	Site	Extensions	Zone d'étude
Nombre d'unités	52	7	58
Surface totale	56,5 ha	12,6 ha	69,1 ha
Surface relative	1,3%	1,7%	1,4%
Longueur totale	20,5 km	5,1 km	25,6 km
Longueur relative	65,9%	49,0%	65,4%

Milieux fréquemment associés

Cours d'eau, prairies de fauche, pâturages, cultures

Principales localités

Bramont, Niza, Lançon, Valoulès, Mentac, Bramet

Description générale

Autres dénominations

Ripisylve, bois de berge, forêt ripicole/alluviale, boisement ripariaux

Forêt riveraines d'Aune glutineuse et de Frêne commun, localisées le long des ruisselets et des rivières de moyenne importance à eaux plus ou moins vives du site.

Ces franges forestières se présentent sous la forme d'un cordon arboré étroit (secteurs de plaines ou plateaux) ou de grandes surfaces boisées (secteur des gorges du Bramont).

Les Aunaies-Frênaies se forment sur des sols lourds, riches en dépôts alluviaux de limons et d'argiles, périodiquement inondés par la remontée de la nappe d'eau souterraine ou par les crues, mais bien drainés et aérés pendant les basses eaux.

Le pH du sol est neutre, compris entre 6,5 et 7,5.

Espèces végétales indicatrices

Alliance : Aunaie-Frênaie

Strate arborée Frêne commun *Fraxinus excelsior*, Aune glutineuse *Alnus glutinosa*, Érable sycomore *Acer pseudoplatanus*

Strate arbustive Aubépine monogyne *Crataegus monogyna*, Cornouiller sanguin *Cornus sanguinea*, Fusain d'Europe *Eurostygium europaeum*, Églantier *Rosa canina*, Sureau noir *Sambucus nigra*

Strate herbacée Benoîte urticaire *Geum urticaria*, Liège terrestre *Glechoma hederacea*, Gaillardet mollugne *Galium mollugo*, Ficaire-taupe *Renunculus ficaria*, Primevère commune *Primula vulgaris*, Anthriscus des bois *Anthriscus sylvestris*, Eupatoire chanvrine *Eupatorium cannabinum*, Menthe à longues feuilles *Mentha longifolia*

Exigences écologiques

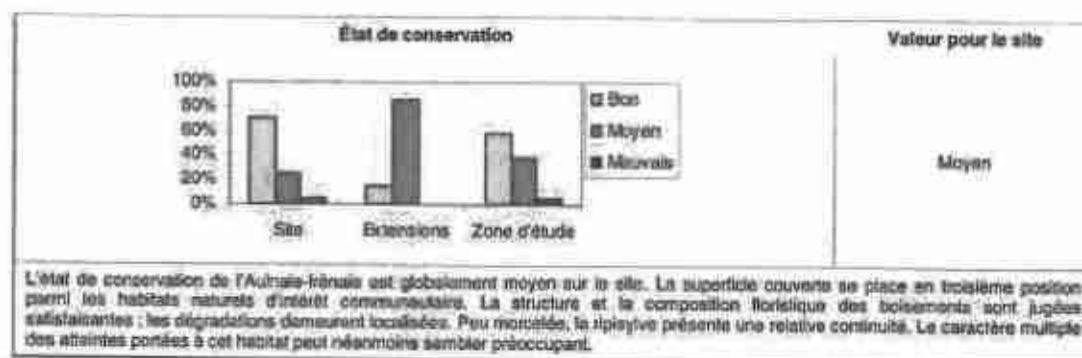
- Maintien de l'interconnexion directe avec l'hydrosystème et ses perturbations hydrologiques de forte et moyenne fréquence (fluctuations du niveau des nappes, crues).

Dynamique

La dynamique du cours d'eau détermine la structure et la composition des boisements (largeur de la ripisylve, essences rencontrées) et permet leur renouvellement.



Analyse	
Intérêt et valeur patrimoniale sur le site	
<p>Valeur écologique</p> <ul style="list-style-type: none"> Cet habitat complexe (à l'interface entre milieux aquatique et terrestre, modifié par le régime hydraulique du cours d'eau, présentant une diversité certaines (espèces végétales, strates de végétation)) offre de multiples niches écologiques aux espèces animales : alimentation et refuge pour les oiseaux, mammifères (Loutre, Chiroptères), insectes, crustacés (Ecrevisse à pieds blancs) La ripisylve joue un rôle de corridor biologique : elle constitue une voie de circulation qui permet aux animaux de se déplacer, assurant ainsi la continuité avec d'autres milieux (bocage, zones humides annexes) Les boisements riverains assurent le maintien d'un milieu ombragé, frais et humide, limitant l'évaporation d'eau La capacité d'épuration de système racinaire des herbes, arbustes et arbres constitutifs de la ripisylve participe à la lutte contre les pollutions et au maintien de la qualité de l'eau D'un point de vue mécanique, la ripisylve limite fortement l'érosion des bords de rivière : grâce à son réseau racinaire, elle fixe et stabilise les berges ; lors de débordements, elle constitue un frein qui ralentit l'écoulement des eaux et réduit les risques de crues Cet habitat résiduel a été défriché par le passé sur une partie des rivières européennes <p>Valeur d'usage</p> <ul style="list-style-type: none"> Tradition : bois de chauffage, bois d'œuvre, vannerie, cueillette Tourisme : pêche, baignade, intérêt paysager de ces rubans boisés 	
Facteurs d'influence sur le site	
<p>Facteurs naturels</p> <ul style="list-style-type: none"> Les caractéristiques morphodynamiques des cours d'eau sont proches de l'état « naturel » 80 à 85% (selon la zone considérée) de la ripisylve inventoriée présente trois strates de végétation distinctes : broussailles, arbustes et arbres La majeure partie de la ripisylve est composée d'une végétation dense, d'épaisseur majoritairement comprise entre 3 et 8 m Dans certains secteurs où la ripisylve est absente ou peu consistante (virages sortis du cours d'eau, contact direct avec les prairies), les berges subissent une forte érosion qui pourrait à terme arracher davantage d'arbres et entraîner l'effacement des bords de la rivière 	
<p>Facteurs anthropiques</p> <ul style="list-style-type: none"> La rectification du lit du Bramont à Lantondré s'est effectuée dans un souci de maintien de la dynamique naturelle du cours d'eau. Des arbustes et des arbres ont été implantés dans l'objectif de recréer à moyen terme la ripisylve détruite par les travaux Les parcelles enquêtées bordées de ripisylve ne font l'objet d'aucun entretien particulier Le pâturage des abords immédiats du cours d'eau et l'abreuvement du bétail au lit de la rivière entraînent le creusement de lentilles de dégradation des berges, un piétinement et un abrutissement localisés qui freinent la régénération naturelle des essences de ripisylve Un « sur-entretien » de la frange forestière (coupe de tout ou partie des arbres et débroussaillage des rejets) est observé à proximité des habitations et en limite de certaines parcelles agricoles : cette gestion inadaptée aboutit au maintien de la strate arborescente seule, sans végétation dense au sol ni régénération assurée, voire à la destruction de l'habitat Ces plantations artificielles de Peupliers noirs d'Italie (<i>Populus nigra italica</i>) bordant la rivière et la ripisylve en plusieurs localités. Elles peuvent être à l'origine d'une pollution génétique par hybridation avec les Peupliers noirs spontanés et de transferts de parasites en direction de ces mêmes peuplements On observe un enrôlement de certaines portions de ripisylve situées à proximité immédiate des plantations de conifères L'enrochement des berges participe à l'artificialisation du cours d'eau dont la dynamique naturelle se trouve modifiée L'usage de produits phytosanitaires et le recours à des fertilisants sur les parcelles agricoles proches de la rivière constituent une source de pollution qui gagne les berges par ruissellement ou infiltration Des dépôts de déchets synthétiques (sacs plastiques), de déchets verts et de gravats (sables, graviers) ont été observés ponctuellement sur les berges et dans le lit des rivières. Ils sont sources de pollution, perturbent le milieu aquatique (maillères en suspension, comblement des fonds) et favorisent la création d'embâcles en période de hautes eaux Les prélèvements en eau pour l'irrigation accentuent la diminution des débits en période d'étiage sévère 	
État de conservation sur le site	
Indicateur de l'état de conservation	Valeur pour le site
Surface / linéaire d'habitat	69,1 ha / 31,6 km
Stratification verticale de la végétation	+
Épaisseur et constance de la végétation	+
Absence de perturbation du régime hydraulique	-
Intégrité des berges	0
Absence d'essences allochtones	0
Menaces	
	Valeur pour le site
Érosion	Faible
Surfréquentation	Moyenne
Artificialisation	Moyenne
Destruction	Faible



Ecrevisse à pieds blancs *Austropotamobius pallipes* (Lereboullet, 1858)

Code Natura 2000	1092	E1
Espèce prioritaire	non	



Description

Organisation spatiale

	Site	Extensions	Zone d'étude	Milieux fréquemment associés
Longueur totale		106 m	106 m	Cours d'eau, ripisylve
Longueur relative	0	100%	100%	Principales localités Val de Rieu

Systématique

Embranchement : Arthropodes
Classe : Malacostracés
Ordre : Decapodes
Famille : Astacidae
Genre : *Austropotamobius*
Espèce : *pallipes*

Statuts de protection

Protection nationale : article 1 de l'arrêté du 21/07/83 relatif à la protection des écrevisses autochtones (interdiction d'altérer et de dégrader sciemment les milieux particuliers à l'espèce)
Pêche : conditions de pêche, temps de pêche, taille limite de capture réglementés
Directive Habitats : Annexes II et V
Convention de Berne : Annexe II
Convention de Washington : Annexe I

Statuts de conservation

Liste Rouge France : vulnérable
Liste Rouge Monde : vulnérable

Caractéristiques morphologiques

L'écrevisse à pieds blancs est un Crustacé à respiration branchiale, à squelette externe formé d'une enveloppe chitineuse et dont le développement se fait par mues successives. Son corps porte une paire d'appendices par segment : yeux pédonculés, antennes et pièces buccales sur la tête ; « pattes mâchoires » et « pattes marchantes » sur le thorax ; appendices biramés sur l'abdomen. Certaines pattes thoraciques sont terminées par une pince parfois très développée, d'autres par une griffe. Chez la femelle, les appendices biramés ont pour fonction le support des œufs pendant l'incubation ; chez le mâle, ils sont transformés en baguettes copulatrices. La dernière paire de ces appendices est transformée en palette natatoire formant avec le bout du dernier segment la queue (identique pour les deux sexes).

Le dimorphisme sexuel s'accroît avec l'âge, avec l'élargissement de l'abdomen des femelles et le développement des grandes pinces chez les mâles.

Le corps est généralement long de 80-90 mm, jusqu'à 120 mm pour un poids de 90 g.

La coloration est généralement vert bronze à brun sombre ; la face ventrale est pâle, notamment au niveau des pinces.

Biologie et écologie

Habitat

L'écrevisse à pieds blancs est une espèce aquatique des eaux douces généralement pérennes.

Ses exigences sont élevées en ce qui concerne la qualité physico-chimique des eaux et son optimum correspond aux « eaux à Truites ». Elle est sensible aux pollutions organique et chimique, ainsi qu'au colmatage. Elle a besoin d'une eau claire, peu profonde, d'excellente qualité, très bien oxygénée (au minimum 5 mg/L d'O₂), neutre à alcaline. La concentration en calcium (élément indispensable à la formation de la carapace lors de chaque mue) est de préférence supérieure à 5 mg/L. Espèce sténotherme, l'écrevisse à pieds blancs a besoin d'une température de l'eau relativement constante pour sa croissance (15-18°C), qui ne doit dépasser qu'exceptionnellement 21°C en été.

Elle apprécie les cours d'eau riches en abris variés qui la protègent du courant et des prédateurs (fonds caillouteux, graveleux ou pourvu de blocs, sous-berges avec racines, chevelu racinaire, herbiers aquatiques, bois mort), et creuse parfois dans les berges meubles en hiver.

Mœurs

L'écrevisse à pieds blancs est une espèce à activité crépusculaire et nocturne, qui hiverné une partie de l'année. À partir du printemps, ses déplacements sont, en dehors de la période de reproduction, limités à la recherche de nourriture.

De comportement grégaire, il est fréquent d'observer des regroupements d'individus sur des espaces restreints. En revanche, les individus s'éloignent au moment de la mue et après l'accouplement.

Régime alimentaire

Plutôt opportuniste, les écrevisses à pieds blancs présentent un régime alimentaire varié, constitué principalement de petits invertébrés (vers, mollusques, phryganes, chironomes, etc.), mais aussi de larves, têtards de grenouilles et petits poissons. Les adultes consomment une part non négligeable de végétaux, en particulier pendant l'été. Le cannibalisme sur les jeunes où les individus fragiles n'est pas rare.

Reproduction	
L'accouplement a lieu à l'automne, en octobre, voire en novembre, lorsque la température de l'eau descend en-dessous de 10°C. Les œufs sont portés par la femelle qui les incube pendant six à neuf mois. L'éclosion a lieu au printemps, de mi-mai à mi-juillet. Les juvéniles restent accrochés à leur mère jusqu'à leur deuxième mue après laquelle ils deviennent totalement indépendants. La femelle ne se reproduit qu'une fois par an, produisant 20 à 30 œufs pour un pourcentage d'éclosion parfois très faible, auquel s'ajoute le cannibalisme des adultes. La maturité sexuelle est atteinte à l'âge de 2 à 3 ans, lorsque la taille est d'environ 5 cm de longueur. La longévité des adultes est estimée à environ 12 ans.	
Exigences écologiques	
<ul style="list-style-type: none"> Maintien de la qualité physico-chimique de l'eau : bonne oxygénation, pH neutre à alcalin, concentration en calcium suffisante, température constante Maintien d'une diversité en abris (fonds caillouteux, graveleux ou pourvu de blocs, sous-berges avec racines, chevelu racinaire, batis aquatiques, bois mort) 	
Répartition et état des populations	
En France	
Peuplant naturellement l'ensemble de la France, l'Écrevisse à pieds blancs a disparu du nord et de l'ouest sous la pression de perturbations anthropiques. Sur le reste du territoire, elle est présente aussi bien en plaine qu'en montagne, mais dans des zones restreintes et en constante régression.	
En Lozère	
Elle n'est présente que sur une centaine de kilomètres sur les 2800 km du réseau hydrographique du département. Elle est devenue quasiment absente des lits principaux des cours d'eau et se cantonne dans les litières de bassins versants et dans les petits ruisseaux, moins soumis aux facteurs anthropiques et à la contamination par <i>Aphanomices astaci</i> .	
Sur le site	
L'Écrevisse à pieds blancs est présente dans le Valat del Rieu, au-dessus du hameau de Vénède. 30 à 40 individus occupent quelques flaques étagées du ruisseau qui descend du Causse de Mende.	
Analyse	
Intérêt et valeur patrimoniale sur le site	
<ul style="list-style-type: none"> Espèce polluosensible, l'Écrevisse à pieds blancs constitue un bon indicateur de la qualité physico-chimique et bactériologique du milieu aquatique L'intérêt du Valat del Rieu réside dans le fait que ce ruisseau est déconnecté du reste du réseau hydrographique par la présence d'une buse grillagée située au niveau de la piste en aval. Cette configuration peut avoir pour effet d'isoler la population identifiée des remontées naturelles d'espèces exotiques ou d'individus porteurs de maladies Abondante au XIX^e siècle, l'Écrevisse à pieds blancs a depuis dangereusement régressé, subissant l'action conjuguée de la dégradation des biotopes liée à l'activité anthropique (pollution de l'eau, aménagements urbains, rectification des cours avec destruction des berges, exploitation forestière ou agricole avec usage de fongicides et d'herbicides...) et des introductions d'espèces (prévisions ou écrevisses exotiques concurrentes plus résistantes) 	
Facteurs d'influence sur le site	
Facteurs naturels	
•	<ul style="list-style-type: none"> Le Valat del Rieu est situé dans un environnement maino-calcaire, ce qui favorise l'apport en éléments minéraux indispensables à l'Écrevisse pour le renouvellement de sa cuticule au moment des mues Le ruisseau est bordé d'essences feuillues qui ombragent le cours d'eau et dont le système racinaire fournit de nombreuses caches à l'Écrevisse
	<ul style="list-style-type: none"> En période d'étiage sévère, le niveau d'eau du ruisseau peut s'avérer insuffisant pour le développement normal ou la survie de la population. Des développements algaux peuvent rendre le milieu plus contraignant pour la survie des Écrevisses Les phénomènes de crues sont susceptibles de modifier la morphologie du cours d'eau et d'entraîner des mortalités exceptionnelles Pendant les épisodes pluvieux, le ravinement des marnes présentes sur les pentes du Causse de Mende charrie de fins matériaux jusqu'au lit du ruisseau qui peut devenir fortement turbide. Par la suite, le dépôt des matières en suspension est à l'origine d'un envasement du fond du cours d'eau L'absence d'Écrevisse à pieds blancs lors de l'étude piscicole de 2002 est justifiée par la possible apparition d'une épidémie au printemps 2000 : des espèces exotiques peuvent aujourd'hui être porteuses du parasite et constituer une menace pour la population saine identifiée en 2007
Facteurs anthropiques	
•	<ul style="list-style-type: none"> La localisation du Valat del Rieu en amont d'une buse grillagée isole partiellement la population d'Écrevisse à pieds blancs des remontées naturelles d'espèces exotiques ou d'individus porteurs de maladies Le ruisseau ne fait l'objet d'aucun élevage en Truite fario susceptible d'introduire des parasites
	<ul style="list-style-type: none"> La présence d'Écrevisse dans le ruisseau est connue des riverains et l'espèce fait probablement l'objet de prélèvements L'épandage de produits phytosanitaires et le recours à des fertilisants sur les parcelles cultivées situées en amont du ruisseau peuvent constituer une source de pollution qui gagne le cours d'eau par ruissellement ou infiltration, avec pour conséquences une diminution des ressources trophiques et une intoxication possible des Écrevisses. Les apports d'intrants en question ne sont pas connus à ce jour L'absence de clôture le long du ruisseau permet aux troupeaux de bovins de s'abreuver directement dans le lit du cours d'eau, augmentant ainsi les phénomènes d'écrasement, de colmatage des habitats et de pollution par apport de matières organiques (déjections)

Etat de conservation sur le site	
Indicateur de l'état de conservation	Valeur en périphérie du site
Longueur de l'habitat	106 m
Taille de la population	≥ 205 individus
Habitat en bon état de conservation	0
Proximité d'autres noyaux de population sur le bassin versant du Brémont	-
Absence de disparition de noyaux de population depuis 1994	+
Absence de pathologie dans le site ou à proximité	Inconnue
Absence d'écrevisses introduites	Inconnue
Absence d'alevinage en Tuite fario	+
Absence de pollution dans l'habitat ou à proximité	Inconnue
Menace	Valeur en périphérie du site
Destruction de l'habitat	Faible
Intensification (pollution de l'eau eutrophisation, contamination par des biocides)	Faible
Introduction d'espèces concurrenantes et/ou porteuses de maladies	Moyenne
Etat de conservation	Valeur en périphérie du site
L'état de conservation de l'Ecrevisse à pieds blancs est jugé mauvais en périphérie du site. La surface d'habitats favorables est potentiellement assez importante mais de qualité incertaine. Le maintien à long terme de la population en place est très compromis par son isolement et son effectif peu important.	Mauvais

Chabot *Cottus gobio* (Linné, 1758)

Codex Natura 2000
Espèce prioritaire

1153
non

E2



Description

Organisation spatiale

	Site	Extensions	Zone d'étude	Milieux fréquemment associés
Longueur totale	7,4 km	4,5 km	12,0 km	Cours d'eau, ripolyte
Longueur relative	19,5%	44,2%	24,8%	Principales localités Bramont en aval de Lantonde, Nize en aval de Langlade

Systématique

Embranchement : Cordés
Classe : Osteichthyes
Ordre : Scorpaeniformes
Famille : Cottidae
Genre : Cottus
Espèce : gobio

Statuts de protection

Directive Habitats : Annexe II

Statuts de conservation

Caractéristiques morphologiques

Le corps du Chabot est en forme de massue, avec une tête large et aplatie mesurant environ un tiers de sa longueur totale. Sa bouche, aux lèvres épaisses, s'ouvre largement, lui permettant d'avaler des proies volumineuses. Ses yeux rapprochés sur le sommet de la tête lui permettant de repérer les proies qui passent au-dessus de lui.
Sur les cours d'eau lozériens, la longueur du Chabot dépasse rarement 10 cm pour un poids maximum d'une douzaine de grammes. Les mâles sont plus grands que les femelles. Ses nageoires pectorales sont très grandes, étalées en éventail.
Sa coloration varie du brun au gris, avec des marbrures sombres ; ses flancs sont plus clairs et son ventre blanchâtre.

Biologie et écologie

Habitat

Le Chabot est une espèce benthique qui occupe principalement le fond rocheux des cours d'eau vifs et propres où l'eau est froide et bien oxygénée. Il est typique de la zone à Truite.
Le Chabot affectionne les substrats durs et grossiers (galets, galets et pierres), offrant un maximum de caches pour les individus de toutes tailles. Les préférences et l'utilisation des différents types de substrats changent en fonction de la taille et de l'âge des individus.

Mœurs

Espèce territoriale sédentaire, le Chabot a plutôt des mœurs nocturnes. Actif très tôt le matin ou en soirée à la recherche de nourriture, il chasse à l'affût en aspirant les proies passant à sa portée. Pendant la journée, il reste discret, caché parmi les pierres ou les plantes. Espèce pétricole, il peut se confondre par mimétisme au milieu rocheux. Mauvais nageur, il se déplace en expulsant violemment par les ouïes l'eau contenue dans sa bouche. Il ne peut parcourir que de faibles distances, de l'ordre de 150 à 250 m maximum. Les obstacles de plus de 15 cm de haut lui sont infranchissables. Son domaine vital n'excède pas quelques mètres carrés.

Régime alimentaire

Le Chabot est un prédateur de faune benthique, principalement des larves et des petits invertébrés (Chironomides, Simuliides, Phéophtères, Trichoptères, etc.). Il chasse principalement à l'aube et au crépuscule, périodes pendant lesquelles la dérive des invertébrés est maximale.

Reproduction

Le Chabot présente une reproduction annuelle au printemps (mars-avril), ou rarement deux périodes de reproduction, la première au printemps et la seconde à l'automne. Pendant les trois semaines qui précèdent la ponte, le mâle aménage un espace sous une large pierre en creusant le substrat. Après une danse nuptiale sommaire, la femelle dépose en plusieurs fois, contre la face inférieure de la pierre du nid, entre 100 et 200 ovules (1000 pour les plus grosses) adhérents en boule. Les ovules sont blancs à tendance légèrement jaunâtres et mesurent entre 2 et 2,5 mm. L'alevin mesure 7,2 mm à l'éclosion. L'espérance de vie est de 4 à 6 ans.

Exigences écologiques

- Maintien de la qualité physico-chimique de l'eau
- Maintien d'une forte dynamique du cours d'eau : diversité des profils en long, renouvellement actif des fonds
- Maintien des fonds caillouteux et rocheux offrant un maximum de caches pour les individus de toutes tailles

Répartition et état des populations

En France

Le Chabot présente une vaste répartition en France, mais manque en Corse, dans le Roussillon, l'Orbi, l'Argens, la Nivelle et la Bidassoa. Sa répartition est néanmoins très discontinue, notamment dans le Midi.

En Lozère

Le Chabot est absent des principaux lacs ou retenues du département, mais est fréquemment rencontré sur les trois bassins hydrographiques, avec de fortes variabilités de répartition et de densité. Sur le Lot, il est considéré comme commun en 1858. Depuis 30 ans, il a quasiment disparu de l'aval de Mende jusqu'à Balsièges, sur la Colagne en aval de Marvejols, et plus récemment sur le Bes. Seuls les bassins de l'Albi et des Gardons conservent des peuplements continus mais avec de fortes variations interannuelles.

Sur le site

Le Chabot est présent sur le Bramont de sa confluence avec le Lot jusqu'au hameau de Lantondre, et sur la Nize jusqu'aux environs de Langlade. Les opérations d'échantillonnage ou de gestion piscicole effectuées de 1994 à 2007 sur cette zone révèlent des densités très faibles et une régression globale du peuplement de l'espèce sur la zone d'étude. La faible présence voire l'absence de classes d'âges différentes, en particulier de juvéniles, traduit des déséquilibres dans le peuplement. Ces observations mettant en évidence des perturbations sur le cycle biologique de l'espèce portant notamment sur le recrutement.

Analyse

Intérêt et valeur patrimoniale sur le site

- Espèce polluosensible, le Chabot constitue un bon indicateur de la bonne santé du milieu riverain en termes qualitatifs (qualité physico-chimique et bactériologique, diversité des profils) et quantitatifs (débits d'écoulement)
- L'espèce n'est pas globalement menacée, mais ses populations locales le sont souvent par la pollution, les recalibrages ou les pompes

Facteurs d'influence sur le site

Facteurs naturels

- La succession d'événements hydrologiques défavorables au cours des dernières années peut justifier les fluctuations de population observées : étiages sévères en période estivale avec réduction des débits et mise en assèchement de certaines portions de rivière, faibles débits sur de longues périodes même à l'automne où les précipitations sont censées être maximales
- Pendant les épisodes pluvieux, le ravinement des marnes présentes sur les pentes des Causses de Sauveterre, de Mende et du Truc de Balduc charrie de fine matière jusqu'au lit du ruisseau qui peut devenir fortement turbide. Par la suite, le dépôt des matières en suspension est à l'origine d'un engorgement du fond du cours d'eau

Facteurs anthropiques

- La rectification du lit du Bramont à Lantondre s'est effectuée dans un souci de maintien de la dynamique naturelle du cours d'eau, favorable au Chabot. Des situations de courant diverses (radiers, moulins, chutes) ont été aménagées au moyen d'enrochements le long du cours d'eau. Une zone de tranquillité a été préservée dans un virage du lit, où une plage de graviers apparaît en période de basses eaux
- Les aménagements riverains réalisés par l'AAPPMA de Balsièges visent l'amélioration de la capacité d'accueil du milieu à l'étiage, du potentiel halieutique sur les secteurs monotones et la conservation des zones de radiers importantes pour le développement des alevins. Justifiées par la volonté d'augmenter les densités de Truite, certaines de ces actions s'avèrent également favorables au Chabot
- La création prochaine d'une Association Syndicale des Irrigants du Valdonnez devrait favoriser la gestion raisonnée des prélèvements en eau en période sensible et se traduire par un impact limité sur le milieu aquatique
- Le Chabot ne fait l'objet d'aucune pression de pêche
- Les prélèvements d'eau effectués sur les rivières pour l'irrigation des parcelles agricoles accentuent les phénomènes d'étiage sévère et la réduction des débits en période de sécheresse
- Les dérivations d'eau du lit naturel de la Nize pour l'alimentation de la pisciculture et du bétail de la papeterie, si elles restituent la quasi-totalité du volume prélevé, court-circuitent néanmoins le cours d'eau sur quelques dizaines de centaines de mètres
- La déviation du lit de Bramont à Lantondre constitue une perturbation notable du régime hydraulique du cours d'eau dans ce secteur. Outre ses impacts directs sur la trajectoire du lit et sur la dynamique globale de la rivière, elle a nécessité la mise en œuvre de travaux lourds qui n'ont probablement pas été sans conséquence sur la vie du cours d'eau sur et en aval du chantier (destruction de caches, turbidité constante et colmatage, dérangement, pollution)
- Parmi les aménagements réalisés par l'AAPPMA de Balsièges, la mise en place sur le cours d'eau d'obstacles transverses de plus de 15 cm de hauteur (seuils infranchissables pour le Chabot) contribue à la fragmentation de la population (montaison impossible). Elle peut favoriser le réchauffement en période estivale et contribuer à l'apparition de développements algaux
- L'épandage de produits phytosanitaires et le recours à des fertilisants sur les parcelles agricoles en marge de la rivière constituent une source de pollution qui gagne le cours d'eau par ruissellement ou infiltration, avec pour conséquences une diminution des ressources trophiques et une intoxication possible des Chabots
- Le piétinement du bétail qui s'abreuve directement à la rivière est à l'origine d'une turbidité momentanée de l'eau

État de conservation sur le site

Indicateur de l'état de conservation	Valeur pour le site
Longueur de l'habitat	12,0 km
Taille de la population	Inconnue (faible)
Habitat en bon état de conservation	0
Proximité d'autres noyaux de population sur le bassin versant du Bramont	-
Régularité de la présence de l'espèce dans le temps et l'espace depuis 1994	-
Absence de pollution dans l'habitat ou à proximité	-
Menace	Valeur pour le site
Destruction de l'habitat	Faible
Intensification (pollution de l'eau : eutrophisation, contamination par des biocides)	Faible

État de conservation	Valeur pour le site
L'état de conservation du Chabot est jugé mauvais sur le site. Les opérations d'échantillonnage ou de gestion piscicole menées depuis 1994 sur la zone d'étude montrent une régression du peuplement de l'espèce. Les densités sont très faibles, les juvéniles peu représentés : ces résultats traduisent des perturbations du cycle biologique de l'espèce concernant notamment le recrutement des jeunes, donc plus généralement concernant le renouvellement du peuplement en présence.	Mauvais

Petit Rhinolophe *Rhinolophus hipposideros* (Bechstein, 1800)

Code Nature 2000 : 1303
Espèce prioritaire : non

E3

Description

Organisation spatiale

Nature de l'occupation	Type de site	Nombre de sites	(Q) cavité artificielle (N) cavité naturelle (B) bâtiment (E) église (P) pont
Colonie de reproduction	---	2(+1)	
	---	3	
Gîte d'hivernation	Q	2	
	(N)	1	
	P	1	
Gîte d'estivage	---	3	

Principales localités
Gorges du Bramont, le Mortet, les Forts, Montaloux,
Lantouche

Systématique	Statuts de protection	Statuts de conservation
Embranchement : Cordés Classe : Mammifères Ordre : Chiroptères Famille : Rhinolophidae Genre : <i>Rhinolophus</i> Espèce : <i>hipposideros</i>	Protection nationale : arrêté ministériel du 17/04/1981, modifié par l'arrêté ministériel du 16/12/2004 (loi du 10 juillet 1976) Directive Habitats : Annexes II et IV Convention de Bonn : Annexe II Convention de Berne : Annexe II	Liste Rouge Languedoc-Roussillon : en déclin Liste Rouge France : vulnérable Liste Rouge Monde : vulnérable

Caractéristiques morphologiques

Les Rhinolophes se reconnaissent aisément à leur appendice nasal en forme caractéristique de tor à cheval.
Le Petit rhinolophe est le plus petit des Rhinolophes européens.
Tête + corps : 3,7-4,5 cm ; envergure : 19,2-25,4 cm ; poids : 5,8-9 g.
Au repos dans la journée et en hibernation, il se suspend la tête en bas et s'enveloppe complètement dans ses ailes.

Biologie et écologie

Habitat

Les terrains de chasse préférentiels du Petit Rhinolophe se composent d'une mosaïque de petites parcelles alternant boisements de feuillus ou mixtes d'âges moyens à mûrs et cultures, friches ou prairies pâturées bordées d'un réseau continu de linéaires arborés de type haie ou de lisières forestières. La présence de milieux humides semble importante pour les colonies de mâles bas, les femelles y trouvant abondance de proies nécessaires à la gestation et à l'élevage des jeunes. L'espèce fréquente peu ou pas du tout les plaines à cultures intensives, les plantations de résineux sans strate basse de feuillus et les milieux ouverts sans végétation arborescente.
Les gîtes de mise bas sont principalement situés dans des combles, des caves de bâtiments à l'abandon ou entretenus (maisons particulières, fermes, granges, églises, châteaux, moulins, etc.), milieux assez chauds et relativement clairs, ou des cavités naturelles et des mines. Des bâtiments ou cavités près des lieux de chasse servent régulièrement de repos nocturne voire de gîtes secondaires. L'hibernation a lieu dans des cavités le plus souvent souterraines, naturelles ou artificielles (galerias et puits de mines, caves, tunnels, viaducs, forts militaires, blockhaus) aux caractéristiques bien définies : obscurité totale, température comprise entre 4°C et 16°C, degré d'hygrométrie élevée, tranquillité absolue. La fidélité aux gîtes est importante.

Mœurs

Le Petit Rhinolophe est une espèce sédentaire affectant l'ensemble de son cycle dans une aire relativement restreinte (10 à 20 km²). Les déplacements entre les gîtes d'été et d'hiver n'excèdent généralement pas 5 à 10 km. Il peut passer l'année entière dans le même bâtiment en occupant successivement la cave (en hiver) puis le grenier (en été).
L'activité journalière s'étend du crépuscule tardif au début de l'aube avec plusieurs temps de repos et une décroissance de l'activité tout au long de la nuit. Autour d'un gîte de mise bas, l'activité reste importante toute la nuit et les femelles retournent au moins deux à trois fois au gîte pendant la nuit pour nourrir les jeunes lors de la phase de lactation.
Le Petit Rhinolophe hiberne de septembre-octobre à fin avril, isolé ou en groupes lâches sans contact entre les individus, suspendus au plafond ou le long de la paroi, de quelques centimètres à plusieurs mètres au-dessus du sol. L'hibernation est entrecoupée de réveils pour uriner, s'étirer, boire et chasser des insectes lors des balles journalières d'hiver.
Pour se déplacer, l'espèce évite les espaces ouverts et évolue le long des murs, chemins, lisières boisées, ripisylves, haies et autres alignements d'arbres, particulièrement à l'intérieur ou en bordure de la végétation. Au crépuscule, les corridors boisés sont utilisés pour rejoindre les terrains de chasse dans un rayon de 2-3 km autour du gîte. Le vol de chasse se situe principalement dans les tranchées ou contre le feuillage d'écotones boisées, mais l'espèce exploite aussi les plans d'eau ou les cours de ferme.
Le vol est rapide, papillonnant lors des déplacements, plus lent, plané et entrecoupé de brusques demi-tours lors de la chasse. La hauteur de vol est souvent faible, inférieure 5 m.

Régime alimentaire

Le Petit rhinolophe se nourrit de proies variant de 3 à 14 mm, principalement des diptères, lépidoptères, névroptères et ichnéumonés associés aux milieux aquatiques et boisés humides, mais également des hyménoptères, coléoptères, araignées, homoptères et hémiptères. L'espèce présente une tendance à la polyphagie et un caractère généraliste selon l'offre en insectes.

Reproduction

La maturité des femelles est atteinte à un an. Les accouplements ont lieu de l'automne au printemps. Les colonies de reproduction se forment au mois de mai et se composent d'une dizaine à quelques centaines d'individus, dans lesquelles les femelles de Petit Rhinolophe sont parfois associées au Grand Rhinolophe, au Grand Murin, au Murin à oreilles échancrées ou au Murin de Daubenton, toutefois sans se mélanger. De juin à mi-juillet, 20 à 60% des femelles donnent naissance à un seul jeune qui ouvre les yeux vers le 10^e jour. Avec leur père, elles sont accouplées isolément ou en groupe simple. Les jeunes sont émancipés à 8-7 semaines. L'âge maximal enregistré est de 21 ans mais l'espérance de vie doit avoisiner 3-4 ans.

Exigences écologiques

- Maintien des gîtes
- Maintien des habitats de chasse préférentiels
- Maintien des corridors boisés de déplacement

Répartition et état des populations

En France

Le Petit rhinolophe est connu dans presque toutes les régions. Il est absent de la région nord et sa limite nord-ouest de répartition se situe en Picardie. L'espèce semble en déclin dans la plupart des régions de la moitié nord du pays. Elle est en danger d'extinction en Alsace, Haute-Normandie et Île-de-France. Sa situation est plus favorable en région Centre, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Rhône-Alpes, Corse et Midi-Pyrénées. Ces deux dernières régions accueillent plus de 50% des effectifs estivaux.

En Lozère

La répartition de l'espèce est calquée sur l'abondance des cavités souterraines naturelles, et couvre de ce fait les secteurs des Causses et des anciennes exploitations minières. Les effectifs observés dans ces différents gîtes sont le plus souvent de l'ordre de quelques individus ; chez cette espèce, il est rare de dénombrer plus d'une quinzaine d'animaux dans un gîte d'hiver et les individus y sont généralement dispersés.

Les quelques gîtes de reproduction actuellement connus en Lozère, régulièrement occupés d'une année à l'autre, comptent entre 5 et 20 femelles, avec des fluctuations interannuelles notables. Malgré le peu d'informations disponibles sur les colonies de reproduction, l'espèce peut être considérée comme encore assez commune sur le département. La tendance évolutive des effectifs est inconnue.

Sur le site

En plus d'une colonie déjà connue (Moulin du Bramont), deux colonies de reproduction ont été découvertes en proche bordure de l'aire d'inventaire lors des prospections menées pendant l'été 2007 : l'une près du hameau de Malevil, l'autre près du hameau du Viala. Elles comptent respectivement 15-20 et 5 femelles reproductrices.

Une demi-douzaine de sites d'hivernation sont connus dans le site ou en proche périphérie, dans des gîtes souterrains naturels (grotte du Truc-de-Mariot : jusqu'à 12 individus ; grotte de Vitrolles), artificiels (mines de Montmirat, mine de l'entrée des gorges du Bramont) ou dans des caves d'habitation (6 individus à Lantondre, 1 individu à Lanuéjols).

L'espèce semble donc bien présente au sein du site. Quelques colonies de reproduction restent vraisemblablement à découvrir.

Analyse

Intérêt et valeur patrimoniale sur le site

- L'espèce est bien présente sur le site, et quelques colonies de reproduction restent vraisemblablement à découvrir.

Facteurs d'influence sur le site

Facteurs naturels

- De par sa géologie, le Valdonnez offre une capacité d'accueil non négligeable pour les chauves-souris en termes de cavités naturelles.
- Les cours d'eau du site sont bordés de boisements rivulaires relativement continus.

Facteurs anthropiques

- De par l'existence passée d'activités minières dans ce secteur, le Valdonnez offre une capacité d'accueil non négligeable pour les chauves-souris en termes de cavités artificielles.
- Le traitement antiparasitaire du cheptel, lorsqu'il utilise des morécutes à forte rémanence (jervacrine), est principalement effectué à l'automne-hiver, à la rentrée à l'étable ou à la bergerie.
- Le réseau de haies du Valdonnez est encore relativement bien développé dans la vallée.
- Concernant les forêts domaniales, les aménagements futurs devraient prévoir la poursuite de l'amélioration des peuplements non encore arrivés à maturité tout en favorisant la biodiversité (mélange d'essences, régénération naturelle) (PD Mende et Bramont), ainsi que l'augmentation des âges d'exploitabilité dans les zones à enjeu de production/protection (des sols et/ou des paysages) par rapport aux zones à enjeu unique de production (PD Mende).
- La rectification du lit du Bramont à Lantondre s'est effectuée dans un souci de maintien de la dynamique naturelle du cours d'eau et des boisements rivulaires. Des arbustes et des arbres ont été implantés dans l'objectif de recréer à moyen terme la diversité détruite par les travaux.
- L'épandage de produits phytosanitaires et le recours à des fertilisants sur les parcelles agricoles, ainsi que l'utilisation de produits vermifuges à forte rémanence pour le soin du bétail en pâture favorisent une mortalité accrue chez les insectes, avec pour conséquence une diminution des ressources trophiques.
- La destruction (notamment suite au remembrement) et l'entretien parfois inadéquat, souvent inconstant, des haies se traduisent par une diminution du linéaire boisé et une dégradation de son état de conservation général. Cela a pour conséquences une perte d'habitats de chasse favorables, une diminution des ressources trophiques, la rupture des corridors de circulation et la disparition de gîtes potentiels.
- La diminution des surfaces toujours en herbe au profit des terres labourables (conversion en cultures labourées ou prairies artificielles ensouffrées) et la fermeture progressive des milieux ouverts consécutifs à l'abandon des pratiques agro-pastorales (ensouffrement) s'accompagnent d'un recul des zones riches en insectes, soit une diminution des ressources trophiques.
- L'uniformisation de la composition (monoculture) et de la structure (conduite en futaie régulière à grande échelle) des peuplements forestiers du site et le rejuvenissement de leur âge d'exploitabilité entraînent une diminution des ressources trophiques et une raréfaction des gîtes.

<ul style="list-style-type: none"> - La dégradation et la destruction localisées des boisements rivulaires favorisent la diminution des effectifs d'insectes liés aux boisements humides et recherchés par les chauves-souris - La rénovation du bâti, son abandon (effondrement de la toiture), la pose de grillages anti-pigeons dans les édifices publics, ainsi que la fermeture (accidentelle ou intentionnelle) de cavités souterraines entraînent la disparition de gîtes potentiellement favorables - L'utilisation de produits insecticides totaux pour le traitement des charpentes peut entraîner l'intoxication des chauves-souris - L'éclairage nocturne des aires naturels et des bâtiments ou toute autre forme de perturbation (fréquentation du milieu souterrain) sont susceptibles de déranger les chauves-souris dans la réalisation de phases clés de leur cycle biologique, voire de les faire désertier un gîte potentiellement favorable - Les collisions dues au trafic routier dans le Valdonnet constituent une cause de mortalité des chauves-souris 	
État de conservation sur le site	
Indicateur de l'état de conservation	Valeur pour le site
Nombre de gîtes de reproduction	3
Nombre de gîtes d'hivernation	7
Surface en habitat de chasse préférentiel	Inconnue
Habitat en bon état de conservation	+
Menace	Valeur pour le site
Destruction de l'habitat	Moyenne
Diminution des ressources trophiques	Moyenne
Mortalité accidentelle	Faible
Dérangement	Faible
État de conservation	Valeur pour le site
L'état de conservation du Petit Rhinolophe est jugé moyen sur le site. La surface d'habitats favorables est assez importante et de bonne qualité au sein du site, mais la conservation de l'espèce impose la protection des colonies de reproduction, le maintien du réseau bocager et familiarisation des locaux de chasse forestiers.	Moyen

Grand Rhinolophe *Rhinolophus ferrumequinum* (Schreber, 1774)

Code Natura 2000
Espèce prioritaire

1304
non

E4



Description

Organisation spatiale

Nature de l'occupation	Type de site	Nombre de sites
Colonne de reproduction	—	(1)
Gîte d'hivernation	□	1
Gîte d'estivage	—	2
	□	1

□ cavité artificielle

□ cavité naturelle

— bâtiment

— église

— pont

Principales localités

Gorges du Brion, Ventes, Montaloux

Systématique

Embranchement : Cordés
Classe : Mammifères
Ordre : Chiroptères
Famille : Rhinolophidae
Genre : *Rhinolophus*
Espèce : *ferrumequinum*

Statuts de protection

Protection nationale : arrêté ministériel du 17/04/1981, modifié par l'arrêté ministériel du 10/12/2004 (loi du 10 juillet 1976)
Directive Habitats : Annexes II et IV
Convention de Bonn : Annexe II
Convention de Berne : Annexe II

Statuts de conservation

Liste Rouge Languedoc-Roussillon : en déclin
Liste Rouge France : vulnérable
Liste Rouge Monde : presque menacée

Caractéristiques morphologiques

Les Rhinolophes se reconnaissent aisément à leur appendice nasal en forme caractéristique de fer-à-cheval. Le Grand rhinolophe est le plus grand des Rhinolophes européens avec une taille augmentant de l'ouest vers l'est de l'Europe. Tête + corps : 5,7-7,1 cm ; envergure : 35-40 cm ; poids : 17-34 g. Au repos dans la journée et en hibernation, il se suspend la tête en bas et s'enveloppe complètement dans ses ailes. Son pelage est souple, lisse : face dorsale gris-brun ou gris fumé, plus ou moins teintée de roux (gris cendré chez les jeunes), face ventrale gris-blanc à blanc-jaunâtre ; patagium et oreilles gris brun clair (cas d'albinisme total ou partiel).

Biologie et écologie

Habitat

Le Grand rhinolophe recherche les paysages semi-ouverts, à forte diversité d'habitats, formés de boisements de feuillus (30 à 40%), d'herbages en lisière de bois ou bordés de haies, pâturés par des bovins ou des ovins (30 à 40%) et de ripisylves, landes, friches, vergers pleins, jardins, etc. (30 à 40%). Il fréquente peu ou pas du tout les plantations de résineux, les cultures et les milieux ouverts sans arbres.

Les gîtes de reproduction sont situés dans des greniers, bâtiments agricoles, vieux moulins, toitures d'églises ou de châteaux, à l'abandon ou entretenus, mais aussi galeries de mines et caves suffisamment chaudes. Des bâtiments pris des lieux de chasse seraient régulièrement de repos nocturne voire de gîtes complémentaires.

Les gîtes d'hivernation sont des cavités naturelles (grottes) ou artificielles (galeries et puits de mines, caves, tunnels, viaducs) ; souvent souterraines, aux caractéristiques définies : obscurité totale, température comprise entre 5°C et 12°C, rarement moins, hygrométrie supérieure à 90%, ventilation légère, tranquillité garantie et couvert végétal. Les femelles sont très fidèles aux gîtes de reproduction et d'hivernage, les mâles étant plus erratiques.

Mœurs

L'espèce est sédentaire (déplacement maximal connu : 180 km). Moins de 30 km séparent généralement les gîtes d'été et d'hiver. Il entre en hibernation de septembre-octobre à avril en fonction des conditions climatiques locales. Cette léthargie peut être spontanément interrompue si les températures se radoucissent et permettent la chasse des insectes. Dans les sites d'hivernation, il s'accroche à découvert, au plafond, isolément, en alignement ou en groupes plus ou moins denses selon la cavité.

La chasse est une activité solitaire. Dès la tombée de la nuit, le Grand rhinolophe s'envole directement du gîte d'une vers les zones de chasse en suivant préférentiellement des corridors boisés. Aucun comportement de défense territoriale ; zones de chasse de 4 ha environ, exploitées par 1 à 4 individus. Plus la colonie est importante, plus ces zones sont éloignées du gîte (dans un rayon de 2-4 km, rarement 10 km). Il chasse en vol linéaire (et se voit le long des écolones) et s'éloigne rarement d'un écolone boisé. La chasse en vol est pratiquée au crépuscule (densité maximale de proies), puis en cours de nuit. L'activité de chasse à l'altit' depuis une branche morte sous le couvert d'une haie ou d'un arbre fruitier devient plus fréquente. La survie des jeunes dépend de la richesse en insectes dans un rayon de 1 km autour des sites de mise bas. En août, émancipés, ils chassent dans un rayon de 2-3 km autour du gîte.

Le vol est lent, papillonnant, avec de brèves glissades, généralement à faible hauteur (0,3 m à 6 m). L'espèce évite généralement les espaces ouverts et suit les alignements d'arbres, les haies voutées et les taliers boisés pour se déplacer ou chasser.

Lors d'un refroidissement, les bois conservent une température supérieure à celle des milieux ouverts ; la chasse se concentre en sous-bois au printemps et en milieu semi-ouvert à l'automne, seuls milieux où le seuil d'abondance des insectes est atteint.

Régime alimentaire

Le régime alimentaire varie en fonction des saisons et des pays. Les femelles et les jeunes ont des régimes alimentaires différents.

Les proies consommées sont de taille moyenne à grande (>1,5 cm), voire très grandes (*Hemionia corniculata*).

Selon la région, les lépidoptères représentent 30 à 45%, les coléoptères 25 à 40%, les hyménoptères (Ichneumonidae) 5 à 20%, les diptères (Buprestidae et Muscidae) 10 à 20%, les trichoptères 5 à 10% du régime alimentaire.

Les coléoptères sont capturés surtout en juillet, les lépidoptères en septembre, les hyménoptères régulièrement en toutes saisons. Les chenilles de lépidoptères, ainsi que les syrphides, anisotides et ciliptères sont glanés au sol ou sur la végétation. Parmi les coléoptères, les Geotrupes (coléoptères coprophages) sont consommés jusqu'à la mi-mai (90% à la mi-mai), les Melolontha de la mi-avril à la mi-juin, puis les Aphodius de la mi-juin à l'automne, en particulier par les jeunes.

Reproduction

Les femelles atteignent leur maturité sexuelle vers 2-3 ans, les mâles au plus tôt à la fin de la 2^e année. La copulation se produit en l'automne ou printemps. En été, la ségrégation sexuelle semble totale.

Les femelles forment des colonies de reproduction de taille variable (de 20 à près d'un millier d'adultes), parfois associées au Rhinolophus euryotis ou au Murin à oreilles échancrées. De mi-juin à fin juillet, les femelles donnent naissance à un seul jeune qui ouvre les yeux vers le 7^e jour. Avec leur petit, elles sont accrochées isolément ou en groupes serrés. Dès le 28-30^e jour, les jeunes apprennent à chasser seuls près du gîte, mais leurs capacités de vol et d'écholocation sont réduites. Ils sont sevrés vers 45 jours. Le squelette se développe jusqu'au 60^e jour. L'âge maximal enregistré est de 30 ans mais l'espérance de vie est sensiblement moindre.

Exigences écologiques

- Maintien des gîtes
- Maintien des habitats de chasse préférentiels
- Maintien des corridors boisés de déplacement

Répartition et état des populations

En France

Le Grand Rhinolophus est connu dans toutes les régions de France. De petites populations subsistent en Picardie, dans le Nord, en Haute-Normandie, en Ile-de-France ; l'espèce est éteinte en Alsace. La situation de l'espèce est plus favorable dans le Centre, dans les Ardennes, en Lorraine, Franche-Comté et Bourgogne. Même si l'ouest de la France (Bretagne, Pays de Loire et Poitou-Charentes) regroupe encore près de 50% des effectifs hivernaux et 30% des effectifs estivaux, un déclin semble perceptible. En région Languedoc-Roussillon, le Grand rhinolophe est présent dans tous les départements, notamment dans les zones karstiques. Bien que localement assez commun, ses effectifs sont en déclin.

En Lozère

Le Grand Rhinolophus est peu commun et semble surtout présent dans la moitié méridionale du département : vallées du Lot, du Tarn, de la Jonte ainsi que dans des avens des Causses Méjean et de Sauveterre, à des altitudes comprises entre 400 et 1150 m. Si très peu de données sont disponibles dans le reste du département, sa présence n'est pas à exclure.

Les deux plus importants sites d'hivernage du département, situés l'un dans la vallée du Lot, et l'autre dans la vallée du Tarn, ont des effectifs modestes oscillant entre 30 et 70 chaque hiver. Environ cinq colonies de reproduction sont connues dans le département.

Sur le site

Une colonie de reproduction était connue chez un résident de Balsièges, près du carrefour de la RN105 et de la RN88, qui accueillait en 2001 une quarantaine de femelles reproductrices. Aux dires du propriétaire, elle n'était plus occupée en 2007. En hibernation, des individus isolés peuvent être rencontrés dans plusieurs des sites souterrains répertoriés dans l'aire d'étude. L'hiver du Falisson est probablement le plus important site d'hivernage aux abords du site, des captures pré-hivernales aux filets japonais permettant de suspecter l'hibernation de plusieurs individus.

Analyse

Intérêt et valeur patrimoniale sur le site

- La présence de l'espèce au sein du site est vérifiée en hiver par l'occupation de gîtes d'hibernation ; l'installation d'une colonie de reproduction, avérée en 2007, n'a pu être vérifiée en 2007

Facteurs d'influence sur le site

Facteurs naturels

- De par sa géologie, le Valdornez offre une capacité d'accueil non négligeable pour les chauves-souris en termes de cavités naturelles
- Les cours d'eau du site sont bordés de boisements riverains relativement continus

Facteurs anthropiques

- De par l'existence passée d'activités minières dans ce secteur, le Valdornez offre une capacité d'accueil non négligeable pour les chauves-souris en termes de cavités artificielles
- Le traitement antiparasitaire du cheptel, lorsqu'il utilise des molécules à forte rémanence (ivermectine), est principalement effectué à l'automne-hiver, à la rentrée à l'étable ou à la bergerie
- Le réseau de haies du Valdornez est encore relativement bien développé dans la vallée
- Concernant les forêts domaniales, les aménagements futurs devraient privilégier la poursuite de l'amélioration des peuplements non encore arrivés à maturité tout en favorisant la biodiversité (mélange d'essences, régénération naturelle) (FD Mende et Bramont), ainsi que l'augmentation des âges d'exploitabilité dans les zones à enjeu de production/protection (des sols et/ou des paysages) par rapport aux zones à enjeu unique de production (FD Mende)
- La rectification du lit du Bramont à Lantondre s'est effectuée dans un souci de maintien de la dynamique naturelle du cours d'eau et des boisements riverains. Des arbustes et des arbres ont été implantés dans l'objectif de recréer à moyen terme la rive droite détruite par les travaux
- L'épandage de produits phytosanitaires et le recours à des fertilisants sur les parcelles agricoles, ainsi que l'utilisation de produits vermifuges à forte rémanence pour le soin du bétail en pâture favorisent une mortalité accrue chez les insectes, avec pour conséquence une diminution des ressources trophiques
- La destruction (notamment suite au remembrement) et l'entretien parfois inadéquat, souvent inexistant, des haies se traduisent par une diminution du linéaire boisé et une dégradation de son état de conservation général. Cela a pour conséquences une perte d'habitats de chasse favorables, une diminution des ressources trophiques, la rupture des corridors de circulation et la disparition de gîtes potentiels

- La diminution des surfaces toujours en herbe au profit des terres labourables (conversion en cultures labourées ou prairies artificielles ensimencées) et la fermeture progressive des milieux ouverts consécutifs à l'abandon des pratiques agro-pastorales (ensimencement) s'accompagnent d'un recul des zones riches en insectes, soit une diminution des ressources trophiques.
- L'uniformisation de la composition (monoculture) et de la structure (conduite en futaie régulière à grande échelle) des peuplements forestiers du site et le rajeunissement de leur âge d'exploitabilité entraînent une diminution des ressources trophiques et une réduction des gîtes.
- La dégradation et la destruction localisées des boisements riverains favorisent la diminution des effectifs d'insectes introduits aux boisements humides et recherchés par les chauves-souris.
- La rénovation du bâti, son abandon (effondrement de la toiture), la pose de grillages anti-pigeons dans les édifices publics, ainsi que la fermeture (accidentelle ou intentionnelle) de cavités souterraines entraînent la disparition de gîtes potentiellement favorables.
- L'utilisation de produits insecticides toxiques pour le traitement des charpentes peut entraîner l'intoxication des chauves-souris.
- L'éclairage nocturne des sites naturels et des bâtiments ou toute autre forme de perturbation (fréquentation du milieu souterrain) sont susceptibles de déranger les chauves-souris dans la réalisation de phases clés de leur cycle biologique, voire de les faire désertier un gîte potentiellement favorable.
- Les collisions dues au trafic routier dans le Valdonnez constituent une cause de mortalité des chauves-souris.

État de conservation sur le site	
Indicateur de l'état de conservation	Valeur pour le site
Nombre de gîtes de reproduction	1
Nombre de gîtes d'hibernation	1
Surface en habitat de chasse préférentiel	Inconnue
Habitat en bon état de conservation	+
Menace	Valeur pour le site
Destruction de l'habitat	Moyenne
Diminution des ressources trophiques	Moyenne
Mortalité accidentelle	Faible
Dérangement	Faible
État de conservation	Valeur pour le site
L'état de conservation du Grand Rhinolophe est jugé moyen sur le site. Les habitats favorables sont assez bien représentés et d'assez bonne qualité, mais la conservation de l'espèce au sein du site nécessite en priorité la protection de ses colonies de reproduction, le maintien d'une mosaïque d'habitats et d'un pastoralisme extensif.	Moyen

Petit Murin *Myotis blythii* (Tomes, 1857)

Code Natura 2000	1307	E5
Espèce prioritaire	non	



Description

Organisation spatiale

Nature de l'occupation	Type de site	Nombre de sites
Colonie de reproduction		
Gîte d'hivernation		
Gîte d'estivage		

(C) cavité artificielle

(N) cavité naturelle

(B) bâtiment

(E) église

(P) pont

Principales localités

Les Faux

Systématique

Statuts de protection

Statuts de conservation

Embranchement : Cordés
Classe : Mammifères
Ordre : Chiroptères
Famille : Vespertilionidés
Genre : *Myotis*
Espèce : *blythii*

Protection nationale : arrêté ministériel du 17/04/1981, modifié par l'arrêté ministériel du 16/12/2004 (loi du 10 juillet 1976)
Directive Habitats : Annexe II et IV
Convention de Bonn : Annexe II
Convention de Berne : Annexe II

Liste Rouge Languedoc-Roussillon : en déclin
Liste Rouge France : vulnérable
Liste Rouge Monde : non menacée

Caractéristiques morphologiques

Chauve-souris de grande taille. Le Petit murin est morphologiquement très proche du Grand murin : la détermination de ces deux espèces jumelles est délicate, souvent impossible pour les animaux en hibernation qui ne doivent pas être manipulés. Une touffe de poils blancs entre les oreilles est très fréquente chez le Petit murin. La mesure de la longueur de la rangée dentaire supérieure, de la longueur et de la largeur des oreilles permettent de distinguer les deux espèces.

Corps + Tête : 6,2-7,1 cm ; envergure : 36,5-40,8 cm ; poids : 15-20,5 g.

Son pelage est court, la base des poils est gris foncé ; face dorsale grise nuancée de bruns ; face ventrale gris-bleu ; patagium gris brun clair.

Biologie et écologie

Habitat

Les terrains de chasse de cette espèce sont les milieux herbacés ouverts (prairies, pâturages, steppes, etc.) jusqu'à 2000 m d'altitude. Son affinité forte pour l'herbe haute l'amène à fréquenter en priorité les milieux de type steppe ouverte (avec une couverture buissonnante inférieure à 50%), les prairies denses non fauchées, les zones de pâturage, les pelouses sèches où l'herbe haute est moins dense, les prairies humides. L'espèce semble éviter les forêts, les zones agricoles et les vignobles.

Les gîtes de reproduction sont des cavités souterraines (grottes généralement horizontales, de vaste volume et présentant des plafonds en cloche (pléges à air chaud)), également de grands greniers ou de vastes combles de bâtiments, dans lesquels il constitue d'importantes colonies d'élevage, s'associant volontiers avec d'autres chauves-souris cavernicoles.

Les gîtes d'hivernation sont des cavités souterraines (grottes, anciennes carrières, galeries de mines, caves) avec des températures voisines de 5 à 12 °C et une hygrométrie élevée.

Mœurs

Le Petit murin est généralement considéré comme sédentaire, bien que pouvant effectuer des déplacements de plusieurs dizaines de kilomètres entre les gîtes d'été et d'hiver.

Il hiberne d'octobre à avril en fonction des conditions climatiques locales. Durant cette période, il est surtout rencontré isolément dans des fissures, rarement en essaim important.

Les colonies de reproduction, installées dans des sites chauds (jusqu'à plus de 35°C) d'avril à fin septembre, comptent de quelques dizaines à quelques centaines d'individus. Lors de l'allaitement, les femelles sortent exceptionnellement au gîte durant la nuit.

La majorité des terrains de chasse se situe dans un rayon de 5 à 10 km (jusqu'à 20 km) autour de la colonie, en fonction des milieux et de leur densité en proies. Le Petit murin chasse généralement près du sol (30 à 70 cm de hauteur) en volant de manière continue, à vitesse modérée.

Régime alimentaire

Le Petit murin consomme essentiellement les arthropodes de la faune épigée des milieux herbacés (près de 70%), principalement les Tétrigoniidés (sauterelles), Acrididés (craquelins), les Hémiptères et les larves de Lépidoptères (papillons). Les proies circulant sur le sol sont le plus souvent négligées. Sont aussi compris dans le régime alimentaire : Gryllidés (*Gryllus campestris*), Arachnidés, Scarabéidés, Carabidés et Syrphidés. Les hannetons sont exploités majoritairement fin mai-début juin, à une période de faible abondance des sauterelles.

Reproduction	
<p>La maturité sexuelle est précoce (3 mois pour les femelles, 15 mois pour les mâles). Les accouplements ont lieu dès le mois d'août et s'étalent jusqu'au printemps. Un mâle peut avoir un harem et marque effectivement son territoire (larges glandes faciales).</p> <p>Les femelles donnent naissance à un seul jeune par an, exceptionnellement deux. Elles peuvent former des colonies mixtes de mâles, en association avec le Grand murin, le Mésophrène de Schreibers, le Rhinolophe euryale ou le Murin de Capaccini. Les jeunes naissent entre mi-juin et mi-juillet, commencent à voler à 1 mois et sont sevrés vers 6 semaines. La mortalité juvénile est importante si les conditions météorologiques sont défavorables (grand froid ou forte pluviosité). L'âge maximal enregistré atteint 25 ans mais l'espérance de vie doit probablement avoiser 4-5 ans.</p>	
Exigences écologiques	
<ul style="list-style-type: none"> • Maintien des gîtes • Maintien des habitats de chasse préférentiels 	
Répartition et état des populations	
<p>En France</p> <p>Les difficultés d'identification de cette espèce expliquent son statut mal connu et l'état fragmentaire des connaissances relatives à la répartition de ses populations. Le Petit Murin est principalement présent dans les départements du sud du pays, remontant jusqu'en Languedoc et en Franche-Comté à l'est ; il manque en Corse.</p> <p>En Lozère</p> <p>Le Petit Murin semble réparti dans le sud du département, jusqu'en bordure méridionale de la Margeride. L'hibernation en milieu souterrain est prouvée par la découverte de cadavres. Seuls des juvéniles capturés dans le courant du mois d'août apportent les indices d'une reproduction locale. Toutefois, aucune colonie de reproduction n'est connue dans le département à ce jour.</p> <p>Sur le site</p> <p>Le Petit Murin a été capturé à deux dates différentes (les 09/05/1988 et 10/08/1994) au même endroit, au niveau du pont sur le Bramont près du hameau des Faux ; dans les deux cas, il s'agissait d'un mâle. Si aucune preuve de reproduction n'a été trouvée dans le site Natura 2000, la reproduction de l'espèce est néanmoins possible.</p>	
Analyse	
Intérêt et valeur patrimoniale sur le site	
<ul style="list-style-type: none"> • Capturée à deux reprises au même endroit, l'espèce est présente sur le site mais aucun gîte de reproduction ou d'hibernation n'est connu 	
Facteurs d'influence sur le site	
Facteurs naturels	
<ul style="list-style-type: none"> • De part sa géologie, le Valdornez offre une capacité d'accueil non négligeable pour les chauves-souris en termes de cavités naturelles • Les cours d'eau du site sont bordés de boisements riverains relativement continus 	
Facteurs anthropiques	
<ul style="list-style-type: none"> • De part l'existence passée d'activités minières dans ce secteur, le Valdornez offre une capacité d'accueil non négligeable pour les chauves-souris en termes de cavités artificielles • Le traitement antiparasitaire du cheptel, lorsqu'il utilise des produits à forte rémanence (ivermectine), est principalement effectué à l'automne-hiver, à la rentrée à l'étable ou à la bergerie • Le réseau de haies du Valdornez est encore relativement bien développé dans la vallée • Concernant les forêts domaniales, les aménagements futurs devraient prévoir la poursuite de l'amélioration des peuplements non encore arrivés à maturité tout en favorisant la biodiversité (mélange d'essences, régénération naturelle) (FD Mende et Bramont), ainsi que l'augmentation des âges d'exploitabilité dans les zones à enjeu de production/protection (des sols et/ou des paysages) par rapport aux zones à enjeu unique de production (FD Mende) • La rectification du lit du Bramont à Lantonde s'est effectuée dans un souci de maintien de la dynamique naturelle du cours d'eau et des boisements riverains. Des arbustes et des arbres ont été implantés dans l'objectif de recréer à moyen terme la ripisylve détruite par les travaux 	
<ul style="list-style-type: none"> • L'épandage de produits phytosanitaires et le recours à des fertilisants sur les parcelles agricoles, ainsi que l'utilisation de produits vermifuges à forte rémanence pour le soin du bétail en pâture favorisent une mortalité accrue chez les insectes, avec pour conséquence une diminution des ressources trophiques • La destruction (notamment suite au remembrement) et l'entretien parfois inadéquat, souvent inadapté, des haies se traduisent par une diminution du linéaire boisé et une dégradation de son état de conservation général. Cela a pour conséquences une perte d'habitats de chasse favorables, une diminution des ressources trophiques, la rupture des corridors de circulation et la disparition de gîtes potentiels • La diminution des surfaces toujours en herbe au profit des terres labourables (conversion en cultures labourées ou prairies artificielles ensimées) et la fermeture progressive des milieux ouverts consécutifs à l'abandon des pratiques agropastorales (entrainement) s'accompagnent d'un recul des zones riches en insectes, soit une diminution des ressources trophiques • L'uniformisation de la composition (monoculture) et de la structure (conduite en futaie régulière à grande échelle) des peuplements forestiers du site et le rajeunissement de leur âge d'exploitabilité entraînent une diminution des ressources trophiques et une raréfaction des gîtes • La dégradation et la destruction localisées des boisements riverains favorisent la diminution des effectifs d'insectes inféodés aux boisements humides et recherchés par les chauves-souris • La rénovation du bâti, son abandon (effondrement de la toiture), la pose de grillages anti-pigeons dans les édifices publics, ainsi que la fermeture (accidentelle ou intentionnelle) de cavités souterraines entraînent la disparition de gîtes potentiellement favorables • L'utilisation de produits insecticides locaux pour le traitement des charpentes peut entraîner l'intoxication des chauves-souris 	

- L'éclairage nocturne des sites naturels et des bâtiments ou toute autre forme de perturbation (fréquentation du milieu souterrain) sont susceptibles de déranger les chauves-souris dans la réalisation de phases clés de leur cycle biologique, voire de les faire présenter un gîte potentiellement favorable
- Les collisions dues au trafic routier dans le Valdonnez constituent une cause de mortalité des chauves-souris

Etat de conservation sur le site	
Indicateur de l'état de conservation	Valeur pour le site
Nombre de gîtes de reproduction	0
Nombre de gîtes d'hivernation	0
Surface en habitat de chasse préférentiel	Inconnue
Habitat en bon état de conservation	0
Menace	Valeur pour le site
Destruction de l'habitat	Moyenne
Diminution des ressources trophiques	Moyenne
Mortalité accidentelle	Faible
Dérangement	Faible
Etat de conservation	Valeur pour le site
L'état de conservation du Petit Murin est jugé moyen sur le site. La surface d'habitats favorables est moyennement importante au sein du site, et la conservation de l'espèce impose prioritairement la protection de ses colonies de reproduction et le maintien des habitats herbacés.	Moyen

Grand Murin *Myotis myotis* (Borkhazusen, 1797)

Code Natura 2000	1324
Espèce prioritaire	non

E8



Description

Organisation spatiale

Nature de l'occupation	Type de site	Nombre de sites
Colonie de reproduction		
Gîte d'hivernation		
Gîte d'estivage		

(S) cavité artificielle

(N) cavité naturelle

(B) bâtiment

(E) église

(P) pont

Principales localités

Gorges du Bramont

Systematique

Embranchement : Cordés
Classe : Mammifères
Ordre : Chiroptères
Famille : Vespertilionidés
Genre : *Myotis*
Espèce : *myotis*

Statuts de protection

Protection nationale : arrêté ministériel du 17/04/1981, modifié par l'arrêté ministériel du 10/12/2004 (loi du 10 juillet 1975)
Directive Habitats : Annexes II et IV
Convention de Bonn : Annexe II
Convention de Bern : Annexe II

Statuts de conservation

Statut départemental : peu commun
Liste Rouge Languedoc-Roussillon : en déclin
Liste Rouge France : vulnérable
Liste Rouge Monde : presque menacé

Caractéristiques morphologiques

Le Grand murin compte parmi les plus grands Chiroptères français. Morphologiquement très proche du Petit Murin (= espèces jumelles), les mensurations crâniennes, la longueur condylobasale et la rangée dentaire supérieure fournissent de bons critères pour distinguer les deux espèces (Grand murin : CB = 19,5-20,7 mm, CMB : 8,3-8,4 mm).

Tête + corps : 6,5-8 cm ; anvergne : 35-43 cm ; poids : 20-40 g.

Oreilles longues, 2,44-2,78 cm, et larges, 0,99-1,3 cm.

Son pelage est épais et court, de couleur gris brun sur tout le corps à l'exception du ventre et de la gorge qui sont blanc gris. Il existe des cas d'albinisme partiel (pointe des ailes blanches).

Biologie et écologie

Habitat

Les terrains de chasse sont généralement situés dans des zones où le sol est très accessible : forêts feuillues ou mixtes, où la végétation herbacée ou buissonnante est rase (hêtraie, chênaie, pinède, forêt mixte, etc.), zones de végétation herbacée rase (prairies fraîchement fauchées, pâtures).

Les gîtes d'estivage sont des sites égaux assez secs et chauds, où la température peut atteindre plus de 35°C : sous les toitures, dans les combles d'églises, les greniers, mais aussi dans des grottes, anciennes mines, caves de maisons, carrières souterraines.

Les gîtes d'hivernation sont des cavités souterraines : grottes, anciennes carrières, galeries de mines, caves de température voisine de 7-12°C et à hygrométrie élevée.

Mœurs

Le Grand murin est considéré comme sédentaire malgré des déplacements de l'ordre de 200 km entre les gîtes hivernaux et estivaux. Il entre en hibernation d'octobre à avril en fonction des conditions climatiques locales. Durant cette période, il peut former des essaims importants ou être isolé dans des fissures.

Les colonies de reproduction comportent quelques dizaines à quelques centaines voire quelques milliers d'individus, essentiellement des femelles. Elles s'établissent dès le début du mois d'avril jusqu'à fin septembre.

Le Grand murin quitte généralement son gîte environ 30 minutes après le coucher du soleil pour le regagner environ 30 minutes avant le lever de soleil. Lors de l'alimentation, les femelles rentrent exceptionnellement au gîte durant la nuit. Le Grand murin utilise régulièrement des repaires nocturnes. La majorité des terrains de chasse se situe dans un rayon de 10 km autour de la colonie. Le vol de chasse se compose d'un vol de recherche à environ 30-70 cm du sol, prolongé d'un léger vol surplacé lorsqu'une proie potentielle est repérée. Les proies volantes peuvent être capturées par poursuite aérienne, ce qui implique le repérage des proies par écholocation ou par audition passive.

Régime alimentaire

Le Grand murin est, comme les autres Chiroptères européens, un insectivore strict. Son régime alimentaire est principalement constitué de coléoptères carabides (> 10 mm), auxquels s'ajoutent des coléoptères scarabéides dont les méloanthidés (haricots), des orthoptères, des dermaptères (perce-oreilles), des diptères tsulidés, des lépidoptères, des araignées, des opilions et des myriapodes. La présence de nombreux arthropodes non-volants au printemps suggère que le Grand murin gît la faune du sol. Le Grand murin a un comportement alimentaire généraliste de la faune épigée, mais aussi opportuniste, comme en témoigne la capture massive d'insectes volants à certaines périodes de l'année (haricots, spulés, torseuses, fourmis).

Reproduction	
Les individus atteignent leur maturité sexuelle à 3 mois pour les femelles, 15 mois pour les mâles. L'accouplement a lieu dès le mois d'août et jusqu'au début de l'hibernation. Les femelles donnent naissance à un seul jeune par an, exceptionnellement deux. Elles forment des colonies importantes pouvant regrouper plusieurs milliers d'individus, associées au Petit murin, au Miniotier de Schreiber, au Rhinophore euryale, au Murin à oreilles échancrées ou au Murin de Capaccini. Les jeunes naissent durant le mois de juin. Ils pèsent généralement 6 g à la naissance, commencent à voler à 1 mois et sont sevrés vers 6 semaines. L'âge maximal enregistré atteint 20 ans, mais l'espérance de vie ne dépasse pas 4 ou 5 ans en moyenne.	
Exigences écologiques	
<ul style="list-style-type: none"> • Maintien des gîtes • Maintien des habitats de chasse préférentiels • Maintien des corridors boisés de déplacement 	
Répartition et état des populations	
En France	
En France, l'espèce est présente dans pratiquement tous les départements métropolitains, hormis la région parisienne. Si en période hivernale, le Centre de la France semble accueillir de bonnes populations dans les anciennes carrières, c'est le sud de la France (Aquitaine et Midi-Pyrénées) qui accueille en période estivale les populations les plus importantes dans les cavités souterraines (plusieurs milliers d'individus).	
En Lozère	
Le Grand Murin est présent dans tout le secteur karstique, entre 450 et 1050 m d'altitude. L'identification hivernale d'individus dispersés dans les grottes est rendue quasi-impossible par la nette ressemblance avec le Petit Murin. Les effectifs sont toujours faibles, de l'ordre de quelques individus. L'essentiel des données provient d'individus capturés en automne en entrée de cavités.	
Sur le site	
Un seul individu a été capturé dans l'aire d'inventaire durant l'été 2007 (MALAFOSSE, com. pers.) à l'entrée des gorges du Bramont. Aucune colonie de reproduction n'est connue dans le département et aucune preuve de reproduction n'est disponible dans le site.	
Analyse	
Intérêt et valeur patrimoniale sur le site	
<ul style="list-style-type: none"> • Un seul individu a été observé en 2007, mais aucun gîte de reproduction ou d'hibernation n'est connu sur le site 	
Facteurs d'influence sur le site	
Facteurs naturels	
•	<ul style="list-style-type: none"> - De part sa géologie, le Valdornez offre une capacité d'accueil non négligeable pour les chauves-souris en termes de cavités naturelles - Les cours d'eau du site sont bordés de boisements riverains relativement continus
Facteurs anthropiques	
•	<ul style="list-style-type: none"> - De part l'existence passée d'activités minières dans ce secteur, le Valdornez offre une capacité d'accueil non négligeable pour les chauves-souris en termes de cavités artificielles - Le traitement antiparasitaire du cheptel, lorsqu'il utilise des molécules à forte rémanence (ivermectine), est principalement effectué à l'automne-hiver, à la rentrée à l'étable ou à la bergerie - Le réseau de haies du Valdornez est encore relativement bien développé dans la vallée - Concernant les forêts domaniales, les aménagements futurs devraient prévoir la poursuite de l'amélioration des peuplements non encore arrivés à maturité tout en favorisant la biodiversité (mélange d'essences, régénération naturelle) (FD Mende et Bramont), ainsi que l'augmentation des âges d'exploitabilité dans les zones à enjeu de production/protection (des sols et/ou des paysages) par rapport aux zones à enjeu unique de production (FD Mende) - La rectification du lit du Bramont à Lantoune s'est effectuée dans un souci de maintien de la dynamique naturelle du cours d'eau et des boisements riverains. Des arbustes et des arbres ont été implantés dans l'objectif de recréer à moyen terme la ripisylve détruite par les travaux
•	<ul style="list-style-type: none"> - L'épandage de produits phytosanitaires et le recours à des fertilisants sur les parcelles agricoles, ainsi que l'utilisation de produits vermifuges à forte rémanence pour le soin du bétail en pâture favorisent une mortalité accrue chez les insectes, avec pour conséquence une diminution des ressources trophiques - La destruction (notamment suite au remembrement) et l'entretien parfois inadéquat, souvent inexistant, des haies se traduisant par une diminution du linéaire boisé et une dégradation de son état de conservation général. Cela a pour conséquences une perte d'habitats de chasse favorables, une diminution des ressources trophiques, la rupture des corridors de circulation et la disparition de gîtes potentiels - La diminution des surfaces toujours en herbe au profit des terres labourables (conversion en cultures labourées ou prairies artificielles ensimées) et la fermeture progressive des milieux ouverts consécutives à l'abandon des pratiques agropastorales (ensilagem) s'accompagnent d'un recul des zones riches en insectes, soit une diminution des ressources trophiques - L'uniformisation de la composition (monoculture) et de la structure (conduite en talaie régulière à grande échelle) des peuplements forestiers du site et le rajeunissement de leur âge d'exploitabilité entraînent une diminution des ressources trophiques et une raréfaction des gîtes - La dégradation et la destruction localisées des boisements riverains favorisent la diminution des effectifs d'insectes inféodés aux boisements humides et recherchés par les chauves-souris - La rénovation du bâti, son abandon (effondrement de la toiture), la pose de grillages anti-pigeons dans les édifices publics, ainsi que la fermeture (accidentelle ou intentionnelle) de cavités souterraines entraînent la disparition de gîtes potentiellement favorables - L'utilisation de produits insecticides toxiques pour le traitement des charpentes peut entraîner l'intoxication des chauves-souris

<ul style="list-style-type: none"> - L'éclairage nocturne des sites naturels et des bâtiments ou toute autre forme de perturbation (fréquentation du milieu souterrain) sont susceptibles de déranger les chauves-souris dans la réalisation de phases clés de leur cycle biologique, voire de les faire désertir un gîte potentiellement favorable. - Les collisions dues au trafic routier dans le Valdonnez constituent une cause de mortalité des chauves-souris. 	
Etat de conservation sur le site	
Indicateur de l'état de conservation	Valeur pour le site
Nombre de gîtes de reproduction	0
Nombre de gîtes d'hivernation	0
Surface en habitat de chasse préférentiel	Inconnus
Habitat en bon état de conservation	0
Menace	Valeur pour le site
Destruction de l'habitat	Moyenne
Diminution des ressources trophiques	Moyenne
Mortalité accidentelle	Faible
Dérangement	Faible
Etat de conservation	Valeur pour le site
L'état de conservation du Grand Murin est jugé moyen sur le site. La surface d'habitats favorables est peu importante au sein du site. La conservation de l'espèce impose prioritairement la protection des colonies de reproduction qui seront éventuellement trouvées dans le site ou à ses abords.	Moyen

La Loutre d'Europe *Lutra lutra* (Linné, 1758)



Code Natura 2000 : 1355
Espèce prioritaire : non

E9

Description

Organisation spatiale

	Site	Extensions	Zone d'étude
Surface totale	56,6 ha	14,5 ha	73,1 ha
Surface relative	1,4%	2,0%	1,4%
Longueur totale	37,9 km	10,4 km	48,3 km
Longueur relative	100%	100%	100%

Milieux fréquemment associés
Cours d'eau, ripisylve, prairies et zones humides annexes

Principales localités
Bramont, Nize

Systématique

Embranchement : Cordés
Classe : Mammifères
Ordre : Carnivores
Famille : Mustélidés
Genre : *Lutra*
Espèce : *lutra*

Statuts de protection

Protection nationale : arrêté ministériel du 17/04/1981, modifié par l'arrêté ministériel du 16/12/2004 (loi du 10 juillet 1976)
Directive Habitats : Annexes II et IV
Convention de Berna : Annexe II
Convention de Washington : Annexe I

Statuts de conservation

Liste Rouge France : en danger
Liste Rouge Monde : presque menacé

Caractéristiques morphologiques

La loutre est l'un des plus grands Mustélidés d'Europe. Sa taille moyenne est de 70 à 90 cm pour le corps, de 30 à 45 cm pour la queue : son poids atteint 6 à 12 kg pour le mâle, 4 à 6 kg pour la femelle.
Le dimorphisme sexuel est bien marqué : les mâles sont plus corpulents que les femelles et présentent des caractères faciaux typés (crâne plus large, front convexe, lèvres épaisses, rhinarium épais et large, etc.).
Le pelage est de couleur marron foncé, avec des zones grisâtres plus claires sous la gorge, la poitrine et le ventre.
L'espèce présente des adaptations morphologiques à la vie en milieu aquatique : forme du corps fuselée, tête aplatie, queue longue et musclée, membres courts et trapus, doigts des pattes reliés par une palmure large et épaisse, fourrure dense.

Biologie et écologie

Habitat

La Loutre est inféodée aux milieux aquatiques douçicoles, saumâtres et marins. Tous les milieux aquatiques et leur proximité sont susceptibles d'être parcourus ou utilisés par l'espèce. Les milieux réservés au repos diurne sont choisis en fonction de leur tranquillité et du couvert végétal (gîtes discrets à l'abri du dérangement humain).

Mœurs

La Loutre est essentiellement crépusculaire et nocturne : pendant la journée, elle se repose dans un terrier profond entre les pierres d'une berge ou dans une couche dissimulée dans les rondiers, les fourrés, un enchevêtrement racinaire ou les formations d'hélophytes denses, toujours à proximité de l'eau. Elle passe une grande partie de son comportement actif dans l'eau pour les déplacements, la pêche et l'accouplement (elle maîtrise parfaitement la nage en surface et en plongée). Elle quitte l'élément aquatique pour le repos diurne, la consommation de proies de grande taille et pour gagner d'autres milieux aquatiques voisins.

Le comportement social est de type individualiste : chaque Loutre est cantonnée dans un territoire particulier situé à l'intérieur d'un domaine vital beaucoup plus vaste où elle tolère le voisinage d'autres individus (10 à 25 km voire 40 km pour les mâles en système hydrographique linéaire, 500 à 2500 ha en système surfacique, selon la densité de proies et la qualité du milieu naturel). L'espèce marque son territoire via l'émission d'urine et le dépôt de matières appelées « épreintes ».

Régime alimentaire

Essentiellement piscivore (de 50 à 90% de l'alimentation), la Loutre consomme également d'autres types de proies : Amphibiens, Crustacés, Mollusques, Mammifères, Oiseaux, Insectes, etc. Son régime varie en fonction des saisons et des ressources alimentaires offertes par le milieu. Une Loutre adulte consomme de l'ordre d'1 kg de nourriture par jour.

Reproduction

En général solitaires, les Loutres ne vivent en couple que pendant la période de rut. Les mâles atteignent leur maturité sexuelle vers 2-3 ans, les femelles vers 3-4 ans. Les femelles peuvent se reproduire à n'importe quel moment de l'année. L'accouplement se passe dans l'eau. La gestation dure 60 à 62 jours. La mise bas a généralement lieu dans un terrier appelé « cache » ou dans une couche à l'air libre. Les portées comptent généralement deux, rarement trois, exceptionnellement quatre loutrons. Le sevrage des jeunes a lieu vers l'âge de huit mois. La longévité dans la nature n'excède guère cinq ans (seuls 15% des individus atteignent l'âge adulte).

Exigences écologiques

- Maintien d'une densité de poissons suffisante
- Maintien de la tranquillité et de la densité du couvert végétal des milieux rivulaire et annexes

Répartition et état des populations	
<p>En France</p> <p>La Loutre est présente dans 47 départements mais n'est courante à assez courante que dans 14 d'entre eux. La carte de répartition actuelle met en évidence deux ensembles géographiques occupés par l'espèce : la façade atlantique et le Massif Central. En dehors de ces deux zones, les populations de Loutre sont relictuelles, séparées des populations principales. Un mouvement de recolonisation est clairement mis en évidence depuis plus de quinze ans et de nouveaux territoires sont réoccupés durablement.</p>	
<p>En Lozère</p> <p>En Lozère, la Loutre est signalée « partout » à la fin du XIX^{ème} siècle. Après une baisse vraisemblablement forte de ses effectifs entre les années 1950 et 1970, sur les bassins du Lot et du Tarn surtout, il semble que les mesures de protection nationale dont elle a pu jouir à partir de 1972, avec l'interdiction du piégeage, aient pu lui permettre de bien recoloniser aujourd'hui la quasi-totalité des cours d'eau du département. Il est probable aussi que ce soit à partir de noyaux de population ayant subsisté sur l'Aubrac et la Margeride que la Loutre a pu progressivement reconquérir ses territoires. En effet, un spécimen a été capturé en 1971 près de Nasbinals, sur l'Aubrac, tandis qu'elle semblait avoir disparu de l'Allier, à l'est du département, au début des années 1980. En 1979, elle est présente est bien connue des naturalistes sur la Desges (commune de Paulhac-en-Margeride). Puis en 1983, des traces sont observées sur l'étang de Barrandin, à l'ouest du mont Lozère. Cette progression se confirme ensuite par quelques contacts visuels avec l'animal à partir de 1991 : sur la Cruselle dans la vallée de l'Ente (commune de St-Léger-de-Peyre) en juin 1991, sur l'étang de Barrandin en juin 1992, sur un affluent du Bès (commune d'Arzens-d'Archer) en février 1993, dans les gorges du Tarn en mai 1993 (commune de La Malène) et en novembre 1993 (commune d'Espagnac), sur la Colagne en mars 1993 (commune de Rappoles-de-Fumas) et en mars 1995 (commune de Réaumur de Randon). En décembre 1995, un jeune loutron, âgé d'environ 2 mois, est retrouvé mort (cause non identifiée) dans la neige sur le ruisseau des Pêches (commune de Nasbinals) sur l'Aubrac. Cette recolonisation se poursuit encore aujourd'hui sur les cours d'eau du sud du département, bassin du Tarn et de la Jonte, mais aussi depuis peu sur le versant méditerranéen cévenol. Sa présence a en effet été authentifiée sur le Luch en 1992, sur le Gardon de St-Martin-de-Lanaudie en 1997, sur l'Allier en 1998 et sur la Chassezac en 1999.</p>	
<p>Sur le site</p> <p>La totalité du linéaire de la Nize et du Bramont est régulièrement fréquenté par la Loutre depuis 1990, probablement par plusieurs individus.</p>	
Analyse	
<p>Intérêt et valeur patrimoniale sur le site</p> <ul style="list-style-type: none"> De part son alimentation relativement éclectique, l'espèce se situe au sommet de la pyramide alimentaire des écosystèmes aquatiques qu'elle fréquente : sa présence peut être considérée comme indicatrice d'une bonne santé de ces milieux (capacité d'accueil favorable, ressource alimentaire suffisante, dégradation faible ou localisée) Les populations de Loutre ont subi un net déclin dans la plupart des pays d'Europe au cours de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle et la France n'a pas échappé au phénomène général Depuis 1985, des indices probants de recolonisation ont été enregistrés à partir de noyaux de populations en bonne santé du Massif Central (Bouchardy et Boulede, 1999). La population de Loutre qui fréquente le Valdornez peut participer à la reconquête des cours d'eau et des zones humides où l'espèce a fortement régressé au cours du siècle dernier 	
<p>Facteurs d'influence sur le site</p>	
<p>Facteurs naturels</p> <ul style="list-style-type: none"> Les cours d'eau du site sont bordés de boisements riverains relativement continus : ils jouent un rôle dans le maintien des berges et leur système racinaire partiellement visible offre de nombreux caches et abris à la Loutre L'érosion des berges dans les secteurs soumis à de forts courants (virages serrés, épiques peu consistants) diminue la capacité d'accueil du milieu en termes de caches et de gîtes de repos 	
<p>Facteurs anthropiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Les sports nautiques et la baignade, susceptibles d'occasionner un dérangement significatif de la Loutre dans la réalisation de ces différentes activités, ne sont pas pratiqués au sein du site La rectification du lit du Bramont à Lantondre s'est effectuée dans un souci de maintien de la dynamique naturelle du cours d'eau, favorable à la Loutre. Des arbustes et des arbres ont été implantés dans l'objectif de recréer à moyen terme la ripisylve étroite par les travaux. Une caliche artificielle a été aménagée dans la berge reconstituée dans l'objectif de faciliter la reproduction de la Loutre sur le site Les aménagements riverains réalisés par l'APPMA de Balaigues visent l'amélioration de la capacité d'accueil du milieu et l'augmentation des densités de Truite, ce qui est favorable à la Loutre Les prélèvements d'eau effectués sur les rivières pour l'irrigation des parcelles agricoles accentuent les phénomènes d'étiage sévère et la réduction des débits en période de sécheresse Les dérivations d'eau du lit naturel de la Nize pour l'alimentation de la pisciculture et du bétail de la pépinière, si elles restituent la quasi-totalité du volume prélevé, court-circuitent néanmoins le cours d'eau sur quelques dizaines voire centaines de mètres La déviation du lit de Bramont à Lantondre constitue une perturbation notable du régime hydraulique du cours d'eau dans ce secteur. Outre ses impacts directs sur la trajectoire du lit et sur la dynamique globale de la rivière, elle a nécessité la mise en œuvre de travaux lourds qui n'ont probablement pas été sans conséquence sur la vie du cours d'eau sur et en aval du chantier (destruction de caches, turbidité constante et colmatage, dérangement, pollution) Les dégradations localisées des berges (piétinement du bétail qui s'abreuve au ruisseau) et des boisements riverains (entretien inadapté, destruction) diminuent la capacité d'accueil du milieu en termes de caches et de gîtes de repos L'épandage de produits phytosanitaires et le recours à des fertilisants sur les parcelles agricoles en marge de la rivière constituent une source de pollution qui gagne le cours d'eau par ruissellement ou infiltration, avec comme corollaire la raréfaction des peuplements piscicoles préjudiciable à la Loutre Certaines zones humides situées sur le secteur Mont Lozère ont fait l'objet de drainages qui favorisent leur assèchement, avec pour conséquence une diminution des surfaces susceptibles d'approvisionner la Loutre en nourriture, notamment en amphibiens Trois cas de mortalités dues à des collisions routières ont été dénombrés dans le Valdornez depuis 2000 au niveau de Balaigues et de Saint-Bauzile 	

<p>- L'activité de pêche justifie une fréquentation régulière et diffuse du milieu rivulaire, sur une période pouvant correspondre à la période sensible de reproduction de la Loure.</p>	
Etat de conservation sur le site	
Indicateur de l'état de conservation	Valeur pour le site
Importance de la surface / du linéaire d'habitat	73,1 ha / 49,3 km
Taille de la population	Inconnue
Habitat en bon état de conservation	0
Proximité d'autres noyaux de population sur les bassins versants voisins de celui du Bramont	+
Régularité du marquage dans le temps et l'espace depuis 1990	+
Peuplement piscicole abondant	+
Absence de pollution dans l'habitat ou à proximité	-
Menace	Valeur pour le site
Destruction de l'habitat	Faible
Intensification (pollution de l'eau : eutrophication, contamination par des biocides)	Faible
Mortalité accidentelle	Moyenne
Dérangement	Faible
Etat de conservation	Valeur pour le site
<p>L'état de conservation de la Loure est jugé bon sur le site. Sa fréquentation des cours d'eau du Valdonnez, avinée depuis plus de quinze ans, semble montrer que l'espèce y trouve les ressources alimentaires nécessaires à sa survie et/ou des gîtes favorables pour la réalisation de ses activités. Son habitat, constitué du linéaire de cours d'eau, de la ripisylve et des milieux humides annexes, est relativement peu représenté sur le site, mais majoritairement en état de conservation satisfaisant. L'espèce connaît une dynamique expansive dans le sud-ouest de la Lozère ; son avenir ne semble pas dépendant de mesures de conservation.</p>	
	Bon

Liste des espèces non d'intérêt communautaire observées sur les cinq communes du site

Classe	Espèce
Odonates	<p> Aesche bleue Aesche des joncs Aesche mixte Aesche paisible Agrion à lunules Agrion blanchâtre Agrion de Vander Linden Agrion élégant Agrion gracieux Agrion hasté Agrion jouvenceau Agrion mignon Agrion nain Agrion orangé Agrion porte-coupe Anax empereur Calopteryx vierge Cordulégastre annelé Cordulégastre bidenté Cordule arctique Cordule bronzée Gomphe à crochets Gomphe gentil Leste dryade Leste fiancé Leste vert Libellule à quatre taches Libellule déprimée Orthetrum bleuisseant Orthetrum réticulé Petite nymphe à corps de feu Sympetrum à nervures rouges Sympetrum jaune d'or Sympetrum noir </p>
Amphibiens	<p> Alyte accoucheur Crapaud calamita Crapaud commun Grenouille rousse Péodyte ponctué Salamandre tachetée Triton palmé </p>
Reptiles	<p> Coronelle lisse Couleuvre à collier Couleuvre verte-et-jaune Lézard vert Couleuvre vipérine Lézard des murailles Lézard vert à deux raies Lézard vivipare Orvet Vipère aspic </p>
Mammifères (hors Chiroptères)	<p> Blaireau Martre Fouine Hermine Putois Campagnol des champs Campagnol amphibie Campagnol des champs Campagnol des neiges Campagnol roussâtre Campagnol terrestre Mulot sylvestre Rat surmulot Cerf élaphe Chevreuil Crocidure musette Musaraigne couronnée Musaraigne pygmée Musaraigne carrelet Écureuil roux Genette Hérisson d'Europe Lapin de garenne Lièvre d'Europe Lérot Loir Mulot à collier jaune Campagnol agreste Rat musqué Mulot sylvestre Musaraigne couronnée Ratard roux Sanglier </p>
Chiroptères	<p> Molosse de Cestoni Murin à moustaches Murin de daubenton Murin de natterer Noctule de leister Oreillard gris Oreillard roux Pipistrelle commune Pipistrelle de kuh Pipistrelle de nathusius Sérotine commune Vespère de Savi </p>

source : DOCOB-site FR9102008 Valdonnez

ANNEXE 7 : Plan d'Exposition au Bruit de l'aérodrome de Mende-Brenoux

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOZERE

Direction de l'Administration
Générale et de la Réglementation

3ème Bureau

1/3/JP/CC

ARRÊTÉ n° 85-0759

relatif au plan d'exposition
au bruit des aéronefs de
l'aérodrome de MENDE-BRENOUX.

Le Préfet, Commissaire de la République
du département de la Lozère,

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.III.1-I, L.III.1.-4, R.III.3-1 et R.III.15,
VU la Directive d'Aménagement National approuvée par le décret n° 77-1.066 du 22 Septembre 1977 et relative à la construction dans les zones de bruit des aérodromes, modifiée par le décret n° 81-533 du 12 Mai 1981,
VU la circulaire n° 81-75 du 13 Août 1981 commentant la Directive d'Aménagement National précitée,
VU le décret n° 82-389 du 10 Mai 1982 relatif aux pouvoirs des Commissaires et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU la circulaire n° 84-87 du 26 Décembre 1984 portant application de cette directive,
VU la lettre de M. le Directeur de la Région de l'Aviation Civile Sud Est pour le Ministre d'Etat, Ministre des Transports en date du 15 Mai 1985,
VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipeement de la Lozère, en date du 27 Juin 1985,

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1 - Est approuvé et rendu disponible pour l'application de la directive d'Aménagement National approuvée par le décret n° 77-1.066 du 22 Septembre 1977 susvisé, modifié, le plan d'exposition au bruit des aéronefs de l'aérodrome de MENDE-BRENOUX portant le n° DRAC-SE/DO.TA/32 A.

ARTICLE 2 - Ce plan pourra être consulté dans :

- 1) les locaux de la Préfecture, les jours ouvrables aux heures d'ouverture des bureaux ;
- 2) les locaux de la Direction Départementale de l'Equipeement les jours ouvrables aux heures d'ouverture des bureaux.

Ampliation du présent arrêté et du document annexé sera adressée aux maires des communes suivantes :

- MENDE
- BRENOUX.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Lozère
et M. le Directeur départemental de l'Équipement sont
chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent
arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la
Préfecture.

Donné en préfecture
Le 28 Juin 1965

J. PELLETIER

A RENDE, le 28 Juin 1965

Le Préfet, Commissaire de
la République.

Maurice FOURNET

AVRIL 1988

AERODROME DE MENDE - BRENOUX

PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT DES AÉRONEFS

DRAC.SE/DO.TA/ 32 A

Ech: 1/10.000

Indications générales sur la nature et la signification du plan

Le présent document est établi pour l'application des prescriptions du décret n° 77-1066 du 22 septembre 1977 complété par le décret n° 81-533 du 12 mai 1981 approuvant la directive d'aménagement national relative à la construction dans les zones de bruit des aéroports, dont la validité a été reconstruite par l'article 73 de la loi n° 85-6 du 7 janvier 1985 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (articles L.111-1-1, L.111-1-4 et R.111-3-1 du Code de l'Urbanisme modifié).

Il a été élaboré en fonction des dispositions de la circulaire n° 81-76 du 13 août 1981 du Ministre d'Etat, Ministre des transports et du Ministre de l'Urbanisme et du Logement, relative aux modalités d'application de la directive d'aménagement national approuvée par décret n° 77-1066 du 22 septembre 1977 complété par décret n° 81-533 du 12 mai 1981.

I - HYPOTHESE DE BASE

L'aérodrome est supposé réalisé suivant les dispositions figurant au plan.

Le trafic est celui escompté aux alentours de l'horizon 1995 soit :

11 000 mouvements d'aviation générale

Les aéronefs et les moteurs sont de types connus, projetés ou envisagés.

Les trajectoires des avions suivent les procédures actuellement prévues.

Les conditions atmosphériques sont standard et le vent nul.

II - METHODE DE CALCUL ET RESULTATS

Le calcul est basé sur la détermination en chaque point du sol environnant l'aérodrome d'un indice psychique. Il représente le niveau d'exposition totale au bruit des aéronefs.

L'exposition au bruit est, aux abords de l'aérodrome de Mende Brenoux, caractérisée par deux zones :

----- une zone de bruit fort, dite zone B, où l'indice psychique est compris entre 89 et 96 - Limite zone B.

----- une zone de bruit modéré, dite zone C, où l'indice psychique est compris entre 84 et 89 - Limite zone C.

En fonction des diverses hypothèses, des variations dans les conditions de propagation et de réception du son, de la nature très variée des sons à prendre en compte, le zonage ainsi déterminé comporte une certaine approximation.

Il en résulte une marge d'incertitude, traduite par un grisé sur le plan.

Vu et annexé à l'arrêté
préfectoral du 27 Juin 1955
Mende le 22 Juin 1955
Le Préfet

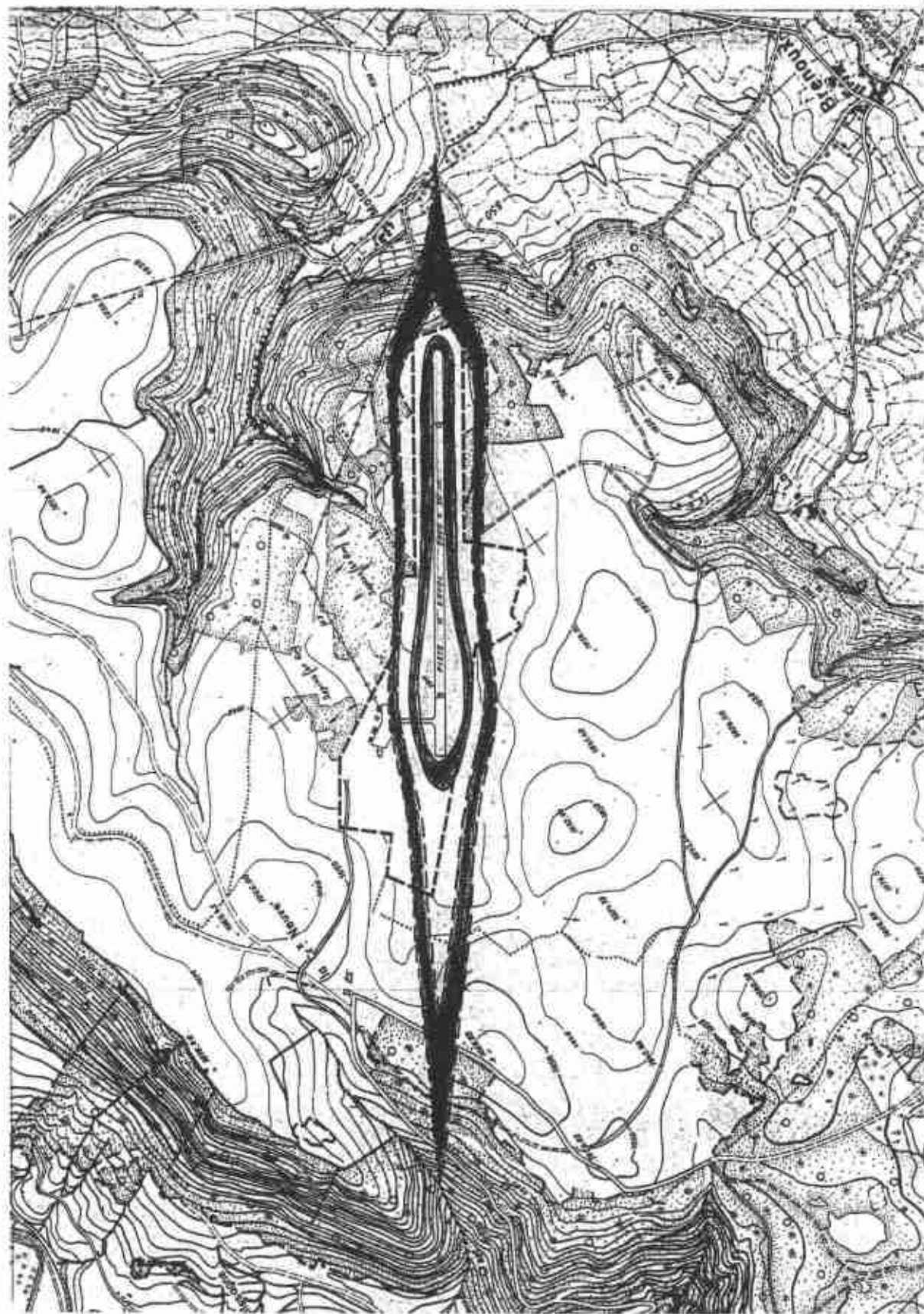
LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE.

Maurice JOUBERT

Copie certifiée conforme
L'Attaché

J. PELLETIER







PRÉFET DE LA LOZÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

ARRÊTÉ n° 2010165-0009 du 14 juin 2010

Portant mise en révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome Mende-Brenoux

Le préfet
Officier de l'ordre national du Mérite
Officier du mérite agricole

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 571-11 à L. 571-13; articles R. 571-58 à 80 et articles R. 571-85 à 90;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 147-1 à L. 147-8 et R. 147-1 à R. 147-11, portant dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes, et notamment l'article R. 147-7;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment l'article R. 122-5, relatif au classement des aérodromes;

Vu l'arrêté du 23/12/2004, relatif à la classification acoustique des aéronefs;

Vu le décret n° 2002-626 du 26 avril 2002 fixant les conditions d'établissement des plans d'exposition au bruit et des plans de gêne sonore des aérodromes et modifiant le code de l'urbanisme;

Vu l'arrêté préfectoral n° 85-0759 du 28 juin 1985 approuvant le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Mende-Brenoux;

Considérant que le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Mende-Brenoux doit être révisé conformément aux dispositions du décret n° 2002-626 susvisé, et pour prendre en compte les perspectives d'évolution du trafic aérien de l'aérodrome;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est prescrite par le présent arrêté, la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Mende-Brenoux, conformément au projet figurant dans le dossier annexé au présent arrêté, qui comprend les documents suivants :

- un rapport de présentation du projet de plan d'exposition au bruit
- une carte à l'échelle de 1/25 000ème du projet de plan d'exposition au bruit.

Adresse postale : PRÉFECTURE DE LA LOZÈRE - 2, Rue de la Rozière - 48005 MENDE CEDEX
Téléphone : 04-66-49-60-00 - Télécopie : 04-66-49-17-23 - Site internet : www.lozere.pref.gouv.fr
Horaires d'ouverture : Bureaux 9 h 00 - 11 h 45 et 14 h 15 - 17 h 00/Guichets 8 h 30 - 11 h 45 et 13 h 30 - 16 h 00

ARTICLE 2 :

Les communes concernées par cette révision sont :

Mende
Brenoux

ARTICLE 3 :

La zone A est comprise à l'intérieur de la courbe d'indice Lden 70.

La zone B du projet de PLU est comprise entre la courbe d'indice Lden 70 et la courbe d'indice Lden 65.

La zone C du projet de PLU est comprise entre la courbe d'indice Lden 65 et la courbe d'indice Lden 57.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées, à la présidente du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du bassin de vie de Mende, ainsi qu'au président de la chambre de commerce et d'industrie, exploitant de l'aérodrome.

Dès réception de la lettre de notification, les conseils municipaux et syndical, disposeront d'un délai maximal de deux mois pour faire connaître leur avis sur le projet.

A défaut de réponse dans le délai imparti, l'avis sera réputé favorable.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Lozère, et publié dans deux journaux diffusés dans le département.

Il sera également affiché pendant un mois dans chacune des mairies des communes concernées, et au siège du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du bassin de vie de Mende.

ARTICLE 6 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Lozère, le directeur de l'aviation civile (agence méditerranée), le directeur départemental des territoires, les maires des communes visées à l'article 2 ainsi que la présidente du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale du bassin de vie de Mende, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

le préfet



Dominique LACROIX

